

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°404**

**NOVEMBRE 2018**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA : ATTAQUES TURQUES CONTRE LE ROJAVA. LES FORCES KURDES ENGAGÉES DANS UNE OFFENSIVE DÉCISIVE CONTRE DAECH**
- **TURQUIE: LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE LA FIN DE LA DÉTENTION PROVISOIRE DE DEMIRTAŞ**
- **IRAK: LES RELATIONS AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEMENT S'ÉTABLISSENT, MAIS L'ARABISATION DE KIRKOUK SE POURSUIT**
- **IRAN: LE RENSEIGNEMENT IRANIEN MENACE ET ARRÊTE CIVILS ET ACTIVISTES KURDES, LES MEURTRES DE KOLBARS CONTINUENT**

---

## ROJAVA : ATTAQUES TURQUES CONTRE LE ROJAVA. LES FORCES KURDES ENGAGÉES DANS UNE OFFENSIVE DÉCISIVE CONTRE DAECH

**L**e 1er novembre, la chaîne kurde irakienne *Kurdistan 24* s'est faite l'écho de l'incompréhension des *Christian Peacemaker Teams* (CPT) à l'égard des «Casques Blancs», cette organisation syrienne de défense civile opérant en territoire rebelle. Nominée en même temps que les Casques Blancs pour le Prix Nobel de la Paix, CPT leur a reproché dans une lettre rendue publique le 29 octobre leur complaisance à l'égard des forces d'invasion turques à Afrîn. De son côté, un porte-parole des Casques Blancs a déclaré sur *Kurdistan 24* que l'organisation tentait de travailler par-

tout où c'était possible en Syrie et avait donc opéré quelques mois à Afrîn, mais qu'à présent les YPG ne les laissait pas accéder. Mettant l'accent dans leur lettre sur la cohabitation pacifique entre communautés qui prévalait à Afrîn avant l'invasion turque, CPT demande aux Casques Blancs d'utiliser leur influence locale et internationale pour «appeler au retrait des troupes turques et de leurs alliés syriens». Par ailleurs, dans une interview donnée le 8 à l'agence russe *Spoutnik*, le général syrien Hassan Ahmad Hassan, qualifiant l'intervention turque d'«illégal» et de «violation du droit international», a indiqué

qu'en cas d'échec de la diplomatie, l'armée syrienne était prête à recourir à la force pour reprendre Afrîn...

A Afrîn, exactions et luttes entre factions se sont poursuivies. Le 12, la Brigade djihadiste turkmène «Sultan Mourad» a relâché l'activiste des médias Bilal Srewel après l'avoir féroceement torturé parce qu'il avait pris des photos sans autorisation (*Kurdistan 24*). Le 18, après des mois de combats entre factions se disputant les richesses d'Afrîn, notamment les oliveraies confisquées à leurs propriétaires kurdes, l'armée turque a finalement pris le parti de «Sultan

Mourad» et attaqué *Ahrar al-Sharqiya*, imposant un couvre-feu sur la ville. Les combats avaient déjà fait au moins 25 tués dans les deux camps et *Ahrar al-Sharqiya* a été accusé de nombreux vols et pillages. Le Ministre turc de l'agriculture avait d'ailleurs reconnu le 10 que des olives volées à Afrîn étaient ensuite vendues en Turquie... Le 19, une moto piégée a explosé en ville, blessant 5 personnes, et les combats se sont poursuivis jusqu'à la dernière semaine du mois, provoquant de nouvelles destructions et des morts civiles (WKI). Les YPG ont aussi revendiqué la mort en fin de mois de 2 membres de «Sultan Mourad» dans une embuscade (AMN).

La Turquie ne compte manifestement pas s'en tenir à Afrîn dans le Nord Syrien. Elle prépare une attaque sur l'ensemble du Rojava sous le regard indifférent des Occidentaux, comme l'a dénoncé l'Association France-Kurdistan dans un communiqué du 1<sup>er</sup> novembre (*Rojinfo*). Le 3, l'armée turque a lancé une série de bombardements à l'artillerie lourde sur la ville et la région de Kobanê, tuant 4 combattants des Forces démocratiques syriennes (WKI). Le 5, après 3 jours de pause, les tirs ont repris, visant cette fois selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) Kobanê et Girê Spî (Tell Abyad), tuant une petite fille de 6 ans dans un village près de cette dernière ville et obligeant à y fermer l'école... Le Conseil démocratique syrien a dénoncé ces attaques et appelé la communauté internationale à agir, et des manifestations ont eu lieu dans tout le Rojava. Côté régime syrien, l'armée a commencé à déployer des troupes dans les provinces de Raqqa et Hassaké, ainsi qu'au nord d'Alep, à Tell Rifaat, et derrière les lignes des FDS à Tabqa (AMN). Le 27, Erdogan a été jusqu'à affirmer devant des députés de son parti: «Il n'y a pas de

Daech en Syrie», parlant de petites bandes «déguisées» en djihadistes... (*Newsweek*).

Les Américains, pour leur part, après l'augmentation des tensions Turquie-FDS, semblent de plus en plus condamnés au «grand écart» entre leur alliance anti-Daech avec les FDS sur le terrain et leur crainte de déplaire à la Turquie... Le 1<sup>er</sup> novembre, en une tentative manifeste pour apaiser la Turquie, après des mois de patrouilles séparées mais «coordonnées» près de Manbij, les États-Unis ont entamé des patrouilles conjointes avec les Turcs, suivant la «feuille de route» datant de juin mais demeurée largement en souffrance depuis. Autre geste vers Ankara, les États-Unis ont offert le 6 des récompenses allant jusqu'à 5 millions de dollars pour des informations sur la localisation de 3 importants dirigeants du PKK, Murat Karayilan, Cemil Bayik et Duran Kalkan (AFP).

Mais parallèlement, Moustafa Balî, le responsable du Centre médiatique des FDS a indiqué le 2 que les militaires américains avaient entamé des patrouilles sur la frontière près de Kobanê pour empêcher de nouvelles attaques turques. Cela n'a pas été immédiatement confirmé par la coalition (*Kurdistan 24*), mais sur le terrain, l'AFP a témoigné de véhicules blindés battant drapeau américain escortés par des FDS... Le Conseil militaire de Manbij a aussi rendu public le 3 la visite de l'Ambassadeur américain William Roebuck, au cours de laquelle il s'est rendu à l'hôpital de la ville pour rencontrer Gulistan Mohammed, une jeune journaliste kurde de l'agence ANHA blessée la veille au visage par des tirs turcs en même temps qu'un confrère. L'agence ANHA a accusé les Turcs d'avoir «délibérément visé» ses 2 journalistes. L'aviation américaine a aussi commencé à patrouiller sur la frontière pour empêcher des

frappes aériennes turques... (AMN)

Le 6, le Président turc a qualifié les patrouilles conjointes USA-FDS d'«inacceptables», ajoutant qu'il demanderait à son homologue américain de les faire cesser quand il le rencontrerait à Paris durant les commémorations du 11 novembre (*Reuters*). Le 10, l'OSDH a rapporté que, malgré une seconde patrouille conjointe américano-turque menée le 8, des groupes islamistes armés soutenus par la Turquie avaient bombardé à l'artillerie des positions du Conseil militaire de Manbij, visant aussi des paysans travaillant dans leurs oliveraies (*Kurdistan 24*).

Le 21, le secrétaire à la Défense Jim Mattis a annoncé qu'afin de s'assurer que «les FDS ne se retirent plus du combat contre Daech», l'armée américaine allait installer le long de la frontière des tours d'observation «clairement marquées jour et nuit, pour que les Turcs sachent exactement où elles sont»... La décision selon lui avait été prise «en coopération étroite avec la Turquie» (AFP). Cependant, celle-ci n'a guère tardé à critiquer ces tours, qualifiées d'«inutiles» par le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar (AFP), qui a aussi le 23 réclamé la mise en œuvre «d'ici la fin de l'année» de la feuille de route de Manbij, impliquant le retrait des YPG kurdes de la ville (*Le Figaro*). Le 28, Mattis a curieusement précisé que ces postes d'observations visaient à «avertir les Turcs [...] de toute menace», tout en admettant qu'il s'agissait, aussi, de protéger les FDS des attaques turques... (RT) Le 29, le Représentant spécial du Département d'État sur la Syrie, James Jeffrey, tout en assurant la Turquie du soutien des États-Unis contre le PKK, a prévenu Ankara contre toute action unilatérale visant les alliés kurdes des États-Unis en Syrie, d'autant plus «inacceptable» qu'elle mettrait en dan-



ger du personnel militaire américain (*Breitbart News*). Le 30, Ahmad Osman, commandant de la Brigade «Sultan Mourad», a déclaré dans une interview à l'agence d'État turque *Anatolie* que, si les Américains se retiraient, l'Armée syrienne libre était prête à attaquer les PYD à Tell Abyad, Raqqa et Hassaké et dans d'autres régions à l'Est de l'Euphrate (*Ahval*).

Parallèlement, alors que les Irakiens renforçaient de leur côté leurs défenses frontalières, côté syrien, les FDS ont poursuivi leurs combats contre Daech: bien qu'elles aient le 30 octobre annoncé l'arrêt de leur offensive après des attaques turques succédant à d'importantes pertes, elles n'ont pas pour autant renoncé à se défendre des contre-attaques djihadistes. Renforcées par des combattants venus du reste du Rojava, elles se sont concentrées en début de mois à l'Est de l'Euphrate, tandis que la coalition menait d'importants bombardements, tuant 9 djihadistes mais aussi au moins 14 civils. Le 4 cependant, 12 combattants FDS et 1 civil ont été tués à Raqqa par une voiture piégée et des accrochages près de Hajin qui ont aussi fait 20 blessés (*OSDH*), Daech ayant de nouveau utilisé les mauvaises conditions météorologiques pour lancer une contre-

attaque meurtrière (*AFP*). Cette attaque est venue juste après l'assassinat le 2 d'un leader tribal arabe de Raqqa, Sheikh Bashir Faysal al-Huwaïdi, membre du Conseil civil de la ville. Le 14, Moustafa Bali, directeur du Centre de presse des FDS, a annoncé que le chef de la cellule djihadiste responsable de l'opération avait été arrêté. Déjà le 15 mars, un autre membre du Conseil civil de Raqqa, Kurde cette fois, Omar Alloush, avait été assassiné chez lui à Girê Spî, les autorités kurdes avaient accusé la Turquie (*Kurdistan 24*). Le 7 au soir, les FDS ont déjoué une autre attaque-surprise sur une de leurs bases où se trouvait aussi du personnel militaire américain, tuant avec le soutien aérien de la coalition au moins 20 djihadistes près du gisement pétrolier d'al-Tanak, l'un des plus importants de Deir Ezzor (*OSDH*). Selon l'AFP, du 5 au 7, au moins 45 djihadistes ont été tués.

Le 11, après 10 jours durant lesquels elles se sont bornées à la défensive, les FDS ont annoncé la reprise de leur offensive. Le 13, l'OSDH a rapporté qu'au moins 28 civils, en majorité des proches de combattants de Daech, dont 9 enfants, avaient péri dans des frappes de la coalition...

Le 22, les FDS et les Forces Spéciales américaines ont annoncé avoir capturé dans un raid le second d'Aboubakir al-Bagdadi, le leader de Daech, Oussama Awaïd al-Ibrahim (Oussama Oueïd al-Saleh selon l'AFP), dans un tunnel près du village d'al-Tayyana (*WKI*). Le 23, les FDS ont annoncé qu'au moins 50 djihadistes avaient été tués dans la poche de Hajin lors de 3 nouvelles contre-attaques distinctes vers le champ pétrolier d'al-Tanak, repoussée au sol et par des frappes aériennes. Selon l'OSDH, au moins 47 combattants des FDS ont été tués les 23 et 24 novembre, dont 29 seulement le 24. La coalition a poursuivi ses frappes sur la poche encore contrôlée par Daech sur la rive orientale de l'Euphrate, qui comprend notamment Hajin, Soussa et Al-Chaafa... Le 26, après trois jours de combats, le bilan côté FDS s'établissait à 92 tués, les pertes les plus importantes jamais enregistrées en une seule offensive de Daech, qui a une nouvelle fois profité du brouillard pour lancer une contre-attaque vers l'ouest de Hajin, sans pouvoir cependant conserver les territoires reconquis. Le 27, l'OSDH faisait état de plus de 200 morts, combattants FDS mais aussi nombreux civils massacrés par Daech, indiquant que ce chiffre était encore provisoire...

## TURQUIE:

### LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE LA FIN DE LA DÉTENTION PROVISOIRE DE DEMIRTAŞ

**A**ux élections locales de mars 2019, le parti «prokurde» HDP espère récupérer le contrôle de nombreuses municipalités du Kurdistan de Turquie où l'AKP, le parti du Président Erdoğan, a démis des centaines de ses élus pour les remplacer par des administrateurs (*kayyim*) nommés à sa convenance. Erdoğan, de nouveau allié au parti d'extrême-droite MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*,

Parti d'action nationaliste), compte bien barrer la route au HDP, seule formation s'opposant maintenant à lui dans le pays. Il poursuit la répression pour l'empêcher de mener campagne, et a annoncé qu'il n'hésiterait pas à démettre ses nouveaux élus après le scrutin... En début de mois, la police a lancé un raid à Mersin contre les locaux du DTK («Congrès pour une société démocratique», plateforme kurde inter-associative

défendant l'autonomie démocratique) pour avoir lancé un mouvement de grève de la faim en protestation à l'isolement où est maintenu le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan (*WKI*). Le 3, Selahattin Demirtaş, ancien coprésident et candidat à la présidentielle turque du HDP, emprisonné depuis novembre 2016, a appelé à la constitution d'une alliance de gauche pour les élections locales (*Ahval*). Le HDP

cherche à maintenir simultanément une identité progressiste et kurde, le même Demirtaş avait récemment exprimé son soutien aux efforts pour la préservation de la langue kurde annoncés par les représentants de neuf partis politiques réunis le 28 à Diyarbakir. Ceux-ci avaient publié un communiqué commun demandant aux Kurdes de donner la priorité à cette langue dans leur vie quotidienne... et aux autorités turques de reconnaître le kurde comme seconde langue du pays. Cependant, le 13, certains de ces 8 autres partis kurdes de Turquie ont déploré le choix du HDP d'une alliance de gauche plutôt qu'une «alliance kurde»... (*Rûdaw*)

Le 4, pour le 2<sup>e</sup> anniversaire de l'arrestation de ses 11 députés, le HDP a lancé une action de protestation nationale contre l'incarcération de 6.000 de ses membres, en général pour «liens avec le PKK». L'un de ses 2 co-présidents actuels, Sezai Temelli, a tenu une conférence de presse depuis le siège du parti à Ankara, rappelant qu'on compte parmi les personnes arrêtées 9 parlementaires, 53 maires, 43 co-présidents de sections provinciales et 101 de sections de districts. Au total un membre du HDP sur 3 est incarcéré, et ses 2 anciens co-présidents, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, risquent des centaines d'années de prison. Comme plusieurs autres députés incarcérés, ils ont publié des messages de leurs cellules, promettant de «poursuivre la lutte pour la démocratie, la liberté et la paix». La police a empêché des élus HDP récents de tenir une conférence de presse depuis la prison où sont incarcérés d'autres membres du parti, et a lancé de nouveaux raids contre des activistes kurdes, comme à Batman, dont le co-maire Sabri Özdemir a été incarcéré.

Le 6, première condamnation d'un député élu en juin dernier, le

député HDP de Gaziantep Mahmut Toğrul a reçu 2 ans et 6 mois de prison, la Cour ayant considéré ses discours devant un groupe de ses administrés il y a 2 ans au Parlement comme de la propagande pro-PKK... (*Kurdistan 24*) Le 7, Leyla Güven, co-présidente du DTK, élue en juin à Hakkari alors qu'elle était en détention préventive à Diyarbakir pour avoir dénoncé l'invasion d'Afrîn, a annoncé en plein tribunal qu'elle cessait de se défendre et entamait une grève de la faim en protestation de l'isolement imposé à Abdullah Öcalan et aux autres prisonniers politiques. Après son élection, la Cour avait ordonné sa libération, un député ne pouvant constitutionnellement être jugé en détention, mais le procureur ayant fait objection, l'administration pénitentiaire l'avait maintenue emprisonnée illégalement le temps qu'une nouvelle décision infirmant la précédente lui parvienne *oralement*... Le 16, le gouverneur de la province de Diyarbakir a interdit pour 15 jours toute manifestation de soutien à Güven (*Ahval*). Un rassemblement de députés et de membres du HDP qui voulaient tenir une conférence de presse devant sa prison a été dispersé par la police devant le bureau HDP de Diyarbakir. Des membres et élus HDP ont cependant pu mener des grèves de la faim de soutien du 16 au 18 à Diyarbakir, Van, Hakkari, Urfa et Adana.

Le 9, le chanteur kurde Ferhat Tunc a été accusé d'«insulte au Président» turc sur la base de ses *posts* sur *Twitter*, où il avait traité Erdoğan de «dictateur»... (*SCF*) Le 15, c'est la chanteuse germano-kurde Hozan Canê qui a été condamnée à 6 ans et 3 mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste». Canê avait été arrêtée le 24 juin à Edirne où elle s'était rendue pour participer à la campagne électorale du HDP. Motif d'inculpation: ayant

tenu le rôle principal dans «*Le 74ème génocide de Shengal*», un film traitant du génocide perpétré en 2014 par Daech contre les Yézidis dont elle avait écrit le scénario, elle y était apparue portant une arme (*WKI*).

Le 10, c'est une femme âgée de 85 ans, Sise Bingöl, qui après un séjour de 8 jours à l'hôpital, a été renvoyée dans sa prison malgré ses problèmes de santé et les demandes répétées de son avocat... Souffrant de diabète, d'asthme, de tension et de douleurs abdominales, Bingöl avait été emprisonnée en 2017 juste après une attaque cardiaque. Elle ne survit en prison qu'avec l'assistance quotidienne des autres détenues.

Le 13, le dirigeant syndical turc Abdullah Karacan a été assassiné par balles à Adapazarı lors d'une réunion publique avec des travailleurs de l'usine de pneus *Goodyear*; deux autres représentants syndicaux ont été blessés. L'attaque a été largement condamnée par les syndicats en Turquie et à l'étranger. Responsable de la branche de la chimie et du caoutchouc du syndicat turc DISK, Karacan avait imposé de meilleures conditions de travail aux groupes de la branche.

Le 14, le site *Ahval* a dénoncé le limogeage de 150 médecins et 350 travailleurs du secteur de la santé pour «raison de sécurité». Après la tentative de coup d'État de juillet 2016, l'état d'urgence a permis au Président turc de prendre des décrets ayant force de loi sans l'aval du Parlement, et la dernière modification constitutionnelle a entériné ce pouvoir par la création d'«Ordres exécutifs». Certains d'entre eux ne sont guère que des listes de personnes à démettre, sans aucune justification juridique. Les licenciés ne peuvent ni retrouver du travail dans leur domaine ni quitter le pays. Après les fonctionnaires, puis les enseignants et

les professions juridiques, ce sont maintenant les professionnels de santé qui sont visés. Les derniers Ordres empêchent même les médecins démis de retrouver un poste dans le privé, puisqu'ils leur interdisent de traiter quiconque couvert par l'assurance santé... Les étudiants en médecine doivent aussi passer un interrogatoire de sécurité avant d'être autorisés à exercer, les Kurdes étant particulièrement visés. Les proches des victimes sont aussi impactés: selon *Ahval*, une fille de médecin étudiant le droit a dû renoncer à son projet de devenir juge: le nom de son père étant sur la liste des purges, on lui a dit qu'elle n'avait aucune chance...

Le 21, le procès de l'attentat du TAK (les *Faucons de la liberté du Kurdistan*) qui avait fait 36 morts et 344 blessés en mars 2016 à Ankara s'est conclu avec la condamnation à perpétuité de 3 personnes convaincues de tentative d'assassinat et d'avoir «porté atteinte à l'intégrité de l'État». Sur 55 personnes jugées, 6 ont été condamnées à des peines allant de 3 à 12 ans de prison et 7 ont été acquittées. L'un des accusés a reçu 10.260 ans de prison (AFP).

Le 21, la police a placé en détention 5 activistes kurdes dans les districts de Lice et Silvan (Diyarbakir), dont l'un souffre d'un cancer, et le lendemain, ce sont les domiciles des membres du *Centre Culturel Mezopotamya* d'Adana, fermé par la police depuis un an, qui ont été ciblés par des raids durant lesquels plusieurs artistes ont été arrêtés... Le 24, le réalisateur kurde Kazım Öz a été incarcéré à Tunceli sur suspicion d'appartenance à une organisation terroriste, avant d'être remis en liberté conditionnelle le lendemain (*Ahval*). Le 26, l'ancienne députée HDP de Kars Mulkiye Birtane a été placée en détention à Diyarbakir, en même temps que 20 autres personnes dans l'Ouest du pays, à

Izmir et à Menemen, dont d'anciens responsables du HDP, sous l'accusation de liens avec le KCK (Union des communautés du Kurdistan), l'organisation commune des partis kurdes de la mouvance PKK (PKK, PYD en Syrie, PJAK en Iran et PCDK en Irak). Le 27, de nouveau des membres du HDP, au total 55 personnes, ont été arrêtés à Istanbul, Urfa et Malatya. Le 28, la police d'Ankara a empêché un rassemblement à la mémoire de Tahir Elçi, le bâtonnier de Diyarbakir, organisé pour le troisième anniversaire de son assassinat. Les policiers ont empêché les avocats de déployer devant le Palais de Justice une banderole à la mémoire de l'avocat et défenseur des Droits de l'homme assassiné en pleine rue à Diyarbakir alors qu'il plaidait dans une conférence de presse pour la fin des violences au Kurdistan de Turquie.

Le 30, la demande de libération de Selahattin Demirtaş, détenu depuis maintenant 2 ans, a été rejetée, malgré la décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), prise le 20, exigeant sa libération «dans les plus brefs délais», après une demande identique faite le 14 par la rapporteure du Parlement européen Kati Piri. Dans un communiqué signé de ses co-présidents Pervin Buldan et Sezai Temelli, le HDP a dénoncé une «décision politique» et «une violation de la Constitution et de la Convention européenne des droits de l'homme» (AFP). La CEDH avait estimé dans son jugement que le maintien en détention de Demirtaş visait à «étouffer le pluralisme» politique, mais le Président turc avait immédiatement rejeté la demande, déclarant: «Les décisions de la CEDH ne nous contraignent aucunement». Le 23, après que la responsable de la diplomatie européenne Federica Mogherini avait exprimé depuis Ankara l'espoir d'une libération rapide dans une conférence de

presse commune avec le ministre turc des Affaires étrangères, celui-ci avait estimé qu'elle avait «un peu dépassé les bornes»... Condamné en septembre dernier à 4 ans et 8 mois de prison pour «propagande terroriste», Demirtaş risque jusqu'à 142 ans de prison dans le cadre de son principal procès. Dans une lettre publiée par le HDP, il accuse le gouvernement turc d'avoir «accélééré de façon extraordinaire» la procédure en appel concernant sa condamnation, qui aurait dû prendre plusieurs mois: ainsi il peut être maintenu en prison pour purger sa peine, sa détention provisoire, cible de la décision de la CEDH, étant techniquement terminée... (AFP).

Concernant les relations internationales de la Turquie, suite à la libération le mois dernier du pasteur américain Andrew Brunson, le 2, les États-Unis et la Turquie ont chacun levé les sanctions visant les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'autre pays. Le 11, dans une décision indépendante de celle concernant Demirtaş, la CEDH a annoncé demander le témoignage de la Turquie concernant les violations alléguées des Droits de l'homme et les meurtres de civils durant les couvre-feux imposés sur Şırnak et Cizre après août 2015, pour cette dernière ville jusqu'en mars 2016. Les opérations militaires au Kurdistan de Turquie avaient touché 30 villes et quartiers et, selon un rapport des Nations-Unies, déplacé 355.000 à 500.000 personnes. Près de 200 civils, bloqués des semaines dans des caves d'immeubles, y étaient finalement morts brûlés vifs sous les frappes ou, probablement, sommairement exécutés. Le procès des cas Ömer Elçi et Ahmet Tunç, tous deux décédés durant les couvre-feux alors que les forces de sécurité interdisaient aux ambulances d'entrer en ville, a débuté le 13 novembre (*Ahval*).

Enfin, le Bureau de la *Ligue internationale des Droits de l'homme* a attribué le 9 novembre à Berlin sa médaille «Carl von Ossietzky» à la maire démise de Cizre, Leyla Imret, actuellement exilée, pour «avoir courageusement poursuivi à l'étranger sa lutte pour les Droits de l'homme en Turquie». Née à Cizre en 1987, Imret avait grandi en Allemagne après que son père ait été tué en combattant les forces de sécurité turques alors qu'elle n'avait que 4 ans. Rentrée en Turquie à 13 ans avec sa mère et ses frères et sœurs, elle s'est présentée en 2014 aux élections municipales dans sa ville d'origine sous l'étiquette du BDP, le parti «pro-kurde» de l'époque. Démise en 2015 par le ministère de l'Intérieur turc pour «propa-

gande terroriste» et «incitation à la rébellion armée», son poste attribué à un administrateur pro-AKP, elle a dû fuir en Allemagne. Partageant sa médaille avec un travailleur social allemand, Ottmar Miles-Paul, elle a déclaré qu'il s'agissait d'un «grand honneur» (*Rûdaw*).

Concernant les opérations militaires, l'armée turque a continué à revendiquer la «neutralisation» de nombreux rebelles kurdes : 8 à Silopi le 3 novembre, puis 15 côté irakien par des frappes aériennes le 9 dans les régions de Gara, du Zab et d'Avasin-Basyan... Le 13, le Ministère de la défense turc a annoncé la neutralisation de 19 combattants kurdes près de Qandil (*Reuters*). Le 14, le maire de

Sarsing, près d'Amêdî au Kurdistan d'Irak a confirmé qu'une frappe turque avait causé la mort de 3 habitants du village d'Aradnan sortis prendre soin de leur troupeau, dont 2 pechmergas (*Kurdistan 24*). Suite à ces morts, le Ministère des pechmergas a accusé le 18 la Turquie d'avoir traversé «illégalement» la frontière, et le PKK, promettant de riposter, a accusé l'armée turque de chercher à effrayer les civils. Les élus locaux ont compté au moins 12 victimes civiles des frappes turques au Kurdistan d'Irak durant les 11 premiers mois de 2018, qui ont aussi causé des incendies de forêt et obligé à fermer des écoles, et constituent selon diverses ONG une violation du droit humanitaire (*Rûdaw*).

---

## IRAK:

### LES RELATIONS AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEMENT S'ÉTABLISSENT, MAIS L'ARABISATION DE KIRKOUK SE POURSUIT

**D**ébut novembre, alors que les manifestations à Basra s'atténuent, à Bagdad, les discussions pour compléter le gouvernement et réussir enfin à adopter le budget 2019 se sont poursuivies, avec notamment la question des salaires des «Unités de mobilisation populaire» (*Hashd al-Shaabi*), ces milices majoritairement chiites formées pour combattre Daech et récemment intégrées à l'armée. Si certains députés demandent une augmentation de leurs salaires, de nombreux députés sunnites préféreraient voir augmenter les fonds affectés à la reconstruction de leurs provinces dévastées. Enfin, les Kurdes demandent le retour à une proportion acceptable pour eux du budget fédéral: pourtant fixée constitutionnellement à 17% depuis 2005, elle est maintenant réduite à un peu plus de 12%, pour une population du Kurdistan d'un peu moins de 14% de celle de l'Irak...

Le gouvernement a déclaré le 6 être prêt à coopérer avec le Parlement pour arriver à un accord, tandis que le nouveau ministre des Finances, le Kurde Fouad Hussein, indiquait son désaccord avec le projet élaboré par le gouvernement précédent et insistait sur «la nécessité de le revoir» et celle d'une «relation appropriée, équilibrée et transparente avec la Région du Kurdistan»... (*Kurdistan24*). Le 7, les partis kurdes ont tenu une réunion avec le second Vice-président du Parlement, Bachir Haddad, un Kurde du PDK, pour décider comment obtenir gain de cause concernant le budget, et ont décidé qu'une délégation d'experts en politique budgétaire du Kurdistan, incluant les ministres des Finances et de la Planification, ainsi qu'une délégation du Parlement kurde, gagnerait rapidement Bagdad. Dans la session parlementaire du 12, les députés kurdes et le ministre des Finances ont défendu une révision attri-

buant 14% du budget à la Région du Kurdistan. L'UPK a rappelé qu'elle rejetait le projet aussi en parce qu'il ne prenait pas en compte la nouvelle province d'Halabja. Le 13, le Parlement a dû faute d'accord reporter la discussion du budget au 20, mais le 26, il n'y avait toujours pas d'accord et la discussion a été arrêtée en raison de la chute du cours du pétrole (*ISHM*).

Autre point de friction entre gouvernements fédéral et régional, la gestion des ressources pétrolières. Le 4, le ministère du Pétrole a annoncé l'arrêt temporaire des exportations de Kirkouk vers l'Irak par camion-citerne (30.000 barils/jour), le pétrole ainsi conservé devant servir à la consommation intérieure. Le 5, le ministère des Ressources naturelles du GRK a annoncé l'augmentation de la capacité de son pipeline menant au port turc de Ceyhan, de 400.000 à 1 million de barils/jour, indiquant que cela

permettrait en cas d'accord avec Bagdad l'exportation de pétrole envoyé par le gouvernement central. Cet accord enfin obtenu, le 16, Bagdad a redémarré les exportations de Kirkouk vers Ceyhan, une décision qualifiée le 19 de «geste positif» par le premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani. Enfin, le 22, le Président du PDK Massoud Barzani a rencontré à Bagdad le nouveau Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi, une première depuis plus de deux ans, signalant un relatif rapprochement (AFP). La nomination par Abdel Mahdi comme ministre des Finances de l'ancien Directeur de cabinet de Barzani, Fouad Hussein, avait déjà paru comme un signe de réchauffement... Un responsable kurde à Bagdad a par ailleurs assuré à l'AFP que MM. Abdel Mahdi et Barzani étaient parvenus à un «accord préliminaire sur le budget». Barzani a aussi rencontré d'autres dirigeants politiques irakiens, notamment le dignitaire chiite Moqtada Sadr, dont la liste est arrivée première aux élections législatives.

Le 27, le cabinet irakien n'était toujours pas complet, 8 postes ministériels restant à pourvoir, et le Premier ministre a annoncé travailler sur leur nomination (ISHM).

Au Kurdistan, c'était le début du travail pour la législature tout juste élue. Les organisations de la société civile ont vigoureusement protesté contre la prime de 48 millions de dinars chacun (35.000 €) que se sont alloués les parlementaires sortants lors de leur dernière session le 31 octobre. Beaucoup l'ont jugée scandaleusement généreuse pour un parlement demeuré fermé 2 ans suite aux désaccords entre PDK et *Goran*, et qui n'a voté que 31 lois sur 206 projets soumis (*Rûdaw*).

Le 4, le Conseil judiciaire du Kurdistan a fixé au 6 à midi la ses-

sion inaugurale du Parlement durant laquelle les nouveaux députés devaient prêter serment. Les discussions formelles pour la formation du gouvernement régional n'ayant pas encore débuté, cette session, présidée par le député le plus âgé, n'a pas permis d'élire le Président et les Vice-présidents du Parlement. Concernant le futur gouvernement, des bruits couraient quant à une alliance PDK-UPK, et «Nouvelle Génération» comme le Groupe islamique (*Komal*) et la Ligue islamique (*Yekgirtû*) ont déclaré que dans ce cas, ils demeureraient dans l'opposition. Plusieurs membres du PDK ont déclaré que leur parti ne formerait pas le Cabinet sans l'UPK, mais ont encouragé les partis d'opposition comme *Goran* et *Komal* à rejoindre la coalition... Le 9, *Goran*, dont le nombre d'élus est passé de 24 à 12 aux dernières élections, a indiqué mener une consultation interne puis attendre de connaître les conditions proposées par le PDK pour décider s'il participerait ou non au nouveau gouvernement. Le *Komal* a indiqué le même jour qu'il se déciderait après avoir rencontré les autres partis. La «Coalition pour la démocratie et la justice» (CDJ), le parti fondé puis quitté par Barham Salih, l'actuel Président irakien, a entamé une réorganisation difficile, s'interrogeant même sur la poursuite de son existence, avant de décider de continuer sous le nom de «Coalition nationale»... (*Kurdistan 24*)

Le 17, une délégation du PDK s'est rendue à Suleimaniyeh pour rencontrer l'UPK. Celle-ci a indiqué avoir demandé les postes de Vice-premier ministre et de Président du Parlement. Selon des rumeurs, le PDK aurait demandé à l'UPK de choisir entre les 2 (*WKI*). La délégation du PDK a ensuite rencontré *Goran*, qui avait fait part de son intérêt...

La fin du mois a été marquée par plusieurs actions de la sécurité

(*Asayish*) de la province de Suleimaniyeh, contrôlée par l'UPK, contre le Mouvement pour une société libre (*Tavgarî Azadî*), un parti fondé en 2014 par des anciens membres du Parti pour une solution démocratique (PCDK), proche du PYD et du PKK, qui venait d'être dissous. Le 26, les *Asayish* ont encerclé le bureau de ce parti à Suleimaniyeh et donné à ses membres 24 h pour le quitter; le lendemain ils ont fermé les bureaux de Koya et Kalar (*Kurdistan 24*), et le 28, ont interdit la projection du film *Temmuz 14* («14 juillet»), prévue le 1<sup>er</sup> décembre au *Cinéma Salim* de Suleimaniyeh. Ce film relate la grève de la faim de prisonniers politiques kurdes à Diyarbakir après le coup d'État militaire de 1980 en Turquie... (*Rûdaw*) Depuis octobre 2017, la Turquie interdit tout vol vers et depuis l'aéroport de Suleimaniyeh, accusant les autorités locales de soutenir le PKK.

Autre point de tension entre Kurdistan et gouvernement central, la gouvernance des territoires contestés. Ceux-ci continuent à connaître une insécurité des plus inquiétantes depuis le départ des pechmergas en octobre 2017, et sont de nouveau soumis à une politique d'arabisation digne de Saddam Hussein.

Le 2 novembre, 2 Kurdes, dont un pechmerga, ont été enlevés par des hommes en uniforme à Taqtaq, un village du district de Dubiz / Dibis (Kirkouk), et le corps du civil retrouvé le lendemain. Le même jour, une explosion d'origine non précisée a frappé un dépôt d'armes dans le bureau du Hizbollah à Touz Khourmatou, faisant 15 blessés. À Khanaqîn, 3 explosions en une seule journée ont tué 2 femmes et détruit un mausolée. Le 4, le Conseil de sécurité du Kurdistan (KRSC) a averti d'une recrudescence depuis un mois d'attaques de Daech, utilisant

bombes artisanales et véhicules piégés à Kirkouk et Mossoul (*Rûdaw*); des *moukhtars* (responsables municipaux) ont été assassinés à Hawija et Khanaqîn. Le 5, les unités anti-terroristes ont indiqué avoir arrêté à Kirkouk une cellule dormante de 26 terroristes, dont plusieurs femmes, responsable de nombreuses attaques récentes dans la ville. Pistolets à silencieux, bombes artisanales, ceintures d'explosifs et 2 véhicules bourrés d'explosif ont été retrouvés. Le 8, une voiture piégée a explosé à Mossoul près du restaurant *Abou Layla*, fréquenté par les forces de sécurité, faisant 3 morts et 3 blessés. C'était le 2<sup>e</sup> attentat de ce type en une semaine (*Kurdistan 24*).

Le 10 au matin, les avions de la Coalition anti-Daech ont mené plusieurs frappes sur le mont Qaraqosh, près de Makhmour, tuant au moins 14 djihadistes. De source militaire irakienne, Daech s'est réinfiltré dans le Nord de l'Irak à partir de l'Est syrien où il est menacé... Le même jour, une bombe improvisée a fait 1 blessé à Kifri. Le 15, une autre, visant une voiture de police au Nord-Ouest de Mossoul, a blessé 1 policier et tué 2 civils. Le 22, une autre bombe visant un pick-up a tué 4 écoliers et en a blessé 7 autres près du village de Zulahfa (*Ninawa*). Enfin, le 29 au soir, les djihadistes ont lancé 2 attaques distinctes à Diyala et Kirkouk: à Daqouq (Kirkouk), l'attaque a visé la caserne de la police

fédérale, blessant gravement un officier, et à Diyala, c'est un sabotage des lignes électriques qui a attiré le convoi de réparation dans une embuscade; une bombe a tué un officier et a blessé 2 combattants des *Hashd al-Shaabi* (*Kurdistan 24*).

Dans ce contexte d'insécurité croissante, le gouverneur intérimaire de Kirkouk, Rakan Said al-Jabouri, poursuit sa politique d'arabisation. Le 1<sup>er</sup> novembre, la chaîne kurde *Rûdaw* a révélé l'existence d'un ordre exécutif envoyé à la police fédérale le 23 octobre et autorisant 81 familles arabes chiites à s'installer dans le village kurde de Shanagha (district de Dibis) sous la protection des milices *Hashd al-Shaabi* et des Forces de sécurité. Le même jour, un groupe d'Arabes Shammar ayant tenté de s'installer de force dans une maison kurde du village de Yangijay Talabani (Daqouq) a dû fuir quand les habitants sont venus aider le propriétaire. Des coups de feu ont été tirés, sans faire de blessés. L'un des décrets du gouverneur a attribué environ 1.600 terrains agricoles sur la route Kirkouk-Bagdad aux *Hashd al-Ahsairi*, des miliciens sunnites associés aux *Hashd al-Shaabi* (*Rûdaw*). Les Kurdes de Kirkouk dénoncent la politique du gouverneur, qui a en 2 mois signé 4 ordres attribuant 38 villages à des colons arabes. Le 29, plus de 50 familles arabes sont arrivées pour s'installer dans le village de

Haftaghar et aux environs, escortées par la police fédérale irakienne et munis d'un ordre du gouverneur intérimaire de Kirkouk (*Rûdaw*). Les propriétaires kurdes sont poussés à partir par des coupures d'électricité (interdisant l'irrigation) et l'interdiction de cultiver. Ils sont parfois même menacés de mort ou voient leur maison incendiée, comme dans le village de Qutan, où juste 2 familles kurdes sont restées sur les 40 d'origine: autorisées à rester jusqu'à ce que la propriété des terres soit établie, à condition de ne pas cultiver! À noter que les colons arabes n'appuient pas leurs revendications sur des titres de propriété, mais sur les décrets d'arabisation du régime ba'thiste...

Enfin, la question des postes de douane établis par Hayder al-Abadi sur les routes principales joignant la ville de Kirkouk à la Région du Kurdistan demeure pendante, malgré l'annonce le 11 d'un accord prévoyant leur suppression entre Bagdad et Erbil, couplé avec celui sur l'exportation du pétrole. Lorsque les Kurdes contrôlaient Kirkouk, des postes se trouvaient entre la ville et Bagdad... L'accord a été signé officiellement à Bagdad le 19 par une délégation kurde, et le 21, le Premier ministre irakien a annoncé vouloir unifier les procédures douanières avec la Région du Kurdistan, mais le 29, les postes de douane étaient toujours là.

---

## IRAN:

### LE RENSEIGNEMENT IRANIEN MENACE ET ARRÊTE CIVILS ET ACTIVISTES KURDES, LES MEURTRES DE KOLBARS CONTINUENT

**S**i le nombre d'affrontements militaires au Kurdistan d'Iran entre forces de répression du régime et combattants kurdes a été moins important ce mois-ci (une embuscade revendiquée par le PDKI le 17 dans la ville de Baneh avec un nombre non précisé de pertes pour les Iraniens), le

mois de novembre a été marqué par une importante activité des organismes de renseignement du régime contre les civils.

Leurs agents ont mené des raids, menacé et arrêté de nombreuses personnes. À Paveh, ville de 25.000 habitants dans la province de Kermanshah, selon l'organisation de

défense des droits de l'homme *Hengaw*, des officiers de l'organisation de renseignement des Gardiens de la Révolution ont mené début novembre des raids nocturnes chez des centaines de personnes, selon le témoignage d'une des personnes visées. Sans aucun mandat officiel, ils ont commencé par prétendre rechercher de l'alcool, mais une fois

à l'intérieur, ils ont annoncé aussi chercher armes, drapeaux du Kurdistan et photos de leaders kurdes (*Kurdistan 24*). Selon l'Association des Droits de l'Homme du Kurdistan (KMMK), l'*Etelaat* (service de renseignements) a arrêté et mis au secret 3 personnes à Shno (Oshnavieh) dans 2 raids distincts. À Sanandaj, selon *Hengaw*, l'épouse du militant kurde emprisonné Zaniar Dabaghian a été arrêtée. L'*Etelaat* a aussi menacé la famille de Kawa Saqqazy, un activiste kurde qui s'est enfui au Kurdistan irakien, de faire assassiner celui-ci (*WKI, 06/11*). L'Histoire du mouvement kurde en Iran montre que ce genre de menaces doit être pris au sérieux, et le 29, le journal britannique *Daily Telegraph* a publié un rapport sur la manière dont l'Iran envoie des tueurs pour réduire au silence les dissidents se trouvant en Irak... (*WKI*)

Après une série de grèves ayant touché les écoles de Marivan en raison des mauvaises conditions d'études, l'*Etelaat* a lancé en milieu de mois des enquêtes sur les enseignants ayant initié les protestations et a menacé d'arrestation plusieurs activistes si celles-ci continuaient. Le 19, selon KMMK, 2 jeunes Kurdes ont été arrêtés séparément à Marivan et à Sanandaj sans que des charges soient spécifiées. Le 27, l'*Etelaat* a arrêté à Baneh 2 autres jeunes lors de raids sur leurs domiciles, toujours sans charges précises et sans aucun mandat écrit. Plusieurs enseignants ont aussi été arrêtés pour avoir participé aux grèves du début du mois...

La répression sanglante exercée contre les porteurs kurdes, ou *kolbars*, s'est également poursuivie. Le commandant des garde-frontières iraniens, le Brigadier General Ghassem Rezaei, s'est rendu au Kurdistan irakien le 5 pour rencontrer ses homologues de Suleimaniyeh et pousser à une meilleure coordination avec ses

forces, répétant son objectif de lutter contre les terroristes et les djihadistes (*takfiri*), mais aussi contre les «contrebandidiers»... (*Mehr*) Au même moment, les garde-frontières du régime tendaient des embuscades à plusieurs *kolbars* près de Kermanshah, en tuant 1 et en blessant 2 autres. Selon *Hengaw*, seulement durant octobre, 8 *kolbars* ont été tués par des tirs directs, tandis que 17 étaient blessés et 1 mourait de froid (*WKI*). Le 11, un autre *kolbar* a été tué près de Marivan et sa famille avertie de récupérer son corps (*VOA*). Près de Baneh, un autre a été gravement blessé le 16 et le lendemain, c'est un jeune *kolbar* de 15 ans qui a été tué. Le 19, deux autres ont été blessés à la frontière près de Penjwîn au Kurdistan d'Irak. Près de Baneh, les garde-frontières ont aussi tué une vingtaine de chevaux utilisés par des *kolbars* (*WKI*). Le 24, c'est près de Sardasht que 2 nouveaux porteurs ont été blessés par des tirs. KMMK a rapporté qu'un jeune Kurde de 18 ans avait été arrêté et mis au secret. Enfin, le 28, les garde-frontières ont tendu une embuscade près de Piranshahr, en tuant un et en blessant un autre, tandis que 2 étaient portés disparus. Selon *Hengaw*, le mois de novembre est l'un des plus meurtriers pour les *kolbars*, avec 8 tués et 17 blessés. La situation économique contraint pourtant de plus en plus de jeunes Kurdes d'Iran à exercer cette activité dangereuse. Selon le Centre statistique du pays, le taux d'inflation entre 23 octobre et 22 novembre a atteint près de 35% (*Radio Farda*)...

Plusieurs femmes ont également été victimes de la répression. Le 5, *Hengaw* a rapporté la condamnation à mort par lapidation d'une femme de Mako, mère de 2 enfants, pour *zina*, c'est-à-dire relations sexuelles adultères, interdites par la loi islamique. La condamnée avait été arrêtée sur dénonciation de son mari en 2017 puis remise en liberté sur paro-

le. Le sort d'un homme arrêté la même année et accusé d'être son amant demeure inconnu. Une autre femme a aussi été condamnée à mort à Khoy, incarcérée depuis 2 ans en attente de son procès pour la même raison, également dénoncée par son mari. En Iran, les relations sexuelles hors mariage, considérées comme un «crime contre Dieu», sont punies de 100 coups de fouet pour les célibataires et de la mort par lapidation pour les personnes mariées (*Rûdaw*). Par ailleurs, *Hengaw* a rapporté la pendaison le 13 d'une femme de 27 ans, Sharareh Eliassi, ans accusée de meurtre, dont le père a pourtant témoigné que l'auteur était son mari... Eliassi est la 85<sup>e</sup> femme exécutée durant le mandat du président Rouhani (*Kurdistan 24*).

Enfin, le 25 au soir, un séisme de magnitude 6,3 a frappé la province de Kermanshah au Kurdistan d'Iran, et l'Est de la Région du Kurdistan d'Irak. Plus de 700 personnes ont été blessées. Il y a un peu plus d'un an, le 12 novembre 2017, un tremblement de terre avait déjà frappé les mêmes régions et fait 630 victimes et plus de 8.100 blessés, suivi d'un autre en avril, puis d'un autre en juillet, avec 150 victimes. Ce nouveau séisme, dont l'épicentre se situe près de Sarpol-ê Zahab, à 114 km au Nord-Ouest de la ville d'Illam, a été ressenti jusqu'au Koweït, mais n'aurait fait que 2 victimes, côté irakien...

Les personnes laissées sans logement par les séismes précédents se comptent par dizaines de milliers au Kurdistan d'Iran. Les chiffres font état de 70.000 sans-abris, qui se préparent à passer un second hiver dans des conditions dramatiques, le gouvernement iranien ayant failli à leur fournir l'assistance qu'il avait annoncée. Beaucoup se sentent abandonnés, sans même une indemnité pour les aider à reconstruire eux-mêmes leurs demeures...



## Syrie: 4 miliciens kurdes tués par l'artillerie turque

Par Le Figaro.fr avec Reuters 01/11/2018

Quatre miliciens kurdes ont été tués par des tirs de roquettes de l'armée turque qui ont visé la région de Kobané, dans le nord de la Syrie, rapporte aujourd'hui la

chaîne publique turque TRT au lendemain de l'annonce par le président Recep Tayyip Erdogan d'une offensive contre les Kurdes en Syrie. Les roquettes ont été tirées à partir du territoire turc et on également fait six blessés, ajoute la chaîne.

Kobané, appelée Aïn al Arab par les Syriens, a été assiégée par les djihadistes de l'Etat islamique entre septembre 2014 et janvier 2015. Les Unités de protection populaire (YPG), milice kurde syrienne considérée par la Turquie comme une organisation terroriste, contrôle depuis la ville et une vaste région du nord de la Syrie à l'est de l'Euphrate. Le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé mardi qu'une offensive turque était imminente sur la rive orientale du fleuve. ■

## Syrie : Washington pris en étau entre son allié turc et ses protégés kurdes

[France 24] 2 novembre 2018 www.france24.com

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a haussé le ton ces derniers jours contre les milices kurdes du nord de la Syrie. Elles sont pour les États-Unis, qui les soutiennent, une source de frictions avec Ankara, leur allié au sein de l'Otan.

Menaces et pilonnages : le président turc Recep Tayyip Erdogan reste déterminé à éradiquer les influentes Unités de protection du peuple (YPG), la principale force kurde de Syrie active dans le nord du pays. Ces derniers jours, il a de nouveau pris pour cible la milice kurde, qu'il qualifie de "terroriste", bombardant certaines de ses positions à l'est de l'Euphrate et surtout la menaçant d'une nouvelle offensive de grande ampleur.

Au grand dam de l'administration américaine, qui est coincée entre ses protégés kurdes, partenaires clés de Washington dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) au sein d'une alliance kurdo-arabe baptisée Forces démocratiques syriennes (FDS), et son allié turc au sein de l'Otan.

Washington voit d'un mauvais œil cette escalade militaire, qui pourrait mettre en danger les soldats américains déployés dans la zone et qui a provoqué l'arrêt des opérations contre l'EI. En effet, en signe de protestation contre les bombardements turcs contre leurs positions, les YPG ont annoncé la suspension temporaire d'une offensive menée contre les jihadistes dans l'est syrien.

Signe de l'importance du dossier, les présidents Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan se sont entretenus au téléphone jeudi 1er novembre, principalement sur la question du nord de la Syrie, où les Turcs refusent de voir une entité kurde s'établir à leur frontière. Et ce au nom de leur sécurité nationale, craignant que cette présence ne provoque une agitation indépendantiste chez les Kurdes de Turquie.

"Le soutien américain aux forces kurdes est toujours mal perçu par Ankara, et il est difficile de savoir si la tension va s'apaiser, même si selon les communiqués des présidences turque et américaine publiés à la suite de l'entretien téléphonique, les deux puissances se sont promises de collaborer plus étroitement dans les prochains jours dans cette zone", indique Fatma Kizilboga, correspondante de France 24 à Istanbul.

### DES PATROUILLES CONJOINTES EXIGÉES PAR ANKARA

En signe d'apaisement, les États-Unis ont entamé jeudi des patrouilles conjointes avec l'armée turque aux abords de Manbij, dans le nord de la Syrie. Cette localité stratégique située près de la frontière turque fait partie d'un territoire autonome contrôlé par les Kurdes, depuis sa libération des jihadistes de l'EI en 2016. La protection de la ville est confiée au Conseil militaire de Manbij, issu de la population locale et allié aux FDS, qui refuse toute présence militaire turque dans l'enceinte de la ville.

"Ces patrouilles étaient très attendues, elles étaient une exigence d'Ankara, et il semble que Washington ait cédé aux pressions de la Turquie, qui bom-



Patrouilles conjointes turques et américaines près de Manbij

barde depuis plusieurs jours les positions kurdes de l'autre côté de sa frontière", estime Fatma Kizilboga.

À la suite d'un accord entre Washington et Ankara début juin, une "feuille de route" américano-turque prévoyait notamment l'instauration de ces patrouilles conjointes. Jusqu'ici, seules des patrouilles séparées mais "coordonnées" étaient menées. Les patrouilles se déroulent le long de la ligne de séparation entre, d'une part, les territoires contrôlés par le Conseil militaire de Manbij, allié aux YPG et les FDS, et, d'autre part, la zone contrôlée par l'armée turque dans le nord de la Syrie.

En s'affichant côte à côte avec l'armée américaine, l'armée turque envoie un message à l'ensemble de la région. "Le président Erdogan, via la pression militaire, a franchi un pas pour démontrer qu'il était déterminé sur ce dossier", explique Jaouad Gok, politologue basé à Istanbul, joint par l'antenne arabe de France 24. "Il essaye de marquer des points politiques et de renforcer ses positions d'acteur incontournable du conflit en Syrie avant d'éventuelles négociations sur le sort de la région".

### LES KURDES EN APPELLENT À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

De leur côté, les YPG, qui appellent la communauté internationale et la coalition anti-EI dirigée par Washington à contenir les "vellités belliqueuses" de Recep Tayyip Erdogan, avaient annoncé en juin dernier le départ de leurs derniers conseillers militaires de Manbij. Ce que la Turquie, qui a mené deux opérations contre les forces kurdes depuis 2016, conteste en se plaignant de la présence continue de membres de la milice dans la zone. ◆



# Le dangereux pari d'Ankara dans l'Est syrien

## Les Kurdes syriens ont annoncé hier la suspension provisoire de leur offensive contre l'EI.

Élie SAIKALI | 01/11/2018  
https://www.lorientlejour.com

La Turquie joue une partie de sa relation avec les Américains en Syrie. À la faveur de l'affaire Khashoggi – du nom du journaliste saoudien assassiné par ses compatriotes dans le consulat saoudien à Istanbul –, les tensions se sont apaisées entre Ankara et Washington, la coopération entre les deux alliés permettant notamment la libération du pasteur américain Andrew Brunson. Mais les relations entre les deux partenaires au sein de l'OTAN pourraient connaître prochainement une nouvelle crise du fait de la détermination d'Ankara à se débarrasser des Kurdes, affiliés à la galaxie du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), dans l'Est syrien. « Nous allons faire disparaître la structure terroriste à l'est de l'Euphrate. Nous avons finalisé nos plans à cet effet et avons ciblé récemment certaines positions terroristes. Les opérations de plus grande envergure arriveront bientôt », a affirmé le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours prononcé au cours d'une réunion hebdomadaire de son parti, l'AKP, à Ankara.

« Nous nous abattons bientôt sur l'organisation terroriste avec des opérations efficaces et d'envergure », a-t-il ajouté. La Turquie avait déjà annoncé la couleur en procédant dimanche à des bombardements contre des positions des YPG (branche syrienne du PKK), considérés comme un groupe terroriste par Ankara, à l'ouest de la ville de Kobané, dans le Nord syrien. Ces pilonnages s'inscrivent dans la stratégie du président turc de « sécurisation » de la frontière turco-syrienne en la débarrassant de la présence militaire kurde. Les Kurdes sont toutefois les principaux alliés de Washington en Syrie. Les États-Unis ont d'ailleurs clarifié récemment leur stratégie dans ce pays, en affirmant que les troupes américaines resteraient présentes pour empêcher le retour de l'État islamique (EI) et endiguer la menace iranienne. C'est toute cette stratégie qu'Ankara met aujourd'hui en danger avec sa menace de lancer une nouvelle offensive. Les Kurdes des Forces démocratiques syriennes, dont le YPG constituent le noyau dur, ont lancé le 10 septembre une offensive visant à mettre un terme à la présence de l'État islamique dans son dernier réduit, dans la province de Deir ez-Zor. Des centaines de combattants étaient arrivés mardi en renfort après que les forces de la coalition ont subi un revers contre les jihadistes. Mais l'opération est aujourd'hui mise en danger par les velléités d'Ankara. Les FDS ont en effet annoncé hier la suspension temporaire de leur offensive contre l'EI en raison des bombardements turcs. « Cette coordination directe entre les



À Qamishli, les Kurdes manifestent contre les bombardements turcs. Delil Souleiman/AFP

attaques de l'armée turque et celles de l'EI contre nos forces nous a amenés à un arrêt temporaire de la bataille » contre « le dernier bastion de l'organisation terroriste », affirment les FDS dans leur communiqué. « La poursuite de ces attaques entraînera un arrêt prolongé de notre opération militaire », met en garde le communiqué.

### SEMI-VICTOIRE

Une nouvelle opération turque de grande ampleur viendrait ainsi s'ajouter à celle déjà menée en 2016, « Bouclier de l'Euphrate », et compléter l'opération « Rameau d'olivier », lancée en janvier dernier permettant aux forces turques et leurs supplétifs de l'Armée syrienne libre (ASL, rébellion syrienne) de s'emparer en mars dernier de l'enclave de Afrine et de plusieurs localités frontalières de la Turquie jusqu'à la ville de Manbij, où les forces américaines qui combattent l'EI sont stationnées. Cette ville a été l'une des principales sources de tension entre la Maison-Blanche et le Sarayi, les Turcs reprochant aux Américains de protéger des « terroristes » menaçant sa sécurité. En juin dernier, après plusieurs semaines de crispations, un accord faisant office de feuille de route a été trouvé entre les deux parties. Il stipule le retrait des conseillers militaires kurdes de Manbij et l'instauration d'un système de patrouilles entre les deux armées. Une semi-victoire pour Ankara qui ne compte pas s'arrêter là et s'apprête à poursuivre vers l'Est. « Les ambitions de la Turquie sont claires. Elles visent à mener des opérations similaires à celles qui ont lieu à Afrine, destinées à contrôler ensuite toute la région en la confiant à l'armée turque et à l'ASL », estime Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales, contacté par L'Orient-Le Jour.

### OBSTACLE AMÉRICAIN

« Pour des opérations dans le Nord-Est

syrien, la Turquie sait parfaitement qu'elle ne peut pas agir librement sans l'aval des Américains. En revanche sur d'autres théâtres qui sont plus à l'ouest de Kobane, Afrine ou Aïn el-Arab, on a une logique qui est différente de celle concernant l'Est ou même le Nord syrien », explique Jean-François Pérouse, ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul, contacté par L'OLJ. « Le projet turc peut tenir jusqu'à Kobane. Mais au-delà, il ne pourra pas se faire sans l'accord des États-Unis. La détermination turque a des limites et cela Ankara le sait parfaitement », ajoute-t-il. Les Turcs semblent vouloir tester la volonté américaine de protéger ses obligés. « La question est de savoir si les Américains autoriseront une telle opération, ce qui causerait un revirement à 180 degrés dans leur politique en Syrie. Pour l'instant rien ne l'indique », poursuit Hamit Bozarslan.

« Le président Erdogan ne bénéficie pas de l'aval russe non plus. Donc les préparatifs sont là, mais on n'en sait pas plus sur le déroulé d'éventuels opérations. D'autant que les Américains ont récemment rappelé que les FDS étaient leurs alliés dans la région », ajoute le chercheur. Samedi dernier, le président turc a marqué des points supplémentaires auprès des Occidentaux en organisant à Istanbul un sommet sur la Syrie avec son allié russe du processus dit « d'Astana », mais aussi avec la France et l'Allemagne. Mais il pourrait perdre une partie des bénéfices de ce moment d'apaisement dans ses relations avec les Occidentaux en s'attaquant à l'Est syrien. « Si le président Erdogan se lance dans des opérations à l'Est, il prend le risque d'une nouvelle crise majeure avec les Américains », conclut M. Bozarslan. ●

# Djihadistes : les Kurdes critiquent l'Europe

Ils souhaiteraient que les pays de l'Union européenne rapatrient leurs ressortissants membres de l'État islamique détenus par leurs forces au nord-est de la Syrie.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Dans le nord-est de la Syrie, 790 hommes sont emprisonnés par les forces spéciales kurdes dans une seule prison, a précisé lundi à Bruxelles Abdul Karim Omar, en charge des affaires étrangères au sein de l'administration semi-autonome kurde. Cinq cent quatre-vingt-quatre femmes et 1250 enfants ont été placés dans deux camps, a-t-il ajouté.

« Tous les pays de l'UE sont concernés, mais aucun ne nous a demandé l'extradition de ses ressortissants : ils refusent de prendre leurs responsabilités et nous laissent supporter ce fardeau », a déploré le leader kurde. Alors que les combattants kurdes restent engagés dans la guerre contre les dernières poches djihadistes à l'est de la Syrie, les Kurdes doivent dans le même temps protéger les lieux de détention de djihadistes et surveiller les détenus. Un

fardeau qui mobilise des hommes. « Nous ne pouvons pas gérer seuls ce problème en raison de l'instabilité de notre région, fait valoir Abdul Karim Omar. Une faille dans la sécurité pourrait leur permettre de s'échapper. » Or, « ces détenus sont dangereux, certains ont commis des massacres de civils », a-t-il ajouté. Mais jusqu'à maintenant, les Européens font la sourde oreille. La Belgique n'a accepté de reprendre que les enfants des ressortissants belges.

## Casse-tête juridique et politique

La semaine dernière, Paris s'est dit prêt à rapatrier 150 enfants de djihadistes français, notamment ceux prisonniers des Kurdes, si leurs mères acceptent de s'en séparer. Les adultes, combattants ou épouses, considérées comme des militantes de l'État islamique, doivent être jugés là où ils se trouvent, répète-t-on au ministère de la Justice. Problème : la justice de la région semi-autonome kurde de Sy-

rie ne répond pas aux normes internationales. Faut-il les livrer à Damas ? Pas question, soutient-on au Quai d'Orsay, où l'on milite pour le départ de Bachar el-Assad. Pour sortir de ce casse-tête juridique et politique, les forces américaines ont remis à l'Irak des djihadistes arrêtés en Syrie, déplore l'ONG Human Rights Watch (HRW), qui met en garde contre les risques de tortures et de procès inéquitables.

Parmi eux, des Français, des Australiens et des Libanais. « Les États-Unis semblent avoir choisi la voie la plus facile », regrette Nadim Khoury de HRW. La peine de mort est appliquée à Bagdad. La France conseille à l'Irak de ne pas exécuter ses ressortissants. Mais elle fait passer des messages sur le fait qu'il ne s'agit pas du tout d'un casus belli entre deux alliés dans la lutte antiterroriste. ■

# Syrie: l'armée américaine patrouille dans les zones kurdes à la frontière turque

Par AFP, le 04/11/2018 [www.lexpress.fr/](http://www.lexpress.fr/)

**Derbassiyé (Syrie)** - Des soldats de l'armée américaine ont patrouillé dimanche dans un secteur du nord de la Syrie, frontalier de la Turquie et récemment bombardé par l'armée d'Ankara, ont indiqué la coalition antijadistes et un correspondant de l'AFP.

La Turquie a haussé le ton ces derniers temps contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), bombardant certaines de ses positions dans ce secteur et brandissant la menace d'une nouvelle offensive d'ampleur.

Les YPG, épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), sont un partenaire clé de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI). Mais la Turquie est aussi un allié stratégique des Etats-Unis au sein de l'OTAN.

Un correspondant de l'AFP a constaté l'arrivée en fin de matinée d'un premier convoi de trois véhicules blindés aux abords de la localité de Derbassiyé. A bord de chaque véhicule se trouvaient quatre soldats en treillis militaire arborant le drapeau américain, a-t-il précisé.

Le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition anti-EI, a confirmé les "patrouilles américaines" dans la région indiquant qu'elles ne seraient "pas régulières" et que leur fréquence dépendrait des "conditions" sur le terrain.

Des patrouilles similaires avaient circulé "pour la première fois, le 2 novembre", a-t-il précisé.

Les véhicules devront patrouiller dimanche le long de la frontière jusqu'à Ras al-Aïn (à 50 km à



Des soldats américains et des Forces démocratiques syriennes (SDF) lors d'une patrouille à proximité de la frontière turque, dans le nord-est de la Syrie, le 4 novembre 2018 [afp.com/Delil SOULEIMAN](http://afp.com/Delil_SOULEIMAN)

l'ouest de Derbassiyé), selon le porte-parole des FDS Mustafa Bali. Il a précisé que des membres des FDS escortaient les patrouilles américaines.

M. Bali s'est félicité d'une initiative visant à "mettre fin aux agressions turques", soulignant à l'AFP que "les patrouilles étaient directement liées à ces menaces".

Par ailleurs, la Turquie et les Etats-Unis ont entamé jeudi des patrouilles conjointes aux abords de la ville de Minbej, toujours dans le nord syrien.

Ankara, qui a déjà lancé deux opérations d'envoie de main forte contre les forces kurdes dans le nord syrien depuis 2016, redoute que l'établissement d'une entité kurde à sa frontière ne galvanise les

vellités séparatistes sur son sol.

La Turquie considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qui livre une guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Mais si le PKK est classé comme "terroriste" par les alliés occidentaux de la Turquie, ce n'est pas le cas des YPG.

En réaction aux pilonnages turcs, les FDS ont annoncé mercredi la suspension temporaire d'une offensive menée contre l'EI dans l'est syrien.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a fait plus de 360.000 morts et déplacé plus de la moitié de la population. ●



## Baghdad-appointed Kirkuk Governor Settles 81 Arab Families in Kurdish Village

Basnews English 01/11/2018  
<http://www.basnews.com>

**ERBIL** — The Baghdad-appointed governor of Kirkuk has approved the settlement of 81 Arab families in the Kurdish village of Shnagha, southwest of the province.

The decision is viewed by the Kurds as an extension to Baghdad's Arabization process of the Kurdish territories which has escalated

since the Iraqi government took control of Kirkuk last year in October.

The 81 families are descendants of those Arabs whom were brought from southern Iraq to Kirkuk during the 80s when Saddam Hussein's regime was leading a massive campaign of Arabization in Kirkuk.

BasNews has learned that these families were compensated and taken back to their areas of origin after 2003 when the new

constitution of Iraq was devised to reverse the Arabization process.

Since October 2017, the Baghdad rule in Kirkuk has begun to implement strict policies against the Kurdish identity of the province, including dismissal of hundreds of Kurdish officials, and pressuring the Kurdish activists in the region. ♦

The Washington Times NOVEMBER 1, 2018

## Turkey's attack on Kurds forces U.S. coalition to suspend Islamic State

By Carlo Muñoz - November 1, 2018  
<https://www.washingtontimes.com>

**C**oalition commanders with the U.S.-led operation fighting Islamic State in Syria temporarily suspended operations Thursday, as Turkish forces launched a new offensive into Kurdish-held areas along the Syrian border.

Turkish forces launched a new round of artillery attacks against Syrian territories along Ankara's southeastern border, shortly after Turkish police seized a vehicle in the border town of Mardin, filled with nearly 600 pounds of explosives, according to reports by state-run outlet Anadolu Agency. Since then, Turkish forces have unleashed a barrage of mortars and artillery into areas in and around Mardin and the city of Kobane.

The offensive became so intense that officials from the American-led mission in Syria and northern Iraq fighting ISIS halted operations by the Syrian Democratic Forces (SDF) against the terror group to focus on the Turkish campaign.

"The SDF temporarily suspended offensive actions against ISIS in response to cross-border attacks by Turkey. We have been in communication w/both Turkey and the SDF to de-escalate the situation," Command spokesman Col. Sean Ryan said in a Twitter post.

Since the beginning of the American-backed war against ISIS in 2014, U.S. forces have routinely collaborated with Arab and Kurdish paramilitary forces in Iraq and Syria.

The Kurdish People's Protection Units, or YPG, play a large role in the Syrian Democratic Forces or SDF — the loose-knit group of Arab and Kurdish paramilitaries that drove ISIS from its Iraqi and Syrian redoubts in Mosul and Raqqa respectively. The YPG is the armed faction of the Kurdistan Workers Party or PKK, which Turkey has labeled as a terrorist organization.

Ankara blamed the YPG for the explosive-laden vehicle and Mardin. On Tuesday, Turkish President Recep Tayyip Erdogan indicated Turkey was ready to deal a decisive blow to YPG in Syria.

"We have started active intervention operations against the terror organization in the last couple of days. We will soon come down hard on the terror organization with more extensive and effective operations," the Turkish leader said in a speech in Ankara.

But YPG spokesman Nur Mahmud told the Voice of America Wednesday that "Turkish threats create more instability in this country," which could only benefit Islamic State.

In Washington, State Department officials urged Turkey to scale back its ongoing offensive, citing concerns that American military advisers



*Turkey's President Recep Tayyip Erdogan, second right, listens to Technology Minister Mustafa Varank, right, at a defence technology development meeting, in Ankara, Turkey, Wednesday, Oct. 31, 2018. Turkey's state-run news agency says the Turkish military has shelled positions held by U.S.-backed Kurdish fighters across the border east of the Euphrates River in Syria, killing four Kurdish fighters and wounding six others. The attack came a day after Erdogan said Turkey has finalized plans for a "comprehensive and effective" operation to drive out Kurdish militia from the region.(Presidential Press Service via AP, Pool)*

embedded with SDF units in Syria could be caught in the crossfire.

Ankara's decision to launch "unilateral military strikes" in northern Syria have roiled U.S. operations in the country, State Department deputy spokesman Robert Palladino said Wednesday.

Any strikes "by any party, particularly as American personnel may be present or in the vicinity, are of great concern to us," he told reporters in Washington at the time.

News of Ankara's new offensive around Mardin comes the same day as Washington has officially begun joint military patrols with their Turkish counterparts. The patrols in the Syrian enclave of Manbij part of an overarching roadmap between the U.S. and Turkey designed to ensure ongoing tensions between the two NATO allies in northern Syria do not boil over into open conflict. ●

# Obstacles in push against Iran

WASHINGTON

**U.S. efforts to increase pressure could result in further alienation of allies**

BY GARDINER HARRIS

President Trump called on world leaders in September to slash their purchases of Iran's oil before the imposition on Nov. 5 of major sanctions, the last major pieces of the administration's blockade of the Iranian economy.

"We ask all nations to isolate Iran's regime as long as its aggression continues," Mr. Trump said at the United Nations.

But less than a week before the crucial deadline this Monday, the campaign against Iran is facing severe challenges. China and India, the largest buyers of Iranian oil, will continue making huge purchases, with Turkey and perhaps Russia following suit. Britain, France and Germany have promised to continue doing business with Tehran.

And Saudi Arabia, the administration's crucial partner in its anti-Iran efforts, is facing global censure and threats of sanctions from Congress after the killing of Jamal Khashoggi, a journalist and Saudi dissident. Penalties against Saudi Arabia could undercut efforts to keep global oil prices stable as Iran's exports plunge.

The problems have piled up as European diplomats and oil analysts say that even after the sanctions take effect, Iran will most likely sell at least one million barrels of crude oil a day — a sharp decline from last year but perhaps enough to sustain its economy and wait out Mr. Trump's term.

The Trump administration's stated goal for its sanctions campaign is for Iran to make a dozen fundamental changes to its domestic and foreign policies, including ending its support for Hezbollah in Lebanon, Hamas in Gaza and the Houthi rebels in Yemen. Few analysts believe the Iranian government could fulfill the demands and survive.

"There is no way the Trump administration will be able to achieve its 12 stated objectives because they're utterly unrealistic," said Robert Einhorn, a senior fellow at the Brookings Institution.

But efforts to tighten the screws on Tehran in the coming months could further alienate European allies, freight the relationship with China with yet another difficult dispute, undermine decades of efforts to woo India, and impede the stabilization of Syria and the battle against



**A bazaar in Tehran. The Trump administration hopes sanctions will force Iran to make fundamental changes in its domestic and foreign policies.**

the Islamic State. Administration officials dismiss these risks in part because earlier warnings by critics about the downsides of leaving the Iran nuclear deal largely proved false.

## IRAN

At the heart of Iran's financial future are its oil and gas exports, and Trump administration officials have adamantly said for months that they intend to reduce those exports to zero and penalize any country that continues purchases after Nov. 4 — which would effectively destroy Iran's economy. On Tuesday, a State Department spokesman retreated from those implacable demands.

"Our goal remains to get to zero oil purchases from Iran as quickly as possible. That's not changed," the spokesman, Robert Palladino, said, adding, "But we are prepared to work with countries that are reducing their imports on a case-by-case basis."

The Nov. 5 sanctions target Iran's central bank, oil sales and shipping companies, and they come on top of a set of sanctions in August. Administration threats have already persuaded buyers in Europe, Japan and South Korea to largely stop purchasing from Iran.

But during the United Nations General Assembly in September, foreign ministers from Britain, France, Germany and the European Union joined those from China, Iran and Russia in promising to collaborate on the creation of a "special purpose vehicle" independent of the dollar to continue commercial relations. Trump administration officials reacted to the announcement with derision and fury.

Even in Europe, economists and officials doubt the new financial channel will yield significant economic benefits for Iran or threaten the global dominance of the dollar anytime soon. And yet its symbolism was profound.

## CHINA, INDIA AND TURKEY

Beijing presents another challenge. China is the largest buyer of Iranian oil and although Beijing recently instructed two large state oil companies to stop purchases for a time, China will most likely remain the biggest buyer. The Trump administration has given Beijing "no reason to be in compliance with U.S. law on Iran," said Sung-Yoon Lee of Tufts University's Fletcher School of Law and Diplomacy in Medford, Mass. Oil executives and analysts agree.

Some are predicting that the administration will announce penalties against some Chinese entities on Nov. 5 to show toughness against Beijing, a stance popular with Mr. Trump's voters, before the midterm elections the next day. But such sanctions would most likely be largely symbolic. Tariffs against China have already spooked Wall Street and lowered global growth projections. Broad sanctions could set off a panic.

In India, the second-largest buyer of Iranian oil, private companies like the energy giant Reliance have largely stopped purchasing it. Government entities ramped up purchases over the summer so they could show reductions next year, analysts said. But significant purchases will most likely continue.

Prime Minister Narendra Modi's re-election campaign, scheduled for next spring, will prevent him from acceding to American demands on Iran, said Mohan Guruswamy, a distinguished fellow at the Observer Research Foundation in India. "Modi can't be seen as buckling on Iran since public sentiment is not with the U.S. on these new sanctions," Mr. Guruswamy said.

Turkey, which gets most of its oil and natural gas from Iran and Russia, will continue oil purchases and other commercial relations with Iran, diplomats and analysts said. A recent warming be-



tween Ankara and Washington after the release from detention of an American pastor would be dashed by penalties, said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy.

#### VICTORY LAP

Sanctions have caused pain, but they have yet to produce clear strategic victories for the Trump administration. De-

spite sanctions on North Korea, Russia and Venezuela, Pyongyang has so far shown no signs of slowing its nuclear and ballistic missile weapons production, President Vladimir V. Putin has only grown bolder and Venezuela continues to slide into anarchy.

But administration officials will take a victory lap on Nov. 5. They are mindful that when Mr. Trump announced in May that he was walking away from the Iran

nuclear deal, critics predicted that Tehran would soon restart its nuclear program, that oil prices would soar and that sanctions would never truly bite without the support of others in the deal.

None of those warnings proved true, giving administration officials a great sense of confidence in their policy. •

**The Arab Weekly** November 4, 2018

# Kurdish SDF caught between Turkish, US aims in Syria

Simon Speakman Cordall

Tunis

The Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) finds itself torn between competing war aims of its US allies and Turkish opponents as the SDF declared a pause in the battle to reclaim one of the remaining pockets held by the Islamic State (ISIS) in eastern Syria.

As the SDF fought to take control of the region, Turkish shelling increased on Kurdish positions in northern Syria, splintering the loyalties of the United States' principal ally in the country and leading the SDF to announce a pause in operations at the eastern Syrian city of Hajin on October 31.

An unlikely final redoubt, Hajin, on a bend of the Euphrates River and with a population of 60,000, few major streets and one public hospital, has proven nearly impregnable.

## Turkey's aggression, apparently in the face of US pressure to the contrary, is not without its own logic.

Hajin fell under ISIS control in 2013 and the terror group increased the number of its fighters in the town after its caliphate began to fall in 2016. It established a tunnel network under Hajin and built up relations with the area's tribal population to further entrench itself in the area's daily life.

Though shelling ISIS positions by SDF and coalition forces continues, the SDF offensive on Hajin was proving costly even before its pause. With desert sand kicked up by high winds reducing visibility to a few metres, the SDF – said to

be drawn from a pool of fighters of wildly differing experience and ability – sustained heavy casualties even before the pause in operations against ISIS was announced. Agence France-Presse reported that, as of October 30, 72 SDF fighters had been killed.

"Turkish attacks in the north and ISIS attacks in the south against our troops had forced us to stop our current operation temporarily against ISIS in the last pocket of it," the SDF said in announcing the pause.

"We also call the international community to condemn the Turkish provocations in the safe areas in Syria and we demand our partners in the international coalition to show a clear attitude and stop Turkey from launching attacks on the region," the statement added.

The SDF's partnership with the United States provided little insurance against Turkish attacks on Kurdish positions. Ankara, intensely hostile to the threat it feels posed by Kurdish nationalism and keen to establish a haven to accommodate some of its 3 million Syrian refugees, sought to carve out a buffer zone along its border, irrespective of the concerns of the United States.

Turkish forces earlier in the year attacked Kurdish positions in Afrin, forcing the SDF to break off operations against ISIS in April and reinforce their compatriots on Turkey's border. A marked increase in ISIS attacks was reported afterwards.

"For ISIS, this is a godsend," said Nicholas Heras, a Middle East security fellow at the Centre for a New American Security. "In allaying the SDF's advance, it scored a major reprieve and bought time to regroup and re-establish itself.

"More than that, it provides a clear lesson to the coalition (the US-led forces in Syria) of the uncertainty of relying so heavily on



**Paused.** Fighters from the Syrian Democratic Forces (SDF) attend the funeral of one of their commanders in Qamishly in north-eastern Syria, on October 29. (AFP)

local partners when their priorities might lie elsewhere."

Turkey's aggression, apparently in the face of US pressure to the contrary, is not without its own logic. "Erdogan really wants to see how far he can test this," Heras said. "He knows he needs a modus vivendi (working arrangement) with the US forces in Syria but he also wants to know how far he can push that."

"Right now, the US has to rely on Turkey playing nice and Erdogan knows that," Heras said. "As Turkey prepares to establish control over a long strip of contiguous territory (in Syria) along its border, he wants to know how flexible the US is willing to be over Turkish action."

**Simon Speakman Cordall** is Syria/Lebanon section editor with The Arab Weekly.

# Osman Kavala, le mécène qui dérangeait Erdogan

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** Ce soir-là, dans un restaurant d'Istanbul, on célèbre un anniversaire. Il y a des petits fours, du bon vin, une assemblée cosmopolite. Mais le propriétaire des lieux, celui dont on fête les 61 ans, ne viendra pas. Osman Kavala est retenu à 90 kilomètres de là. Non pas dans un embouteillage, mais dans une cellule de prison. Depuis plus de trente ans, ce chef d'entreprise fortuné investit son argent et son temps dans des causes qui lui tiennent à cœur : dialogue turco-arménien, question kurde, expression des minorités, pages oubliées de l'histoire turque, protection de l'héritage culturel anatolien... Tous ses proches le décrivent comme un « homme de paix », « altruiste », « très calme mais déterminé, voire têtu », « engagé mais pas activiste ».

« Osman Kavala, c'est quelqu'un dont les bureaux, pendant très longtemps, n'ont pas eu de verrou. Quelqu'un que n'importe qui peut aborder pour lui raconter ses projets ou ses problèmes, auxquels il s'efforce toujours de trouver une solution, raconte Kerem Mert Ispir, coordinateur des programmes au sein de l'ONG Anadolu Kültür, fondée il y a seize ans par le mécène turc. C'est surtout quelqu'un qui consacre sa vie à protéger et à enrichir l'héritage culturel. Il me paraît insensé que ce genre d'activités puissent constituer un crime ou déranger qui que ce soit. »

Plus d'un an après son arrestation à l'aéroport d'Istanbul, Osman Kavala ignore toujours ce qui lui est reproché. Son procès n'a pas commencé, le procureur chargé de l'enquête n'a pas encore écrit son acte d'accusation. À l'issue de sa garde à vue, le parquet avait réclamé son placement en détention préventive au motif qu'Osman Kavala aurait « tenté de renverser l'État turc » en « organisant et en dirigeant » les manifestations antigouvernementales du parc Gezi d'Istanbul à l'été 2013. Il aurait également, toujours selon ce procureur qui n'avance aucune preuve, participé au coup d'État manqué de juillet 2016.

## « Le Soros de Turquie »

« Certains essayent de présenter ce soi-disant membre de la société civile comme un bon citoyen, avait lancé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, six jours après l'arrestation d'Osman Kavala. Mais l'identité de ce personnage, surnommé « le



Des journalistes assistent à une conférence de presse donnée par les avocats d'Osman Kavala, mercredi, à Istanbul. OZAN KOSE/AFP

Soros de Turquie », a été démasquée. » Sans nommer le mécène – que tout le monde avait reconnu –, le chef de l'État turc poursuivait son réquisitoire : « Cette nation restera droite face à ceux qui essaient de la frapper de l'intérieur. Elle leur demandera des comptes ! » Une semaine plus tard, le 1<sup>er</sup> novembre, Osman Kavala était incarcéré.

Les mots de Recep Tayyip Erdogan n'étaient pas choisis au hasard. Ces dernières années, les médias progouvernementaux avaient affublé le chef d'entreprise du surnom de « Soros rouge de Turquie », en référence au milliardaire et philanthrope américain George Soros, accusé par ses détracteurs de chercher à déstabiliser des gouvernements. Pour les amis d'Osman Kavala, ces accusations sont absurdes et sonnent comme un avertissement. « Le but est de faire peur, explique Murat Çelikkkan, célèbre militant des droits de l'homme. Beaucoup de gens se sont dit : « Si Osman Kavala est arrêté, n'importe lequel d'entre nous peut être arrêté. » » Murat Çelikkkan confie pourtant n'avoir été « qu'à moitié surpris » quand la justice turque a jeté son ami aux fers. « Nous sommes dans un climat tellement illogique et impitoyable que tout, absolument tout est possible, déplore-t-il. Depuis la fin du processus de paix (avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK), en 2015, le pouvoir cherche à réduire l'opposition au silence. Cela s'est accéléré avec le passage de la démocratie parlementaire au régime présidentiel. »

L'incarcération du mécène a aussi choqué en Europe, où Osman Kavala était un

contact privilégié pour les politiques et les diplomates. « En fait, Osman est devenu de plus en plus dérangeant avec l'augmentation de ses capacités à mettre en relation les activités de société civile avec des fondations internationales et l'Union européenne, estime le politologue Ahmet Insel, son ami de longue date. À partir du moment où le pouvoir turc a écarté la perspective européenne, des ultranationalistes de droite – mais aussi de gauche, il faut le dire – ont commencé à désigner Osman comme un exemple de riche qui perturbe la Turquie au nom des autres. » Ahmet Insel rappelle que le philanthrope turc était déjà dans la ligne de mire du pouvoir dans les années 1990, notamment pour ses liens avec la cause kurde. Les attaques ont repris de plus belle en 2013, au moment de la contestation du parc Gezi d'Istanbul, qui a fait vaciller Recep Tayyip Erdogan, à l'époque premier ministre. « À partir de là, Osman est devenu une sorte de tête de Turc, un riche qui a des relations avec les organisations internationales, qui est de gauche et qui soutient les opprimés, observe Ahmet Insel. Dans ce nouveau discours nationaliste du pouvoir, pour lequel il y a « nous » et « les ennemis », Osman est devenu le prototype de l'ennemi intérieur. »

Un an après son incarcération, ses proches se partagent entre un espoir ténu – s'il n'y a toujours pas d'acte d'accusation, il n'y aura peut-être pas de procès, se disent-ils – et un désespoir profond. Devant la lenteur de la justice turque, la Cour européenne des droits de l'homme a décidé d'examiner en urgence la requête d'Osman Kavala. ■



AFP

## Syrie: 12 membres d'une force antijihadistes tués par l'EI (OSDH)

Beyrouth, 4 nov 2018 (AFP)

**Douze membres d'une force arabo-kurde soutenue par la coalition anti-jihadistes dirigée par Washington ont été tués dimanche dans une attaque du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).**

Un porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mustafa Bali, a confirmé à l'AFP qu'il y avait eu une attaque de l'EI contre les FDS mais démenti des pertes dans leurs rangs.

"Un jihadiste de l'EI à bord d'une voiture piégée s'est fait exploser près d'une position des FDS dans la province de Deir Ezzor (est), a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, en référence à une région proche de la frontière avec l'Irak où se trouve le dernier réduit jihadiste en Syrie.

Il a fait état de "12 morts et 20 blessés" parmi les FDS dans l'explosion et des accrochages ayant eu lieu "entre les villages de Hajine et Al-Bahra", le premier étant tenu par les jihadistes et le second par les FDS.

"L'EI a profité des mauvaises conditions météorologiques", a ajouté M. Abdel Rahmane, évoquant de la pluie et du brouillard "ayant empêché la coalition anti-EI de mener à bien ses frappes aériennes" en soutien aux FDS.

Selon l'OSDH, les jihadistes ont avancé en direction d'Al-Bahra, où se trouve une petite base regroupant "des cadres des FDS et des conseillers de la coalition internationale".

Les FDS, qui avaient lancé le 10 septembre une offensive anti-EI dans la région de Hajine, en ont annoncé mercredi la suspension après des attaques menées dans le nord du pays par l'armée turque contre des positions de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), épine dorsale des FDS.

Quelques jours avant l'annonce de cette suspension, les FDS avaient envoyé des centaines de combattants en renfort dans cette région à la suite de contre-attaques meurtrières de l'EI.

Samedi, au moins quatorze civils ont été tués dans des frappes aériennes de la coalition sur Hajine et deux autres localités proches, a indiqué l'Observatoire. Neuf jihadistes sont également morts dans les frappes.

Interrogé par l'AFP sur ces allégations, le colonel Sean Ryan, le porte-parole de la coalition anti-EI, s'est contenté de dire que "les frappes ont tué des terroristes de l'EI et détruit trois installations" militaires du groupe jihadiste.

Depuis le 10 septembre, au moins 327 combattants de la force kurdo-arabe ont péri, contre 523 jihadistes, selon l'OSDH.

Le groupe ultra-radical avait conquis en 2014 de larges pans du territoire syrien avant d'en être chassé et de se retirer dans quelques poches dans l'est sous le coup d'offensives distinctes menées par le régime syrien et son allié russe d'un côté, et les FDS de l'autre.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie a fait plus de 360.000 morts et déplacé plus de la moitié de la population. ●

francetvinfo

6 NOVEMBRE 2018

## Strasbourg : une dizaine de Kurdes interpellés en marge d'une manifestation de soutien à Abdullah Öcalan

Par JG/VB/MC 06/11/2018  
france3-regions.francetvinfo.fr

Alors qu'environ un millier de Kurdes protestaient ce mardi vers 13h contre les conditions de détention du leader du PKK (Parti des travailleurs kurdes) Abdullah Öcalan, la manifestation a dégénéré à coup de jets de pierres et de barres de fer.

Une trentaine de Kurdes, arrivés par le tram, ont réussi à s'introduire dans l'enceinte de la Cour européenne des droits de l'homme en sautant par dessus les grilles depuis l'abri du tramway Droits de l'Homme. Dix d'entre-eux sont parvenus à entrer dans le bâtiment et y sont demeurés, les autres (une vingtaine) sont restés

dehors dans la cour et ont évacué dans le calme. Il n'y a pas eu de dégradations.

Au même moment, la manifestation, qui devait rester statique, a commencé à se transformer en défilé, contrairement à ce qui avait été déclaré. Une façon "concertée" de retenir l'attention des forces de l'ordre, selon une source policière et de permettre aux autres d'essayer d'entrer dans le bâtiment européen. Du gaz lacrymogène a été émis pour repousser les manifestants, qui sont allés "au choc frontal" avec les policiers, selon la même source.

Sept gendarmes ont été blessés par les jets de projectiles et une dizaine de manifestants ont été interpellés dans le bâtiment européen: ils ont accusés d'"entrée par effraction".



L'Allée de l'Europe est toujours bloquée. la ligne E du tram est interrompue entre les arrêts Wacken et Robertsau. Il est "très inhabituel", d'après les forces de l'ordre, que ce genre de manifestation dégénère.. ♦

AFP

## Turquie : offre américaine de récompenses pour trois responsables du PKK

Ankara, 6 nov 2018 (AFP)

**Les Etats-Unis ont décidé d'offrir plusieurs millions de dollars pour obtenir des informations sur les allées et venues de trois dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé un haut responsable américain mardi, à l'issue d'une visite à Ankara.**

Ces récompenses, pouvant aller jusqu'à 5 millions de dollars (4,4 millions d'euros) pourraient réjouir Ankara, qui demande depuis longtemps à ses alliés occidentaux d'adopter une ligne plus dure contre le PKK, interdit en tant que groupe terroriste par la Turquie mais aussi par les USA et l'UE.

Matthew Palmer, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain, a indiqué que ces récompenses avaient été autorisées pour "informations conduisant à l'identification ou la localisation" de Murat Karayilan, Cemil Bayik et Duran Kalkan.

Les informations concernant Karayilan pourraient rapporter jusqu'à 5 millions de dollars, celles pour Bayik 4 millions de dollars, et sur Kalkan 3 millions de dollars, a-t-il ajouté.

Les USA qualifient le PKK de groupe terroriste depuis 1997, mais la Turquie les USA qualifient le PKK de groupe terroriste depuis 1997, mais la Turquie est très mécontente de leur coopération récemment en Syrie avec les Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara considère comme une branche du PKK.

Les relations bilatérales ont aussi grandement souffert de la détention pendant plus de deux ans en Turquie du pasteur américain Andrew Brunson. Mais celui-ci a été libéré en octobre et les deux parties semblent désireuses d'améliorer les relations entre ces deux pays alliés dans l'Otan.

"Les Etats-Unis apprécient leur coopération antiterroriste avec notre allié de l'Otan, la Turquie", a dit M. Palmer. Il a précisé que les récompenses en ques-

tion avaient été décidées dans le cadre du programme "Récompenses pour la justice" du Département d'Etat.

Ce Programme a diffusé sur son compte Twitter officiel des photos des trois hommes, sous la rubrique "Récompense pour information". "Paiement possible. Confidentialité garantie à 100%", est-il précisé.

Le porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan, Ibrahim Kalin, a déclaré que son pays accueillait ces annonces "avec prudence", et qualifié cette décision de "tardive".

"Ils ne peuvent pas nous tromper en disant que les YPG sont différents du PKK", a-t-il déclaré à la télévision HaberTurk.

Après deux opérations militaires couronnées de succès en Syrie, la Turquie a maintenant des visées sur la région de Manbij, près de l'Euphrate. Celle-ci est

contrôlée par les YPG, et des soldats américains y sont présents.

Karayilan et Bayik sont considérés comme les leaders de fait du PKK sur le terrain, après la capture par la Turquie en 1999 du fondateur du mouvement, Abdullah Ocalan. Celui-ci purge une peine de prison à vie dans une île proche d'Istanbul.

Selon des spécialistes, Karayilan et Bayik pourraient se trouver aujourd'hui dans des montagnes du nord de l'Irak, où le PKK dispose de bases arrière. D'autres pensent possible qu'ils passent parfois aussi en Iran.

Le PKK a livré depuis près de 35 ans une lutte armée pour réclamer l'indépendance - et plus récemment l'autonomie - de la minorité kurde de Turquie.

Ce conflit s'est soldé par des dizaines de milliers de morts, et a repris en 2015, lorsque le PKK a mis fin à un cessez-le-feu. ●



7 novembre 2018

# Réalignements au Moyen-Orient

Hicham Mourad 07-11-2018

<http://hebdo.ahram.org.eg>

Le moyen-orient connaît des réalignements régionaux et internationaux à la faveur de la guerre en Syrie. C'est ainsi qu'un rapprochement politique s'est opéré progressivement entre la Russie, l'Iran et la Turquie. Ce triumvirat très actif en Syrie, connu sous le nom de « trio de Sochi », en référence à leur premier sommet en novembre 2017 dans la célèbre station balnéaire russe, forme aujourd'hui une sorte d'alliance de circonstances autour du conflit syrien.

Malgré leurs divergences sur diverses questions régionales et internationales, y compris en Syrie, Moscou, Téhéran et Ankara ont des priorités qui les poussent à s'entendre et/ou à parvenir à des compromis qui préservent leurs intérêts en Syrie.

D'abord, ces acteurs sont fortement impliqués dans le conflit en Syrie à tel point de devenir incontournables pour toute recherche d'une solution politique dans ce pays. Les trois pays ont des forces militaires sur le terrain. Alors que Moscou et Téhéran soutiennent militairement le régime de Damas, Ankara est intervenu militairement dans le nord de la Syrie pour déloger les forces kurdes syriennes.

Les trois pays, qui se sont beaucoup investis dans le conflit, veulent ainsi se positionner dans la recherche d'un règlement politique, au moment où la guerre semble entrer dans sa phase finale en faveur du régime du président Bachar Al-Assad. Les trois puissances ont également un intérêt majeur à marginaliser les Etats-Unis du président Donald Trump et à les priver de tout rôle majeur

dans l'avenir de la Syrie : elles ont souffert toutes, à des degrés divers certes, des sanctions imposées par l'Administration américaine actuelle.

Il était logique d'observer un rapprochement entre la Russie et l'Iran, étant donné qu'ils se sont rangés dès le début du conflit en faveur du régime de Damas, même si leur soutien militaire a suivi une évolution et pris des chemins différents. L'adhésion tardive de la Turquie, vers la fin 2016, mérite une explication, car Ankara avait dès le déclenchement du soulèvement populaire en 2011 pris une position extrêmement hostile au régime de Damas, réclamant à cor et à cri le départ de Bachar Al-Assad.

La stratégie de la Turquie en Syrie entraine ainsi en conflit direct avec celles de la Russie et de l'Iran : elle soutenait en armes, en formation et en logistique divers groupes d'opposition armés, notamment l'Armée syrienne libre, mais aussi des milices islamistes.

Ces stratégies opposées ont donné lieu à une grave détérioration des rapports russo-turcs, lorsque l'armée turque a abattu en novembre 2015 un bombardier russe dans le nord de la Syrie, frontalier de la Turquie. Accusant Ankara d'un acte délibéré, Moscou a réagi en imposant des sanctions économiques à la Turquie.

Cependant, le ferme soutien militaire de Moscou et de Téhéran à Damas commençait à produire son effet et l'armée syrienne regagnait petit à petit du terrain face à l'opposition armée, obligeant Ankara à modifier sa position. Désormais, la priorité de la Turquie en Syrie n'est plus le départ d'Assad du pouvoir, un

objectif difficilement réalisable à cause du soutien russo-iranien, mais l'endigement des forces kurdes syriennes concentrées dans le nord.

Alors qu'Ankara se montre de plus en plus ambivalente à l'égard de l'avenir de Bachar Al-Assad, elle tient fermement à en finir avec ce qu'elle appelle les « terroristes kurdes » appartenant aux Forces Démocratiques Syriennes (FDS), qu'elle considère comme un prolongement du Parti turc des travailleurs du Kurdistan (PKK), déclaré organisation terroriste et combattu depuis des décennies par l'armée turque. Ankara cherche ainsi à tuer dans l'oeuf toute velléité indépendantiste des Kurdes syriens, pour les empêcher de faire des émules en Turquie.

Or, fortes du soutien militaire américain, les FDS ont réussi à établir une région autonome de facto dans le Nord syrien, sous le nom de « Fédération démocratique de Syrie du nord ». La politique de Damas y a beaucoup aidé. Le président Assad a tenu depuis le début du conflit à éviter toute confrontation militaire avec les groupes kurdes, ce qui les a renforcés et leur a permis de se constituer en zone autonome dans le Nord à majorité kurde.

Cette politique syrienne délibérée a contribué à modifier les priorités d'Ankara loin du renversement du président Bachar Al-Assad et en faveur de l'endigement des ambitions nationalistes des Kurdes syriens. C'est ce motif qui a justifié les deux grandes interventions militaires turques dans le Nord syrien. D'août 2016 à mars 2017, l'offensive « Bouclier de l'Euphrate », qui s'est terminée par l'occupation de la partie centrale du nord syrien, visait à casser la

continuité géographique de l'entité kurde syrienne. De janvier à mars 2018, l'opération « Rameau d'olivier » a réussi à libérer la région d'Afrine (nord-ouest) de l'emprise des Unités de protection du peuple, le bras armé des FDS qui la détenaient depuis 2012.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a depuis menacé de chasser également les FDS de la région de Manbij (nord-est), mais la présence de militaires américains, qui ont promis de « répondre avec agressivité » s'ils sont attaqués, a obligé Ankara de se rétracter.

Cette évolution de la stratégie de la Turquie qui met aujourd'hui l'accent sur la mise en échec des dessins des Kurdes syriens — ce qui l'oppose à la politique américaine — l'a rapprochée de l'Iran et de la Russie. En conséquence, la tension turco-russe s'est progressivement dissipée.

Ainsi, la Turquie a été associée en décembre 2016 à l'initiative de lancer des négociations de paix sur la Syrie à Astana (capitale du Kazakhstan), dont la première session s'est tenue en janvier 2017.

Cette voie est concurrente de celle de Genève, soutenue par les Occidentaux et l'Onu.

En juin 2017, Moscou lève les sanctions économiques imposées à la Turquie depuis 2015.

En décembre de la même année, Ankara, un membre de l'Otan, signe un accord de 2,5 milliards de dollars pour l'achat du système russe de défense antiaérien avancé S-400. Inquiets, les Etats-Unis, qui auraient préféré que la Turquie s'équipe du système américain concurrent « Patriot », ont menacé de suspendre la livraison de chasseurs F-35 à l'armée turque. ■



# Amid shelling of Kurdish positions, Turkey plans new incursion into Syria

Thomas Seibert

Istanbul

In a decision that is driving up tensions with Washington, the Turkish Army shelled Kurdish forces allied with the United States in northern Syria in the fight against the Islamic State (ISIS). Raising the stakes further, the Turkish government threatened a new cross-border operation east of the Euphrates River.

As Turkish howitzers fired into Syria, Turkish President Recep Tayyip Erdogan told lawmakers of his ruling Justice and Development Party on October 30 that the army would destroy "terrorist structures" east of the river, a region that has been off limits for the Turks.

**A full-scale military intervention east of the Euphrates could affect the approximately 2,000 US troops deployed in northern Syria to support and arm the YPG.**

The US government expressed concern about the shelling that killed ten Kurdish fighters, Turkey's state-owned news agency Anadolu said. "Unilateral military strikes into north-western Syria by any party, particularly as American personnel may be present or in the vicinity, are of great concern to us," US Deputy State Department spokesman Robert Palladino said.

The Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces said it reserved "the right to retaliate." Kurdish rebels said they destroyed a Turkish armoured personnel carrier on the border in response to the shelling.

The escalation came after the United States and Turkey resolved a bitter row over the detention of a US pastor in Turkey that sent the Turkish currency into a tailspin.

Turkey and the United States have been at loggerheads over Washington's support for the Kurdish People's Protection Units (YPG) in northern Syria, a vital US partner in the fight against ISIS. Turkey regards the YPG a terrorist organisation that must not be allowed to control territory.

Ankara and Washington are also at odds over Turkey's intention to buy a Russian missile defence system.

The Turkish government seems in no mood to call off its new push into Syria. "We have finalised our preparations, our plans, our programmes in that respect," Erdogan said.



The calm before the storm. A Turkey-backed Syrian fighter sits at the newly renamed "Salah Aldin Alaibi" circle in the north-western Syrian city of Afrin, on October 9.

Pro-government Turkish media said Ankara's plan is to establish a 30km-wide corridor south of the Turkish-Syrian border from the Euphrates in the west to the Iraqi border in the east. Since Turkey secured the Syrian regions of Jarabulus and Afrin west of the Euphrates in previous interventions, such a move would, in effect, end the Kurdish presence in the border region.

Ankara said so-called safe zones within Syria are needed for the repatriation of 3 million Syrian refugees that streamed into Turkey during the war. Turkish Defence Minister Hulusi Akar said 260,000 Syrian refugees had returned to Jarabulus since 2016. Critics say Ankara uses the return of refugees to boost the number of pro-Turkish Arabs in Kurdish areas.

The YPG used US help to establish an autonomous region along the Turkish border east of the Euphrates. A full-scale military intervention could affect the approximately 2,000 US troops deployed in northern Syria to support and arm the YPG.

"In recent days we have started the active engagement against the terrorist organisation," Erdogan said of the artillery shelling. Anadolu reported that Turkish forces started bombarding YPG positions east of the river on October 28. "We will come down on the terrorist organisation in a more comprehensive and efficient operation soon," Erdogan said.

Erdogan's announcement came three days after he hosted the leaders of Russia, France and Germany in Istanbul. The meeting called for a sustained truce in the rebel-held province of Idlib and for the start of a political process to develop a post-war political structure in Syria. The summit communique did not

include a demand for Syria's President Bashar Assad to cede power.

The meeting, to which the United States was not invited, was a sign of increased efforts by international powers to end the Syrian war while Washington pursues its own goals. "America stays engaged in Syria but it has chosen to go it alone," said Ilter Turan, a professor of international relations at Istanbul's Bilgi University.

The Istanbul summit carried a message for developments in eastern Syria, where the United States and the YPG control oil fields and regions of rich farmland. Joshua Landis, director of the Centre for Middle East Studies at the University of Oklahoma, said the conference strengthened players that wanted the United States to leave Syria altogether. "Turkey, Syria, Iran and Russia want to drive the US out of North Syria and end its alliance with the YPG," Landis wrote

The meeting, to which the United States was not invited, was a sign of increased efforts by international powers to end the Syrian war while Washington pursues its own goals. "America stays engaged in Syria but it has chosen to go it alone," said Ilter Turan, a professor of international relations at Istanbul's Bilgi University.

The Istanbul summit carried a message for developments in eastern Syria, where the United States and the YPG control oil fields and regions of rich farmland. Joshua Landis, director of the Centre for Middle East Studies at the University of Oklahoma, said the conference strengthened players that wanted the United States to leave Syria altogether. "Turkey, Syria, Iran and Russia want to drive the US out of North Syria and end its alliance with the YPG," Landis wrote

on Twitter.

Washington has tried to reassure Turkey that the US bond with the YPG is purely tactical, while being careful not to endanger its alliance with the YPG because the fight against ISIS remains the focal point of the Trump administration's Syria policy.

Turkey and the United States have started joint military patrols in Manbij, a northern Syrian city west of the Euphrates where the YPG took control after driving out ISIS two years ago. The Kurdish militia agreed to withdraw from the town earlier this year after US and Turkish officials worked out a plan for joint patrols.

Turan said the Manbij agreement showed that a direct confrontation between Ankara and Washington over their different priorities in northern Syria was not inevitable.

# US forces patrol Syria's northeast close to Turkish border

AL-DARBASIYAH, SYRIA (AFP) -Nov 4, 2018, [www.france24.com](http://www.france24.com)

US forces on Sunday (Nov 4) patrolled an area in northeastern Syria bordering Turkey after renewed tensions between Ankara and Syrian Kurds, a spokesman and an AFP reporter said.

Three armoured vehicles carrying soldiers wearing the US flag on their uniform arrived in the Kurdish-held northeastern border town of Al-Darbasiyah, the correspondent said.

Turkey last week raised threats against Kurdish forces in northeastern Syria, shelling their positions and flagging a possible new offensive.

The Kurds spearhead the Syrian Democratic Forces alliance, backed by the US-led coalition, that has been fighting the Islamic State group in Syria.

Coalition spokesman Sean Ryan said Sunday's patrol was the second in a week, after a first one by US forces on Friday.

"The US forces' assurance patrols enable us to maintain safety and security in the region," he said, but are not carried out "on a regular basis".

An SDF spokesman said the US patrols, in coordination with the SDF, were directly linked to recent tensions between the Kurds and Ankara.

"They are not routine patrols. They are directly linked to these threats. The objective is to call on Turkey to stop its aggression,"



US forces and members of the Syrian Democratic Forces patrol the Kurdish-held town of Al-Darbasiyah in northeastern Syria bordering Turkey, on Nov 4, 2018. PHOTO: AFP

Mustefa Bali said.

Sunday's patrols were headed towards Ras al-Ain, around 50 kilometres to the west of Al-Darbasiyah along the frontier, he said.

The US State Department has said it had been in touch with both the SDF and Turkey to push for de-escalation.

Turkey accuses Syria's Kurdish People's Protection Units (YPG) - which form the backbone of the SDF - of being "terrorists".

In what appeared to be an attempt by Washington to appease Turkey, US and Turkish troops on Thursday launched joint patrols on the outskirts of the northern city of Manbij.

Although the YPG claim to have pulled out of the city after the SDF seized it from IS in 2016,

Ankara has recently complained that the group still has a presence there, repeatedly threatening military action.

On Wednesday, Turkish shelling of Kurdish positions in the Kobane sector of northern Syria killed four fighters, according to Turkey's state-run Anadolu news agency

On Tuesday, two days after another round of shelling of Kurdish posts in northern Syria, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan said his country had completed preparations for a new operation to "destroy" Kurdish fighters.

Since 2016, Turkey has carried out two operations against Kurdish forces in Syria, the last of which saw Ankara-backed Syrian rebels take the border city of Afrin in March. ●

## Kurdistan Regional Government says crude exports to Ceyhan at 400,000 b/d, export pipeline capacity expanded

05 Nov 2018 <https://www.spglobal.com>

**London — The semi-autonomous Kurdistan Regional Government is averaging 400,000 b/d of crude exports to the Turkish port of Ceyhan, according to its ministry of natural resources, which has provided its first update on its operations in months.**

Sources in the region have told S&P Global Platts that the KRG loaded 355,000 b/d of crude from Ceyhan in October, down from 373,000 b/d in September and 425,000 b/d in August.

Crude put into storage could make up the difference between the loading figures and the export number, the sources said.

In a statement on its website Sunday, the ministry said it had upgraded the capacity of the KRG export pipeline to 1 million b/d from its previous 700,000 b/d by installing a new pumping station at the Shaikan oil field. The pipeline links the region's oil fields to the Iraq-Turkey Pipeline at the Turkish border, allowing the KRG's crude to reach Ceyhan.

The new pipeline capacity will be able to handle all the Kurdistan oil available for export and any federal oil that will be diverted to be exported

through the pipeline in the future, according to the statement.

The federal government in Baghdad is blocked from exporting its crude from the north of the country due to a revenue sharing and political dispute with the KRG.

The ministry said it had stabilized the level of KRG crude exports as it had been able to maintain consistent and timely payments to its producing oil companies, which led to more investment in oil fields. This will pave the way for further production increases in 2019, it added.

The ministry outlined one such field, Peshkabar, which lies within the Tawke licensed area and is operated by Norway's DNO in partnership with Genel Energy.

Production from the field reached 50,000 b/d within 18 months of its development, the ministry said, exceeding expectations and offsetting the fall in the Tawke oil field, which has declined from 109,000 b/d in July 2017 to 80,000 b/d currently.

The two combined fields now average about 130,000 b/d, the ministry said. ◆



# Washington veut faire plier Téhéran

Les Etats-Unis déclencheront, le 5 novembre, le second volet des sanctions, qui concerne notamment le pétrole

WASHINGTON - correspondant

**L**undi 5 novembre, les sanctions les plus dures de l'arsenal américain contre le régime iranien rentreront en application après une suspension de trois ans liée à l'accord sur le programme nucléaire de Téhéran conclu en juillet 2015, à l'initiative de Barack Obama. Le retour de ces mesures coercitives découle du retrait décrété en mai par son successeur, Donald Trump, qui en avait fait la promesse pendant la campagne présidentielle de 2016. Il n'a cessé de présenter ce compromis forgé avec une « troïka » européenne et les autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies comme « le pire » accord jamais négocié.

Après la réimposition de premières sanctions en juillet, ce second volet vise « des domaines essentiels » pour l'économie iranienne, selon Quentin Lopinot, chercheur associé au Center for Strategic and International Studies, un cercle de réflexion de Washington. L'administration américaine veut stopper les achats de pétrole iranien comme les transactions en dollars. La Maison Blanche ne se prive pas de faire savoir qu'elle entend mettre en œuvre ces sanctions de la manière la plus agressive qui soit et qu'elles ne relèvent pas du registre du simple message politique.

## « Terrible pour l'économie »

Ce volontarisme est affiché par les principaux acteurs de cette stratégie, à commencer par le président, son secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, et le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, alors que les prédécesseurs de ces deux derniers, Rex Tillerson et H.R. McMaster, défendaient l'accord. John Bolton, un « faucon » revendiqué, a effectué fin octobre une tournée qui est passée notamment par la Russie et l'Azerbaïdjan, des partenaires de l'Iran, pour faire part de la détermination de Washington.

Des émissaires du Trésor l'avaient précédé en Asie, en août, avec le même message. La menace



Le président Hassan Rohani, lors d'une session du Parlement iranien, à Téhéran, le 27 octobre. EBRAHIM NOROOZI/AP

de sanctions secondaires visant ceux qui passeraient outre a déjà poussé des géants du pétrole, comme l'entreprise française Total, à se désengager du marché iranien. Les demandes européennes de dérogations ont été sèchement écartées par Washington.

« De nombreux pays vont appliquer ces sanctions, estime Philip Gordon, un ancien de l'administration Obama chargé du Moyen-Orient à la Maison Blanche de 2013 à 2015. Mais cela ne veut pas dire que de nombreux pays approuvent cette politique, on peut d'ailleurs compter ces derniers sur les doigts de la main. » Il s'agit pour l'essentiel d'Israël, de l'Arabie saoudite et d'autres émirats du Golfe unis dans leur opposition aux ambitions régionales de Téhéran. Washington a été le seul signataire à dénoncer l'accord avec l'Iran, qui reste pour l'instant en place et qui continue de produire ses effets, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique. Et les objectifs de l'administration de Donald Trump suscitent les interrogations.

« Officiellement, il n'est question que de parvenir à un meilleur accord qui prendrait également en compte les exigences américaines sur la fin du programme balistique iranien, une réduction de l'influence régionale de l'Iran, comme en Syrie ou au Yémen, et un arrêt définitif du programme nucléaire,

rappelle Philip Gordon. « Mais avec des exigences aussi maximalistes, on ne peut que se demander si l'objectif véritable n'est pas le changement de régime », ajoutait-il, avec le pari qu'une dégradation de la situation économique plonge le pays dans l'instabilité.

« Ces sanctions visent à pousser les Iraniens à sortir à leur tour d'un accord qui n'offre plus aucun avantage », estime M. Lopinot. Une telle rupture renverrait inexorablement les pays européens dans le camp de Washington, qui mise sur un durcissement du régime aux dépens du président Hassan Rohani. Ce dernier a fondé sa stratégie politique sur cet accord.

## Coudées franches à Washington

Le calcul de l'administration de Donald Trump laisse cependant sceptique Philip Gordon : « Il est évident que l'effet va être terrible pour l'économie iranienne, pour autant je ne pense pas que cela va conduire aux objectifs affichés. L'influence iranienne au Yémen comme en Syrie est obtenue à bon marché, les sanctions américaines ne changeront rien. »

L'Iran s'était résigné en 2013 à entrer dans les négociations qui avaient abouti deux ans plus tard sous l'effet d'un dispositif inédit de sanctions. Il impliquait, outre les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations unies. Washington, qui se lance en soli-

taire dans une démarche comparable, n'a pour l'instant aucune garantie de la part de grands clients de l'Iran, qu'il s'agisse de la Chine ou de l'Inde, de stopper tout achat de pétrole iranien.

La guerre commerciale à outrance engagée par Donald Trump vis-à-vis de Pékin ne place pas son homologue chinois, Xi Jinping, dans les meilleures dispositions pour accéder aux demandes des Etats-Unis. Il en va

**« On ne peut que se demander si l'objectif véritable n'est pas le changement de régime »**

PHILIP GORDON

chargé du Moyen-Orient à la Maison Blanche (2013-2015)

probablement de même avec l'Inde du premier ministre Narendra Modi, à quelques mois d'élections générales peu propices à des concessions en matière de souveraineté. Et les Européens ont défié Washington en annonçant la création d'un dispositif visant à sanctuariser certaines transactions.

Donald Trump a en revanche les coudées franches à Washington où les défenseurs de l'Iran sont particulièrement rares. Le secrétaire à la défense, James Mattis, qui avait estimé par le passé que rester signataire de l'accord sur le nucléaire iranien relevait de « l'intérêt national » des Etats-Unis, a été marginalisé par la refonte par Donald Trump de son équipe chargée de la politique étrangère, et il n'est pas concerné par des sanctions sur lesquelles veillent en priorité le département du Trésor et le département d'Etat.

Les démocrates regrettent la sortie de l'accord nucléaire, y compris ceux qui s'étaient exprimés contre lui au Congrès en 2015, comme le rappelle Philip Gordon. Mais même dans l'hypothèse où ils obtiendraient la majorité à la Chambre des représentants, après les élections de mi-mandat, le 6 novembre, leur marge de manœuvre restera des plus limitées. ■

GILLES PARIS

# Iran Entre les sanctions et l'Etat, la société désespérée

Chute de la devise, chômage... L'économie du pays est déjà grevée par les sanctions américaines, alors que la mise en œuvre de leur second volet est prévue le 5 novembre. Le mécontentement populaire est aggravé par la répression et l'incurie de Téhéran



Près du village de Ziar, une femme devant un champ où l'irrigation est devenue impossible.

PHOTOS: MARYAM

LOUIS IMBERT

TÉHÉRAN, ISPAHAN, ZIAR (IRAN) - *envoyé spécial*

**I**l s'est enfui. Javad Baghban avait encore reçu une lettre du tribunal d'Ispahan, mercredi 24 octobre. C'était une mise en demeure : on l'informait que, s'il ne payait pas sa dette, il serait emprisonné. Le jeune homme a donc quitté sa ville avec un sac à dos, un ordinateur et une veste de costume. Il se cache dans un immeuble délabré du sud de Téhéran, deux pièces nues et poussiéreuses, ouvertes aux premiers froids de l'automne. « *Si ma femme me retrouve, dit-il, je suis prêt à filer. Mieux vaut être en cavale qu'en prison!* »

M. Baghban, 31 ans, joli cœur plein d'humour, est englué depuis deux ans dans un divorce douloureux. Il doit 300 pièces d'or à son épouse, Azizeh, et 60 autres à l'Etat. En farsi, cette somme s'appelle un *mehrieh* : un gage d'« affection » de pure forme, pensait-il en 2013. Il avait alors accepté ce montant sans sourciller, en signant son contrat de mariage. Aujourd'hui, ce tas d'or représente près de 100 000 euros, soit, en Iran, 360 mois de salaire d'un haut dirigeant d'une entreprise publique. M. Baghban n'a pas les moyens de le payer.

Depuis quelques mois, la justice est submergée d'affaires de cet ordre. Les prisons se remplissent de maris mauvais payeurs. L'or, valeur refuge, est trop cher. L'Iran s'enfonce dans la crise. La valeur du rial, la monnaie nationale, a été divisée par trois, voire quatre, depuis le début de l'année 2018 : les prix s'envolent au hasard. Chacun consulte les taux de change plusieurs fois par jour. Téhéran subit de plein fouet le retour des sanctions américaines depuis que Washington s'est retiré, en mai, de l'accord international sur le programme nucléaire iranien.

Les Etats-Unis exigent que l'accord soit renégocié, ce que refusent ses autres signataires – Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne. Washington souhaite aussi que l'Iran réduise son arsenal de missiles balistiques, ainsi que son influence au Proche-Orient. Le 5 novembre, une nouvelle vague de sanctions doit encore frapper les exportations de pétrole du pays, le cœur de son économie.

Dans le viseur américain se retrouvent les plus pauvres des Iraniens. En nourrissant le mécontentement populaire, Washington a trouvé un moyen de fragiliser l'Etat, alors que la République islamique s'apprête à célébrer, en février, les 40 ans de la révolution de 1979. Les « faucons » au sein de l'administration américaine rêvent de provoquer sa chute. A défaut, la Maison Blanche pourra faire valoir sa fermeté auprès des électeurs américains : l'Iran est un enjeu de politique intérieure aux Etats-Unis, un défi irritant à leur puissance, voire une incarnation du « Mal ».

M. Baghban, ancien petit fonctionnaire anonyme, a dû quitter son emploi au sein des gardiens de la révolution, principale force armée du pays. Son épouse avait fini par découvrir son nouveau lieu de travail... « *Si la police m'avait arrêté là-bas, ç'aurait été très mauvais pour moi* », soupire-t-il. Le juge s'était d'ailleurs montré intraitable : « *Il m'a dit : "Vous travaillez pour les gardiens, donc vous avez de l'argent : il faut payer!"* »

Depuis, le jeune homme a enchaîné les petits boulots. Il verse une pension alimentaire à son fils, resté auprès de sa mère. Il gagne du temps, tandis que le Parlement cherche à assouplir la loi sur le *mehrieh*. « *J'ai tout loisir pour réfléchir, plaisante-t-il. Ces derniers jours, je me disais que si je tuais ma femme, je devrais payer le "prix du sang" en compensation à sa famille... Eh bien, ça me reviendrait moins cher que le divorce!* » M. Baghban ne parle pas sérieusement : il serait inmanquablement condamné à mort.

## DES PROTESTATIONS PARFOIS VIOLENTES

La société iranienne s'est agitée dès la fin 2017, à l'approche des sanctions. Aujourd'hui, elle désespère ; l'Etat montre des signes de fébrilité. Manifestations et grèves se multiplient parmi les chauffeurs routiers et les professeurs des écoles, dans les installations pétrolières, l'industrie chimique et sucrière, chez les paysans frappés par la sécheresse et les retraits des banques publiques qui ne reçoivent plus leurs pensions... Ces mouvements sont disparates, leurs revendications, spécifiques.

Dans leur immense majorité, ils ne remettent pas en cause explicitement la légitimité de l'Etat, et les forces de sécurité disposent d'amples moyens pour les contenir. En outre, nombre d'Iraniens perçoivent leur pays comme une île en paix au milieu d'une région instable : le désordre fait peur. Un constat s'impose cependant : la situation économique se détériore et le système politique est grippé.

La petite ville de Doroud s'étend en contrebass des pâturages des monts Zagros, dans l'ouest de l'Iran, au confluent de deux rivières qui s'assèchent. C'est un noyau d'usines en déshérence : une cimenterie, une aciérie et une manufacture de roues de char pour les forces armées. Les fils de plus de 20 000 familles lor, peuple d'anciens nomades sédentarisés, peinent à y trouver un emploi. En janvier, la ville a été propulsée à la « une » de la presse mondiale. Elle était l'une des premières à manifester contre les blocages économique et politique du pays, dans une vague de protestations parfois violentes, qui s'est étendue à plus de 80 villes à travers l'Iran et qui a fait au moins 25 morts, selon un bilan officiel, dont deux à Doroud.

A priori, ce coup de semonce n'aurait pas dû avoir lieu là-bas. Doroud est un bastion des services de sécurité. Chaque habitant a un oncle, un beau-frère, des cousins, employés au sein de la police, des gardiens de la révolution, de l'armée régulière ou de l'industrie de la défense. « *Si tu connais un officier haut*



placé chez les gardiens, ça va pour toi : tu aimes le "système" et tu peux obtenir un prêt à la banque », explique Aslon, ingénieur d'une vingtaine d'années originaire de Doroud. De surcroît, « la génération de nos parents est conservatrice, attachée au clergé. La religion compte beaucoup pour eux, abonde son copain Mohammad. Mais les jeunes savent que la religion est une chose et que la situation économique en est une autre. »

Les deux compères (dont les prénoms ont été modifiés à leur demande) vivent aujourd'hui à Ispahan, à 250 km de leurs montagnes natales. Aslon y a rejoint Mohammad cet été, pour chercher comme lui un emploi dans les aciéries. Ils continuent à faire des allers-retours réguliers à Doroud, ville inaccessible aux médias.

#### DES « CLASSES DANGEREUSES »

Mohammad s'y trouvait durant les manifestations de janvier. Il raconte à quel point une partie de la ville était « fière » d'avoir adressé un message à Téhéran. Message ignoré, voire condamné par la société libérale et progressiste de la capitale, méfiante à l'égard de ces « classes dangereuses » : une réaction violente de l'appareil sécuritaire pourrait affaiblir le président modéré, Hassan Rohani.

« Il y a eu beaucoup d'arrestations à Doroud, raconte Mohammad. Les services de sécurité ont identifié les manifestants sur les vidéos [postées en ligne par les protestataires] et sont allés les chercher chez eux. Ils les ont interrogés... Un voisin avait été tué au cours d'une manifestation : la Sécurité a dissuadé sa famille d'organiser des condoléances publiques. » D'importantes contre-manifestations ont ensuite été organisées en soutien à l'Etat, dans tout le pays.

Depuis, le calme et le malaise règnent à Doroud. Les deux jeunes hommes restent stupéfaits devant la façon dont les miliciens bassidji se sont retournés contre leurs voisins, pour préserver l'ordre. Cette structure de volontaires idéologues, liée aux gardiens de la révolution, a perdu en influence sous la présidence d'Hassan Rohani dans des régions plus libérales d'Iran. Dans la province du Gilan, sur la mer Caspienne, par exemple, les villageois n'hésitent plus à moquer leur rigorisme moral. Dans les quartiers aisés de Téhéran, ils sont quasiment invisibles. Mais ils demeurent bien organisés à Doroud, dans les usines, dans les universités et les mosquées de quartier. « Le gouvernement dresse les gens les uns contre les autres, dit Mohammad. Entre leurs amis et l'Etat, les bassidji choisissent l'Etat. »

En janvier, la photographie d'un bassidji de la ville avait circulé sur les réseaux sociaux. Il était accusé d'avoir tué un manifestant. L'intéressé s'est excusé, dans une vidéo en ligne : ce n'était pas lui ; il n'était pas là. Pour l'instant, l'affaire en est restée là. « On vit ensemble, c'est comme ça, philosophe Aslon. Pour l'heure, les gens disent : à quoi ça sert d'aller manifester ? Ça ne mène à rien de se faire tuer. »

La répression s'abat aujourd'hui sur toutes sortes de revendications politiques. Des jeunes femmes qui s'étaient montrées tête nue en public, contre l'obligation du port du voile, ont écopé récemment de peines sévères. Les journalistes sont plus fréquemment arrêtés... Mais l'Etat est bien forcé de

### L'IRAN EST UN ENJEU DE POLITIQUE INTÉRIEURE AUX ÉTATS-UNIS, UN DÉFI IRRITANT À LEUR PUISSANCE INTERNATIONALE, VOIRE UNE INCARNATION DU « MAL »

**Autour d'un chanteur, les membres d'une équipe féminine de foot, place Naghsh-e Jahan, le 25 octobre.**



tolérer, ici et là, un peu de désordre. C'est le cas dans les alentours du village de Ziar, à une trentaine de kilomètres à l'est d'Ispahan, où les manifestations s'enchaînent depuis l'automne 2017.

Vers midi en cette fin d'octobre, la petite chaîne de montagnes biscornues du Kolah Ghazi (« le chapeau du juge ») dominant le village passe du bleu au jaune. L'air se charge de poussière. La terre est grise. Elle serait riche, si l'eau ne manquait pas. Dans des champs labourés mais incultes, les mottes de terre ressemblent à des tas de pierres.

Un immense tuyau achemine de l'eau de la rivière Zayandeh Rud, à travers la plaine, vers les industries de Yazd, à plus de 200 km à l'est. Le 16 octobre, vers 16 heures, des paysans ont crevé ce tuyau à l'aide d'une tractopelle, près de Ziar. Un jet d'eau a jailli à plusieurs dizaines de mètres de haut, dans les airs. Il a ruisselé loin dans la plaine aride. Au village, des paysans hilares montrent des vidéos du forfait sur leurs téléphones portables. Des cris de joie résonnent en fond sonore : « C'est notre rivière ! »

Ici, le Zayandeh Rud est réduit à un filet d'eau d'à peine 2 mètres de large, parsemé de joncs. « Avant qu'ils ne détournent l'eau vers Yazd, il y a quinze ans, nous cultivions des arbres fruitiers. Nous exportions des concombres, des poivrons, des tomates vers la Russie et l'Irak... », se souvient Ahmed, tout en pestant : ce temps est révolu !

À une centaine de kilomètres à l'est, la rivière est à sec. Le désert s'élargit à vue d'œil. La République islamique gère mal ses ressources en eau. Elle a laissé les cultures se multiplier, et les agriculteurs puiser l'eau de la rivière à l'excès. Les aciéries d'Ispahan et de Yazd sont elles aussi gourmandes. Résultat, le Zayandeh Rud disparaît. D'ici trente ans, l'Iran pourrait ressembler à un désert inhabitable.

Cette situation s'apparente à un lent suicide, mais qu'y faire ? L'Etat peut difficilement annoncer aux paysans que la majorité d'entre eux est vouée à disparaître ou à changer de métier. Avec le retour des sanctions, la



transition écologique figure très loin derrière les priorités.

À Ziar, le puits est propre, mais celui du village voisin, à 2 kilomètres, est gorgé de sel. Le bourg compte 1300 familles, pour la plupart des agriculteurs. Certains travaillent comme chauffeur de taxi à Ispahan pour compléter leurs revenus. « Un de nos voisins, un gros propriétaire, possède 30 parcelles. Il est obligé d'aller ramasser des cartons dans les rues d'Ispahan pour survivre. A son âge ! Il a 60 ans... », soupire le père d'Ahmed (à sa demande, le prénom a été modifié).

En 2017, Ahmed a passé un mois en prison après avoir participé à une manifestation. Cela n'a pas entamé sa détermination. « Ils ont vendu notre eau et, maintenant, ils nous disent de prier pour qu'il pleuve ! », ironise-t-il. L'un de ses amis vient d'être libéré, après deux mois en cellule. « La Sécurité n'arrête plus les gens dans les manifestations. Ils laissent faire, puis ils viennent nous chercher dans les maisons, la nuit », affirme-t-il.

Les paysans jouent un jeu dangereux. Au printemps, l'ayatollah Yousef Tabatabaei-Nejad, qui dirige la grande prière du vendredi à Ispahan, les a accusés de contester le « système » et de créer de l'insécurité. C'était une mise en garde, avant une répression plus sévère. Les



paysans se sont vexés : ils affirment respecter le droit. Ils rigolent encore d'une tirade attribuée à ce clerc, en 2016, contre les femmes mal voilées d'Ispahan qui aggraveraient la sécheresse par leur impudeur. La rumeur est jolie : deux de ces demoiselles auraient été surprises dansant dans le lit de la rivière. « *Les autorités ne nous écoutent pas*, tranche le père d'Ahmed. *Nous ne sommes pas des opposants. Tout ce que nous voulons, c'est de l'eau !* »

#### ACHAT DE DOLLARS

Dès le printemps, le retour des sanctions a suscité la panique en Iran. Le rial s'est mis à brûler les doigts de la population : plus personne n'en voulait. Chacun a commencé à acheter des dollars. Les riches ont mis leur argent à l'abri, dans des investissements immobiliers, les pauvres ont acheté des bidons d'huile. La confiance s'est envolée comme un ballon de baudruche.

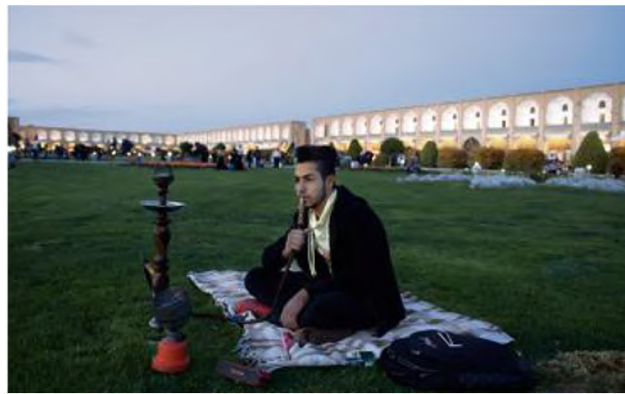
Le gouvernement Rohani s'est révélé au mieux impuissant, au pire « *criminel* », estime un observateur étranger à Téhéran, qui a vu passer d'autres phases de sanctions. L'Etat n'a pas pu, ou n'a pas voulu, soutenir la monnaie quand il en était encore temps, en libérant sur le marché des devises étrangères.

Depuis, il paraît s'y être résolu, dans la discrétion. La monnaie ne peut pas retrouver sa valeur du début 2018, cela coûterait trop cher. A terme, elle devrait encore dévisser, mais de façon plus contrôlée. Le coût des importations, lui, a explosé. Une échelle de taux de change mouvante aux frontières, mise en place pour réguler les échanges, rend les industriels fous. Cependant, le gouvernement estime avoir repris la main. « *Le tremblement de terre est passé*, note ce même observateur étranger. *Aujourd'hui, Téhéran évalue les dégâts : une casse sociale incroyable ! Heureusement le pétrole vaut cher : il suffit à l'Iran de continuer à vendre 1 million de barils par jour [contre 1,85 million en octobre] à la Chine, à l'Inde et à la Turquie pour tenir* », au moins quelques années. M. Rohani applique une logique de siège, son objectif est de gagner du temps.

Le Fonds monétaire international prévoit une chute du taux de croissance, de 3,7 % en 2017 à -3,6 % en 2019, en se fondant sur des chiffres iraniens probablement sous-évalués.

L'ouverture aux investisseurs étrangers, menée depuis 2015, est pour l'heure oubliée, ainsi que toutes les réformes économiques et politiques ambitieuses. Le gouvernement tente de fournir aux plus pauvres de la viande et de la farine gratuites. Il n'augmente pas le

**« UN DE NOS VOISINS, PROPRIÉTAIRE DE 30 PARCELLES DE TERRE, EST OBLIGÉ D'ALLER RAMASSER DES CARTONS DANS LES RUES D'ISPAHAN POUR SURVIVRE »**  
UN HABITANT DE ZIAR



**Sur la place Naghsh-e Jahan, dans le centre historique d'Ispahan, le 25 octobre.**



**De gauche à droite : pédalos abandonnés dans le lit asséché de la rivière Zayandeh Rud, près d'Ispahan, le 26 octobre.**

prix de l'électricité. Les entreprises publiques, qui représentent plus de 70 % de l'économie, ont reçu la consigne de cesser tout licenciement. Mais les salaires n'ont pas été réévalués. « *Avec l'inflation, tous mes employés – en dehors des cadres dirigeants – sont passés sous le seuil de pauvreté* », se lamente un industriel français épargné par les sanctions, qui souhaite rester anonyme.

#### DES STOCKS DE VOITURES INCOMPLÈTES

Dans l'automobile, premier employeur du pays, les chaînes d'assemblage tournent encore. « *Il faut à tout prix que les ouvriers continuent de travailler* », note un bon connaisseur du secteur. Mais ils s'activent pour rien. Faute de pièces détachées et de matières premières, beaucoup de ces voitures sortent incomplètes des usines. Elles sont invendables. Saipa et Iran Khodro, les deux grands constructeurs d'Etat, stockent ces véhicules estropiés sur leurs parkings, par dizaines de milliers. Ils produisent encore 2 000 véhicules par jour, contre 6 000 en juillet, avant le départ des français Renault et Peugeot. « *Quand ils en auront produit 300 000 sans les vendre, que se passera-t-il ? Dans six mois, l'Etat n'aura d'autre choix que de les renflouer* », prévoit cet expert.

La casse sociale est infiniment plus grave chez les fournisseurs et les sous-traitants privés : 30 % à 50 % de leurs salariés ont été licenciés depuis mai. D'autres ne sont plus payés depuis des mois. C'est le cas des 180 ouvriers d'Iran Switch, fabricant de pièces détachées, niché sur la voie rapide qui relie Téhéran au faubourg industriel de Karaj. Le patron leur a demandé de patienter chez eux, mais ils refusent. Chaque jour, ils s'installent à leur poste de travail, bien qu'ils n'aient aucune tâche à accomplir. Certains manifestent devant l'usine, sous l'œil de la police. « *Vous savez, les policiers ne sont pas nécessairement hostiles, eux aussi s'inquiètent pour leurs salaires. L'inflation touche tout le monde* », relève Hossein Habibi, 56 ans, membre du bureau national

des Conseils islamiques des travailleurs, et médiateur dans cette usine.

Ces « conseils » sont des organes de défense des ouvriers, autant que de contrôle. Ils n'ont guère de poids pour faire entendre des revendications sociales. Mais M. Habibi est un vieux renard, il perçoit l'opportunité du marasme actuel : l'Etat l'écoute et a besoin de ses services pour maintenir la paix sociale. « *Nous recrutons [dans les conseils] ! A Téhéran, le nombre de nos membres a triplé ces derniers mois* », dit-il, sourire timide aux lèvres. Le gouvernement a ainsi renoncé à réduire les effectifs pléthoriques des entreprises d'Etat. Hossein Habibi reste cependant prudent : les mouvements de protestation dans les usines sont « *spontanés* », affirme-t-il. Que l'on n'aille pas s'imaginer qu'il les organise... Les syndicats ont subi deux vagues d'arrestations en 2018 : une après les grandes manifestations de janvier, l'autre après que le ministre du travail a été démis par le Parlement, en août.

Pourtant, les ouvriers continuent de se méfier de leurs représentants officiels. La députée réformatrice Soheila Djelodarzadeh, proche du mouvement syndical et alliée d'Hasan Rohani, reconnaît même avoir été bousculée dans les usines. « *Ils ont raison de nous critiquer, confie-t-elle calmement. Mais le fait qu'ils n'aient plus peur de protester est un grand succès pour nous.* »

Dans sa planque, à Téhéran, Javad Baghban, le jeune époux en cavale, ne songe pas une minute à se plaindre. Il s'est mis tout seul dans la panade et n'oserait pas blâmer sa femme : « *Elle a droit à l'argent* » qu'il ne lui verse pas. Il n'a pas un mot dur à l'encontre de Donald Trump et ses sanctions. La politique de M. Rohani ne le met pas en colère. Il laisse filer le temps. Il courtise des femmes dans la capitale. Récemment, il a décidé de se remarier, « *puisque la vie est longue*, dit-il, *et pleine de surprises* ». ■

# Intel: Why Washington is putting a bounty on Kurdish insurgents

Al-Monitor Staff / November 6, 2018  
www.al-monitor.com

The United States announced today that it is placing multimillion-dollar bounties on three leaders of the Kurdistan Workers Party (PKK), a Kurdish insurgent group.

During a visit to Turkey today, Deputy Assistant Secretary of State Matthew Palmer announced that the State Department's Rewards for Justice program is offering money for information leading to the capture of the fugitives. The State Department has put the bounties at \$5 million for Murat Karayilan, \$4 million for Cemil Bayik and \$3 million for Duran Kalkan.

Like Ankara, Washington has designated the PKK as a terrorist organization for more than a decade.

Why it matters: The US military alliance with the People's Protection Units (YPG), a Syrian PKK affiliate, to fight the Islamic State (IS) in Syria has outraged Ankara. After the Turks ousted the YPG from Afrin earlier this year, Ankara and Washington reached an agreement to forestall a similar offensive in Manbij by reaching a compromise to jointly patrol the city. But in recent days, Turkey has resumed shelling YPG positions in northern Syria.

"Washington has consistently, if not coherently, sought to assuage Turkish anger over US support for the YPG by offering Turkey support against the PKK," Nicholas Danforth, a senior analyst at the Bipartisan Policy Center's



Image created by the US State Department's Reward for Justice program with information on rewards for three PKK leaders.

national security program, told Al-Monitor. Danforth added, "With Turkey putting increased pressure on the YPG and expressing frustration with progress on the Manbij roadmap, this looks like one more US effort to calm Ankara without offering further concessions in northern Syria."

What's next? The United States has said that the renewed Turkish attacks on its Syrian Kurdish allies have detracted from the fight against the remnants of IS. With frosty relations slowly thawing after the release of US pastor Andrew Brunson, it remains to be seen whether today's announcement will be enough to assuage Ankara's concerns.

Know more: Last year, Al-Monitor's Kamal Chomani talked to one of the wanted PKK leaders in Iraq. Read our exclusive interview with Cemil Bayik here.

-Bryant Harris ♦

# What's next for the Kurds

By Rachel Avraham - November 6, 2018  
<https://www.washingtontimes.com>

## ANALYSIS/OPINION:

In the past, skeptics used to criticize former President George W. Bush for thinking that it was possible to build a better Iraq. However, after years of struggle, it appears that Mr. Bush's dream has the potential to become a reality. Now, Iraq has a new moderate prime minister, Adel Abdul Mahdi, who is a friend of the Sunnis, Shias and Kurdistan as well as the United States. And for the first time ever, several ministerial posts will also be held by Kurds. About one year after Kurdistan's Independence Referendum, what's next for Kurdistan?

According to an Iraqi source, the Kurdistan region has joined the Iraqi government in the hopes that they will be able to get their share of the budget and to obtain all of their rights as envisioned in the Iraqi Constitution. The Kurdistan region is seeking a) an equal share of the government; b) an equitable balance and c) consensus between both sides before any decision is made.

If Kurdistan does not obtain these goals, then they will follow through with implementing the referendum. But at the same time, there is reason for cautious optimism regarding the prospects for Kurdistan obtaining its rights this time around.

In 2015, the new Iraqi prime minister said that it is better to divide Iraq into three parts. He thinks that the unity of Iraq does not work. He is a

close friend of the Barzani family.

Kurdistan played a major role in encouraging the regime change that occurred not too long ago in Baghdad. Indeed, the road to change in Baghdad began with the Kurdistan Independence Referendum and Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani's diplomacy.

Thanks to Mr. Barzani's diplomacy, the embargoes ended and all of the airports that were previously closed opened up. Furthermore, thanks to his efforts, the financial crisis decreased and the economy improved.

While his political opponents still argue that what he did was damage control following a failed referendum bid, there are reports from inside Iraq that indicate that both Iraq under Haider Abadi and Iran sought to conquer the entire Kurdistan region and not just Kirkuk. The Iraqi Constitution recognizes the existence of the Kurdistan region and the Kurdistan Regional Government but the Iraqis and Iranians sought to do away with this. They wanted the Kurdistan region to be subservient to the rest of Iraq. Mr. Barzani succeeded to bring that plot to a halt when his Peshmerga forces halted their advance in Perde and Sechela, which is near Sinjar. And it was not the KDP that handed over Kirkuk to Mr. Abadi and Iran.

After witnessing how Mr. Barzani fought for the rights of his people, other groups in Iraq began to revolt against Mr. Abadi's corruption and Iran's interference within the country. Iraqis have wit-

nessed how many freedoms the Kurds enjoy in the autonomous northern part of the country. They see how Kurdistan's Prime Minister Nechirvan Barzani is trying to unite his people so that they can get their needs met in Baghdad and they want the same things for themselves. As one of the demonstrators proclaimed, "The Kurds inspire me." Thus, a desire for the rest of Iraq to enjoy what the Kurds do stood behind the mass anti-corruption protests in Iraq which led to true change finally coming to Baghdad.

The Iraqi people understood that the contrast between the Kurdistan region and the rest of Iraq is stark. Erbil is the fifth best place for services in the whole Middle East region. In the Kurdistan region, there are beautiful parks and shopping malls while locals reported that Baghdad is "all trash and dirty." Locals complain that they don't get any services there. Girls get killed all the time in Iraq but not in Kurdistan. Former Miss Baghdad Tara Fares found safe refuge in Kurdistan and was only murdered upon returning to Baghdad for a visit.

But women are not the only victims of Iraqi society. According to dissident Ammar Al Hamadani, lawyer Jabbar Kareem Al Bahadi was murdered by Iran's Badr Organization for defending Iraqis who were detained while protesting for the right to have electricity and other basic services: "The same organization that murdered Al Bahadi tried to kill me for defending the Jews, →



→ demanding the return of their properties and defending the demonstrator's freedom of expression and opinion."

The Iraqi people were tired of being oppressed and they voiced their indignation for their present reality when they voted. As Mr. Barzani once proclaimed, "The only way to a better future and prosperity is through unity. We have the right

to defend our case, we are ready for any scenario and we shall prevail just as we prevailed before. We prefer to solve our issues in a peaceful manner through dialogue." With the recent political changes in Iraq, there is reason to be cautiously optimistic that Mr. Bush's vision of a truly better Iraq under a moderate leader can finally come into fruition. ●

• Rachel Avraham is the president of the Dona Gracia Mendes Nasi Center for Human Rights in Middle East and is a political analyst at the Safadi Center for International Diplomacy, Research, Public Relations and Human Rights.

AL MONITOR

NOVEMBER 7, 2018

# Turkey's skyrocketing food prices show no sign of slowing

Ill-advised policies over the decades have reduced Turkey to a net food importer despite its significant agricultural potential, fueling a dramatic increase in food prices that deals the hardest blows to the poorest citizens.



Mustafa Sonmez  
November 7, 2018  
www.al-monitor.com

Turkey's consumer inflation overshot expectations in October, climbing 2.67% and bringing year-on-year inflation to 25.2%, much to the chagrin of Treasury and Finance Minister Berat Albayrak, the president's son-in-law, who had declared an "all-out fight against inflation" in mid-September.

The details of the inflation data, released Nov. 5, show that food prices shot up nearly 30% from October last year. In the subcategory of fresh fruits and vegetables, the increase was even more staggering, hitting 50%.

For Turkey, such inflation is unprecedented since 2004. The sharp increases in food prices hit low-income groups especially hard, as they spend a significant part of their budget on food. According to official statistics for 2017, the largest item in household spending was housing and rent at 24.7% of total spending, followed by food at 19.7%. The lower the income, the larger the share spent on food. Impoverished households in the bottom 20% on the income scale spent 29% of their budgets on food.

Coupled with economic contraction and increasing unemployment, the surging inflation owes much to a structural setback, namely an insufficient supply in agricultural products or a food deficit. The concerned authorities, including the Central Bank, agree that Turkey will struggle to get rid of double-digit inflation unless these problems are resolved.

In its inflation report for the third quarter, the Central Bank said, "Occasional supply shortages in unprocessed food products in Turkey that lead to sudden and sharp price increases mainly stem from structural factors. Here, the inability to make an efficient and dynamic agricultural production plan is considered to be a significant structural problem. Developing a production plan requires strengthening of agricultural statistics, yield estimation and early warning system infrastructure."

Yet the Central Bank failed to delve further into the core of the problem, focusing instead on the role of middlemen. "Another structural problem causing cyclical supply shortages is the mismanagement of the field-green-house-field transition, particularly in fresh vegetable products," the report says. "Despite being short-lived, these transitions lead to supply shortages and enable the intermediaries who dominate the market to speculate on prices and achieve excessive gains."

No doubt, speculative profits by middlemen should be prevented, but the primary problem that needs to be highlighted is that the agricultural sector is losing producers and its share in the gross domestic product is rapidly falling. Agriculture accounted for 6% of GDP in 2017, down from 10% in 1998.

In recent years, Turkey has become a net importer of food despite its abundant agricultural potential and recent classification as self-sufficient and safe from food security risks. In the 2016-2017 market term, for instance, the rate of domestic output meeting domestic demand in cereal products was 97.2%. In other words, the locally produced crops such as lentils, chickpeas, haricots, barley and sunflower were not enough to meet domestic demand.

The factors behind the decline of Turkish agriculture can be traced back to ill-advised policies in the 1980s and 1990s. Public enterprises that significantly propped up the sector prior to 1980 were privatized on the grounds they were a burden on the treasury. Similarly, subsidies were reduced on the



A man buys vegetables in a market in Ankara, Turkey, June 25, 2018. REUTERS/Stoyan Nenov

grounds that agricultural support purchases contributed to central budget deficits. An agriculture law adopted in April 2006 appeared to legally guarantee support to farmers, but that was not the case on the ground. According to the law, funds of at least 1% of GDP must be allocated to supporting farmers, but according to Turkey's Agricultural Chambers Union, the amount of support has remained at only 0.56% of GDP.

The decreased support condemned agricultural output to trail behind industry, which in turn meant that agriculture ceased to be a source of livelihood for a significant portion of the populace. In 2000, Turkey's agricultural sector employed 7.7 million people, or nearly 36% of an overall 21.5 million people. In 2018, the overall figure was up at 29.2 million people, but the share of agriculture was down at 19.5%. The number of people employed in agriculture has decreased by 2 million to 5.7 million in 17 years.

Farmers have been grappling with high input costs to sustain production. They often take losses, unable to sell at prices justifying the production cost, driving them to quit the sector.

The decline in agricultural activity and the aging population in rural areas have left vast farmlands uncultivated. Many agricultural fields in proximity to urban centers have become plots for housing projects and commercial buildings. According to data by the Turkish Statistical Institute, the country's farmlands shrank to 38 million hectares in 2017 from 41 million in 2001, a remarkable 7.3% shrinkage. That only a third of the fields enjoy access to irrigation is another important problem of the sector.

Last but not least, Turkish farmers rely heavily on imported inputs both in crop cultivation and husbandry, another factor that drives them away from the sector. On the crop side, this reliance includes basic materials such as diesel fuel, fertilizers, seeds and pesticides. And because of the depreciation of the Turkish lira, the cost of imports keeps rising, coupled with hefty taxes.

In husbandry, many inputs are also import-reliant, including breeding animals for dairy farming and stocks bred for meat. Amid shrinking pasture areas, the sector has largely adopted manufactured fodder, and more than 50% of those raw materials are also imported. Even in the production of barley and corn, two key inputs for the fodder industry, the self-sufficiency rates have fallen to 89% and 88%, respectively.

In sum, agricultural and trade policies over the years have served to boost imports rather than agricultural output. As a result, the supply deficits in agricultural products and food have increased and so have their prices. Unless structural problems are resolved, Turkey's food inflation is clearly bound to continue. ♦

Mustafa Sonmez is a Turkish economist and writer. He has worked as an economic commentator and editor for more than 30 years and authored some 30 books on the Turkish economy, media and the Kurdish question.



# Europe seeks workaround as U.S. sanctions on Iran kick in

## NEWS ANALYSIS

BY STEVEN ERLANGER

As tough new American sanctions against Iran took effect this week, European officials remained determined to go their own way, but their progress on an issue that has sharply divided the United States and its closest allies has been halting, at best.

The Europeans consider the 2015 Iran nuclear deal crucial to their interests, and say they intend to keep honoring it. But to date, they have not managed to put in place a mechanism for sidestepping the sanctions without antagonizing the Trump administration.

Their stance has become only more complicated by Denmark's recent accusation that the Iranian government tried to assassinate an Arab separatist living there. France has made a similar accusation.

In May, when the Trump administration pulled out of the nuclear deal, it said it would reimpose the harsh economic sanctions that had been lifted under the agreement, aiming at Iran's oil exports and banking sector. President Trump called the deal "the worst in history," saying it did nothing to restrain Iran's non-nuclear aggression, including the killing of dissidents abroad, maintaining a large missile program and supporting Hezbollah, the Syrian government, the Houthis in Yemen and Shia dissidents all over the region.

European Union members, including Britain, France and Germany have said they would continue to abide by the nuclear deal, as have China and Russia. They are trying to keep Iran in compliance, too, by countering the American economic sanctions.

But the Europeans have found it difficult to set up an alternative payment mechanism to sidestep the American-dominated banking system and allow Iran to continue selling its oil and goods. The so-called special purpose vehicle would act as a clearing house: Iran's proceeds from sales of oil and gas would be offset against Iranian purchases, a form of barter without explicit financial transactions.

So far, however, no European country has agreed to host the vehicle, for fear of American retaliation.

In a joint statement issued on Friday, the European Union foreign policy chief, Federica Mogherini, and the foreign and finance ministers of Britain, France and Germany said they "deeply regret" the reimposition of American sanctions and that work would continue to set up the



POOL PHOTO BY CARLOS BARRIA

From left, the European Union foreign policy chief, Federica Mogherini, Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif, and British Foreign Secretary Philip Hammond in 2015.

special payment vehicle.

"We remain committed to implementing" the nuclear deal "as a matter of respecting international agreements and of our shared international security, and expect Iran to play a constructive role in this regard," the statement said.

Realistically, European officials say, they may be able to preserve only 20 percent to 30 percent of existing trade with Iran, given that large European companies with ties to the United States have already pulled out of Iran or are in

the process of doing so to avoid the sanctions. Stefano Stefanini, a consultant and former Italian diplomat based in Brussels, said that the European officials think 40 percent would be optimistic.

Of all the issues between Europe and the Trump administration, Iran has become the most divisive. The Europeans are actively working against United States policy, which effectively puts them in league with Russia, China and Iran.

"It is a huge strain in the trans-Atlantic relationship," Mr. Stefanini said.

If the Europeans manage to create "a small breach in the hold that the U.S. has on international financial transactions, that could be replicated," he said. And if they fail, he said, "it will be another big grievance with Washington, creating another minefield."

So far, European unity is holding, but there are worries among some European officials that Britain may not remain so firm in the face of a Washington that wants to give little quarter to Iran.

Russia, which has less exposure to

American sanctions and is allied with Iran in Syria, has said that it will continue to buy and trade oil and gas from Iran — much of which they then sell to other countries.

And Washington has also granted waivers to eight countries, including Turkey and China, to continue to buy

**"We remain committed to implementing" the Iran nuclear deal "as a matter of respecting international agreements."**

Iranian energy, but only, Washington says, to keep the oil market stable. Those waivers are not permanent.

Iran has been willing to remain in the agreement and has promoted European support for it at home, despite the increasing economic pain of the sanctions.

"Iran will have patience for another five or six months, but the streets matter," said Ellie Geranmayeh of the European Council on Foreign Relations, referring to Iranian public opinion and public demonstrations.

Mr. Trump has said that his main aim is to force Iranian leaders into negotiations that would include restrictions on their missiles and their support for regional allies. Secretary of State Mike Pompeo has said the sanctions are meant to make Iran choose: "Either fight to keep its economy off life support at home or keep squandering precious wealth on fights abroad. It won't have the resources to do both."

Speaking on Fox News on Sunday, Mr. Pompeo said Mr. Trump was "putting

the world on notice that the terror regime which threatens Israel through Iranian funding of Lebanese Hezbollah, that the terror regime that attempted to conduct an assassination in Denmark over that past few weeks, that the terror regime that continues to fund Houthi launching missiles into Riyadh and into Dubai, that's going to stop."

"That behavior must change," Mr. Pompeo said, "and sanctions of the United States will be reimposed at midnight tonight."

Ali Vaez, who directs the Iran project for the International Crisis Group, said there was little historical correlation between sanctions and Iran's policies. In a briefing paper calling the sanctions illogical, the group looked at Iran's economy and its regional behavior over the last 40 years and found that "Tehran pursues what it deems vital to its national security come hell or high water," Mr. Vaez said.

"The extent to which the Islamic republic feels threatened or senses oppor-

tunity in its neighborhood largely defines its conduct," the report said. "Measured against that standard, the Trump administration's aggressive policy is likelier to spur Iran's regional activism than to curb it."

In the meantime, European and Iranian officials are watching the midterm elections in the United States, as is the rest of the world, and trying to gauge how likely Mr. Trump is to be re-elected in two years.

**Le Monde** JEUDI 8 NOVEMBRE 2018

# Ce qu'il faut avoir le courage de dire à Erdogan

Selon un collectif de personnalités, de Costa-Gavras aux Klarsfeld, la présence aux cérémonies de l'Armistice du président turc, qui perpétue le négationnisme d'Etat à l'égard du génocide des Arméniens, ne doit pas lui servir de caution

## Collectif

**A** l'initiative de la présidence de la République, quatre-vingts chefs d'Etat et de gouvernement sont invités à participer aux célébrations du centenaire de l'armistice de la première guerre mondiale. Comme l'a déclaré Emmanuel Macron, cet événement entend se réclamer du « plus jamais ça » qui avait soutenu « la volonté » de rendre désormais impossibles les horreurs de la première guerre mondiale. Dans cet esprit, l'Elysée a indiqué que les commémorations, qui ne donneront pas lieu à un grand défilé militaire mais à un forum pour la paix, auront pour objet que la « paix chaque jour gagne du terrain, parce qu'aujourd'hui, chaque jour, elle en perd ».

Lors de l'inauguration de l'Historial franco-allemand de la guerre 14-18 du Hartmannswillerkopf (Haut-Rhin), le 10 novembre 2017, Emmanuel Macron, insistant sur l'importance du devoir de mémoire, avait, entre autres, affirmé que « 2018 ne sera pas une année de triomphalisme, mais un miroir tendu à notre monde d'aujourd'hui qui, si souvent encore, choisit la radicalité, la brutalité, la violence

*comme réponse à des problèmes qui appelleraient bien plutôt le dialogue et la main tendue, quel que soit le poids de souffrance que ces problèmes comportent ».*

Il avait confirmé ses intentions le 25 septembre, lors de son discours à la 73<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU en déclarant : « N'oubliez jamais que les génocides qui ont fait que vous êtes là aujourd'hui étaient nourris par les discours auxquels nous nous habitons. »

## UN NATIONALISME AGRESSIF

Si les personnalités signataires de ce texte ne peuvent que souscrire à ces propos, elles s'inquiètent cependant que leur portée ne soit dénaturée par la venue, aux célébrations du centenaire, d'autorités qui, au lieu de tirer les leçons du passé et d'en condamner les atrocités, s'en solidarisent par le déni et perpétuent aujourd'hui dans leur gouvernance les maux que ce grand rassemblement international voudrait combattre.

Il en va notamment ainsi de la présence de Recep Tayyip Erdogan [attendu en France les 10 et 11 novembre], qui espère nous « habituer » à l'odieuse négationnisme d'Etat de la Turquie à l'égard du génocide des Arméniens, perpétré durant la Grande Guerre par le

gouvernement jeune-turc. Ce chef d'Etat n'a, semble-t-il, tiré de ce génocide qu'un seul enseignement : le fait que le crime peut s'avérer payant. Et en tout cas, depuis son accession à la présidence turque, il renvoie à lui seul l'image de cette « radicalité », de cette « brutalité », de cette « violence » qu'il s'agit aujourd'hui d'éradiquer pour que ne se reproduisent pas les horreurs du passé.

Jusqu'à ce jour, l'Etat qu'il dirige continue de professer un nationalisme agressif, doublé depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, d'un islamisme revendiqué. Il maintient l'occupation militaire de Chypre, membre de plein droit d'une Union européenne qu'il prétend pourtant vouloir intégrer. Cet Etat perpétue l'oppression de ses minorités, en particulier les Kurdes, contre lesquels il mène une guerre qui ne dit pas son nom à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Il attise les feux du djihadisme et de l'antisémitisme en incitant à une haine inextinguible contre Israël, tandis que les atteintes aux libertés à l'intérieur même de la Turquie gravissent des sommets.

Cet Etat est encore cette année la plus grande geôle du monde pour les journalistes. Il compte 55 000 prisonniers politiques et a vu le licenciement, en deux ans, de 150 000 fonctionnaires pour délit d'opinion. Et il ne s'agit là que de quelques exemples, parmi tant d'autres, des turpitudes dont il se rend responsable.

Aussi, quelles que soient les raisons pour lesquelles la République juge utile de dérouler le tapis rouge devant Erdogan, les signataires de cet appel entendent lui dire en face que personne n'est, en France, dupe de ses agissements.

Et ils affirment avec détermination que la paix ne saurait passer par les non-dits ou la complaisance envers les crimes du passé comme du présent, les politiques de haine et de discrimination. Ils

enjoignent à M. Erdogan de renoncer à ses pratiques délétères, à son nationalisme agressif et à son islamisme politique qui sont antinomiques de la volonté de paix à laquelle nous invite cette date anniversaire, si lourde en symboles.

Ils demandent au président de la République de faire montre de la clarté nécessaire envers son « invité », afin que sa présence ne puisse en aucun cas être interprétée comme une caution apportée à ses méthodes, à sa gouvernance, à son régime et à ses manifestations de violence qui n'ont pas leur place dans le message que se doit de porter le centième anniversaire de l'Armistice. ■



**Stéphane Audoin-Rouzeau**, historien ; **Nicolas Aznavour** ; **Annette Becker**, historienne ; **Hamit Bozarslan**, historien ; **Pascal Bruckner**, philosophe ; **Gérard Chaliand**, stratégiste ; **Youri Djorkaeff**, footballeur ; **Costa-Gavras**, cinéaste ; **Robert Guédiguian**, cinéaste ; **Ahmet Insel**, économiste, éditeur et politologue ; **Laurent Joly**, historien ; **Jacques Julliard**, écrivain ; **Arno Klarsfeld**, conseiller d'Etat ; **Beate Klarsfeld**, présidente de la Beate Klarsfeld Foundation ; **Serge Klarsfeld**, président de l'association Fils et filles des déportés juifs de France ; **Georges Képénékian**, ex-maire de Lyon ; **Daniel Leconte**, producteur ; **Mathieu Madénian**, humoriste ; **André Manoukian**, musicien ; **Richard Odier**, président du Centre Simon-Wiesenthal ; **Nicolas Offenstadt**, historien ; **Michaël Prazan**, cinéaste ; **Audrey Pulvar**, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme ; **Henry Russo**, historien ; **Mario Stasi**, président de la Licra ; **Yves Ternon**, historien ; **Charles Villeneuve**, journaliste



# Neuf partis se réunissent pour défendre la langue kurde

3 novembre 2018 <http://rojinfo.com>

**Les partis, qui ont défini l'assimilation comme un "cancer pour une langue", ont appelé à prendre des initiatives pour contrer celle-ci.**

A l'occasion d'une alliance rare entre mouvements aux stratégies parfois opposées, des représentants de neuf partis kurdes, le Parti démocratique du peuple (HDP), le Parti des régions démocratiques (DBP), le Parti de la liberté et du socialisme (OSP), le Parti démocratique du Kurdistan-Bakur (KDP-B), le Parti démocratique du Kurdistan-Turquie (KDP-T), Parti socialiste du Kurdistan (PSK), Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), Parti des hommes et des libertés et Mouvement Azadi, se sont réunis à Amed dans le but de parler du développement la langue kurde, de lutter contre l'assimilation et d'obtenir la reconnaissance du kurde en tant que langue officielle à enseigner dans les écoles.

Les neuf partis ont tenu une conférence de presse commune dans les locaux de l'Association des journalistes du sud-est, à laquelle ont participé coprésident provincial du DBP, Ibrahim Cicek, le co-président du HDP, Filiz Buluttekin, le vice-président du KDP-Turquie, Serefhan Ciziri, le président de l'OSP, Sinan Çiftiyürek, le porte-parole du Mouvement Azadi, Ayetullah Aşiti, le président du Parti des droits de l'homme et de la liberté, Sedat Dog., Mesut Tek, président du PSK, Vahit Aba, vice-président du PAK.

La déclaration finale a été lue dans les dialectes kurde kurmançî et kirmançî (zaza).

**L'assimilation est comme un cancer pour une langue**

La déclaration, rappelant que la vie éducative ainsi que la vie économique et sociale se faisait à travers l'usage de la langue turque, a souligné que l'ob-



jectif de cette réunion était de "dénoncer la politique raciste du régime turc". Les partis kurdes ont déclaré qu'ils cherchaient une réponse sur la manière dont cette blessure profonde et sanglante concernant la langue et l'identité kurdes pourrait être guérie. "Nous sommes venus ensemble avec la détermination de promettre des initiatives associant politiciens et associations de la société civile, intellectuels, artistes et citoyens pour contrer l'assimilation de notre langue."

**À la maison, dans la rue, dans le bus, à l'hôpital...**

Les parties ont appelé la population à parler kurde (Kurmançî, Kirmançî) à la maison, dans la rue, dans le bus, à l'hôpital. «Nous souhaitons aider nos institutions et les spécialistes du secteur linguistique à se rassembler et à réfléchir sur des projets créatifs, inclusifs et de long terme. Nous voulons attirer leur attention par un appel commun aux institutions telles que la télévision, la radio et les journaux, afin qu'elles contribuent à la campagne par le biais de programmes spéciaux et d'activités littéraires ».

Les initiatives contre l'assimilation, ont déclaré les partis kurdes, «sont importantes. Nous appelons notre peuple à plaider contre l'assimilation, contre ce cancer social. Passez à l'action pour que le monde vous entende, à commencer par les Nations Unies, l'UNESCO. Nous sommes venus avec notre peuple, nos cadres civils et politiques pour contribuer au renforcement d'un environnement dans lequel la culture démocratique et l'alliance nationale devraient prévaloir. C'est le premier pas dans cette direction. ■



10 novembre 2018

# Prime US pour trois dirigeants du PKK: les députés turcs sont sceptiques

10.11.2018 [fr.sputniknews.com](http://fr.sputniknews.com)

Washington promet trois à cinq millions de dollars pour tout renseignement permettant d'identifier ou de localiser trois responsables du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Des parlementaires turcs commentent pour Sputnik cette nouvelle sur la mise à prix de membres du PKK, organisation qualifiée de terroriste par Ankara.

L'annonce par les États-Unis de récompenses allant de trois à cinq millions de dollars pour tout renseignement sur Murat Karayilan, Cemil Bayik et Duran Kalkan, tous les trois militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), n'est qu'une démarche tactique qui ne doit pas être prise au sérieux, ont déclaré à Sputnik deux députés turcs, l'un qui représente le parti au pouvoir et l'autre l'opposition.

Les parlementaires sont par ailleurs unanimes à estimer qu'il s'agit d'une démarche qui ne vise qu'à détourner l'attention de la Turquie du soutien accordé par les États-Unis aux Unités de protection du peuple kurde (YPG) en Syrie.

*«Les officiels et le renseignement américains savent très bien que les Unités de protection du peuple kurde sont une structure associée*

*au Parti des travailleurs du Kurdistan. [...] Si, par l'annonce d'une prime pour la capture de trois leaders du PKK, les États-Unis veulent montrer qu'ils distinguent les YPG et le PKK, et veulent ainsi obtenir de la Turquie des concessions quelconques, leur stratégie est vouée à l'échec», a déclaré à Sputnik Naci Bostanci, chef du groupe parlementaire du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) au parlement turc.*

Un autre interlocuteur de l'agence, Engin Özkoç, vice-président du groupe de députés du Parti républicain du peuple (CHP, principale force d'opposition), a souligné que la Turquie ne devrait pas tomber dans le piège tendu par les Américains.

*«D'une part, Washington insiste sur la nécessité de lutter contre le PKK, de l'autre, il ne cesse d'armer les YPG, effectuée avec elles des patrouilles conjointes des territoires dans le nord de la Syrie et s'applique à recouper les frontières dans ses intérêts, se servant pour cela du facteur kurde. La Turquie ne doit pas être leurrée par cette manœuvre des États-Unis ni être impliquée*



*dans le dessin américain au Proche-Orient», a résumé le parlementaire.*

Matthew Palmer, sous-secrétaire d'État adjoint américain, a annoncé mardi, à l'issue d'une visite à Ankara, la décision de Washington d'offrir plusieurs millions de dollars pour obtenir des informations sur les allées et venues de trois dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les États-Unis considèrent le PKK comme une organisation terroriste depuis 1997, mais la Turquie s'est montrée très mécontente de leur coopération récemment en Syrie avec les YPG, qu'Ankara considère comme une branche du PKK. ♦

# Disconnect on human rights

ISTANBUL

Turkey's leader champions murdered Saudi dissident while jailing many at home

BY CARLOTTA GALL

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has kept the case of Jamal Khashoggi alive through a steady drip of leaks, forcing Saudi Arabia to admit that the columnist and dissident was killed more than a month ago in its consulate in Istanbul.

But for Mr. Erdogan, the case has always been broader than journalistic freedom or human rights abuses. And, in fact, Mr. Erdogan's use of the case in the name of justice has left many deeply conflicted in Turkey, a country where tens of thousands of citizens have been caught up in a government crackdown since a coup attempt in 2016.

The tactics Mr. Erdogan has used against the Saudis are much the same ones he has perfected against political enemies at home — leaks planted by government sources and reported by friendly news outlets, which he then cites to destroy his opponents.

That approach has become a staple of the president's arsenal to spread intimidation and to crack down on dissent. He has been able to employ it so effectively against opponents including the Saudis partly because of a compliant news media that he has fashioned over 16 years in power.

But the same pro-government media outlets that have been a useful tool in the Khashoggi case have also published virulent content against many of those detained under the state of emergency. They include a well-known philanthropist and civil society activist, Osman Kavala, whom Mr. Erdogan has described as "the Soros of Turkey," referring to the billionaire George Soros.

Recently, finally despairing of Turkey's judicial process, Mr. Kavala issued a public statement through his lawyers for the first time since his detention in October last year. He has spent a year in solitary confinement at a maximum-security prison without trial.

"I just hope that my situation will contribute to understanding of the harm caused to the citizens and to the judiciary of the Republic of Turkey by this ill-fated custodial regime," he wrote.

Like Mr. Kavala, more than 100,000 people have been imprisoned during the two-year state of emergency, including academics, lawyers, journalists and opposition politicians who had no obvious



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey at the opening ceremony of Istanbul's new airport last week. Mr. Erdogan's tactics against the Saudis are like those he has used at home.

link to the coup attempt.

About 50,000 people remain imprisoned two and a half years after the coup, according to figures published by Amnesty International. An additional 100,000 have been purged from their public-sector jobs.

The human rights landscape in Turkey is "desolate," Amnesty said recently, "one characterized by mass detentions, prosecutions, intimidation and the silencing of independent civil society."

That is especially so for journalists. Amnesty reported that 180 news outlets had been closed down since 2016, and 120 journalists detained.

"Turkey remains the world's worst jailer for the second consecutive year, with 73 journalists behind bars, compared with 81 last year," the Committee to Protect Journalists wrote in its annual report last December. "Dozens more still face trial, and fresh arrests take place regularly."

International press freedom organizations used the Khashoggi case to highlight their concerns. "Gruesome nature of #Khashoggi murder should not distract from #Turkey's own persecution of journalists," the Vienna-based International Press Institute posted on Twitter.

But within Turkey, many still fear to voice any criticism of Mr. Erdogan publicly. Especially fearful are journalists, for whom his trumpeting of the Khashoggi case has presented a special quandary.

None of the Turkish journalists' unions issued statements of support when Mr. Khashoggi disappeared, and they are notably absent from the vigils held outside the Saudi Consulate in Istanbul.

"There was no political agenda in not making a statement," said Mustafa Kuleli, general secretary of the Journalists Union of Turkey. "Journalist organizations in Turkey are trying to cope with

colossal problems with very few professionals: thousands of trials against members, news organizations shut down, unemployment, poor working conditions."

**"Turkey remains the world's worst jailer for the second consecutive year, with 73 journalists behind bars."**

"We are every day in the courts supporting journalists," he added. "I understand why time could not be devoted to the Khashoggi case."

Many of the journalists are ethnic Kurds and leftists accused of supporting outlawed organizations or the movement of an Islamist preacher, Fethullah Gulen, whom the government suspects of having instigated the coup attempt.

Mr. Erdogan has branded them as terrorists, including a German-Turkish correspondent of Die Welt and board members of, Cumhuriyet, one of Turkey's oldest and most prestigious newspapers.

Yasin Aktay, an adviser to Mr. Erdogan and a close friend of Mr. Khashoggi's, made a separation between the imprisonment of Turkish journalists and the killing of the Saudi dissident commentator, who wrote for The Washington Post. Many of the journalists in Turkish jails were tied ideologically or were used by terrorist groups, in particular the pro-Kurdish journalists, he said.

"These radical ideas are being sponsored," he said. "It is not because they believe, but because they are tools."

Mr. Kavala's case is one of the most emblematic illustrations of the increasing authoritarianism of Mr. Erdogan's government. He has been held on preliminary charges of having links to the instigators of the coup attempt and of



using force to overthrow the government by supporting the Taksim Square protests of 2013 — charges he denies. A year after his detention, he still has not been indicted.

A wealthy businessman who ran arts and cultural initiatives for minorities in Turkey, Mr. Kavala set out to fight his case through the judicial process.

“With each passing day, people who accuse me of attempting to abolish the constitutional order and the government come to realize more and more that I have nothing to do with these accusations,” Mr. Kavala wrote.

His lawyers said that after a year of trying to fight his case within the param-

eters of the law, they were compelled to publicize what they called the injustice of the process and the flagrant violations of his constitutional rights.

For many, Mr. Kavala’s detention is seen as a warning to others across civil society.

Mr. Erdogan has frequently lashed out at liberals, leftists and anyone with a connection to the West.

Mr. Erdogan has treated those detained as personal enemies. When Mr. Kavala was detained, the president denounced him in an address to his parliamentary group — the same before which he recently spoke on the Khashoggi case.

There, he gave credence to newspapers’ smears that Mr. Kavala had funded the Taksim Square protests and had other nefarious ties hostile to Turkey.

“Some say he is civil society; he is a nice person, a good citizen,” Mr. Erdogan said of Mr. Kavala. “When you look, the same person is behind the Taksim events. You see them in the allocation of considerable funds to certain places. All the connections are revealed one by one.”

He ended with his signature nationalist jibe: “As a nation, we will not bow down and we will ask them to pay for it.”

## The Arab Weekly November 4, 2018



Yavuz Baydar

# Turkey’s Iran pivot may strain ties with US

After the Andrew Brunson affair, the Jamal Khashoggi killing and ahead of the US midterm elections, perhaps Turkish-American relations will boil down to where Turkey, the NATO ally in the region, stands vis-a-vis sanctions against Iran.

Some argue that the situation is not in Turkey’s favour. However, there may be reason to believe Ankara is engaged in a cunning game, playing both sides off against each other. Not only does it buy Turkish President Recep Tayyip Erdogan time, it raises the stakes for the Trump administration.

Turkish Islamists and nationalists, who are anti-American, push fiercely for a break with the United States. Energy-dependent, crisis-hit Turkey gets approximately half its oil imports from Iran.

He is aware that going along with the US sanctions will affect him where it hurts — the power he has arrogated to himself. Therefore, Erdogan is keen to continue to delicately position himself between Russia and NATO.

Erdogan knows the importance of abiding by the sanctions, too. He stretched Turkish-American relations to the breaking point over the oil-for-gold federal court case in New York, which implicates members of his inner circle.

Even before the dust settles on the Khashoggi killing, Turkey has been outspoken in its denunciation of unilateral sanctions against Tehran. The message was delivered October 30 by Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu standing alongside his Azerbaijani and Iranian counterparts.

The three foreign ministers



**Cunning game.** Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu (L) and Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif attend a news conference in Istanbul, on October 30. (AFP)

stressed the determination to cooperate more strongly in the interests of stability. This came amid US uncertainty on the scope of sanctions. The ministers’ statement followed an apparently unsuccessful visit to Baku by John Bolton, US President Donald Trump’s national security adviser.

At another level, calls by US Secretary of State Mike Pompeo asking Turkey “to side with us and not Iran” seems to have disappeared into a void. When asked if it was a moment to question Turkey’s future as a NATO member and US ally, Pompeo replied: “I hope not. It would be unfortunate for NATO. It’d be unfortunate for the United States and I think even more unfortunate for the people of Turkey if that were to become the case.”

In apparent disarray, Washington is acting ambiguously and sending mixed messages about the sanctions. In so doing, it risks losing ground.

There was talk of countries — South Korea, India and, most likely, Turkey — declared exempt from penalties for trading with Iran.

If so, it will be interpreted by other countries as a pretext to raise concerns about the flawed decision to reimpose sanctions on Iran.

A key question in any case is whether Turkey is decisively pivoting towards Iran and Russia. It may well be so, argue Colin Clarke and Ariane Tabatabai in an article in Foreign Affairs. They point out that shifting alignments have gained intensity and the country that stands out as a loose cannon is Turkey.

Clarke and Tabatabai said there are several important reasons for Ankara’s move: “Erdogan’s world-view shares many tenets with those of the Islamic Republic and Russia. Like Moscow and Tehran, Ankara is now more anti-Western than at any point in recent memory. In that

sense, Turkey is pivoting away from NATO and towards the two revisionist powers.”

They also point out the Syria factor. Erdogan, a chameleon-like pragmatist, realised that his regime-change policy in Syria had backfired and joined with Turkey’s hard-line, militarist, anti-Kurdish nationalists to take a new position. Actually, it’s an old Turkish position but right now it seems new.

Clarke and Tabatabai argue that “(Iran, Russia and) Turkey have an interest in preserving Syria’s territorial integrity, which could help them avoid a possible regional fragmentation and state failure that could spill over and threaten their own survival.”

There is another dimension, which would have implications for the Kurdish — and American — controlled areas of north Syria and forge a Turkish-Iranian axis.

As the article points out: “Iran is perhaps better positioned than the United States and NATO to help assuage Turkish concerns regarding the future of the Kurds... For both Iran and Turkey, the dismemberment of Syria and a Kurdish split from the country could lead to a slippery slope emboldening their Kurdish populations and creating a threat to their territorial integrity and national unity.”

All these aspects show that Turkey has lots of room to manoeuvre and what drives Erdogan is a new collective, Islamist-nationalist dynamic at home. This might prove a challenge that Trump and his people may find hard to overcome.

**Yavuz Baydar** is a Turkish journalist and regular columnist for The Arab Weekly.



# US Move Against PKK Trio Seen Snarling Peace

Sirwan Kajjo / November 08, 2018  
<https://www.voanews.com>

**WASHINGTON** — A recent U.S. move against Kurdish militant leaders in Turkey could complicate prospects for peace between the Turkish government and the country's Kurdish minority, activists and analysts said.

The U.S. on Tuesday offered cash rewards for information on three senior members of the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), which Turkey, the United States and the European Union consider a terrorist organization.

Washington offered rewards of up to \$5 million for information "leading to the identification or location" of Murat Karayilan, up to \$4 million for Cemil Bayik and up to \$3 million for Duran Kalkan.

The three men have been influential figures in a three-decade insurgency against Turkish armed forces in Turkey's Kurdish-majority southeast region.

Tuesday's announcement was made by the U.S. Embassy in Ankara after a visit by U.S. Deputy Assistant Secretary of State Matthew Palmer.

The move could help ease strained ties between Washington and its NATO ally Ankara.

Relations between Turkey and the United States improved last month after Turkey released American pastor Andrew Brunson, who had been imprisoned for nearly two years. Both nations also lifted sanctions on government officials, imposed in August, over the pastor's case.

But some political groups in Turkey said the recent U.S. move against PKK leaders would hurt



**FILE** - A woman wears Kurdish symbols and a sticker with a portrait of Abdullah Ocalan, the jailed leader of the rebel Kurdistan Workers' Party, or PKK, as she attends a protest of the visit of Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Berlin, Germany.

chances for peace in Turkey.

"Offering cash rewards on the PKK leaders is a very clear support to the Turkish government military approach against the Kurds," Giran Ozcan, the U.S. representative of the People's Democratic Party (HDP), a pro-Kurdish group in Turkey, told VOA.

## PEACE PROCESS

In 2015, a two-year peace process between the Turkish government and the PKK collapsed. The two sides were holding talks intended to end the conflict that has killed thousands of people, mostly civilians in Turkey.

"The peace process was a brilliant opportunity to put an end to civilian deaths," Ozcan said. "The U.S. was supportive of that process. So we call on the U.S. government to use its leverage to push the Turkish government to go back to the negotiating table with the PKK."

But targeting these figures "makes life harder for the PKK in general because it is trying to legitimize itself [and] pushing hard to have itself delisted as a terror organization," said Amberin Zaman, a Turkish columnist at the website Al-Monitor.

Zaman added that the recent development is going to seriously hurt the PKK.

"This is clearly a very big blow to them in that sense that they have been trying to present themselves as a legitimate political organization in the eyes of the world," she said.

But Zaman said the government's peace efforts would not be hurt by the U.S. move because Turkish President Recep Tayyip Erdogan had already taken a tougher approach toward the pro-Kurdish HDP.

"I think that the government of Recep Tayyip Erdogan has made a very clear decision to freeze the peace process, stoke up an alliance with the nationalists, with [Devlet] Bahçeli [chairman of the Nationalist Movement Party, known as MHP], and it's showing no signs of shifting that course," she added.

While some Kurdish activists downplayed the significance of the PKK leaders' designation, others like Hosheng Ose, a Brussels-based Kurdish affairs analyst, believe the designation marks a significant development on the U.S. part.

"This is not a symbolic move to appease Turkey," Ose said. "The U.S. means business when it puts money from its own budget to find these PKK leaders. This is a serious matter."

Ose added that the U.S. objective in the long run is to disarm the PKK "in what could be seen as a new attempt to help solve the Kurdish question in Turkey."

## TURKEY'S GUARDED WELCOME

Turkish Defense Minister Hulusi Akar said the U.S. move was a positive but "very, very late" step, and called on Washington to adopt a similar policy toward the Syria-based People's Protection Units (YPG).

"It is not possible for us to accept putting a bounty on PKK leaders on the one hand, and sending trucks of tools, weapons and ammunition to the YPG on the other," Akar told the state-owned Anadolu news agency Wednesday.

Turkey has been angered by U.S. support for Syrian Kurdish forces in their fight against Islamic State (IS) militants.

The Turkish government views the YPG as an extension of the PKK and has carried out several attacks on their positions in Syria in recent weeks.

## DIRECT LINK

"Our position on PKK is clear, but we do not classify YPG as a terror organization. We never did," James Jeffery, the U.S. special envoy to Syria, told reporters during a teleconference Wednesday.


"We understand Turkey's security concerns. We understand the concern over ties between PKK and YPG. That's why we are acting very, very carefully. We inform Turkey about what we do and why we do it," Jeffery added.

But Turkish officials insist that such measures will remain incomplete as long as the U.S. doesn't sever ties with the Syrian YPG.

"Turkey's main expectation from the U.S., which is our NATO ally and strategic partner, is to end all its engagements with YPG, the Syrian branch of the PKK terror group," Turkish presidential spokesman Ibrahim Kalin said.


"It is a futile effort from the U.S. to describe the YPG, which they used to describe as the Syrian branch of the PKK, as a legitimate group which has no links with terrorism and the PKK," he said Wednesday after an official cabinet meeting in Ankara. ♦

## Reward for Information



**Murat KARAYILAN**

**Up to \$5 Million**



**Cemil BAYIK**

**Up to \$4 Million**



**Duran KALKAN**

**Up to \$3 Million**

info@rewardsforjustice.net | @Rewards4Justice





# Turkish-US Rapprochement Accelerates; Key Issues Unresolved

Dorian Jones / November 09, 2018

<https://www.voanews.com>

**ISTANBUL** — Turkish President Recep Tayyip Erdogan is set to meet his U.S. counterpart Donald Trump on the sidelines of World War I commemorations in France. The meeting comes as the two NATO allies seek to reset relations after sustained tensions.

A myriad of policy differences has plunged bilateral relations to record lows, but a Turkish court's release last month of an American pastor, Andrew Brunson, and his return home, appears to have been a turning point.

Washington granted Ankara a six-month waiver on its Iran sanctions, creating further impetus. And Trump also said the murder of Saudi journalist Jamal Khashoggi in Riyadh's Istanbul consulate is resulting in close cooperation with Ankara.

"We are working with Congress, working with Turkey, and working with Saudi Arabia," he said.

Separately, Turkey's neighbor, Syria, is expected to top the talks between the two leaders. U.S. military support of the Syrian Kurdish militia, the YPG, in its war against Islamic State remains an open wound in bilateral ties.

Turkey considers the YPG and its political wing, the PYD, affiliates of the outlawed PKK that has been fighting a decades-long insurgency.

Turkey, the European Union and the U.S. all have designated the PKK as a terrorist organization.

Despite Ankara's intense lobbying for Washington to change its stance toward the YPG and give it the same designation as the PKK, the U.S. appears unmoved.

"We have not designated the YPG as a terrorist organization the way we have the PKK, and we never did," said Ambassador James Jeffrey, the U.S. special representative for Syria engagement.

"We understand Turkey's concerns about its security," he said in a telephone briefing with reporters. "We understand Turkey's concerns about the links between the PYD and the PKK. Thus we're very, very careful in several areas."

In a move widely seen as a gesture to Turkey ahead of the meeting, the U.S. State Department announced a multimillion-dollar bounty on PKK



Turkish and U.S. troops are pictured during a joint patrol in Manbij area, northern Syria, Nov. 8, 2018.

leaders. The step was met with a cool response by Ankara and open derision among pro-government media.

"They are supposedly 'putting a bounty' on terrorist 'leaders,' who are already in their hands, who are their 'staff,' and what's more, whom they use as they please, and are actually mocking us," wrote Tamer Korkmaz of the pro-government newspaper Yeni Safak.

"Very, very late," Turkish Defense Minister Hulusi Akar said in response as he called on Washington to adopt a similar policy toward the YPG.

Turkey was also less than enthusiastic about another U.S. move to enhance trust.

This past week, the U.S. and Turkish militaries carried out a joint patrol around the Syrian city of Manbij. The patrol is part of a road map agreed to in June between the two countries that ultimately will see YPG forces withdraw from the city it helped liberate from Islamic State. Erdogan, however, has repeatedly accused Washington of being slow to implement the deal.

Erdogan is expected to push for expediting the road map and quick withdrawal of all YPG forces from Manbij during talks with Trump.

Experts suggest the Turkish president has an opportunity to achieve a critical objective — the removal of the YPG militia along its border east of the Euphrates River.

"Now in Syria, the strategic priority switches for the U.S. from countering IS to containing Iran," said former senior Turkish diplomat Aydin Selcen,



FILE - Turkish-backed Free Syrian Army fighters remove a picture of Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan in Kafr Jana village north of Afrin, Syria, March 7, 2018.

who served in the region. "So Turkey will get the green light to intervene in the eastern Euphrates. They may have already gotten it, or at least a wink."

For the last few weeks, the Turkish military has been pounding YPG bases along its border east of the Euphrates. Washington has expressed "deep concern" at the strikes and deployed U.S. forces to patrol with the YPG in a move to deter such attacks.

"This is not an acceptable thing," Erdogan told reporters Tuesday. "This can cause serious negative developments on the border. I believe Mr. Trump will stop this."

Analysts say Trump will have his own demands.

"Trump will ask Turkey to fall in line against Iran and to hold the ground," said Selcen. "This will push Turkey to distance itself from Russia and Iran altogether."

But Erdogan has also criticized Washington for the reinstatement of sanctions against Iran.

"U.S. sanctions on Iran are wrong," he said Tuesday. "For us, they are steps aimed at unbalancing the world; we don't want to live in an imperialist world."

Turkey's relationship with Iran has deepened over cooperation to end the Syria civil war. Trump is expected to raise the ties with Iran during his talks with Erdogan. ♦



Syrian Democratic Forces and U.S. troops are seen during a patrol near Turkish border in Hasakah, Syria, Nov. 4, 2018.

# Les sanctions contre l'Iran obligent Bagdad à l'équilibrisme

## Les Etats-Unis ont autorisé l'Irak à acheter de l'énergie à Téhéran

BAGDAD - envoyée spéciale

**A**u sein des équipes chargées des négociations à Bagdad sur les sanctions américaines contre l'Iran, rétablies lundi 5 novembre, on pèse ses mots à l'évocation de ce dossier « sensible ». La décision de l'administration Trump de concéder des dérogations – non pas sur le pétrole, dont l'Irak est le second producteur mondial, mais sur les importations de gaz, d'électricité et de produits alimentaires de l'Iran voisin, selon des responsables irakiens – est un soulagement.

« Les Etats-Unis nous ont accordé ces dérogations après deux mois d'intenses discussions diplomatiques car, sans ces importations, l'Irak serait dans une situation compliquée. On ne peut pas se permettre d'être pris dans un conflit entre l'Iran et les Etats-Unis », a confirmé au Monde Moudher Salih, conseiller financier auprès du premier ministre. « Les Etats-Unis nous ont envoyé un très bon signal », abonde une source proche des négociations.

Alors que les modalités sont toujours en discussion, les responsables irakiens répètent leur intention de respecter scrupuleusement le régime de sanctions. La Banque centrale finalise avec les autorités américaines un mécanisme spécial pour le paiement

des importations exemptées. « Un compte en banque dédié sera accueilli à la Banque centrale, indique la source proche des négociations. Il a été décidé que l'argent irait au bénéfice des Iraniens sans être versé à des entités iraniennes. Cela peut être des paiements aux créanciers de l'Iran, des échanges en nature ou des fonds alloués aux pèlerins iraniens en Irak. Les paiements s'effectueront au cas par cas, après accord des autorités américaines, ce qui rend le mécanisme assez lourd. »

### « Plaire aux Etats-Unis »

Le rétablissement des sanctions américaines contre l'Iran et l'escalade verbale qui l'accompagne forcent de nouveau Bagdad à un jeu d'équilibriste entre ses deux alliés stratégiques. Sur le plan économique, les importations iraniennes – qui ont représenté 12 milliards de dollars en 2017, soit 10,5 milliards d'euros – sont essentielles, à défaut d'alternatives immédiates.

L'Irak, qui ne peut produire que 15 000 mégawatt (MW) d'électricité, contre un pic de consommation de 23 000 MW l'été, ne peut se passer de l'énergie iranienne. Les produits alimentaires iraniens à bas prix pallient une industrie et une agriculture dévastées par l'embargo et les guerres successives. Bagdad est aussi dépendant des Etats-Unis. « La majorité des actifs et des comptes en banque de l'Irak sont dans des banques américaines. Le pétrole irakien est évalué en dollars. Nos options sont très limitées. Si on ne respecte pas ces sanctions, on sera nous-même sous sanctions. Dire que l'on a une posture proaméricaine est de la pure démagogie », justifie la source proche des négociations.

Le dossier des sanctions est politiquement périlleux. La garantie donnée, en août, par le premier ministre sortant, Haïder Al-Abadi, de respecter les sanctions lui a fait définitivement perdre le soutien

### « On peut atteindre l'autosuffisance en deux à trois ans »

LOUAY AL-KHATTIB  
ministre de l'électricité

de Téhéran et de ses alliés en Irak, dont les puissants partis-milices entrés en force au Parlement en mai, pour un second mandat. Habilement, le nouveau premier ministre, Adel Abdel Mahdi, joue la carte de la neutralité et de l'indépendance. Il faut « préserver les intérêts nationaux en parlant à tous », a-t-il plaidé mardi.

Le 3 novembre, le ministère des affaires étrangères avait rappelé à l'ordre l'ambassade américaine pour un Tweet demandant à l'Irak de respecter la souveraineté du gouvernement irakien. Pour Bagdad, cela « outrepassait les normes diplomatiques et le respect mutuel entre Etats souverains ». « Il n'y en a pas moins une volonté affirmée de plaire aux Etats-Unis », dit Ahmed Tabaqchali, expert et membre du fonds d'investissement AFC Iraq Fund. La guerre terminée, les Etats-Unis ont plus à offrir que l'Iran en matière de reconstruction et de développement économique. »

En contrepartie, Washington exige la mise en œuvre d'un plan stratégique pour amener l'Irak à l'autosuffisance dans ces secteurs, en discussion depuis l'été. « C'est une très bonne opportunité pour nous, les prix élevés du pétrole vont nous y aider », estime le conseiller Moudher Salih. « D'ici deux ans, nous devons atteindre non pas l'autosuffisance, mais une certaine flexibilité et diversifier nos partenaires commerciaux », indique la source proche des négociations. Les nouveaux ministres sont au travail. « Notre stratégie est de ré-

duire notre dépendance aux importations, non seulement de l'Iran mais de nos voisins du Golfe. On peut atteindre l'autosuffisance en deux à trois ans par le développement de la capture du gaz, la réhabilitation du réseau électrique et de nouveaux investissements », estime le ministre de l'électricité, Louay Al-Khattib. Deux « solutions clé en main » sont à l'étude pour la production électrique: l'allemand Siemens, désormais en concurrence avec l'américain General Electric, après des pressions de Washington. « Ce n'est pas l'un ou l'autre, l'idée est de coopérer avec ces compagnies et d'autres multinationales », précise M. Al-Khattib.

Les responsables financiers promettent d'exercer un contrôle strict sur les transactions financières pour empêcher des entités iraniennes de se fournir en dollars en Irak par le marché de change et la contrebande. « On ne peut pas tout contrôler à 100 %, ni les frontières ni les échanges mais, par le passé, nous n'avons pas vu un montant significatif de dollars sortir de nos frontières. Si cela arrivait, on prendrait des mesures immédiates », assure une source officielle.

Les commerçants irakiens qui importent d'Iran ont des parades. « On va continuer à commercer en dollars, par d'autres moyens: je donne l'argent aux chauffeurs qui m'apportent les produits. Pour les plus gros montants, certains recourent à des banques tierces en Asie, d'autres remboursent leurs partenaires en produits achetés aux Emirats arabes unis, par exemple », indique Abou Mohamed. Pour cet importateur en électroménager de Bagdad, « tout passe à la frontière du moment qu'on graisse les pattes. Il y a même des nouveaux points frontaliers qui ont été ouverts par les "partis" [les partis-milices chiites liés à l'Iran] dans le sud de l'Irak. Tout y passe hors du contrôle du gouvernement. » ■

HÉLÈNE SALLON

**« Les Etats-Unis ont davantage à offrir que l'Iran en matière de développement économique »**

AHMED TABAQCHALI  
membre du fonds  
d'investissement AFC Iraq Fund



# Face à Riyad, Erdogan cherche à capitaliser sur l'affaire Khashoggi

Plus d'un mois après la disparition du journaliste saoudien, la Turquie a fait de cette affaire un outil stratégique.

DELPHINE MINOUI | [@DelphineMinoui](https://twitter.com/DelphineMinoui)  
CORRESPONDANTE A ISTANBUL

**TURQUIE** Il y a d'abord eu les fuites, publiées par Reuters, sur le sinistre meurtre de Jamal Khashoggi dans l'enceinte du consulat saoudien d'Istanbul le 2 octobre. Ensuite, les premiers détails sordides comme l'utilisation d'une « scie à os » révélés par le *New York Times*. Puis ces photos du commando de 15 assassins tapissant la une du quotidien turc *Sabah* - l'un d'eux aurait même, murmure alors la presse locale, écouté de la musique en découplant la dépouille du journaliste saoudien de 59 ans. Et depuis, cette cascade incessante d'indices supplémentaires qui s'accumulent à la façon d'une série noire : l'exécution supervisée à distance via Skype, les repérages préliminaires dans une forêt, l'équipe de « nettoyeurs » chargée d'effacer la moindre trace du crime avant le début de l'enquête...

Voilà plus d'un mois que les autorités turques distillent avec parcimonie des informations de plus en plus précises confirmant le caractère prémédité de l'assassinat de Jamal Khashoggi : une véritable guerre de communication visant si ce n'est à écarter, du moins à humilier le prince héritier Mohammed Ben Salman, tout en marquant des points face à son adversaire saoudien. « *L'affaire Khashoggi a offert à Erdogan une occasion rêvée pour tenter de renforcer l'influence régionale de la Turquie aux dépens de son principal rival dans le monde musulman, l'Arabie saoudite* », estime Didier Billion, le directeur adjoint de L'IRIS.

## Machine de guerre médiatique

En organisant à la va-vite l'assassinat de Khashoggi, l'Arabie saoudite était sans doute loin d'imaginer dans quel piège médiatique elle allait se retrouver. Au royaume, la traque et l'élimination d'opposants à l'étranger ont toujours été légion. « *Mais le cas Khashoggi révèle une véritable incapacité des Saoudiens à saisir la réalité du monde d'aujourd'hui, à anticiper les conséquences d'un acte aussi grave* », poursuit Didier Billion, qui suit de près les évolutions du Moyen-Orient. C'était aussi sans compter sur la fierté nationale turque. « *Cette disparition a eu lieu sur le territoire turc. Elle ne sera pas sans conséquences* », affirmait dès le deuxième jour un cadre de l'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdogan.



Une conférence officielle a été organisée dimanche 11 novembre, à Istanbul, quarante jours après l'assassinat de Jamal Khashoggi dans la ville turque, pour rendre hommage au journaliste saoudien.  
NEYRAN ELDEN/AP

De plus, Khashoggi était considéré comme un ami de la Turquie. Son patronyme - qui vient du mot turc *kasik*, la cuiller - trahit d'ailleurs de lointaines origines turques et ottomanes, avant que ses ancêtres ne s'établissent dans la péninsule arabique. Exilé depuis 2017 aux États-Unis, le journaliste saoudien venait régulièrement en Turquie et entretenait des relations cordiales avec certains membres du parti au pouvoir. Il venait même d'acheter un appartement à Istanbul et s'apprêtait à épouser une femme du pays, Hatice Cengiz. C'est, triste ironie de l'histoire, son cœur qui l'a « vendu » aux Saoudiens : l'enquête prouve aujourd'hui qu'une première visite, le vendredi 26 septembre, au consulat pour y demander un « certificat de célibat » pour son mariage déclencha aussitôt l'alerte à Riyad.

En l'espace d'un week-end, les commanditaires de l'assassinat ont tout organisé - aller-retour d'un attaché consulaire à Riyad et déploiement d'un commando à Istanbul - avant le fameux rendez-vous du 2 octobre où Khashoggi devait récupérer ledit document. Cherchant à « couvrir » son meurtre, les Saoudiens s'empressent alors d'affirmer que Khashoggi est ressorti du consulat. Mais ils ont sous-estimé la capacité de surveillance de la Turquie : plusieurs sources gouvernementales anonymes font immédiatement état d'enregistrements prouvant le contraire.

Très vite, le pouvoir turc met en branle une véritable machine de guerre médiatique à grand renfort d'informations « fuitées » au compte-gouttes - au point, comble du paradoxe, de s'ériger en défenseur d'un journaliste assassiné dans un pays pourtant connu pour ses

nombreuses atteintes à la liberté d'informe. Erdogan, lui, observe d'abord de loin ce petit jeu. Il joue sur le temps pour faire monter la pression sur Riyad, avant de briser le silence trois semaines plus tard : d'abord dans un discours dans lequel il dénonce un « assassinat prémédité » ; puis dans une tribune publiée dans le *Washington Post* où il affirme que l'ordre de tuer est venu du « plus haut niveau du gouvernement saoudien » - tout en exonérant le roi Salman de toute responsabilité. Son entourage y voit un calcul stratégique. « *À terme, Erdo-*

**“Le cas Khashoggi révèle une véritable incapacité des Saoudiens à saisir la réalité du monde d'aujourd'hui, à anticiper les conséquences d'un acte aussi grave”**

DIDIER BILLION, DIRECTEUR-ADJOINT DE L'IRIS

*gan veut la peau de MBS* » (surnom donné à Mohammed Ben Salman), croit savoir un proche du pouvoir. Entre les deux hommes, les relations sont électriques : le président turc n'a pas pardonné au prince héritier d'avoir placé, en mars, la Turquie dans son « triangle du Mal », aux côtés de l'Iran et des groupes islamistes extrémistes.

Car l'affaire Khashoggi cache surtout une lutte d'intérêts entre deux pays qui se disputent le leadership du monde musulman : la Turquie, proche du mouvement panislamique des Frères musulmans et partisane de l'expression politique des fidèles, et le royaume d'Arabie

saoudite, berceau du wahhabisme, et adepte de l'autoritarisme. « Khashoggi est vite devenu la victime utile d'une guerre d'influence régionale entre Riyad et Ankara », estime le chercheur turc Ali Nihat Özcan. Et de rappeler qu'Erdogan n'a jamais digéré l'éviction en 2013 du président égyptien Mohammed Morsi, issu des Frères musulmans, ainsi que le soutien incontestable de l'Arabie saoudite au président Sissi. « La Turquie a également été le premier pays à réagir contre le blocus saoudien imposé au Qatar en 2017. Aujourd'hui, Ankara cherche à rendre la monnaie de sa pièce au royaume saoudien », précise Didier Billion. Selon lui, l'affaire Khashoggi amplifie la capacité turque à peser sur les évolutions régionales. « Au début du printemps arabe, en 2011, les Turcs ont tenté d'imposer leur modèle, mais ce fut un échec. Puis ils ont misé, à tort, sur la chute rapide de Bachar el-Assad. Depuis 2016, ils profitent de

toutes les occasions pour revenir au centre du jeu politique. Ils se sont remis sur la sellette avec le processus d'Astana. Plus récemment, ils ont organisé le mini-sommet d'Istanbul pour évoquer l'avenir de la Syrie. Le meurtre de Khashoggi leur donne une excellente opportunité pour faire entendre leur voix », observe-t-il.

La stratégie porte progressivement ses fruits. Embarrassés par les révélations turques, les Saoudiens ont été contraints de revoir plusieurs fois leur récit, passant du déni aveugle à la reconnaissance du meurtre lors d'une opération « non autorisée ». Ils ont également exposé au grand jour leur amateurisme, comme ce déguisement grotesque d'un agent saoudien en fausse barbe et lunettes sortant du consulat habillé des vêtements du chroniqueur saoudien, mais avec ses propres baskets. « Les Saoudiens pen-

saient pouvoir éliminer Khashoggi et le contraindre au silence. Aujourd'hui, le monde entier ne parle que de cette affaire. Et nous savons exactement ce qu'ils ont fait, même s'ils ne l'ont pas reconnu », avance Yasin Aktay, conseiller du président Erdogan et ami de Khashoggi.

Pour autant, l'éviction espérée de Mohammed Ben Salman est loin d'être acquise. « Dans cette région aux enjeux à niveaux multiples, ni Israël ni l'Amérique n'ont intérêt à lâcher MBS, qui leur sert aussi à endiguer l'Iran », estime Ali Nihat Özcan. En attendant mieux, les Turcs maintiennent la pression sur Riyad dans l'espoir de certaines contreparties. « Ankara a tout intérêt à profiter de la situation pour arracher des concessions à l'Arabie saoudite, comme la levée du blocus sur le Qatar ou encore l'arrêt de la guerre au Yémen », conclut Didier Billion. ■

L'EXPRESS.fr

12 NOVEMBRE 2018

# Kurdes de Syrie: l'appel des intellectuels français



Des Kurdes de Syrie manifestent le 31 octobre 2018 dans la ville de Qamichli pour protester contre les bombardements turcs sur des positions d'une milice kurde dans le nord de la Syrie. [afp.com/Delil](http://afp.com/Delil) SOULEIMAN

Propos recueillis par Christian Makarian, publié le 12/11/2018 [www.lexpress.fr](http://www.lexpress.fr)

**Alors que la Turquie se prépare à l'offensive contre les Kurdes syriens, des écrivains s'indignent qu'on les abandonne.**

Faut-il s'attendre à la liquidation prochaine des forces kurdes en Syrie ? A la fin du mois d'octobre, Washington a fait part de sa "préoccupation" après les frappes de l'armée turque ayant visé des positions des milices kurdes YPG dans le nord-est de la Syrie, près de la frontière. Recep Tayyip Erdogan a même brandi la menace d'une nouvelle offensive contre la principale force kurde de Syrie, car Ankara est déterminé à balayer l'influence acquise par les YPG dans le Nord-Est syrien.

Les YPG sont classés groupe "terroriste" par la Turquie, même s'ils luttent contre les djihadistes de l'EI avec le soutien de Washington, pourtant

allié d'Ankara.

La milice kurde est en effet l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), constituées également de combattants arabes, et qui ont lancé le 10 septembre 2018 une offensive contre l'ultime réduit de l'EI dans l'est syrien. Sur ce front, les combattants des FDS ont dû récemment essayer des contre-attaques meurtrières lancées par les djihadistes. Dénonçant une "synchronisation" entre les bombardements turcs et les contre-attaques djihadistes, les FDS ont averti que l'arrêt des opérations anti-EI dans l'est de la Syrie pourrait s'inscrire dans la durée si Ankara poursuivait ses attaques.

**En protestation contre l'état que la Turquie resserre inexorablement sur les Kurdes syriens, un groupe d'intellectuels français (Pascal Bruckner, Didier Decoin, Hugues Dewaevrin, Patrice Franceschi, Patrick Granville, Sylvain Tesson...) prend la parole et s'exprime dans L'Express pour défendre la mémoire des combattants kurdes qui se sont sacrifiés pour la cause anti-terroriste universelle.**

TROIS QUESTIONS À PATRICE FRANCESCHI

**Vous soutenez la cause des Kurdes de Syrie depuis le début de la guerre. Pourquoi ?**

En tant qu'écrivain engagé, lorsque je suis parti en Syrie à la demande des Kurdes pour savoir comment les aider, j'ai découvert que le projet qu'ils portaient, la ferveur avec laquelle ils le défendaient, et leur capacité militaire à vaincre notre ennemi commun qu'est l'Etat Islamique (EI), valait vraiment la peine que les Européens défendent ce peuple. Les quatre piliers sur lesquels reposent leur combat sont la démocratie, la laïcité, l'égalité entre hommes et femmes et le respect des minorités. Tout cela mérite largement que nous les soutenions.

**Désormais, ils sont carrément menacés, notamment par la Turquie...**

Etant parvenus à vaincre l'EI, au terme de cinq années de combats acharnés, campagne durant laquelle ils ont perdu de milliers de garçons et de filles, il était évident que les Kurdes allaient devenir une cible ; le régime d'Erdogan, islamiste, autoritaire et privatrice de libertés, ne pouvait pas accepter que le projet de société kurde s'installe à sa frontière. La Turquie fait tout depuis la chute de Raqqa, qui fut la capitale de l'EI, pour que les débris de Daech survivent le plus longtemps possible. Ankara fait tout également pour détruire l'Etat de fait que les Kurdes ont installé, Etat qui fait 4 fois la superficie du Liban et où règne une paix civile parfaite.

**Comment défendre les Kurdes aujourd'hui ?**

D'abord en prenant conscience que la Turquie d'Erdogan n'est plus celle d'hier ; elle se comporte vis-à-vis des Européens comme un ennemi. A ce titre, elle mériterait d'être chassée de l'OTAN. Ensuite, nous devons absolument maintenir nos forces armées dans le nord de la Syrie pour protéger les Kurdes, parce qu'ils sont notre véritable bouclier pour empêcher le retour de l'islamisme dans la région et, par contrecoup, son extension chez nous. Les Kurdes nous ont apporté un appui irremplaçable dans l'éradication territoriale de l'EI en Syrie. ●



# Le Moyen-Orient des trois solitudes est en marche

Pour l'Arabie, le scandale du meurtre de Khashoggi aura été une leçon d'humilité impensable par le passé. En toute probabilité, le pays s'accrochera encore plus à l'Occident.



*Si Mohamed Ben Salmane se sort de la présente crise, la Turquie se sera mis sur le dos l'Arabie et les États du Golfe, sauf le Qatar, et mettra en danger près de 10 milliards d'exportations turques vers ces pays.*  
AP Photo/Emrah Gurel



David Bensoussan  
18/11/2018 Blogueur  
quebec.huffingtonpost.ca

La rivalité entre la Turquie, l'Iran et l'Arabie en est une entre nations, mais aussi entre des mouvances différentes dans l'islam. Elle prend une ampleur grandissante.

## LE CONTEXTE HISTORIQUE

L'Empire ottoman et la Perse (la Turquie et l'Iran des temps présents) ont été de grands empires par le passé et ont aujourd'hui des ambitions hégémoniques sur l'ensemble du Proche-Orient.

La rivalité entre Chiïtes (principalement en Iran) et Sunnites est séculaire. Pour les mouvances sunnites, la révision chiïte de l'islam est considérée comme hérétique. L'Arabie et la Turquie sont des pays en majorité sunnites; toutefois, la version wahhabite de l'islam en Arabie est bien plus rigoriste.

## LES AMBITIONS HÉGÉMONIQUES

Le régime saoudien tire parti de l'aura que lui confère la garde des lieux saints de l'islam que sont La Mecque et Médine. Les pétrodollars ont donné une puissance financière exceptionnelle à l'Arabie saoudite qui, de fait, a rarement été critiquée tant le Moyen-Orient et les économies occidentales dépendent de la manne saoudienne.

**“ L'Iran paie pour les armes syriennes achetées en Russie et finance des dizaines de milliers de mercenaires chiïtes en Syrie et en Irak.**

L'Iran souhaite étendre sa révolution à l'ensemble du monde islamique et y investit des énergies considérables. Il a étendu son influence sur l'Irak après la déchéance du dictateur sunnite Saddam Hussein, soutenu le régime du dictateur syrien, surarmé le Hezbollah au Liban ainsi que les Houtis au Yémen. L'Iran paie pour les armes syriennes achetées en Russie et finance des dizaines de milliers de mercenaires chiïtes en Syrie et en Irak.

**“ La Turquie et l'Arabie saoudite sont opposées au régime dictatorial syrien. Par le passé, ces pays ont soutenu des radicaux islamistes pour combattre le régime soutenu par l'Iran.**

La Turquie révère la puissance ottomane passée, qui s'est étendue de l'Irak à l'Algérie. L'actuel président turc a attendu de pouvoir écarter les

militaires du pouvoir au nom de la démocratie pour effacer graduellement l'héritage laïc d'Atatürk et s'octroyer la prérogative d'un dictateur. La Turquie a perdu le crédit qu'elle avait en tant que République islamique modérée que les partisans du Printemps arabe voulaient émuler.

## ARABIE ET IRAN

Depuis 1979, l'Arabie a combattu la volonté de la République islamique d'Iran d'étendre son influence dans le monde musulman. L'Iran a été l'instigateur des manifestations à la Mecque qui ont tourné au massacre plus d'une fois.

L'Arabie a condamné à mort le clerc chiïte saoudien Nimr Baqer el-Nimr en 2016 et considère les Gardiens de la révolution iraniens comme une entité terroriste. Les relations entre ces deux pays ont été rompues à maintes reprises.

## ARABIE ET TURQUIE

La Turquie tente d'étendre son influence en se basant sur la mouvance des Frères musulmans avec l'appui financier du Qatar. La prise du pouvoir des Frères musulmans en Égypte aura été brève et l'Arabie les a combattus, les qualifiant de terroristes. L'Arabie et les États du Golfe soutiennent l'embargo américain contre l'Iran et boycottent le Qatar dont la chaîne de télévision Al-Jazeera critique durement tous les gouvernements de la région sauf le sien.

La Turquie et l'Arabie saoudite sont opposées au régime dictatorial syrien. Par le passé, ces pays ont soutenu des radicaux islamistes pour combattre ce régime soutenu par l'Iran. L'Arabie a également financé l'entité kurde du nord de la Syrie que la Turquie qualifie de terroriste.

## TURQUIE ET IRAN

La Turquie et l'Iran cherchent à avoir le monopole des marchés irakien et syrien. Ces deux pays briment les droits fondamentaux de 40 millions de Kurdes du Proche-Orient, auxquels ils refusent toute forme d'autonomie. Un mur est bâti le long de la frontière turco-iranienne.

## LA CRISE ACTUELLE

Depuis le 4 novembre 2018, l'embargo sur les exportations de pétrole iranien imposé par les États-Unis est entré en vigueur. De nombreuses compagnies européennes se sont retirées du marché iranien. Même l'Irak, dominé par sa majorité chiïte, hésite à faire transiter le pétrole iranien. L'Iran, gouverné par des mullahs qui prônent le martyre, subit déjà les contrecoups de l'embargo américain. Il a de moins en moins les moyens de faire valoir sa politique dans la région et son marché dépend de plus en plus de la Russie et de la Chine.

**“ Erdogan espère que MBS sera écarté du pouvoir du fait que ce dernier s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de la famille royale.**

Le président turc Erdogan a cherché à mettre publiquement dans l'embarras l'héritier de la couronne saoudienne Mohamed Ben Salmane (MBS) à propos du journaliste saoudien Khashoggi assassiné dans le consulat saoudien à Istanbul. En orchestrant des révélations toujours plus embarrassantes pour l'Arabie, Erdogan espère que MBS sera écarté du pouvoir du fait que ce dernier s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de la famille royale: il n'était normalement pas dans l'ordre de la succession et a forcé de puissants magnats à rembourser le trésor saoudien.

Si MBS se sort de la présente crise, la Turquie se sera mis sur le dos l'Arabie et les États du Golfe, sauf le Qatar, et mettra en danger près de 10 milliards d'exportations turques vers ces pays. Elle se retrouvera alors isolée dans la région, tentant de marcher sur la corde raide entre les pressions russes et américaines. La Turquie, qui fait partie de l'OTAN, veut acheter un système de défense anti aérien russe S-400, au grand dam des États-Unis.

Pour l'Arabie, le scandale du meurtre de Khashoggi aura été une leçon d'humilité impensable par le passé. En toute probabilité, l'Arabie s'accrochera encore plus à l'Occident.

Le Moyen-Orient des trois solitudes est en marche.

Si par le passé, l'Iran et la Turquie avaient soutenu Israël contre les menaces hégémoniques des pays arabes sunnites, nous sommes témoins aujourd'hui de l'inimitié violente de ces pays envers Israël et du rapprochement de plus en plus public de la majorité des pays arabes sunnites avec Israël. ♦

1 L'Iran espère que les élections américaines de 2020 porteront au pouvoir un président démocrate. Il faut cependant garder à l'esprit que sur les 35 sets de sanctions votées contre l'Iran, 24 l'ont été sous la gouvernance d'un président démocrate.

2 En Turquie même, des dizaines de journalistes turcs sont emprisonnés pour propagande terroriste; Erdogan été accusé de prise d'otages politiques par les pays occidentaux.

# Iran: les mollahs à l'heure des choix



CHRONIQUE

Renaud Girard

rgirard@lefigaro.fr

**L**a population iranienne n'a pas de chance. Aux élections présidentielles de 2013, puis à celles de 2017, elle s'était prononcée pour l'ouverture du pays. Dans le maigre choix que lui offrait le système théocratique conservateur en place, elle avait choisi le candidat le plus décidé à réintégrer la Perse dans l'arène internationale. Dans son premier mandat, le président Hassan Rohani avait obtenu une levée des sanctions internationales, en échange d'un encadrement étroit de son programme nucléaire par l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique de Vienne) et d'une renonciation à la bombe atomique (que le régime islamique prétend n'avoir jamais voulue). Washington et Téhéran n'avaient pas repris leurs relations diplomatiques (rompues en 1980 pendant la Révolution islamique), mais le secrétaire d'État Kerry et le ministre des Affaires étrangères Zarif avaient établi des liens de grande confiance.

Rohani souhaitait consacrer son second mandat à la désétatisation de l'économie et à la lutte contre la corruption – qui rongent l'élite au pouvoir, à commencer par le corps des pasdarans (gardiens de la révolution), et certaines des grandes fondations religieuses chiïtes. Mais, patras, tout ce beau programme s'est effondré après la décision de Trump de se retirer de l'accord nucléaire du 14 juillet 2015 (pourtant sanctuarisé par la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU), de rétablir toutes les sanctions, de menacer de représailles toutes

les entreprises qui continueraient à commercer avec l'Iran (hormis les secteurs agroalimentaire et pharmaceutique). Depuis novembre 2018, la République islamique d'Iran vit à nouveau sous un régime de sanctions. Sa monnaie a perdu les deux tiers de sa valeur en un an. Ses exportations de pétrole sont déjà passées de 2,5 millions de barils/jour à moins d'un million et demi. Confrontées aux menaces américaines, les sociétés françaises Total, Peugeot et Renault se sont retirées d'Iran. Les perspectives ne sont pas gaies pour ce pays de 80 millions d'habitants, dont les deux tiers n'étaient pas nés lorsque le shah fut renversé en faveur de l'ayatollah Khomeyni.

Lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, Rohani s'est montré un ardent défenseur du multilatéralisme. Mais le soutien iranien à la légalité internationale arrive trop tard. Téhéran se retrouve face à une Amérique intraitable, inspirée autant par les Saoudiens que par les Israéliens. Pour les Iraniens, il a déjà été très douloureux de renoncer à l'arme nucléaire, que détiennent quatre puissances dans leur voisinage immédiat : Russie, Israël, Pakistan et États-Unis (la Cinquième Flotte est basée à Bahreïn). Mais Trump réclame davantage : il veut que Téhéran renonce à perfectionner ses armes balistiques et à exercer une influence militaire régionale (présence armée en Syrie, fournitures d'armements au Hamas, au Hezbollah libanais et aux houthistes yéménites). L'Amérique se plaint plus discrètement de la présence militaire iranienne en Irak, car Washington et Téhéran y poursuivent un objectif commun : l'élimination de l'État islamique.

Le problème des mollahs est qu'ils ne parviennent pas à choisir entre deux stratégies très différentes : retrouver une

position commerciale prééminente au Moyen-Orient et en Asie centrale ou conserver, par la force des armes et des milices, une politique hégémonique sur les territoires qui les séparent de la Méditerranée.

Lassée de l'anémie économique, la jeunesse iranienne a déjà fait son choix. Au début de janvier 2018, dans des manifestations anti-régime qui se sont propagées dans la plupart des villes du pays, elle défilait en hurlant : « Pas Gaza ! Pas la Syrie ! Occupez-vous de l'Iran ! » Les étudiants que vous rencontrez dans la rue à Téhéran vous confient tous qu'ils n'ont rien contre Israël et qu'ils ne partagent pas l'obsession antisioniste du régime.

Connectés au monde extérieur grâce à Internet, ils adorent la culture occidentale.

Lorsque les manifestants de l'hiver dernier ont commencé à crier dans la rue « Mort au dictateur ! », visant l'ayatollah Khamenei, le guide suprême de la révolution (dont le pouvoir est bien supérieur à celui du président), le régime a vraiment pris peur. La répression fut sévère (25 morts), et on ferma le réseau Telegram, utilisé par les manifestants. Depuis, Rohani l'a rouvert, passant outre l'autorité judiciaire, plus conservatrice que lui.

Il y a une schizophrénie iranienne : le régime est islamique, sa jeunesse ne l'est plus. Les mosquées sont quasi vides à la grande prière du vendredi. L'Iran est devenu le moins pratiquant des pays musulmans. Plus personne ne croit à la pertinence du principe khomeyniste du Velayat-e faqih (le gouvernement du savant en religion). S'il ne s'adapte pas rapidement à ce que réclame sa société civile, le régime des mollahs risque de connaître bientôt le sort de feu le communisme soviétique.



## Syrie: l'armée américaine va surveiller la frontière nord (Mattis)

Washington, 21 novembre 2018 (AFP)

L'armée américaine va surveiller la frontière nord de la Syrie pour éviter les tensions entre la Turquie et les Kurdes de Syrie, alliés de la coalition internationale antijihadiste, a annoncé mercredi le ministre américain de la Défense Jim Mattis.

"Nous sommes en train d'installer des tours d'observation dans plusieurs zones le long de la frontière syrienne, la frontière nord de la Syrie", a indiqué M. Mattis à des journalistes au Pentagone.

Le chef du Pentagone a précisé que l'objectif était de s'assurer que les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-turque sur laquelle la coalition s'appuie pour combattre l'organisation Etat islamique (EI), "ne se retirent pas de ce combat, pour que nous puissions écraser ce qui reste du califat" du groupe extrémiste.

Les tours d'observation seront "clairement marquées jour et nuit, pour que les Turcs sachent exactement où elles sont", a-t-il ajouté, notant que cette décision avait été prise "en coopération étroite avec la Turquie".

Les FDS ont annoncé le 11 novembre reprendre leur offensive contre l'EI après l'avoir subitement suspendue en raison de nouvelles tensions avec la Turquie, qui avait pilonné des positions militaires de la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), dans le nord syrien.

Ces vives tensions avaient mis dans l'embarras les États-Unis, les FDS étant un partenaire-clé de Washington dans la lutte antijihadiste, tandis que la Turquie est un allié stratégique au sein de l'Otan.

La minorité kurde en Syrie, opprimée des décennies durant par le pouvoir de Damas, a profité du conflit qui ravage le pays depuis 2011 pour instaurer dans ses zones une administration semi-autonome qui dispose de ses propres forces de sécurité et de ses propres institutions locales.

La Turquie continue toutefois de refuser catégoriquement l'autonomie de facto instaurée par la minorité kurde sur les territoires à sa frontière, dans le nord et nord-est syrien. Elle craint que cela n'exacerbe les velléités séparatistes des Kurdes sur son propre territoire. ●



# Turkey to send 1,200 Syrian opposition fighters towards Kurdish militias east of Euphrates

Nov 05 2018 <https://ahvalnews.com>

**T**urkey is set to send 1,200 fighters from allied Syrian opposition factions towards the Kurdish-controlled northern Syrian territories east of the River Euphrates, United Kingdom-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported on Monday.

Turkey reportedly sent 700 fighters from allied opposition factions from areas under Turkish control near the northern Syrian province of Aleppo and the northwest Syrian enclave of Afrin towards the Kurdish-held territories on November 3.

On Monday the SOHR published a report based on reliable sources stating that Turkey was readying another 500 opposition fighters to be sent "in the next few hours."

The SOHR's sources reportedly attended a meeting on November 1 between opposition groups and Turkish intelligence, who told their Syrian allies to prepare for a new operation against the predominantly Kurdish Syrian Democratic Forces (SDF).

This would be the second operation launched this year against the SDF and its allies, the Peoples' Protection Units (YPG), after the successful invasion of Afrin launched in January under the moniker Operation Olive Branch.

Syrian opposition factions have played an important role both in Operation Olive Branch and Euphrates Shield, another operation launched in 2016.

The SDF and YPG had consolidated large swathes of northern Syria under their control after participating in coalition operations against the extremist jihadist Islamic State. Turkey sees the presence of autonomous territories controlled by these groups on its border as a grave threat due to their links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which began fighting for Kurdish self-rule in Turkey since the 1980s.

The Turkish military has been bombarding YPG-held positions east of



the Euphrates since October 29, days after a summit discussing the future of Syria attended by the Turkish, French, German and Russian presidents was held in Istanbul.

Turkish Defence Minister Hulusi Akar threatened to "bury" Kurdish forces near Manbij, a town to the west of the Euphrates, on November 1, blaming the United States for the YPG's continued presence in the area. A day later Turkish and U.S. troops began their long-awaited joint patrols near Manbij.

Despite the progress represented by the joint patrols, the Turkish military continued to target positions east of the Euphrates over the weekend. The SOHR reported that in one of these attacks, in the north eastern province of al-Hasakah, the Turkish military machine gunned fighters from the al-Sanadid Forces, an Arab group allied with the SDF. ●



14 NOVEMBER 2018

# Turkish court sentences German-Kurdish singer to six years in prison

14 nov 2018 <https://www.dw.com/>

**A GERMAN** woman has been found guilty of being a member of a terrorist organization by the Turkish government. She is the third German citizen in as many months to be sentenced to prison in Turkey.

A Turkish court in the city of Edirne has sentenced a German-Kurdish singer to six years and three months in prison, accusing her of being a member of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

She was acquitted on two further counts of incitement and insulting the founder of modern Turkey, Mustafa Kemal Atatürk. In all, she faced up to 13 years behind bars.

The woman, whose trial began on September 26, followed court proceedings via video link from the Bakirkoy women's prison in Istanbul. Her attorney, Newroz Akalin, said the verdict will be appealed.

Turkey, as well as the European Union and the United States, consider the PKK a terrorist organization.

## Arrested at opposition campaign rally

The singer, who goes by the name Hozan Cane, was arrested in Edirne in late June after she had appeared at a campaign event for the pro-Kurdish opposition People's Democratic Party (HDP) ahead of national elections. Prosecutors focused on some of Cane's Facebook



posts in their arguments.

Cane's family said the photos in the posts were taken during the filming of a movie about "Islamic State" (IS) atrocities committed against Yazidis in Iraq. Yazidis are a religious group, some of whom identify as ethnic Kurds. The photos show Cane with fighters from the Kurdish People's Protection Units (YPG) in Syria. The Turkish government also sees the YPG — which is fighting IS — as linked to the PKK and has →

⇒ been attacking them militarily in Syria.

#### Hasty verdict

Mustafa Pekoz, who is part of Cane's legal team, was critical of the swiftness of the court's decision.

"Not one of our motions was granted during the trial," he told DW. "The court's decision was premature."

He accused the court of quickly handing down its verdict in order "to hinder public support" for his client.

The singer's daughter was also stunned by the speed with which the court reached its decision. Dilan Ors told DW: "It shocked us that the court issued this heavy verdict — guilt of membership in a terrorist organization — in less than 10 minutes. All of our evidence was ignored. We were not expecting a decision like this. Of course we are going to

appeal."

#### Another German with 'terrorist ties'?

The German Foreign Office said the singer is receiving support from the German consulate in Istanbul and that representatives were present during the trial. Cane is a German citizen and a resident of Cologne.

Cane is the third German in as many months to be sentenced to prison in Turkey on terror-related charges. At least four additional German citizens are currently in Turkish prisons and due to be tried on terror charges in the coming weeks.

German Left Party parliamentarian Sevim Dagdelen called Cane's trial "a political farce." She says it simply shows that "Turkey is not a country of laws but rather a despotic regime." ●

ASHARQ AL-AWSAT

14 NOVEMBER 2018

## Fears over Iraqi Version of Iranian 'Revolutionary Guard'



Members of Shi'ite group Asaib ahl al-Haq walk outside their premises in Basra, Iraq November 8, 2018. The text on the flag reads: 'Asaib ahl al-Haq Movement'. Picture taken November 8, 2018. REUTERS/Essam al-Sudani

Baghdad - Asharq Al-Awsat 14 November, 2018 <https://aawsat.com>

In May, Hassan Fada'am traded his military fatigues for a suit when he became one of 45 men from Shiite factions elected to Iraq's 329-seat parliament. Fada'am was trained in Iran and fought against ISIS in Iraq. Now he's a politician as paramilitary groups backed by Iran have doubled their number of seats in Iraq's parliament. The "Fatih" Alliance bloc that represents them has become the second largest political bloc. In interviews, eight men from factions who have translated their battlefield success into electoral victories set out how they plan to use this new platform.

Factions today are better placed than ever to influence policies, from domestic security to foreign policy. However, former prime minister, Haider al-Abadi, said he fears the factions will undermine efforts to unify Iraq. Iraq's young democracy is trying to balance the demands of its Sunnis, Kurds and Shi'ites after years of sectarian conflict, and the economy is only beginning to recover from the country's war with ISIS. Abadi tried, un-

successfully, to prevent factions' leaders from standing in the 2018 election. "How can a military outfit have a political opinion? This does not happen in any part of the world.

It is prohibited," he said at the time. The factions men responded by announcing they would quit their military roles to comply with Iraq's electoral code. Some in Washington are also worried. Republican senators have introduced a bill that would impose sanctions on two Iranian-backed factions in Iraq, Asaib Ahl al-Haq and Harakat al Nujaba. Sponsors of the (Iranian Proxies Sanctions Act) include Senators David Perdue, Ted Cruz and Marco Rubio.

Iran is unperturbed. "In the meetings we had with our Iraqi brothers, they assured us that Iraq could not be used by America," said a former Iranian ambassador in the region, now a senior official in Tehran. Among Iran's Iraqi allies is the Badr Organization, which won 21 seats at the election.

For two decades, Badr's leader Hadi al-Amiri led the fight against Saddam Hussein from exile in Iran. A Badr local commander,

Karim Nouri, said communication with Iran was ongoing. He did not elaborate, Reuters reported.

Hisham Hashemi, a security adviser to Iraq's government said he believed that "Iran was in touch with Shiite politicians." When Iraq's top Shiite cleric Ayatollah Ali al-Sistani urged his fellow Shiites to join the fight against ISIS in 2014, Fada'am was among the tens of thousands of Shiites who answered the call. He led the Dawn Brigades, a force of 3,400 fighters. After driving ISIS from the town of Jurf al-Sakhr south of Baghdad, Fada'am lobbied the local government in his province of Hilla to cancel the property rights of Sunnis in the area, saying they were tied to "ISIS".

The Hilla provincial council agreed to his request. Across town from his office is a hospital run by Fada'am followers. It provides free medical care for factions' fighters and members of the public. Patients have access to an orderly, well stocked pharmacy.

The rooms are cleaner than most medical facilities in Iraq. "At the end of the day we must switch to politics to rebuild our country. Rebuilding the country and maintaining its security could come only through good politics," said Fada'am, according to Reuters.

Also, Some Iraqi politicians and military officers worry that through the Shiite factions Iran is trying to create an Iraqi version of the Iranian Revolutionary Guard, with its parallel security apparatus and vast business empire. Iraqi militias have shares in construction, trade and car import companies.

At the Safra border crossing, 90 km north of Baghdad, the "Badr Organisation", Iran's closest paramilitary partner in Iraq, collects custom tariffs and taxes on goods transported from the Kurdish region in the north, according to a local councillor and two former senior Iraqi officials. The councillor said at least \$12 to \$15 million goes to the Badr group each month.

Local Badr commander, Imad Jafaar, denied the group was using the crossing to generate funds. ●



REUTERS

# Turkish air strike 'neutralizes' 14 Kurdish militants in Iraq: military

November 11, 2018 ISTANBUL (Reuters) -

**AN AIR STRIKE** by a Turkish warplane "neutralized" 14 militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in northern Iraq, the military said on Sunday, destroying hideouts and armories.

The Turkish army uses the phrase neutralize when it has killed, captured or wounded combatants. The air strike carried out on Saturday targeted the Avasin region, the military said.

"Fourteen armed members of the separatist terror organization, who were

in preparation for an attack on military bases, were neutralized. Weapons, hideouts and armories were destroyed," the military said, using its term for the PKK.

Turkey regularly carries out air strikes against PKK targets in northern Iraq, where the group is based in the Qandil mountains.

The PKK, considered a terrorist organization by the United States, the European Union and Turkey, has waged a three-decade insurgency in Turkey's largely Kurdish southeast that has killed about 40,000 people. ●

Business Standard

November 11, 2018

## What makes Iraq's Kirkuk oilfields so crucial after US sanctions on Iran

Kirkuk is one of the biggest and oldest oilfields in the Middle East

John Davison, Dmitry Zhdannikov  
November 11, 2018  
<https://www.business-standard.com>

**BAGHDAD/ABU DHABI (Reuters)** - Iraq's oilfields in the disputed Kirkuk region have taken on new significance after the United States restored oil sanctions against neighboring Iran. Washington is pressuring Baghdad to resume exports that stopped last year.

Iraq aims to raise its export capacity to 8.5 million barrels per day (bpd) in the coming years from less than 5 million bpd currently, 1 million of which could come via Kirkuk. But that resumption is not just a question of turning the tap back on.

**WHY IS KIRKUK SO IMPORTANT?**

Volume and revenue. The halting of exports from Kirkuk stopped nearly 300,000 bpd flowing out of Iraq towards Turkey and international markets - causing a net revenue loss of some \$8 billion since the stoppage last year.

Most of Iraq's exports come from southern fields, but Kirkuk is one of the biggest and oldest oilfields in the Middle East, estimated to contain about 9 billion barrels of recoverable oil.

The United States also sees Kirkuk as an option to help offset global shortfall in oil supply caused by its sanctions on Iran, which forbid purchasing Iranian oil.

Washington has pressured Baghdad to suspend all shipments of oil to Iran and resume flows from Kirkuk to Turkey, industry sources say.

**WHAT HALTED EXPORTS, WHAT OBSTACLES REMAIN?**

Exports have been on hold since October 2017 when Iraqi government forces took control of Kirkuk from the semi-autonomous Kurdish authorities in northern Iraq, in response to a referendum calling for Kurdish independence.

The Kurds had controlled Kirkuk and its oilfields after Islamic State militants drove the Iraqi army out in 2014, and Kurdish forces in turn ejected the militants.

Resumption of exports from Kirkuk depends on negotiations between Baghdad and the Kurds.

The pipeline Baghdad once used for exports via Turkey was wrecked by Islamic State - leaving only one working pipeline, built and controlled by the Kurds. Iraq's government must use that, or build a new pipeline. It is considering both options.

**WHO CONTROLS THE KIRKUK OIL FLOWS?**

On paper, Baghdad. But if Iraq decides to use the Kurdish pipeline to export oil, it needs to negotiate.

The Kurds will likely seek a greater share of Iraqi state oil revenue in return. Baghdad might also have to contend with Russia's Rosneft (ROSN.MM), which bought the Kurdish section of the pipeline last year.

**WHEN WILL KIRKUK EXPORTS RESUME, AND HOW MUCH?**

As soon as Baghdad and the Kurds reach an agreement - hence U.S. pressure to do so. If no deal is reached, Iraq will have to build the new pipeline, which could take around two years.



*Fires flare off the gas from in Kirkuk, Iraq.  
Photo: AP/PTI*

The Rosneft pipeline has been upgraded to a capacity of 1 million bpd, which could accommodate a current 400,000 bpd coming from other oilfields in Kurdistan, plus the 300,000 bpd that would come from Kirkuk, Kurdish authorities say.

Iraqi authorities say they still need to feed local refineries - where Kirkuk's current output is being diverted - so even if exports from Kirkuk resume, they won't exceed 100,000 bpd at first, meaning total exports via Kurdistan would be only 500,000 bpd.

That would be smaller than peak Kurdish exports of 700,000 bpd before the failed referendum and not enough to help Turkey cut its reliance on Iranian oil.

**DO U.S. SANCTIONS AFFECT IRAQ'S OIL SECTOR?**

Iraq and Iran were exchanging only small volumes of oil before the new sanctions - around 30,000 bpd in each direction, including from Kirkuk - but Iraq's economy as a whole is highly dependent on trade with Iran.

Iranian gas supplies feed Iraqi power stations, for example.

Washington has given Iraq a waiver for Iranian gas as well as food items, but says this is only temporary, causing uncertainty in Baghdad. ●



NOVEMBER 13, 2018

# Four killed in armed attack on Manbij security forces

Wladimir van Wilgenburg November 13-2018  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL (Kurdistan24.net)** – The media office of the Manbij Internal Security Forces on Tuesday said armed ‘gangs,’ at just past midnight on Tuesday, attacked the al-Shuweiha checkpoint on the outskirts of the city.

The media office in its statement said that members of the Internal Security Forces were ambushed while “doing their duty” at the checkpoint.

According to preliminary investigations by the authorities, the attack was carried out with a silenced pistol (9/14 mm), which resulted “in the martyrdom of elements of the Internal Security Forces.”

The attack was claimed by the so-called Islamic State (IS) through their official media channels.

IS alleged they had killed four security members at a checkpoint using machine guns and silencers in the village of al-Shuweiha. After the attack, the fighters safely returned from their operation, the jihadist group continued.

The attack comes weeks after the start of joint Turkish-US patrols, and Turkish-backed armed groups have also targeted positions of the Manbij Military Council (MMC) with heavy weaponry. Turkish cross-border shelling near Tal Abyad, Kobani, and Manbij have occurred despite Turkish and US troops carried out another joint patrol on Nov. 8.

In June, Turkey and the US agreed on a Manbij roadmap, which includes US-Turkish forces patrolling the demarcation line between SDF forces and the Turkish-backed forces, and the People’s Protection Units (YPG) withdrawing from Manbij, which they did in June.

However, tensions continued between the US and Turkey over Washington’s support for Syrian Kurdish groups. So far, Turkey has expressed it is not satisfied with the roadmap, claiming the YGP has not



Security forces man a checkpoint as civilians on pick-up trucks evacuate from the southern districts of Manbij city in Syria, 2016. (Photo: Rodi Said / Reuters)

yet left Manbij.

Now, IS may be taking advantage of the situation to spark more tensions.

“Manbij is an easy target for [IS] because the area is unstable and there are networks of former rebel fighters for [IS] to hire to attack SDF positions,” Nicholas A. Heras, a Fellow at the Center for a New American Security, told Kurdistan 24.

“Manbij is one huge target for [IS] because there is a significant Coalition military presence there, and there is every reason to believe [IS] will try to attack them. Manbij could very well be at the center of an [IS] insurgency,” he added.

On Nov. 2, IS also claimed responsibility for the killing of a prominent tribal leader in Raqqa.

The Syrian Democratic Forces (SDF) in a statement on Nov. 11 admitted there were still IS sleeper cells in liberated areas, such as in Raqqa.

On Thursday, SDF special units conducted an operation with the support of Coalition helicopters, resulting in the arrest of a high-ranking IS commander in Raqqa.

“This demonstrates that [IS] still has roots and dormant cells in the liberated areas, and the need to continue this alliance and cooperation on the long term, to secure the environment of stabilization and prevent the re-emergence of terrorist organizations,” the SDF concluded. ♦



November 17, 2018

# Turkish airstrikes kill at least 3 people including Peshmerga in Amedi

By Rudaw.net 15/11/2018

**ERBIL, Kurdistan Region** — At least three people were killed by Turkish warplanes overnight on Wednesday in the Amedi district, Duhok province.

“The three persons were from the village of Aradnan... They were killed in Turkish airstrikes last night,” said Imad Younis, the relative of one of the slain.

Younis added the three had gone back to their village to tend to their livestock.

Ramazan Rekani, a local

Kurdistan Democratic Party (KDP) official, said two of the victims were Peshmerga.

“The relatives and other people in the area are trying to retrieve the bodies,” said a relative.

The location of the village is not accessible to cars complicating recovery efforts.

According to unofficial data, 12 people in Duhok have been killed by Turkish airstrikes in 2018.

Turkey frequently bombs the border areas of the Kurdistan Region allegedly targeting bases



Relatives of the deceased trek to retrieve the bodies. Submitted photo: Nihad Ardani

belonging to the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Dozens of people have been killed due to Turkey’s cross-border

strikes. Many villages have been evacuated, hundreds of acres of land incinerated, and heavy material damages incurred. ■



# Turkey's trigger finger grows itchy over US-Kurd relations

**Turkey is probing ways to penetrate Kurd-controlled areas east of the Euphrates River, but the United States doesn't seem ready to give up its relationship with the Kurdish People's Protection Units.**



Metin Gurcan  
November 15, 2018  
<http://www.al-monitor.com>

Is the four-year-old union between the United States and Kurds against the Islamic State in Syria approaching a messy divorce or a second honeymoon? Ankara is quite concerned with the answer, feeling Washington is stalling to avoid a break-up with the Kurdish People's Protection Units (YPG).

Ankara is trying to pressure Washington to make up its mind, but doesn't want to ruin its own relationship with the Americans. The most discussed question in Ankara nowadays is whether a dialogue or military pressure would be more effective to persuade the United States to terminate its military cooperation with the YPG.

Turkey is anxious to pursue operations against the Kurds east of the Euphrates River. At the moment, however, Turkey's best commando, armor and special forces elements are engaged in numerous operations: inside Turkey, in northern Iraq, in the northwest Syrian territory it controls in the Afrin area and at de-escalation outposts around Idlib in western Syria. This gives the impression that the Turkish military is overstretched. Without ending one of those fronts, it's very unlikely that Turkey would take on a corps-level, cross-border ground operation east of the Euphrates — one that would surely last more than six months. If it did, the Turkish army would launch a two-pronged operation from Kobani and Tell Abyad along Syria's northern border, linking up at Ain Issa. To do this, Turkey would need double the number of soldiers on standby at the border.

Considering the current force projection of the Turkish Armed Forces (TSK) at home and abroad, this would be impossible. Moreover, unless the US military — the sole ruler of the air space east of the Euphrates — would allow access, a military operation would be much too long and costly. The most important lesson Turkey has learned from its Euphrates Shield and Olive Branch operations is this: Don't undertake an operation in northern Syria without ensuring close air support.

But Ankara appears to be keeping an eye on potential military developments. For example, on Oct. 28, the YPG and Kurdistan Workers Party (PKK) positions at Zor Maghar, east of Kobani, were hit heavily with Turkish s and 203 howitzers. Ankara is uncomfortable with the defensive fortifications, tunnels and barriers the YPG is constructing in this area and especially resents the defensive preparations YPG is undertaking under the supervision of US soldiers — with military engineering equipment provided by the United States.

The situation on the ground is so complex, it's almost impossible to comprehend the US-Turkey relationship east of the Euphrates. Are they partners or adversaries? On one hand, the planned coordination center and an expansion of the fusion center in Ankara haven't yet materialized. This shows the countries have a low degree of trust at the strategic-political level.

On the other hand, there are signs that the ice is melting between Ankara and Washington. In the latest example, the two started joint patrols Nov. 1 at Manbij west of the Euphrates, in the area separating the US-supported



*A Turkish flag flies on a military vehicle on the border at Manbij, Syria, Nov. 1, 2018. REUTERS/Rodi Said*

YPG and Turkish-supported Free Syrian Army. These joint US-Turkish patrols were agreed on in June.

Why is Manbij so important? It's pure economics. Oil tankers coming from Deir ez-Zor and Raqqa are entering Turkey not through the Akcakale border crossing opposite Tell Abyad, but through Manbij. Every day, the hundreds of tankers that go through Manbij border customs produce a major revenue source of hundreds of thousands of dollars. Today, this money ends up in YPG coffers. Also, Manbij has a critical role in linking Turkey and the reconstruction of Raqqa and Deir ez-Zor. Any force that dominates Manbij will benefit from post-conflict reconstruction contracts and capacity building in northern Syria.

There are two main underlying reasons for Ankara's lack of confidence in US aspirations in northeast Syria.

The first is the United States' unwillingness to end military relations with the PKK-affiliated YPG, even though it's been months since combat with IS ended. In its official documents, US Central Command defines everything it does in northeast Syria as Kurdish governance and stabilization efforts. It's no wonder Ankara perceives US actions there as state-building efforts.

The other cause of Ankara's lack of confidence is that as Washington is supposedly setting up an anti-IS front, it's disregarding the political boundaries between Iraq and Syria. America's revisionist tendency to ignore existing political borders magnifies Turkey's perception that the United States is stalling at Manbij.

Washington must have noticed Turkey's waning patience. On Nov. 6, following a visit to Ankara by US Deputy Assistant Secretary of State Matthew Palmer, Washington authorized a bounty up to \$5 million for information on Kurdish leader Murat Karayilan, \$4 million for Cemil Bayik and \$3 million for Duran Kalkan — the PKK's top strategic decision-makers.

Why did the United States take this action? Ankara feels Washington was trying to prove its contention that the PKK and YPG are two distinct organizations. In other words, in return for hardening its attitude toward the PKK, Washington will ask Ankara to soften its position on the YPG. No wonder Ankara is confused by the move.

Will Manbij and the area east of the Euphrates be key to US-Turkish cooperation in northern Syria or a bomb to blow up their strategic partnership? No doubt Moscow and the Kurdish leadership at Qandil are waiting and watching closely for an answer. ♦

*Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser from 2002 to 2008.*

# KDP, PUK, Gorran begin government formation talks

By Rudaw.net 17/11/2018

Following a meeting between officials of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Change Movement (Gorran) in Sulaimani on Saturday afternoon, party spokesmen said they are ready to work together in government.

Gorran spokesman Shorash Haji told a press conference: "We held detailed meetings and our brothers from KDP expressed their desire to include the Gorran Movement in the government ... This meeting will be followed by other meetings in order to reach an objective which could serve the interests of the Kurdistan people."

His KDP counterpart Mahmud Mohammed told reporters: "We visit those parties who intend to participate in the government. Today we visited our brothers from Gorran and exchanged ideas."

The two parties want to establish a government capable of developing the economic and financial conditions of the people of Kurdistan, he added.

It follows an earlier meeting between KDP and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) officials.

Gorran lost half its seats in the September 30 Kurdistan regional parliament election, falling from second place with 24 seats to third place with 12.

The PUK emerged in second place with 21 seats, an improvement on its earlier 18.

If talks between the parties succeed, Gorran and the PUK could join parliament's largest party – the KDP with 45 seats – to form a government in Erbil.



KDP spokesman Mahmud Mohammed (L) and his Gorran counterpart Shorash Haji speak to reporters following their meeting, November 17, 2018. Photo: Rudaw video

-----

1.53 pm

KDP and PUK are ready to govern in partnership, party representatives told reporters after their meeting in Sulaimani.

"We have decided to work on the basis of partnership," said PUK spokesperson Saadi Pira.

The two traditional ruling parties are open to working with others as well, he added: "We welcome all parties who want to take part in the formation of the ninth cabinet with the KDP and PUK."

KDP spokesperson Mahmud Mohammed said they do not want to see any party "sidelined," and hopes that the government will represent political viewpoints from across the spectrum and the needs of the people.

"We are a group of parties together and we are competing. But from now on we have to distinguish bet-

ween competition and opposition," said Mohammed. "We compete on delivering good projects to serve the people of Kurdistan."

The meeting between the KDP and PUK is the first formal discussion about forming the next government after parliamentary elections that were held on September 30.

They made good progress and should be able to "finish this process in the next meeting," said Mohammed.

Pira said they decided the main agenda for the next cabinet: "security, creating job opportunities for people, revitalizing and developing the economy, partnership between the private and public sectors."

The KDP will visit Gorran on Saturday. Gorran has yet to announce whether or not it will participate in the election or join parties like New Generation and the Kurdistan Islamic Union that plan to

sit in opposition.

"We will visit any party who wants to take part in the next government," said Mohammed.

-----  
11:24 am

Kurdistan Region government formation talks are finally beginning in earnest a month and a half after the vote as delegations from the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are meeting in Sulaimani.

KDP delegates include Hemin Hawrami who led the party's list in the parliamentary elections, Omed Sabah, and politburo members Azad Barzari, Mahmud Muhammed, and Jafaar Iminiki.

Representing the PUK are spokesperson Saadi Pira, head of intelligence Lahur Talabany, Adnan Mohammed, Shorish Ismael, and Hakim Qadir.

The PUK wants to have active participation in the government, Karwan Yarawais, PUK's media representative told the party's official news outlet.

The meeting is expected to open preliminary talks about allocating positions within the new government. No decisions are expected to result from this discussion.

The KDP delegation will also meet with Gorran later on Saturday.

The new parliament has sat once – on November 6.

Parties are testing the waters before making commitments on a governing alliance.

The KDP, which won the most seats but not an outright majority, has said they want to work with committed partners.

New Generation and the Kurdistan Islamic Union have already said they will not join a KDP-PUK government and will instead sit in opposition. Gorran has not announced a position yet. ■



Representing the PUK are spokesperson Saadi Pira, head of intelligence Lahur Talabany, Adnan Mohammed, Shorish Ismael, and Hakim Qadir.



The KDP's delegation L to R: Jafaar Iminiki, Mahmood Mohammed, Azad Barwari, Hemin Hawrami, and Omed Sabah.



Simon Speakman Cordall

Tunis

The Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) renewed fighting against the Islamic State (ISIS) in eastern Syria to eject the jihadist group from its stronghold in Hajin.

The SDF operation, coordinated by the group's Deir ez-Zor Military Council, paused October 31 because of Turkish shelling on Kurdish settlements in northern Syria.

Following US diplomatic activity seeking to quell Turkish military operations along the countries' borders, as well as reassure the SDF of continued support, the SDF renewed its offensive against ISIS on November 11.

The ousting of the jihadists from Hajin has been a longstanding objective of the US-led coalition. The jihadists have been embedded among the local population and established a substantial tunnel network, making the fight to oust them from the stronghold on the banks of the Euphrates long and desperate.

The Syrian Observatory for Human Rights reported the SDF took as many as 68 casualties in a single day in October when the SDF was dogged by sandstorms, booby traps and a hostile population.

Though US air strikes continued during the pause and the SDF repelled assaults on its defensive positions, the campaign in Hajin remains perilous. Rather than having battle-hardened fighters who were instrumental in turning the tide against ISIS in Syria at its disposal, the Deir ez-Zor Military Council's resources appear more limited.

# Long battle against ISIS lies ahead in eastern Syria

"This is one of the dirty little secrets of the tail end of the coalition campaign against ISIS in Syria," said Nicholas Heras, a Middle East security fellow at the Centre for a New American Security.

"First of all, their numbers were deliberately exaggerated as part of a psyops campaign against the local populace. "Second, the majority of their fighters only have real experience as part of the armed opposition against [Syrian President Bashar] Assad's (militarily weaker) forces. These are the guys who would take part in the general push back against the regime, then hold and man checkpoints."

Underscoring the importance of the battle in Hajin is the shifting of ISIS from a traditional army to an insurgent force. It has been able to rally and channel disgruntled local populations, such as those at Hajin, and marshal their discontent to its own ends.

## The ousting of the jihadists from Hajin has been a longstanding objective of the US-led coalition.

"In Hajin, for instance, we've got a local population opposed to both Assad and the Kurds," Heras said, describing a community ready to cover for and provision jihadist fighters.

An SDF fighter told CNN during combat operations in October: "The biggest battle is going to be



**Back into the breach.** Fighters from the Syrian Democratic Forces attend the funeral of one of their commanders in the Kurdish-controlled city of Qamishly, on October 29.

freeing the people from the ISIS way of thinking."

"They've been dragged here by ISIS from their former capital, Raqqa, but they still think ISIS will come back one day and give them a caliphate again."

Despite ISIS's dramatic loss of territory to less than 1% of the ground it held across Syria and Iraq in 2014, its numbers are formidable. A UN report in August stated that ISIS can draw on as many as 30,000 fighters. Moreover, its financial resources, gained from oil revenues, looting and the extensive taxation of the territories it previously held, are substantial.

"We've expected that as the physical caliphate went away, the remnants of this would attempt to revive themselves and revive their networks, and take on these insurgent, guerrilla-like tactics," US Army General Joseph Votel, the head of US Central Command, told the New York Times.

"We're well prepared for that," Votel, who oversees the US military in the Middle East and South-west Asia, said. "These organisations never go away in one fell swoop."

**Simon Speakman Cordall** is a freelance journalist based in Tunis.

**The Arab Weekly** | November 18, 2018

# US sees ISIS dangerously morphing in Syria and Iraq

Thomas Frank

Washington

The Islamic State (ISIS) has transformed into a dangerous insurgency in Iraq and Syria since the terrorist group was ousted from its strongholds in the two countries, a major report by the US government claims.

Although ISIS retains only pockets of areas in Syria and has lost its territory completely in Iraq, the group wages deadly insurgent attacks in Iraq and functions as both

an insurgency and a conventional military fighting the Damascus government in Syria, the report said.

"ISIS continued to move underground and solidify as an insurgency in Iraq and Syria," the report said, referring to the period from July 1-September 30. "Despite the loss of almost all of its territory, the terrorist organisation kept some of its bureaucratic structures in place and continued to raise funds. These operations, in combination with concerns about both the ability of the Iraqi security forces to operate without coalition support and the



**Porous frontier.** An Iraqi soldier stands guard near the city of Qaim at the Iraqi-Syrian border, on November 11.



ongoing Syrian civil war, raised the potential for an ISIS resurgence.”

The 130-page report was written by the US Defence Department’s inspector general office, which conducts in-depth strategy reviews, and given to the US Congress. It describes ISIS in ominous language that differs markedly from the enthusiasm with which US President Donald Trump has characterised the removal of ISIS from Iraq and Syria by a coalition of 79 countries, including the United States.

The report could become the basis of congressional hearings when

the Democratic Party takes control of the US House of Representatives in January and scrutinises the Trump administration’s Middle East policy.

In Iraq, ISIS has stopped conventional military operations and has “transitioned to an insurgency” operating along a crescent of territory from Anbar province in western Iraq to Diyala province just east of Baghdad along the border with

Iran. ISIS has attacked Iraqi Security Forces (ISF), assassinated tribal leaders, mayors and village elders and destroyed facilities that generate and distribute electricity, the report stated.

“The attacks provoked popular outrage, intimidated local populations and undermined people’s confidence in the ISF,” the report said. ISIS fighters in Iraq are mostly Iraqi nationals and not foreigners, which enables them to blend in with local populations and take advantage of their familiarity with terrain, language and customs.

The report sharply criticised the ISF, which the United States has been training since the overthrow of Saddam Hussein in 2003 but which remains disorganised, corrupt and incapable of operating independently. The ISF is “years, if not decades” from ending its reliance on the United States and other countries assisting in gathering intelligence and conducting surveillance, the report said.

The Iraqi military, including the

ISF and militias that were created to fight ISIS, “act with impunity” as they kill civilians in their effort to defeat ISIS. The US military plans to remain in Iraq “as long as needed” to achieve ISIS’s “enduring defeat,” the report said.

In Syria, ISIS has taken advantage of the country’s instability and sectarian divisions to maintain control of pockets of territory in eastern Syria and attack the US-backed Syrian Democratic Forces. “Pockets of opposition-held territory and general chaos caused by the war gave ISIS safe havens in areas beyond the reach of the SDF,” the report said.

ISIS capitalised on the recent 2-month pause in fighting in northern Syria to “recruit new members, gain resources and conduct attacks,” the report said.

The US strategy in Syria became more confusing in recent months when US national security adviser John Bolton said the US troops would not leave Syria “as long as Iranian troops are outside Iranian

borders and that includes Iranian proxies and militias.”

Bolton’s statement was the first

### In Iraq, ISIS has stopped conventional military operations and has “transitioned to an insurgency” operating along the border with Iran.

time the Trump administration linked US military deployment in Syria to Iran’s presence and it contradicted repeated statements by the Defence Department that the United States seeks only to defeat ISIS.

The conflicting messages raised questions about when US troops would leave Syria – with the defeat of ISIS, the withdrawal of Iranian forces or the end of Syria’s civil war.

**Thomas Frank** is an Arab Weekly correspondent in Washington.

The Arab Weekly | November 18, 2018

# No progress for the Kurds this year, only pain



Nurcan Baysal

For the Kurds, it has been another difficult year in all four parts of Kurdistan.

Developments in the region following the September 25, 2017, independence referendum called by Iraq’s Kurdistan Regional Government (KRG), are indications of what would happen to the Kurds if they laid claim to sovereignty over their own lands.

Before the referendum, pro-government Turkish newspapers warned the region’s KRG President Masoud Barzani: “You asked for it Barzani”; “Israel cannot save Barzani”; “The referendum is invalid” and “Let Barzani think about the aftermath.”

The Turkish Islamist daily Akit published a cartoon of Barzani beheaded.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan was furious, declaring the overwhelming vote for independence illegitimate. He warned he would shut off a major pipeline carrying oil from Iraqi Kurdish-controlled areas to the Turkish coast.

“We have the control over the pipeline, let’s see to who they will sell the petrol to,” Erdogan roared. “We may come one night unexpectedly,” he said, threatening military operations. Erdogan’s called Barzani a “dog.”

### With or without central government-appointed administrators, the will of Kurds is ignored. It does not matter which country they live in.

The racist, nationalist and chauvinist rhetoric of Turkey’s leftist main opposition Republican People’s Party came as no surprise to Kurds.

After the referendum, threats from Turkey, Iran and Iraq, the deployment of Iraqi government troops on the border crossing with Turkey, the Kurds’ loss of control over the city of Kirkuk and its oilfields reversed decades of gains. They were, in some sense, the results of the divisions between Kurds.

In January, Turkish forces and their Syrian Islamist rebel allies initiated “Operation Olive Branch,” an offensive to seize the Kurdish-controlled northern Syrian district of Afrin. The Turkish media were on duty again: “The Turkish nation backs you,” “Blessed be our holy war” and “We hit the traitors” screamed the headlines.

Afrin, a city of 1 million inhabitants and refugees from elsewhere in Syria was captured and hundreds of thousands of Kurds were forced to leave their homes. Many people, including myself, who opposed the Afrin operation were taken into custody and openly targeted by the media.

Nearly every day Turkish warplanes took off from Diyarbakir to support the country’s forces in Syria. Dozens of Kurdish settlements were declared military zones

and off limits. Forest fires broke out in areas where the Turkish military fought the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Neither the death toll of soldiers nor of PKK fighters is known. Thus, we are left to count the funerals in the region, though several bodies may not have been recovered. A report by the Diyarbakir Chamber of Human Rights Association stated that in the first half of 2018, 51 soldiers or police officers and 132 armed militants died in the region.

On the eve of celebrations of the Kurdish new year (Newroz), the destruction of the statue of Kurdish resistance symbol, Kawa the blacksmith, in the centre of Afrin by the Turkey-backed Syrian groups fuelled the anger of Kurds.

Despite the pressures, tens of thousands turned out for Newroz celebrations in cities across Turkey but the enthusiasm of the crowds was not like previous years. In the Newroz speeches, speakers emphasised unity and solidarity but hopes for an alliance of Kurdish parties in Turkey June’s general elections in Turkey failed.

The Supreme Electoral Council relocated many polling stations in Kurdish cities, forcing approximately 170,000 voters to cast ballots away from their own neighbourhoods or hometowns.

The pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party passed the 10% election threshold and entered parliament but Erdogan’s presidential election victory deepened the desperation felt by Kurds. The imprisonment of experienced Kurdish politicians weakened the influence of Kurdish

parties and Kurdish people’s trust in politics has declined dramatically.

In the last year, the demolition has almost ended of buildings damaged in fighting between security forces and Kurdish militants in the winter of 2015-16. Turkey’s Public Housing Development Agency has built dozens of high-rise blocks in the south-eastern cities of Cizre, Nusaybin, Diyarbakir, Yuksekova and Sirmak.

Bodies continue to be found during construction. Some are sent to forensics to be identified but others join the ranks of graves of the nameless.

Some Kurds call this fighting the “city wars” and others call it “the great war.” The question why it happened is waiting to be answered. The Kurds are angry. Their hearts are broken. The heartbreak will be passed to following generations and will lessen the possibility of living together in peace.

November 1 was the second anniversary of the government’s appointment of administrators to take control of Kurdish cities, most notably Diyarbakir, from their elected mayors. Kurds are living in the shadows of Turkish flags, tanks and police.

It is a life in which Kurdish civil society organisations have been closed, women’s organisations shut down, Kurdish representatives imprisoned and cultural centres abolished. Kurdish street names are changed to Turkish ones. Parts of cities are blocked by barricades and even children’s tombstones are destroyed.

With or without central govern-

ment-appointed administrators, the will of Kurds is ignored. It does not matter which country they live in.

The story of the Kurds has not changed for a century. This is a

story moulded by blood, cruelty, agony and struggle. A century-old denial continues but we do not disappear just because they say we do not exist.

**Nurcan Baysal** is an activist in Diyarbakir. She worked for many years on poverty, development and migration in Kurdish areas for the UN Development Programme.

She has published four books in Turkish with İletisim Publishers. This article originally appeared at ahvalnews.com. It is reprinted with permission.

The Arab Weekly November 25, 2018

# Trump walks tightrope between Turkish, Kurdish allies

Sami Moubayed

Beirut

**U**S President Donald Trump is trying hard to walk the tightrope between the Turks, his country's historic NATO allies and Kurdish beneficiaries on the Syrian battlefield.

On a personal level, Trump seems to sincerely believe in Kurdish nationalist aspirations and sees them as vital allies in the war on terror, often praising their battle acumen against the Islamic State (ISIS).

The Kurds are the only militias on the Syrian battlefield still receiving US arms and money, with \$300 million allocated for their armament in 2019 and \$290 million set aside for their brethren in Iraqi Kurdistan, the peshmerga.

Trump also realises, however, that if the Turks are crossed once too often, Turkish President Recep Tayyip Erdogan would gladly and swiftly let his country slip into the Russian orbit. Erdogan already gravely mistrusts the Trump administration and seems to get along perfectly well with Russian President Vladimir Putin, his partner in the Syrian peace process in Astana.

Today, the confrontation in north-eastern Syria seems on tipping edge, as Erdogan plans to launch a new offensive against Kurdish separatists in the area, completely ignoring US requests for self-restraint.

Those militias are a threat to Turkish national security, Erdogan claims, all affiliated with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has led a military insurgency against the Turkish state since 1984. In 2016, Erdogan's troops marched across the border, eradicating Kurdish presence and that of ISIS in Syrian towns Azaz, Jarabulus and al-Bab.

Last February, they marched into Afrin, west of the Euphrates River, deep within Russia's sphere of influence, overrunning the city and expelling its Kurdish inhabitants to the north of Aleppo.

Erdogan claims that they will not rest until the remaining Kurds are eradicated in Manbij, also west of



**Conflicting agendas.** Turkish Defence Minister Hulusi Akar (L) speaks with US Secretary of Defence James Mattis during a NATO meeting in Brussels, on October 4. (Reuters)

the Euphrates, al-Hasakah and Qamishli.

More than 1,200 Syrian fighters have been shipped into Turkish training camps from the countryside of Aleppo, tasked with preparing for a "big battle" with "Kurdish terrorists" before Christmas.

This puts Trump in a particularly difficult position with very few options to pick from. He can either convince his Turkish counterpart to delay the operation, perhaps even put it off completely, or he can look the other way as the Turkish Army pounds Kurdish militias carrying American weapons, armed and trained by the CIA since 2016.

The US president initially tried the first option, as US forces set up joint patrols with the Turkish Army around Manbij this month with observation points along the northern border. He then put a \$12 million bounty on the head of three "wanted" Kurdish separatists, hoping that this would please Erdogan.

Undaunted, the Turkish leader snapped: "We know very well how those who declare the PKK terrorists and place bounties on their leaders work together with them."

He wants the United States to blacklist Kurdish militias in Syria and to stop doing business with them. US Special Envoy for Syria James Jeffrey made it clear that this

won't happen, saying: "Our position on the PKK is clear, but we don't classify the YPG (People's Protection Units) as a terrorist organisation. We have never done that."

The maverick Turkish president is still upset with the United States giving Kurdish militias rather than the Turkish Army the honours of liberating Raqqa, the former self-proclaimed capital of ISIS. He also had his eyes on Manbij, but it too was brought under Kurdish rule in mid-2016.

Syrian Kurds are also cautious about dealing with the unpredictable Trump, feeling that he might abandon them any minute, despite all assurances to the contrary.

Trump has already hinted that he wants to withdraw US troops from Syria but is only keeping them to counterbalance Iran's presence. If he puts his words into action, it would spell disaster for the Kurds.

They have been told by various US visitors that the president is upset with their mediocre resistance in Afrin, appalled by the fact that despite all training and assistance, they were unable to repel last February's Turkish operation. The Americans failed to pull through with their backing for total Kurdish independence in Iraq and failed to bring about an autonomous entity for them in Syria

Members of the Syrian Democrat-

ic Forces (SDF) reached out to Damascus earlier this year, requesting military assistance to fight off the Turkish assault. Syrian officialdom conditioned full surrender of al-Hasakah and Qamishli and the return of government agencies to all Kurdish cities. The SDF said no, suggesting instead that they retake war-torn Raqqa only.

An SDF delegation visited the Syrian capital earlier this summer, also seeking joint action against the Turks. Those talks collapsed after Turkish militias attacked and killed 18 government troops in Qamishli last September.

Syrian assistance to the Kurds would require a go-ahead by the Russians, who would never approve such action today, certainly not when the Putin-Erdogan relationship is going so well.

This leaves the Kurds with one option, to fight until the curtain falls, waiting for the Americans to impose a ceasefire or truce while hoping that the upcoming battle only strengthens them, rather than bringing them down completely.

**Sami Moubayed** is a Syrian historian and author of "Under the Black Flag" (IB Tauris, 2015).



# Le pouvoir turc resserre l'étau sur la société civile

Une nouvelle vague d'arrestations signale la volonté de dissuader toute forme de mobilisation contre les autorités.



Des manifestants commémorent, le 31 mai dernier, à Istanbul, le cinquième anniversaire de la révolte populaire du parc de Gezi réprimée par le pouvoir. OZAN KOSE/AFP

**DELPHINE MINOUI** @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**EURASIE** « Tu attends quelqu'un ? » Les yeux embués de sommeil, Yigit Aksakoglu a bien entendu la sonnette d'entrée. Il est 6 heures du matin ce vendredi à Istanbul, et son épouse, Unzile, n'attend évidemment personne. Yigit, qui travaille pour la fondation néerlandaise Bernard Van Leer, bondit du lit, se dirige vers la porte, tourne la poignée. Neuf policiers – dont seulement deux en uniforme – l'attendent sur le palier pour l'arrêter. « Je n'ai rien compris. J'ai juste enchaîné les questions. Où l'emmenent-ils ? Comment pourrais-je le voir ? Quand ? Au fait, quel motif justifie son arrestation ? » raconte Unzile, en revivant la scène.

Elle est assise, mains crispées d'angoisse, au fond du cabinet d'Asli Kazan, l'avocate de son époux. Ce même vendredi 16 novembre, douze autres personnes, universitaires, journalistes et figures de la société civile, ont elles aussi été arrêtées dans les mêmes conditions – dont l'une dans un hôtel de Kas, sur les bords de la Méditerranée, où elle séjournait. Accusées de tentative de renversement du pouvoir et de collaboration avec le philanthrope Osman Kavala, sous les verrous depuis un an, elles ont finalement été libérées dimanche... à l'exception de Yigit Aksakoglu, transféré à la prison de Silivri.

« Pourquoi lui ? » s'interroge Unzile. Depuis cinq jours, ses questions se heurtent à un mur d'incompréhension. À 42 ans, Yigit Aksakoglu a travaillé comme consultant pour diverses institutions, dont l'université Bilgi. Depuis plusieurs années, ce militant des droits de l'homme planche sur les droits et l'éveil des enfants de 0 à 3 ans. Rien de politiquement incorrect. « Il travaille d'ailleurs étroitement avec de nombreuses municipalités, dont certaines sont dirigées par l'AKP, le parti du pouvoir », précise-t-elle. Yigit est également bien connu de la petite communauté française qui le croise habituellement chaque matin lorsqu'il dépose sa

filles aînée, Deniz, à l'école Pierre-Loti d'Istanbul.

Pour la justice, son « crime » remonte aux manifestations de Gezi de 2013. À l'époque, des milliers de personnes sortirent dans la rue pour protester contre la destruction du parc du même nom, mitoyen de la place Taksim, et dénoncer la dérive autoritaire du pays. Comme nombre de Stambouliotes, Yigit en fit naturellement partie. « Dans son acte d'accusation, il lui est reproché d'avoir pris part, en tant que médiateur et modérateur, à différentes réunions prônant la mobilisation non-violente à la suite des manifestations de Gezi, sur la base de conversations téléphoniques enregistrées pendant six mois, de juin à décembre 2013. Mais, comble de l'absurde, l'acte précise que le contenu de ces meetings n'a pu être identifié. En fait, les fondements de l'accusation sont très flous », s'insurge Asli Kazan, l'avocate. Encore plus absurde : Yigit n'a jamais travaillé avec Osman Kavala. « Ils ne se connaissent même pas ! » insiste son épouse.

Selon le chercheur turc Ahmet Insel, il n'y a pas photo : Yigit est le nouveau « figurant » d'une fiction montée de toutes pièces pour alimenter la peur et faire porter la responsabilité de la contestation anti-Erdogan à quelques personnes. « Depuis l'arrestation d'Osman Kavala il y a un an (notamment pour liens présumés avec le putsch raté de 2016), la justice n'est pas parvenue à rassembler suffisamment de preuves. Comme le temps presse avant la réponse que la Turquie doit rendre, en janvier, à la Cour européenne des droits de l'homme, qui a été saisie dans cette affaire, le procureur tente d'étoffer le dossier pour prononcer son réquisitoire », dit-il.

La déclaration de la Direction sécuritaire relative aux arrestations de vendredi en donne un triste avant-goût : elle stipule que Kavala a « financé et organisé », à travers sa fondation Culture Anatolie, les événements de Gezi et créé « du chaos et du désordre ». Puis, elle accuse les 14 personnes arrêtées vendredi d'avoir collaboré avec le mécène en organisant, entre autres, des actions de

« Il y a une volonté de créer un amalgame entre George Soros, Osman Kavala et Fethullah Gülen pour appuyer la thèse selon laquelle des "ennemis extérieurs" financent une tentative de renversement du pouvoir »

AHMET INSEL, CHERCHEUR TURC

désobéissance civile. « Depuis quelques mois, il y a une volonté évidente de créer un amalgame entre George Soros [l'architecte des révolutions de velours], Osman Kavala et Fethullah Gülen [l'instigateur présumé du coup d'État] pour appuyer la thèse selon laquelle des "ennemis extérieurs" financent une tentative de renversement du pouvoir », observe Ahmet Insel. Cette nouvelle vague d'arrestations s'inscrit également dans la continuité des purges de l'après-putsch avorté. A ce jour, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées et limogées à travers le pays. La moindre mobilisation est désormais réprimée : sit-in d'enseignants licenciés, rassemblement hebdomadaire des mères de disparus, grève d'ouvriers dénonçant les conditions de travail sur le chantier du nouvel aéroport d'Istanbul...

L'approche des élections municipales, en mars prochain, y est sans doute aussi pour quelque chose. « Le pouvoir cherche à museler les voix critiques et dissuader toute forme de contestation. J'y vois aussi un message d'intimidation à l'attention du milieu associatif et artistique et de toute personne ayant un lien avec l'étranger », murmure, inquiète, une amie de Yigit qui préfère taire son nom. La confusion gagne aussi la presse pro-gouvernementale. « Je ne comprends pas pourquoi ces gens ont été arrêtés lors de raids matinaux, alors qu'ils auraient pu être convoqués normalement pour témoi-



gner», écrit le journaliste Ardan Zen-turk dans les colonnes du journal Star. « Cette nouvelle affaire laisse entrevoir deux clans distincts au sein du pouvoir : celui qui prône la normalisation, et celui qui veut renforcer la pression sur les ONG, notamment celles qui sont en lien

avec l'étranger », analyse Ahmet Inşel. Certains observateurs voient même dans cette affaire une volonté interne de discréditer Erdogan, plus qu'une décision venant du président.

Victime d'enjeux politiques qui le dépassent, Yigit Aksakoglu est aujourd'hui

privé de son droit le plus élémentaire : celui d'embrasser son aînée qui fête ce mercredi ses 7 ans. « Quand mes filles, Deniz et Leyla, me demandent : "Où est papa ?", je n'ose pas leur dire la vérité. Elle est tellement surréaliste ! » confie Unzile. ■

L'Orient  
LE JOUR

20 NOVEMBRE 2018

## Les luttes fratricides gagnent le camp pro-Ankara

Caroline HAYEK - 20/11/2018  
<https://www.lorientlejour.com>

Les luttes fratricides n'ont pas fini d'affaiblir l'opposition armée syrienne. Des affrontements inédits ont éclaté le week-end dernier entre des groupes rebelles porteurs à Afrine, faisant 25 morts et des dizaines de blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). L'état-major de l'Armée nationale syrienne (composée de plusieurs dizaines de groupes rebelles soutenus par la Turquie), qui est à l'origine de la bataille contre des groupuscules insubordonnés, a déclaré hier dans un communiqué que cette campagne militaire survenue samedi et dimanche avait pour but « d'éradiquer les groupes hors la loi ». « Ces groupes corrompus ne respectent aucune autorité opérant dans la région, qu'elle soit militaire, judiciaire ou civile », affirme le porte-parole militaire de l'Armée nationale, contacté par L'Orient-Le Jour. La campagne est dirigée en premier lieu contre le groupe, « Tajamoh Chouhada al-Charqiya » (les Martyrs de l'Est), une faction « réfractaire » qui compte près de 200 combattants majoritairement originaires de la province de Deir ez-Zor. « Ce n'est pas le groupe dans sa totalité qui a été visé mais certains de ses éléments », a précisé le porte-parole, qui a confirmé que la campagne se poursuit contre d'autres groupuscules refusant de se plier aux ordres, mais cette fois-ci en dehors de la ville. Face aux violences, les forces turques présentes à Afrine avaient demandé aux habitants durant le week-end de rester chez eux, avait précisé l'OSDH, ajoutant que « des chars



Des forces pro-Ankara lors des combats pour la prise de Jinderes des mains des Kurdes, dans la région de Afrine. Archives AFP

turcs patrouillaient dans les rues ». « La situation est revenue à la normale lundi (hier), les magasins et les souks ont rouvert, de même que les écoles et les hôpitaux », a assuré le porte-parole. Selon certains médias de l'opposition, les deux belligérants ont trouvé un accord de cessez-le feu et des combattants des « Martyrs de l'Est » et leurs familles auraient été évacués dans des villages proches de la frontière turque.

### LUTTE DE POUVOIR

Le groupe en question avait participé à l'offensive qui a abouti à la prise de Afrine. Située dans la province d'Alep, la région est tombée en mars dernier dans l'escarcelle de l'armée turque et de ses supplétifs syriens, qui en ont chassé les forces kurdes, au terme d'une offensive baptisée « Rameau d'olivier ». Depuis, des rapports avaient mis en garde contre une gestion désastreuse de la province et fait mentions d'exactions contre les civils. De nombreuses plaintes avaient également émané de la

population et des militaires auprès des autorités locales. « Nous ne voulons pas refaire les mêmes erreurs qu'en 2012 ou en 2013, et libérer une région sans y établir une gestion forte et s'assurer de la sécurité des populations civiles », assène le militaire rebelle. « Ces groupes hors la loi se livrent à des razzias et procèdent à des enlèvements avec rançons », ajoute-t-il. Certains voient dans cette lutte d'influence des considérations plus souterraines. Des activistes ont en effet évoqué sur les réseaux sociaux le fait que les « Martyrs de l'Est » faisaient l'objet d'une campagne punitive pour plusieurs raisons : premièrement pour avoir violé l'accord turco-russe et attaqué les positions des forces du régime dans la ville de Ta'ad, au sud d'al-Bab. Deuxièmement, pour avoir attaqué des combattants pro-Ankara, tels que ceux de la division Hamza, dont certains éléments auraient volé les biens d'habitants kurdes qui ont dû fuir la ville lors de l'offensive en mars. Des rumeurs balayées par le porte-parole de

l'Armée nationale. « On veut laisser entendre que nous sommes des agents du régime, or notre position est claire et nos ennemis sont connus de tous : le régime, l'État islamique, les groupuscules terroristes liés au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan – considéré comme terroriste par la Turquie) et au PYD (Parti de l'Union démocratique) », martèle-t-il. En août, Amnesty International avait pointé du doigt les forces turques qui « donnent aux groupes armés syriens toute latitude de commettre de graves violations des droits humains contre les civils à Afrine », alors qu'elles se doivent « d'assurer la sécurité de la population civile et de maintenir la loi et l'ordre public ». À l'approche d'un nouveau round de pourparlers de paix à Astana la semaine prochaine entre Moscou, Téhéran (alliés de Damas) et Ankara (parrain des rebelles), la Turquie a tout intérêt à « faire le ménage » dans la région sous son contrôle en réprimant par la force toute dissidence émanant de ses rangs. Le but est de présenter les groupes sous son contrôle sous leur meilleur jour, débarassés des branches les plus extrémistes comme des mafieuses. Ankara ne serait pas directement associée à la campagne de l'Armée nationale qui affirme qu'aucun « militaire turc n'est présent dans les rangs du convoi ». Les « Martyrs de l'Est » ont quant à eux publié une série de vidéos sur Telegram montrant la destruction à l'artillerie lourde de leurs quartiers généraux à Afrine, ainsi que les corps de certains de leurs combattants tués lors de l'offensive. Ils ont en outre fait état de raids aériens de la part de l'aviation turque. ●

# Ankara défie la Cour européenne des droits de l'homme

## La CEDH a ordonné la libération du politicien kurde Selahattin Demirtas

ISTANBUL - correspondante

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'a dit mardi 20 novembre: la Turquie ne se pliera pas à la décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à Strasbourg, qui presse Ankara de libérer, « dans les plus brefs délais », le politicien kurde, Selahattin Demirtas. « Les décisions de la CEDH ne nous contraignent aucunement. Nous allons contre-attaquer et mettre un point final à cette affaire », a fanfaronné le numéro un turc.

Détenu depuis le 4 novembre 2016 à l'isolement dans la prison de haute sécurité d'Edirne en Thrace orientale (à 1500 kilomètres de chez lui), Selahattin Demirtas, 45 ans, est le fondateur du Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde), aujourd'hui la troisième force au Parlement avec 67 députés élus.

Titulaire d'un mandat de député lors de son arrestation, il a été condamné en septembre à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande terroriste ». Toute l'accusation repose sur un discours électoral prononcé en 2013, au moment où l'Etat turc menait des pourparlers de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste), une organisation décrite comme « terroriste » par Ankara, qui accuse le HDP d'être sa vitrine politique. Egalement poursuivi dans de nombreux autres dossiers, cet avocat de formation risque, dans le cadre de son principal procès, jusqu'à 142 ans de prison.

Populaire, respecté dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes dans le sud-est de la Turquie, M. Demirtas s'est présenté à la présidentielle du 24 juin, où il a recueilli 8,4 % des voix après avoir fait campagne depuis sa cellule, les autorités turques refusant de le libérer. Prisonnier d'opinion, selon les principales organisations de défense des droits de l'homme qui le défendent, il a finalement déposé un recours devant la CEDH.

La décision de la CEDH est tom-

bée mardi. Dans leur attendu, les juges admettent que le leader kurde a pu être arrêté pour « des raisons plausibles » mais estiment « insuffisantes » les raisons invoquées pour justifier la durée de sa détention. Maintenir M. Demirtas en détention provisoire aussi longtemps « constitue une atteinte injustifiée à la libre expression de l'opinion du peuple et au droit du requérant d'être élu et d'exercer son mandat parlementaire ».

« Les prolongations de la privation de liberté de l'intéressé, notamment pendant deux campagnes électorales critiques, à savoir le référendum [sur la réforme constitutionnelle, en avril 2017] et l'élection présidentielle, poursuivaient un but inavoué prédominant, celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, qui se trouve au cœur même de la notion de société démocratique », souligne la Cour. La Turquie a, en outre, été condamnée à verser au plaignant la somme de 25 000 euros.

### « Situation grave »

Cet arrêt n'a pas eu l'air de plaire au président Erdogan, qui menace désormais de ne pas le respecter. Le peut-il ? Pas vraiment, puisque la Turquie, membre fondateur du Conseil de l'Europe, est signataire de la Convention européenne des droits de l'homme. A ce titre, les arrêts de la Cour ont bien un caractère contraignant pour elle.

« Selon l'article 46 de la Convention, tous les Etats membres sont tenus de suivre les arrêts de la Cour », a ainsi rappelé sur Twitter Daniel Hölting, le porte-parole du Conseil de l'Europe. Pays le plus condamné par la CEDH derrière la Russie, la Turquie a par ailleurs toujours respecté par le passé les décisions des juges européens. Rompre avec cette pratique équivaldrait à remettre en question son statut d'Etat membre.

A travers une note remise mardi à ses avocats, Selahattin Demirtas a salué la décision des juges de Strasbourg, tout en regrettant l'obstruction de M. Erdogan qu'il a qualifiée de « situation grave » pour la société et pour l'avenir de



Manifestation de soutien au leader kurde emprisonné, Selahattin Demirtas, à Edirne, le 25 mai. OZAN KOSE/AFP

**« Les décisions de la CEDH ne nous contraignent aucunement. Nous allons contre-attaquer »**

RECEP TAYYIP ERDOGAN  
président turc

la démocratie. Depuis la tentative de coup d'Etat du 15 au 16 juillet 2016, des purges d'une ampleur sans précédent ont laminé la société civile en Turquie. Cinq jours après le putsch raté, le gouvernement a imposé l'état d'urgence, avertissant alors le Conseil de l'Europe qu'il suspendait la Convention, comme le veut l'usage. Mais l'état d'urgence ayant été aboli le 19 juillet, la Turquie est tenue de respecter sa signature au bas de la Convention.

Une autre détention provisoire abusive, celle de l'homme d'affaires et mécène turc Osman Kavala, sera bientôt examinée par la Cour européenne des droits de l'homme. Depuis plus d'un an, M. Kavala, 61 ans, est détenu à la prison de haute sécurité de Silivri,

à la périphérie d'Istanbul, sans jamais avoir été mis en examen.

Mardi, Dunja Mijatovic, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a déclaré qu'elle allait soutenir M. Kavala lors de l'examen de son cas par la CEDH. Elle a de plus déploré les arrestations récentes en Turquie d'intellectuels liés à Culture Anatolie, la fondation du mécène.

La semaine dernière, treize personnes ont été interpellées à leur domicile, à l'aube, par la police turque. Toutes sont soupçonnées d'avoir tenté de déclencher une révolution, en 2013, sous la houlette de M. Kavala, « le financier », comme l'a qualifié M. Erdogan.

Face au tollé suscité par ces arrestations, douze de ces personnes ont depuis été relâchées sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le pays. Seul Yigit Aksakoglu, le directeur adjoint de Culture Anatolie, a été maintenu en détention. « Ces personnes sont les partenaires respectés de mon bureau et du Conseil de l'Europe », a rappelé la commissaire, Dunja Mijatovic, dans son communiqué. ■

MARIE JÉGO



# Le Kurde Barzani à Bagdad, une première depuis plus de deux ans

AFP 22/11/2018

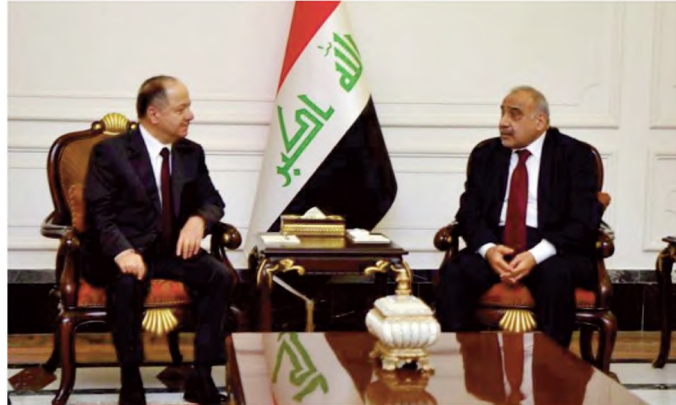
<https://www.lorientlejour.com>

Le leader kurde Massoud Barzani a rencontré jeudi le Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi lors d'une première visite à Bagdad depuis plus de deux ans, nouveau signe de rapprochement entre pouvoir central et Kurdistan, après le fiasco du référendum d'indépendance.

M. Barzani avait été le grand architecte de cette consultation sur la sécession de la région autonome, massivement remportée par le "oui" mais qui a déclenché une vague de sanctions économiques du pouvoir central à Bagdad. Si ce leader kurde n'occupe plus de fonction officielle, son Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a remporté haut la main les législatives locales tenues en octobre.

M. Barzani s'est présenté jeudi à Bagdad vêtu d'un costume gris, abandonnant pour une rare fois son habit traditionnel kurde.

La veille, lors d'une conférence de presse, M. Abdel Mahdi avait



Le Premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi (à droite sur la photo), recevant le leader kurde Massoud Barzani, à Bagdad, le 22 novembre 2018. Iraqi Prime Minister Media Office/Handout via REUTERS

plaidé pour "des relations sérieuses et fluides entre Bagdad et Erbil", la capitale du Kurdistan irakien. M. Abdel Mahdi, un indépendant réputé pour entretenir de bonnes relations avec l'ensemble des dirigeants irakiens, dont les Kurdes, a affirmé avoir déjà constaté "une

grande amélioration à tous les niveaux".

La tension de l'automne 2017, quand les Kurdes votaient pour la sécession et que Bagdad envoyait ses blindés reprendre les zones disputées et leur pétrole, est effectivement bien retombée depuis.

L'Irak s'est choisi comme président le très consensuel Barham Saleh. M. Abdel Mahdi a ensuite nommé au très convoité poste de ministre des Finances Fouad Hussein, un proche de longue date de M. Barzani.

Et alors que la communauté internationale, Etats-Unis en tête, faisait pression sur Bagdad et Erbil pour s'entendre, les deux parties ont convenu, il y a quelques jours, de reprendre l'exportation du pétrole de la province disputée de Kirkouk. Ne reste plus que l'épineuse question de la répartition des juteux revenus pétroliers entre Bagdad et le Kurdistan.

Un responsable kurde à Bagdad a par ailleurs assuré à l'AFP que MM. Abdel Mahdi et Barzani étaient parvenus à un "accord préliminaire sur le budget". En mars, le Parlement irakien avait décidé de revoir à la baisse la part du budget fédéral attribuée au Kurdistan, passée de 17% à 12,6%.

Lors de cette visite, la première depuis septembre 2016 selon son bureau, M. Barzani doit également rencontrer d'autres dirigeants politiques, dont le leader chiite Moqtada Sadr, vainqueur des élections législatives de mai. ●

LE FIGARO

samedi 24 - dimanche 25 novembre 2018

# Nedim Gürsel: « La Turquie est menacée de péril totalitaire »

Pour l'écrivain turc, Ankara profite du coup d'État de 2015 pour liquider toutes les formes d'opposition.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ISABELLE LASSERE @lasserre

NEDIM GÜRSEL est écrivain turc et directeur de recherche au CNRS. Il publie *Turquie libre, j'écris ton nom*, un recueil de ses chroniques, aux éditions Bleu autour. Il était l'invité du « Talk Stratégique » vendredi (à voir en intégralité sur [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr)).

LE FIGARO. - Le président turc Recep Tayyip Erdogan est-il le principal gagnant de l'affaire Khashoggi ?  
NEDIM GÜRSEL. - Après celle des réfugiés syriens qui lui permet de négocier avec l'Union européenne, Erdogan a désormais une autre carte en main, qui l'autorise à régler cette fois ses comptes avec l'Arabie saoudite. Allié du Qatar dans le conflit qui oppose les pays du Golfe, il peut affaiblir l'Arabie en utilisant l'horrible meurtre du journaliste commis à Istanbul. On qualifie toujours Mohammed Ben Salman de « prince », mais, que je sache, ce mot a une connotation positive dans la langue française. On parle même



NEDIM GÜRSEL hier, dans le studio du Figaro. \* FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

dans les contes de fées de prince charmant. Je propose donc qu'on arrête de lui attribuer ce titre, car pour moi, il n'est que le chef tribal d'un pays théocratique.

Jusqu'où peut aller la radicalisation d'Erdogan ?

Je constate avec une grande amertume que la Turquie s'éloigne de plus en plus des valeurs démocratiques. On a beaucoup parlé de dérive autoritaire, mais il conviendrait mieux désormais d'évoquer un péril totalitaire. Des leaders politiques, des journalistes, des écrivains, des universitaires sont en prison. Le pouvoir profite du choc qu'a représenté le coup d'État de juillet 2015 pour liquider toutes les formes d'opposition. Depuis les élections du 14 juin, la Turquie est devenue un régime hyperprésidentiel, qui se moque des mises en garde des Européens et défie tous les jours les dirigeants de l'Union.

S'accompagne-t-elle d'une islamisation du pouvoir et de la société ?

Oui, la Turquie devient chaque jour plus conservatrice. Les dirigeants se réfèrent de plus en plus au Coran et à l'islam. La laïcité, qui est un acquis très important de la République kémaliste et sans laquelle on ne peut pas parler de la démocratie, est bafouée de jour en jour. Mais la population ne s'intéresse pas beaucoup au sort des journalistes emprisonnés ni à la liberté d'expression. Seul le contexte économique lui importe.

Quels sont les buts d'Erdogan en Syrie ? S'opposer aux Kurdes de Syrie bien sûr, au prétexte qu'ils menacent la sécurité du pays. Mais la politique syrienne de la Turquie a connu des hauts et des bas. Elle reste très contradictoire. Ankara a longtemps hésité avant de rallier le combat des alliés contre Daech. Erdogan et Bachar el-Assad sont ennemis. Il fut pourtant un temps où ils s'entendaient très bien et se promenaient même ensemble en bateau sur le Bosphore. Peut-être qu'à juste titre, la Turquie veut défendre la frontière avec la Syrie. Mais sa politique est trop expansionniste. ■



# Barzani Makes Ice-Breaking Visit to Baghdad

Baghdad - Hamza Mustafa  
23 November, 2018 -  
<https://aawsat.com/>

After more than two and a half years of shaky relations with Baghdad, Kurdish leader Masoud Barzani arrived in the Iraqi capital on Thursday.

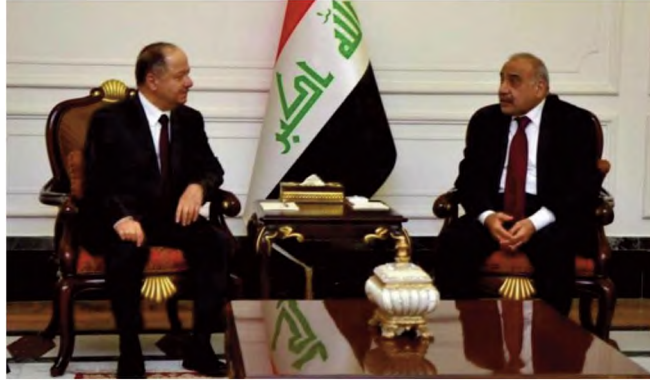
There are high hopes that this visit would bolster ties between Erbil and Baghdad.

Upon his arrival, Barzani met with Iraq's Prime Minister Adel Abdul Mahdi and discussed controversial issues in the aftermath of the Kurdish referendum crisis of September 2017.

During a joint press conference, Abdul Mahdi said that Barzani is a key "engineer in the process of building relations, not just in Iraq, but in the region and world."

"Our relationship is an old one," Barzani said, adding "we express our full support for Abdul Mahdi. We will continue to work to improve ties."

MP Hassan Touran told Asharq Al-Awsat newspaper that any political deal at the



Iraq's Prime Minister Adel Abdul Mahdi meets with Kurdish leader Masoud Barzani in Baghdad on Thursday.

expense of Kirkuk factions is doomed to fail. Political parties tried to make such deals in the past but failed to succeed because the solution has to come from Kirkuk.

Barzani's visit to Baghdad is a good start to resolve controversial issues, former MP Majid Shingali told Asharq Al-Awsat. Kurds always affirm three standards in dealing with

Baghdad - balance, accord, and partnership in decision-making.

Barzani was the president of the Iraqi Kurdistan Region before stepping down, and now he is the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) that won in last September's legislative elections. However, Baghdad considered the operation illegal after the majority of Kurdistan regions voted in favor of independence last year.

Subsequently, Iraqi armored fighting vehicles headed north to restore disputed regions and imposed economic sanctions. Yet, since naming

Abdul Mahdi a prime minister in October, the tension de-escalated between the two parties.

The PM stressed that it is highly important to have good ties between Baghdad and Erbil. ■

# PUK leadership differences indicate no congress until next spring

By Nawzad Mahmood  
26/11/2018 //www.rudaw.net

**SULAIMANI, Kurdistan Region**— The Iraqi federal government and Kurdistan Regional Government (KRG) should be formed before the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) can hold its much-delayed congress, according to letters some party officials have sent the politburo.

"We should be completely prepared. We can't hold a congress that causes more divisions in the party," Mustafa Chawrash, a PUK leadership member said.

The death of party leader Jalal Talabani in 2017, Iraqi and Kurdistan Region parliament elections, and long-time members leaving and rejoining the party have contributed to the delay.

"Everyone including our members knows the congress has been delayed because of internal problems. The congress should elect



The widow of PUK co-founder Jalal Talabani, Hero Ibrahim (left), acting PUK leader Kosrat Rasul (center), and Iraqi President Barham Salih sit at an event. File photo: Rudaw.

the party's new leadership. Some young people and new cadres have prepared themselves to assume power in this congress. That is why this congress is very important."

There has been speculation

that Hero Ibrahim, the widow of Jalal Talabani, could be the successor.

"I have spoken to Mrs Hero. She will not run again. I don't intend to run again either. I want to create

an opportunity for someone else," said Chawrash.

After Barham Salih formed the Coalition for Democracy and Justice but due to her eldest son Bafel Talabani being seen by PUK leadership as the man who can lead the party.

"Recently, Bafel Talabani showed his strength. He succeeded in reconciling with Kosrat Rasul and bringing Barham Salih back to the party – two complex issues. That is why Hero is certain Bafel is now ready to take the throne," a PUK official said.

The PUK has held only three congresses since its foundation in June 1975. The party suffered many internal setbacks in

— recent years, notably the breaking away of Nawshirwan Mustafa who formed the Change Movement (Gorran) in 2009.

"A request has been made for the congress to be held, and this question should be settled in the next leadership meeting," said Narmin Othman, a PUK leader who supports holding the congress.

She explained that history demonstrates last-minute deals are possible.

"They might change their mind. In the past, there were party members who said they will not run," said Othman.

On January 1, 2018, the PUK leadership said it would hold its fourth congress on March 5, 2018. But party members didn't reach a

consensus on the date. Ibrahim then wrote a letter to Rasul on February 23, 2018, calling on him to arrange for a party leadership meeting to fix a date for the congress.

"I hope you execute your responsibilities as entrusted to do so, so your name does not enter the history books as the dissolver of the PUK," she had written.

On October 10, 2013, the PUK held a plenum in their Qalachwan retreat. It lasted less than an hour. The mandate of the party leadership was extended and January 31, 2014, was set as the date for the fourth congress.

"There are still different viewpoints on selecting congressional members as well as the way to run the PUK. The PUK is no longer in

danger of dissolution. Much preparation has been made, but differences of opinion in this regard remain," said a PUK leadership member who didn't want to be named.

Some officials want the positions of secretary general and deputy secretary general to be removed.

"They think the next PUK leader should run the party in cooperation with the party's management body. That is, they think the new party leader should not have all the powers [Jalal] Talabani had. They think a parliament-like council should be formed to run the party..." the PUK official said. "Other party officials think the congress should elect the new party leadership and the new leadership should elect a secretary

general and a deputy."

The source doesn't see the congress taking place until March or June of 2019.

The latest political infighting started when the head of PUK politburo's executive body, Mala Bakhtiar, became upset by the nomination of Barham Salih for the Iraqi presidency. Chawrash said he visited him twice at home recently and asked him to return to his post.

"He is a dedicated party leader. Kosrat has contacted him several times too. But he hasn't made up his mind to return yet," Chawrash said. ■

## MilitaryTimes NOVEMBER 21, 2018

# The US military is putting new observation posts in northern Syria

By: Kyle Rempfer November 21, 2018

<https://www.militarytimes.com>

The U.S. military will begin putting observation posts in northern Syria to help Turkey secure its border from the threats wandering through the war-torn country.

The move could prevent skirmishes in areas near Turkey's border from distracting U.S.-backed fighters from their mission to defeat the Islamic State. The buildup, though, could draw the ire of U.S. lawmakers, some of whom view the mission in Syria as drifting away from the original goal of defeating ISIS.

"This is a change, now," Defense Secretary Jim Mattis told reporters Wednesday at the Pentagon. "We are putting observation posts in several locations up along the northern Syrian border because we want to be the people who call the Turks and warn them if we see something coming out of an area that we're operating in."

Mattis said this move was made in close consultation with Turkey, a NATO ally that has made several offensive operations into Syria over the past few years to deal with militant groups it says pose a threat.

"We are going to track any threat we can spot going up into Turkey," Mattis said. "That means we'll be talking to Turkish military across the border."

The new observation posts won't require additional troops, though, he added.

The observation posts will be "very clearly marked" for both day and night operations so Turkish forces know their locations, according to Mattis. The U.S. military also this month

began joint patrols with uniformed Turkish troops, part of a road map for easing tensions in the region between the two NATO allies.

"What this is designed to do is make sure that the people we have fighting down in the [Middle Euphrates River Valley] are not drawn off that fight and that we can crush what's left of the geographic [ISIS] caliphate," Mattis said.

ISIS is largely relegated to a pocket of land near the Syria-Iraq border. Fighting there has been exceptionally difficult, as it is one of the last places the terror group still holds territory, and they are determined not to lose it.

The U.S. has also had difficulties keeping one of its most lethal contingents of the Syrian Democratic Forces — the Kurdish YPG — from abandoning the fight against ISIS in order to head north where they clash with Turkish military and proxy forces.

Turkey and the Kurds have a long history of conflicts. Turkey considers YPG fighters an offshoot of the Kurdish PKK, a U.S. State Department-recognized terror group.

U.S. officials, meanwhile, have consistently praised the YPG for their role in winning back swaths of territory from ISIS, buoyed by U.S. air power.

"We do not say the YPG is the same as PKK," Mattis said. "And the Syrian Democratic Forces, who have lost thousands of troops killed and wounded fighting ISIS, got distracted by the instability up around Afrin and Manbij [in northern Syria], so they were not staying fully focused."

The observation posts could play an important role in reigning in the clashes that erupt periodically between Turkish and Kurdish forces.



U.S. and Turkish soldiers conduct the first-ever combined joint patrol on Nov. 1, 2018, outside Manbij, Syria. (Spc. Arnada Jones/Army)

However, the Pentagon's Syria mission has also faced scrutiny in recent months from members of Congress, who view a prolonged buildup in the country as ill-advised.

A bipartisan group of legislators on the House Armed Services Committee questioned Pentagon officials about the war in Syria in late September.

Massachusetts Rep. Seth Moulton, a former Marine Corps infantry officer, raised concerns about using U.S. troops to take back towns and keep them separate from a united Syrian state in the long term, which he characterized as looking akin to "Medieval kingdoms."

The U.S. presence in Syria is situated close to Jordan near Al-Tanf, in Syria's north at Manbij, along the country's border with Iraq near Al Qaim and Abu Kamal, and in other portions of Syria's northeast, where the U.S. military partners with the Syrian Democratic Forces. ♦



# Turkish leader gains stature, despite setback

ISTANBUL

Khashoggi case gives him respectability, and also keeps pressure on Saudis

BY CARLOTTA GALL

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey didn't get everything he wanted.

For weeks, the Turkish leader has been trying to undermine his regional rival, Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia, with a skillful drip of intelligence leaks linking the prince to a gruesome crime: the killing of the dissident journalist Jamal Khashoggi.

President Trump's statement on Tuesday made clear that the United States would stick with its Saudi ally, leaving Mr. Erdogan's biggest ambition — sidelining his rival and realigning American policy in the Middle East — unfulfilled.

"This is not credible," Numan Kurtulmus, the deputy chairman of Mr. Erdogan's political party, told reporters on Tuesday, dismissing Mr. Trump's explanation — that no one really knew who was responsible for ordering Mr. Khashoggi's death — as "comic."

But that does not necessarily mean Mr. Erdogan lost the geopolitical battle over the consequences of the killing.

If anything, the Turkish president may now be in a better position than he was when Mr. Khashoggi disappeared inside the Saudi consulate in Istanbul seven weeks ago.

Mr. Erdogan, who has been widely criticized for locking up more than 100,000 people since an attempted coup two years ago, has gained badly needed international stature from the case. He has successfully claimed the moral high ground vacated by the American president.

And he has kept up the pressure on Saudi Arabia.

"He is standing with the overwhelming majority of people in the Arab world," said Asli Aydintasbas, a senior fellow with the European Council on Foreign Relations. "People are outraged, and they do think that Erdogan is on the right side."

"Across the Arab world, there is real appreciation for what Erdogan stands for," she added. "That's what he cares



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey pointedly did not mention the Khashoggi case in remarks Wednesday in Ankara.

about and that's what is important to him."

Beyond that, the Khashoggi case has allowed Mr. Erdogan to soften his authoritarian image in the West and potentially build some momentum toward repairing deeply strained relations with the United States.

By steadily spooling out grisly details of the killing, Mr. Erdogan has found common cause with American lawmakers outraged by Saudi Arabia's brazen tactics. Before that, some American politicians were more focused on castigating Turkey, a fellow NATO member, for backsliding on democracy and purchasing an antimissile defense system from the Russians.

**"The main benefit has been with Erdogan earning political capital in Washington, which will be useful."**

"The main benefit has been with Erdogan earning political capital in Washington, which will be useful," said Sinan Ulgen, a former diplomat for Turkey and the chairman of the Center for Economics and Foreign Policy Studies in Istanbul.

Even if he failed to cause a shift in policy within the Trump administration, Mr. Erdogan is unlikely to let the Khashoggi case go. Turkey has called

for a United Nations inquiry into the killing and continues to demand answers, if only to clip the wings of the Saudi prince, whom Mr. Erdogan sees as a threat.

At the height of the affair, Turkish officials were calling on Washington to shift its alliances in the Middle East, hoping to nudge the United States away from the powerful monarchies of Saudi Arabia and the United Arab Emirates, as well as from the secular military leadership of Egypt.

Turkey has squared off with Saudi Arabia on a number of fronts, including the kingdom's dispute with Qatar. Mr. Erdogan's government also opposes American sanctions on Iran, putting it directly at odds with the Saudi crown prince, often known by his initials, MBS.

"It was a far-fetched idea that Trump would drop MBS," said Mr. Ulgen. "There will be some disappointment in Ankara, but also realism," he added, referring to the Turkish capital.

Ms. Aydintasbas said Turkey expected Mr. Trump's position from the start.

"Erdogan is a smart politician and has been around a long time," she said. "He can see where Trump is coming from," she added. "They seem to agree to disagree."

Despite the continuing anti-American sentiment often used by the Turkish government, there are signs that both

sides want to repair relations.

The release last month of an American evangelist pastor, Andrew Brunson, eased Mr. Erdogan's relations with the White House and with Congress, allowing them to move forward on other disputes that have brought relations to an all-time low over the past year.

Already, Washington has signaled it is doing more to investigate a Pennsylvania-based preacher, Fethullah Gulen, whom Turkey accuses of instigating the attempted coup in 2016.

The two nations have also begun joint patrols in Manbij, in northern Syria, where Turkey and the United States have been at loggerheads. Washington supports Kurdish forces in the region, but Turkey considers them a grave security threat.

On Tuesday, Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, indicated some acceptance of Mr. Trump's decision to side with Saudi Arabia, without backing away from the Turkish position that whoever ordered the killing should be revealed.

Many countries did not want to fall out with Saudi Arabia over the murder, he said. "We do not want that either, yet

the murder should be brought to light," he said, according to the semiofficial Anadolu news agency.

Mr. Cavusoglu was in Washington on Wednesday for scheduled meetings to address several of the outstanding disputes between the two countries.

Those include an impending fine on the Turkish state bank, Halkbank, for violating American sanctions on Iran, as well as Turkey's detention of American citizens and three Turkish consular employees on charges of terrorism, which American officials have said are baseless.

Then, there is the important front in Syria.

Mr. Erdogan rails constantly against the United States' support for Syrian Kurdish fighters.

He considers the group an extension of the Kurdistan Workers' Party, which Turkey, the United States and Europe have all designated a terrorist organization.

While those issues remain between the countries, Mr. Erdogan is unlikely to waste the political capital he has gained through the Khashoggi case, political observers in Turkey said.

He still can threaten to release the audio recordings of the killing, which Turkish officials have said indicate high-level Saudi involvement. But analysts say that is a "nuclear option" he is unlikely to use, since it would essentially end his leverage.

On Wednesday, in a speech at the presidential palace in Ankara, Mr. Erdogan pointedly did not mention the Khashoggi case or Mr. Trump's statement of support for the Saudi crown prince.

Instead, the Turkish president was already in full campaign mode for local elections in March, showing that national political concerns still come first as he listed his latest enemies of the state.

He slammed the European Court of Human Rights for a decision calling for the release of a Kurdish political leader, Selahattin Demirtas.

He denounced an imprisoned philanthropist, Osman Kavala, who has been swept up in his post-coup crackdown, and he thundered against wholesalers, whom he accused of raising the price of onions and potatoes.



26 novembre 2018

## Plus de 200 morts en trois jours en Syrie, après un assaut de l'Etat islamique

### Les affrontements ont fait près de 90 morts parmi les Forces démocratiques syriennes.

Par LIBERATION, avec AFP  
26 novembre 2018

Plus de 200 personnes, en majorité des combattants, ont péri en trois jours en Syrie dans une bataille déclenchée par un assaut du groupe Etat islamique (EI) qui a infligé ses plus lourdes pertes aux Forces démocratiques syriennes (FDS), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette bataille féroce, qui a duré de vendredi à dimanche dans un secteur de la province de Deir Ezzor, dans l'est du pays en guerre, démontre encore une fois la capacité de l'EI à frapper malgré les revers subis. L'organisation jihadiste, qui défend son dernier carré dans cette province proche de l'Irak, a mobilisé 500 combattants dont des kamikazes dans l'as-

saut contre les FDS, fer de lance de la lutte contre l'EI et soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Les attaques contre des positions des FDS, composées essentiellement de combattants kurdes, dans plusieurs villages, ont provoqué des combats acharnés. Les jihadistes ont finalement dû se retirer après une contre-attaque des FDS appuyées par l'aviation de la coalition, a précisé l'ONG. L'OSDH a fait état de la mort de 92 membres des FDS, de 61 jihadistes et de 51 civils, dont 19 enfants, qui seraient des membres des familles des combattants de l'EI. Les pertes des FDS sont les plus importantes jamais infligées par l'EI à cette alliance en une seule bataille, a précisé la même source.

Les FDS qui veulent chasser les



Des membres des Forces démocratiques syriennes et de la coalition internationale antijihadistes, positionnées près du village de Susah dans la province de Deir Ezzor, en septembre. Photo Delil

jihadistes de leur dernier réduit composé notamment des localités de Hajine, Soussa et Al-Chaafa, rapportent rarement les pertes dans leurs rangs. Un porte-parole des FDS avait confirmé «une série d'attaques» de l'EI mais assuré que ses combattants avaient essuyé des pertes humaines et battu en retraite.

Les FDS mènent depuis septembre une offensive contre l'ultime réduit de l'EI dans Deir Ezzor. Elles avaient été contraintes fin octobre de reculer et céder toutes les positions conquises auparavant, après des contre-attaques meurtrières de l'EI. ♦



# Baghdad torn between Tehran's pressures and US sanctions



Ali Alfoneh

Iraqi President Barham Salih's visits to Tehran on November 17 and Riyadh a day later reflect the delicate balance Baghdad seeks to maintain in a region where two powerful neighbours battle for supremacy. The biggest challenge for Baghdad, however, is Washington's unilaterally reimposed economic sanctions against Iran. Can Salih maintain the balance between Tehran on the one hand and Washington and its allies on the other? If so, how?

Receiving Salih, Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali

Khamenei warned the Iraqi president against "certain ill-wishing governments and states, which do not want the people of Iraq to taste victory... and do not want Iraq and the region to experience calm." The ayatollah further warned against "some governments, within and outside of the region, who bear extreme grudges against Islam... and interfere in internal affairs of Iraq."

However, the principle of non-interference in the internal affairs of other countries did not prevent Khamenei from making the following statement about the situation in Iraq: "Formation of The Popular Mobilisation Forces in the struggle against terrorism is an example of relying on the youth, and it must be preserved."

The Popular Mobilisation Forces

are an umbrella organisation composed of various Shia militias, some of which report to the Islamic Revolutionary Guard Corps rather than to the Iraqi government. In Iraq's recent parliamentary elections, several of those militias were organised into a coalition called the Fatah Alliance. Doubling up as political parties, the militias did well and won a significant number of seats in parliament. Thus, this parallel politico-military structure provides Tehran with leverage over Iraq. It's leverage Washington is keen to end as part of its general policy of containing Iran's influence in the region.

At a news conference with Iranian President Hassan Rohani, Salih also had to negotiate the diplomatic minefield between Tehran and Washington. Calling for bilateral relations to be boosted, Salih disclosed he had ordered the Iraqi Foreign Ministry and the Ministry of Industry to expand the relationship with Iran.

Commenting on the establishment of an economic free trade zone along the Iran-Iraq border, Salih said: "Connecting the railroads of the two countries would be a great help [in] transporting Iranian pilgrims to Iraq, but it must further be considered as an important move for the economic infrastructure of the two countries." In the same vein, Rohani said the two neighbours can raise annual bilateral trade to \$20 billion from the current \$12 billion.

Salih's promised expansion of economic ties with Iran comes soon after Washington gave Iraq 45 days to stop purchasing natural gas from Iran. The Iraqi government dismissed the demand, citing the risk of an energy crisis. "Stopping Iranian gas after the deadline will create a real power crisis. We need more time... The

Americans are aware of how desperately we need Iranian gas," an unnamed Iraqi government official recently said. However, he stopped short of referring to the violent protests in the port of Basra in the summer, which took place partly because of a halt to electricity imports from Iran.

## The biggest challenge for Baghdad is Washington's unilaterally reimposed economic sanctions against the Iran.

Any boosting of the Iran-Iraq economic relationship may also be seen as a prelude to large-scale circumvention of American sanctions. Iran will most likely rebrand Iranian products, including oil, as Iraqi in order to maintain its exports to the world market. This will doubtless increase transaction costs for Tehran, but it will help the regime secure foreign currency flows under the sanctions.

Despite Washington's opposition, there is little Salih can do. This is partly because of the politico-military parallel structure of the Shia militias. And there is Iran's constant threat to cut power exports to Iraq under the pretence of "meeting domestic demand." This clearly shows Tehran's willingness and ability to hold Baghdad hostage in its row with Washington. Time will tell if Washington is willing and able to devise a strategy for Iraq that weakens Tehran's leverage over Baghdad.

Ali Alfoneh is a Senior Fellow at the Arab Gulf States Institute in Washington.



Dangerous association. Iranian President Hassan Rohani (R) speaks during a joint news conference with his Iraqi counterpart Barham Salih at the Saadabad Palace in Tehran, on November 17. (Iranian Presidency)

## Briefs

### Turkey warns against gas exploration with Greek Cypriot government

Turkey warned energy companies on November 18 against working with the Greek Cypriot government in carrying out exploratory drilling in the eastern Mediterranean, saying such activities could damage regional stability.

The eastern Mediterranean is believed to be rich in natural gas, and attempts to tap resources there have revived tensions between

Turkey and Greece, which has a defence pact with the internationally recognised Greek Cypriot government.

Turkey and Cyprus have overlapping claims of marine jurisdiction and both plan to carry out exploratory drilling this year.

(Reuters)

### Rohani sees Iran-Iraq trade rising to \$20 billion

Iranian President Hassan Rohani said on November 17 Iran and Iraq could raise annual bilateral trade to \$20 billion from the current level of \$12 billion.

"Today, the economic relations between the two countries reach about \$12 billion (per year) and, through bilateral efforts, we can raise this figure to \$20 billion," Rohani said.

(Reuters)

### Iraq to unify customs procedures with Kurdistan

Iraq will unify customs procedures in all of its border areas, including within semi-autonomous Kurdistan, the prime minister said on November 21, signalling a further thaw in ties between Baghdad

and Erbil after a resumption of Kirkuk oil flows.

The decision will be implemented after the federal government in Baghdad reaches an agreement on the move with the Kurdistan Regional Government (KRG), Prime Minister Adel Abdul-Mahdi said during a news conference.

He said the unified procedures would make it easier to transport imported goods and commodities.

(Reuters)



Par **JEAN-MANUEL ESCARNOT**  
Correspondant à Toulouse

**J**eunes, la trentaine tout au plus, les trois hommes se lèvent de table pour étreindre celui qui vient d'apparaître à l'entrée de la pièce. Le A des anarchistes tatoué sur une main, ce dernier reste silencieux. Forgé à des milliers de kilomètres de l'appartement toulousain où *Libération* les a rencontrés, le lien qui les unit se passe de démonstrations tapageuses : militants d'extrême gauche, ils ont combattu le groupe jihadiste de l'Etat islamique (EI) en s'engageant dans les «brigades internationales» des YPG, la guérilla kurde du Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie. Ils s'appellent Arthur, Siyah et Argesd. Le quatrième ne donnera pas son nom.

Cheveux courts coiffés en houppe, le plus jeune, Siyah («le Noir» en turc), un Français âgé de 22 ans, et Argesd, un Américain de 29 ans natif de Chicago, se présentent sous leurs «noms de guerre». «*Pour protéger nos proches, justifient-ils. Quand on arrive dans la guérilla kurde, la règle, pour des raisons de sécurité, est de prendre un pseudo, généralement celui d'un martyr tombé pour la cause.*» Au combat durant près de dix-huit mois, les deux hommes ont interrompu leur engagement lors de l'offensive de l'armée turque contre les Kurdes à Afrine, au début de l'année. Farouchement opposé à la perspective d'un Kurdistan unifié, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a enclenché une campagne militaire très dure contre les YPG, dans une relative indifférence de l'Europe, pourtant alliée objective des Kurdes dans la guerre contre l'EI.

**«PUIS, J'AI VOULU FAIRE PLUS»**

Silencieux jusque-là, Arthur s'anime. Belge de 27 ans, il raconte avoir rejoint un *tabûr* («bataillon») «*d'internationalistes*» en avril 2017. Le jeune homme, le seul à délivrer sa vraie identité, y restera six mois. L'événement qui l'a poussé à partir, c'est la bataille de Kobané. «*Cette bataille a été un choc dans le milieu militant, explique Siyah. C'était la résistance de la gauche turque, des gens du Rojava [Kurdistan syrien, ndr] et de la guérilla kurde contre le fascisme de l'EI!*» Le 13 septembre 2014, les jihadistes attaquent Kobané, une ville de 60 000 habitants à majorité kurde à la frontière turco syrienne. Porte d'entrée des

Français, belges ou américains, des volontaires occidentaux, engagés à gauche, sont partis en Syrie combattre aux côtés des Kurdes les jihadistes de l'Etat islamique. De retour, sans être inquiétés par les autorités de leurs pays, ils témoignent auprès de «Libération».

# «Seuls les plus aptes sont envoyés au front»



Des combattants des YPG lors de la bataille de Raqqa, le 23 août 2017. PHOTO ANDY SPYRA. DIE ZEIT-LAIF REA

combattants étrangers de l'EI, sa prise est vitale pour les jihadistes. Le 10 octobre, l'organisation terroriste prend la moitié de la ville tandis que la Turquie empêche les renforts venus de son propre sol, d'Europe, des Etats-Unis. Sous la pression internationale, elle ne laisse finalement passer, permettant aux YPG soutenus par la coalition de repousser l'EI. «A ●●●

●●● *partir de ce moment, j'ai participé à l'organisation de manifs de soutien au Kurdistan, précise Arthur. Puis j'ai voulu faire plus. J'avais l'impression de tourner en rond dans ma vie. J'avais besoin d'un engagement fort. Des blogs de volontaires européens aux côtés des Kurdes en Syrie disaient qu'il y avait moyen d'y aller.*»

Ce dernier s'est séparé de sa copine avant son départ. Il a averti ses parents seulement après son arrivée en Syrie. «*Je ne voulais pas que l'affection qu'ils me portent m'empêche de partir,* dit-il. Ceux de Siyah

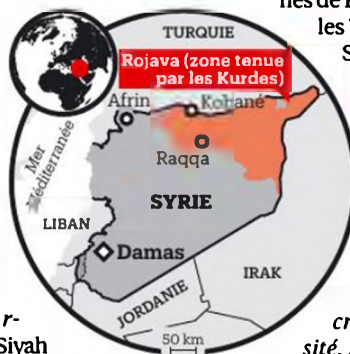
ont vainement tenté de le dissuader : «*Je leur ai annoncé ma décision, ainsi qu'à quelques amis proches peu de temps avant de prendre l'avion. Malheureusement, les gens parlent trop. Ça s'est su dans le milieu militant, soupire-t-il. Les services de renseignements m'ont convoqué. Ils n'avaient légalement aucun droit de m'en empêcher, mais ils mettent une pression familiale et sociale pour pas qu'on y aille. Ou ils essaient de nous recruter...*» Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 400 volontaires occidentaux, dont quelques dizaines de Français, rejoignent les YPG après Kobané.

Soucieux de l'écho donné à leur cause, les Kurdes organisent l'afflux des volontaires étrangers via leur site *YPG International.org*. Simple «*comme une inscription à l'université. En retour, on reçoit*

*un formulaire s'intéressant à notre background politique et un questionnaire psychologique qui vérifie surtout la cohérence des réponses*», raconte Arthur. Leurs «candidatures» validées, les recrues s'envolent, à leur frais, pour Souleymaniye (Irak) où ils sont pris en charge dès leur arrivée. Après avoir transité dans les camps des monts Kandil (Irak), ils sont conduits de nuit en camion jusqu'à la frontière syrienne. «*Il faut ensuite marcher jusqu'au fleuve Tigre que l'on traverse avec armes et bagages en canot pneumatique,* raconte Siyah. *Le danger vient des peshmergas du parti de Massoud Barzani, le dirigeant du Kurdistan irakien, qui peuvent nous tirer dessus à vue.*» Sur l'autre rive, au Kurdistan syrien, ils reçoivent une formation idéologique et militaire d'un mois dispensée en anglais à «l'académie militaire» des YPG. «*On nous enseigne l'histoire du peuple kurde, celle du PKK, des YPG et du gouvernement confédéraliste mis en place au Rojava. Des camarades viennent aussi nous expliquer l'importance de la place des femmes dans le projet kurde,*» détaille Arthur. Un enseignement doublé d'un entraînement physique intensif et des bases du combat d'infanterie. «*Au final, seuls les plus aptes sont envoyés au front. Les autres sont affectés à des tâches défensives et logistiques à l'arrière,* poursuit-il.

**«BRIGADES INTERNATIONALES»**

Le Rojava, le Kurdistan syrien, n'attire pas seulement des sympathisants d'extrême gauche. Militants d'extrême droite, anciens militaires : une partie des recrues ne partage pas la «*ligne politique*» de la guérilla kurde. «*Il y a parfois des tensions,* raconte Siyah. *Certains sont là pour l'adrénaline, pour se faire mousser sur Facebook en tenue de combat un flingue à la main. D'autres parce qu'ils sont justes racistes et qu'ils veulent tuer des Arabes. On essaie de les dégager.*» Un tableau disparate confirmé par un officier du renseignement militaire français : «*Il y a un peu de tout, des politiques d'extrême gauche, libertaires, anarchistes, communistes, un peu comme les Brigades interna-*





tionales en Espagne. Eux sont d'abord venus pour défendre la "Révolution" au Rojava. Certains se sont bien battus, notamment les Français, mais ils ont eu des pertes. Ensuite, il y a un autre groupe, plutôt à droite, des anciens militaires venus juste pour se battre contre l'EI. Entre les deux, il y a une frange d'aventuriers et de glandeurs, des mecs qui sont là pour la photo. Les Kurdes déterminent vite l'aptitude au combat des "internationalistes". Beaucoup de recrues restent à l'arrière. Ils ne veulent pas que des étrangers se fassent tuer.»

En juin 2017, Arthur et Siyah sont sur le front à Raqqa, capitale syrienne de l'EI. Six mois de combats de rues au milieu des civils. «Raqqa, c'était des mines, des snipers, des embuscades et parfois quelques tentatives d'assaut de la part de l'EI. Pas un seul immeuble, pas une seule maison, pas un seul étage qui n'était pas piégé», décrit Siyah. Heureusement, nous avions le soutien aérien de l'Otan. Certains nous critiquent pour cela, mais c'était une nécessité. Quand vous avez un bâtiment plein d'ennemis qui se battent jusqu'à la mort et qui vont se faire exploser quand vous approchez, il vaut mieux qu'un avion le détruise.»

Comment tient-on quand des «camarades» meurent autour de soi? «Dans mon bataillon, nous avons eu une dizaine de morts et beaucoup de blessés. Des amis que je connaissais depuis l'académie. Dans ces circonstances, on est en colère, on a peur aussi.» Un silence, avant d'ajouter: «L'EI n'a pas hésité à lancer des assauts en se protégeant derrière des femmes et des enfants. Dans ces cas-là, il faut trouver le juste milieu entre se protéger, ne pas mettre les civils en danger tout en essayant de

«Ils pilonnaient sans distinction les civils et les militaires. Dans la zone où nous étions, nous avons compté jusqu'à 80 obus par heure.» Touché par un éclat, il s'en sort miraculeusement indemne: «Une grenade à l'intérieur de ma poche l'a arrêté sans qu'elle n'explose. A partir de là, j'ai réalisé que j'étais vraiment chanceux.» Pour Olivier Le Clainche, dit «Kendal Breizh», un volontaire breton devenu l'icône des recrues étrangères, le combat s'est arrêté là: «Il est mort tué par l'explosion d'un obus. Il était très bien intégré. Parmi les Occidentaux, c'était l'un de ceux qui parlait le mieux le kurde.» «Démoralisés, physiquement et psychologiquement épuisés», Siyah et ses camarades fuient la Syrie une semaine avant la reddition d'Afrine, le 18 mars. «Nous sommes partis sans problème. La ré-

répliquer, car l'ennemi continue d'avancer. On s'en est bien sorti. Je ne pense pas qu'on a été des excités de la gâchette.» A Raqqa, Siyah a été confronté à des jihadistes français faits prisonniers. «Ils avaient mon âge. Ils larmoyaient sur leur sort en n'assurant pas ce qu'ils avaient fait.» La ville prise, Siyah et Arthur sont envoyés à l'arrière. Quelques semaines plus tard, ce dernier décide de rentrer en Europe. Il n'en dira pas plus. Il sort griller une cigarette sur le balcon. «J'avais vu beaucoup de choses. J'ai eu besoin de souffler», poursuit son ami Siyah.

Le 20 janvier, l'armée turque et les rebelles islamistes de l'Armée syrienne libre attaquent les YPG à Afrine. Avec son bataillon d'internationalistes, Siyah subit l'intense bombardement de l'artillerie et de l'aviation turque. Sur le front, les Kurdes subissent de lourdes pertes.

## UNE FRANÇAISE DÉTENUE À ISTANBUL

Contrairement à la France, la Turquie considère les «internationalistes» engagés avec les YPG en Syrie comme des terroristes. A l'image d'Ebru Firat, 27 ans, une Française d'origine kurde arrêtée le 8 septembre 2016 à l'aéroport d'Istanbul. Accusée «d'appartenance à une organisation terroriste», le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), elle a été condamnée à cinq ans de prison en février 2017. Née à Moissac (Tarn), elle quitte en avril 2009 le domicile familial à Toulouse pour l'Irak. Formée comme infirmière dans les camps de la guérilla kurde, elle rejoint en 2014 les YPG à la bataille de Kobané (Syrie). Depuis la prison stambouliote de Bakirköy, elle écrit en décembre 2016 à François Hollande. Sans effet. Le 10 novembre 2017 Agnès Casero, l'avocate d'Ebru Firat, transmettait une nouvelle demande de transfèrement au Quai-d'Orsay. «Jean-Yves Le Drian nous a répondu fin janvier 2018 pour nous dire de nous adresser au consulat français à Istanbul», a-t-elle indiqué dans un entretien au site d'informations Médiacités.

chez les YPG est de donner au moins six mois au Rojava.»

### DES «REVENANTS» DÉBRIEFÉS

Fiché S, Siyah est brièvement arrêté par les policiers suisses lors de son retour: «J'étais passé par le Qatar pour rentrer après une longue période en Irak. Pour eux, c'était suspect. Ils ont appelé les Français qui ont confirmé que je n'étais pas un islamiste radical.» Quand bien même ont-ils manipulé des armes, et sûrement tué, la justice française n'inquiète nullement les «volontaires» à leur retour. En effet, à la différence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actif surtout en Turquie, le PYD syrien n'est pas considéré par l'Europe et les Etats-Unis comme une organisation terroriste. Les «revenants» sont donc simplement débriefés et surveillés par les services

de renseignement. Quand ils ne sont pas «tamponnés» comme informateurs: «On prend les meilleurs profils, les gens les plus équilibrés sur le plan psychologique. Nous les formons. Il faut être sûr qu'ils vont bien voir, comprendre ce qu'ils voient et qu'ils ne vont pas nous mentir», précise l'officier du renseignement militaire. Aujourd'hui, Arthur, Siyah et Argèsd enchaînent les conférences sur le Rojava, comme celles qu'ils feront le jour de notre rencontre à Toulouse. «C'est difficile de revenir à la vie normale. C'est peut-être une fuite en avant pour masquer le spleen du retour, mais ça fait du bien, car on reste dans l'univers politique, ajoute Siyah. Ça nous aide psychologiquement, on parle. Quand on se retrouvera seuls, séparés et sans personne qui est allé en Syrie, on se sentira un peu perdus.»

## L'UE "dépassé les bornes" en demandant la libération d'un opposant kurde (Turquie)



Ankara, 23 novembre 2018 (AFP)

**LA TURQUIE a estimé vendredi que l'Union européenne avait "un peu dépassé les bornes" en appelant à la libération d'un opposant kurde du président Recep Tayyip Erdogan écroué depuis plus de deux ans.**

Lors d'une conférence de presse jeudi à Ankara avec le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu, la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini a dit espérer que Selahattin Demirtas, un des principaux rivaux de M. Erdogan, serait "bientôt" libéré.

Mme Mogherini "a un peu dépassé les bornes. Je le lui ai dit pendant notre entretien", a déclaré M. Cavusoglu lors d'un entretien à la chaîne CNN-Türk.

Détenu depuis novembre 2016, Selahattin Demirtas, un charismatique orateur âgé de 45 ans, est une des figures de proue du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurdes).

Mardi, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a sommé la Turquie de mettre fin à la détention provisoire de M. Demirtas, mais le président turc a balayé cette décision en estimant qu'elle n'était pas contraignante pour Ankara.

L'opposant kurde, qui a été condamné en septembre dernier à 4 ans et 8 mois de prison pour "propagande terroriste", est poursuivi dans de nombreux dossiers et encourt jusqu'à 142 ans de prison dans le cadre de son principal procès.

Dans un texte rédigé depuis la prison de haute sécurité d'Edirne (nord-ouest) et publié vendredi par le HDP, M. Demirtas accuse le gouvernement turc d'avoir accéléré la procédure en appel concernant sa condamnation pour "propagande terroriste".

Selon M. Demirtas, son dossier d'appel a été envoyé à un juge après l'arrêt de la CEDH alors que la procédure aurait dû prendre encore plusieurs mois. Cette "accélération extraordinaire (...) n'est pas une coïncidence", écrit-il.

Le but des autorités, selon M. Demirtas, est de "finir le travail" en obtenant le plus vite possible la confirmation en appel de sa condamnation à quatre ans et huit mois de prison pour "propagande terroriste".

Ce faisant, elles pourraient en théorie maintenir M. Demirtas en prison pour qu'il y purge cette peine, tout en levant techniquement la mesure de détention provisoire qui le vise dans le cadre de son autre procès et qui elle seule est visée par l'arrêt de la CEDH.

L'incarcération de M. Demirtas est régulièrement critiquée par les organisations de défense des droits de l'homme qui accusent M. Erdogan de chercher à étouffer toute voix d'opposition, en particulier depuis la tentative de coup d'Etat du 15 au 16 juillet 2016.

Après le coup de force, les autorités turques ont lancé des purges d'une ampleur sans précédent qui, au-delà des putschistes et de leurs partisans présumés, ont également visé les milieux prokurdes et la presse critique. ●

# Les yézidis à la recherche de leurs disparus

Environ 3 000 membres de la minorité religieuse irakienne seraient toujours détenus par les djihadistes de l'EI

## REPORTAGE

BAADRE (KURDISTAN IRAKIEN) -  
envoyée spéciale

**A**ydul Hajji n'a pas vu grandir Radwan, son plus jeune fils de 16 ans. Depuis que les combattants de l'organisation Etat islamique (EI) ont enlevé l'adolescent, en août 2014, à Khana-Sor, dans le Sinjar irakien, pour l'intégrer à leur armée des « Lionceaux du califat », cette yézidie de 46 ans n'a eu pour preuve de vie qu'une photo. Vêtu d'une djellaba blanche sur son corps longiligne, les cheveux mi-longs châtiens encadrant son visage encore enfantin, Radwan y menace l'objectif d'un doigt levé. « *Un jeune yézidi sauvé il y a un an m'a transmis cette photo. Radwan a tellement changé!*, dit-elle, pensive. *Un autre jeune, revenu il y a trois mois, était avec lui sur un camp militaire près d'Hajin, en Syrie. Il m'a dit qu'on les emmenait combattre au front et qu'on les utilisait comme boucliers humains. Le reste du temps, on leur fait faire toutes sortes de besognes.* »

Entre les murs de parpaing de l'appartement en construction où elle est réfugiée, avec sa belle-sœur, dans le village de Baadre, Aydul Hajji vit dans l'attente du retour de ses proches disparus – comme beaucoup des 800 familles yézidies qui ont trouvé refuge dans cette localité de mille âmes, au Kurdistan irakien. Elle est sans nouvelles depuis 2014 de son mari et de deux autres de ses fils. Ses deux filles et son quatrième fils ont été sauvés des griffes de l'EI, comme elle, en décembre 2016. Sa belle-sœur Faiza Hajji, 35 ans, n'a pas été gardée longtemps captive, avec ses trois enfants handicapés sur lesquels elle doit veiller. Mais elle n'a jamais revu son mari, ni cinq de ses frères et sœurs.

Quand les djihadistes se sont emparés en août 2014 du Sinjar, foyer historique des yézidis, ils ont massacré des membres de cette minorité religieuse kurdophone du nord de l'Irak, « *mécriste* » à leurs yeux, et réduit en esclavage les femmes et les enfants. Entre 2 000 et 5 500 yézidis auraient été tués, selon des estimations citées par les Nations unies. Sur les 6 417 yézidis faits otages, 3 334 d'entre eux – dont une majorité de fem-



mes et d'enfants – ont été récupérés par le bureau de sauvetage des otages yézidis, indique son directeur, Hussein Al-Qaidy. L'une des survivantes que le bureau a pu sauver n'est autre que la Prix Nobel de la paix Nadia Murad, une ancienne otage de l'EI, devenue le porte-voix des femmes yézidies qui ont subi l'esclavage sexuel.

### « Moins d'offres de revente »

L'EI ne contrôle plus que quelques poches dans le nord-ouest et l'est de la Syrie, mais 3 080 yézidis sont toujours portés disparus. « *Nous pensons que la plupart sont vivants, mais tant que nous n'avons pas extrait les corps des 68 charniers qui ont été découverts au Sinjar, nous ne saurons pas avec certitude qui est vivant ou mort. Une majorité est en Syrie, certains en Turquie et en Irak. Ce sont surtout des femmes et des enfants* », explique Hussein Al-Qaidy. Des otages yézidis, surtout des enfants, ont été ramenés par des familles de l'EI en Turquie ou gardés avec elles par des familles irakiennes après la chute du « califat ». Certains ont été retrouvés dans des camps en Irak. Des informations ont été transmises au bureau de sauvetage des otages yézidis sur la présence de captifs à Mossoul et dans ses environs. « *Le gouvernement irakien ne fait rien pour les identifier. Et comme il n'y a pas de sanctions contre les familles qui retiennent des yézidis, elles les gardent* », déplore le directeur du bureau.

La quête des derniers survivants est devenue plus compliquée. Les « *sauveurs* » ont appris à recomposer leurs réseaux au gré des évolutions sur le terrain. Abdallah Shreem, un homme d'affaires yé-



Faiza Hajji, une yézidie de 35 ans, ancienne otage de l'EI, en novembre, à Baadre (Kurdistan irakien). ALEXANDRA ROSE HOWLAND POUR « LE MONDE »

zidi de 43 ans, s'est improvisé « *sauveur* » après la disparition de 56 membres de sa famille, et compte à son actif 389 sauvetages. « *C'est plus difficile aujourd'hui, car les zones où Daech détient les otages sont très éloignées de nous, et ont été vidées de la plupart de leurs habitants. Ceux qui restent sont surtout des familles pro-Daech et des étrangers. Tout mouvement est contrôlé* », explique l'homme, joint par téléphone à Khanke, au Sinjar. La plupart sont, selon lui, retenus captifs dans la région désertique située à la frontière syro-irakienne, entre Mayadin et Albou Kamal; d'autres sont dans la province d'Idlib (nord-ouest de la Syrie).

Seuls trois yézidis ont été sauvés au cours des deux derniers mois. « *Il y a moins d'offres de revente, du fait de l'éloignement des zones de captivité, et parce qu'il n'y a plus de sites Internet pour revendre les yézidis. Nous avons affaire à des Arabes qui prétendent appartenir à Daech et achètent les yézidis aux combattants pour nous les revendre* », explique Abdallah Shreem. Les combattants de l'EI ne négocient ni avec les sauveurs ni avec les familles des otages. Sous divers prétextes, comme l'adoption d'un enfant ou le besoin d'une bonne à tout faire, des familles locales qui vivent dans les zones sous le contrôle de l'EI rachètent les yézidis aux combattants. Des trafiquants se sont spécialisés dans le commerce des otages yézidis.

Un otage yézidi se négocie en moyenne à 15 000 dollars (13 200 euros), contre 5 000 dollars auparavant. « *Quand les combat-*

## LE CONTEXTE

### PERSÉCUTIONS

Les yézidis sont une communauté kurdophone qui compte entre 100 000 et 600 000 personnes en Irak, selon les estimations. Leur croyance est apparue il y a plus de 4 000 ans en Mésopotamie. Le yézidisme est une religion monothéiste qui puise une partie de ses croyances dans le zoroastrisme, la religion de la Perse antique, et s'est enrichie d'apports bibliques et coraniques. Ses membres sont depuis longtemps persécutés par les autres religions.

**« Quand les combattants ont compris que les yézidis rachetaient leurs proches, ils ont augmenté les prix »**

ABDALLAH SHREEM

« *sauveur* » de yézidis

*tants ont compris que les familles yézidies rachetaient leurs proches, ils ont augmenté les prix* », poursuit le « *sauveur* » de Khanke. L'éloignement des zones de captivité oblige aussi à recourir à davantage d'intermédiaires et de passeurs, qu'il faut rétribuer. Parfois plus de 20 intermédiaires sont



impliqués dans un sauvetage. « Quand Daech contrôlait encore des régions kurdes, on pouvait compter sur le soutien bénévole de la population. Dans les zones qui restent aux mains de Daech, les trafiquants arabes ont augmenté les prix. Ils voient cela comme un business », déplore Abdallah Shareem.

Cette flambée des prix est un obstacle supplémentaire pour les familles qui comptent encore des disparus. « Le bureau de sauvetage des otages yézidis a moins de budget qu'avant. Il ne peut plus réunir rapidement les sommes réclamées. Cela oblige les familles à réunir elles-mêmes l'argent », poursuit Abdallah Shareem. Son directeur, Hussein Al-Qaidy, justifie cette situation par l'absence de soutien financier de la communauté internationale. « Ni les

autorités irakiennes ni la communauté internationale ne nous ont aidés dans cette mission. Sans le soutien du bureau du premier ministre [kurde] Nechirvan Barzani, nous n'aurions pas pu sauver tous ces yézidis. On a désormais plus que besoin du soutien de la communauté internationale pour sauver les captifs mais aussi pour financer des programmes de réhabilitation physique et psychologique des survivants », plaide-t-il.

#### « Lavage de cerveau »

A Baadre, des familles se sont mobilisées dans l'urgence pour réunir les 20 000 dollars réclamés par un trafiquant de la région d'Hajin, en Syrie, qui a récupéré un adolescent yézidi intégré à l'armée des « Lionceaux du califat ». Son retour est prévu dans les prochains

jours. « Le plus dur est de réunir la somme au moment où il le faut. Le bureau de sauvetage des captifs yézidis paiera pour ce sauvetage, mais ça va prendre du temps. Donc on paie et ils nous remboursent », confirme Hussein Hajji Othman, un habitant de Baadre qui aide les familles de déplacés yézidis. Le sauvetage de « Lionceaux du califat » est plus difficile qu'un autre. « Les combattants de Daech ne sont pas disposés à les vendre, car ils leur sont utiles au combat et pour les basses besognes. Aussi, ils leur enseignent le Coran. Chaque jour supplémentaire passé au sein de Daech rend le sauvetage plus difficile et dangereux car ils sont plus convaincus par l'idéologie », explique Abdallah Shareem.

Aydul Hajji sait que Radwan ne

sera certainement sauvé que contre son gré. « Le dernier garçon qui l'a croisé m'a dit qu'ils leur avaient lavé le cerveau. Radwan, comme les autres, a un téléphone. S'il le voulait, il pourrait nous appeler, mais il ne le fait pas », se lamentait-elle. La nouvelle du sauvetage de l'adolescent yézidi à Hajin lui redonne de l'espoir. « On n'a rien, on ne reçoit même pas d'aide comme on vit hors du camp, mais on est prêts à payer le prix qu'il faudra, dit la mère yézidie. Même s'ils demandent 50 000 dollars: on n'a pas le choix! On a même dit au sauveur qu'on était prêts à payer une commission de 10 000 dollars. Et si jamais quelqu'un retrouvait mon mari, je suis prête à vendre l'un de mes reins pour le récupérer. » ■

HÉLÈNE SALLON

Le Monde MERCREDI 21 NOVEMBRE 2018

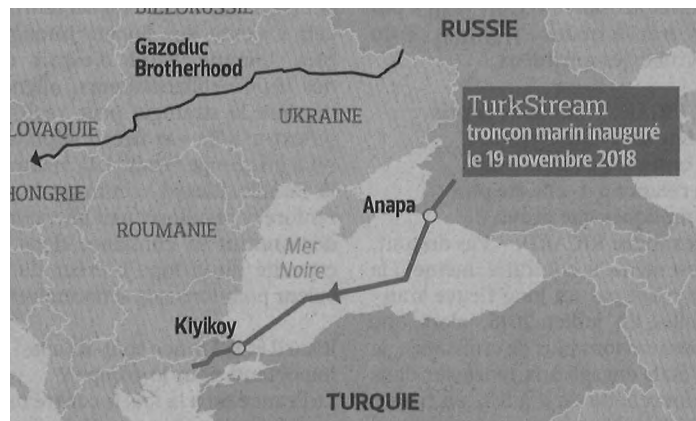
## La Turquie renforce sa dépendance au gaz russe

Poutine et Erdogan ont inauguré, lundi, une partie du gazoduc TurkStream, d'une capacité de 16 milliards de mètres cubes par an

ISTANBUL - correspondante

Les présidents russe et turc, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, se sont retrouvés à Istanbul, lundi 19 novembre, pour assister, par visioconférence, à l'inauguration de la partie sous-marine du gazoduc TurkStream. Sa mise en service renforcera la dépendance de la Turquie à l'égard du gaz russe. Ankara est le second client de Gazprom, le géant du gaz russe. En 2017, la consommation turque a crû de 15 %, à 53,6 milliards de mètres cubes. Pour plus de la moitié, il s'agit de gaz russe acheminé par le gazoduc Blue Stream.

« Le TurkStream et nos autres projets énergétiques, notamment la centrale nucléaire d'Akkuyu, symbolisent le partenariat russo-turc multidimensionnel et l'amitié éprouvée qui unit nos deux peuples », a déclaré Vladimir Poutine, soulignant la « confiance » entre les deux dirigeants. Les liens entre Moscou et Ankara n'ont cessé de se renforcer après une grave crise diplomatique en 2015, à la suite de la destruction d'un avion russe par la chasse turque au-des-



sus de la frontière syrienne. M. Erdogan a mis en avant pour sa part un « projet historique ».

La partie immergée de ce gazoduc, longue de 930 kilomètres sous la mer Noire, a été achevée. Elle relie le port russe d'Anapa au village turc côtier de Kiyiköy, non loin d'Istanbul. A l'ouverture des vannes d'ici à la fin de 2019, les consommateurs turcs recevront du gaz des immenses champs gaziers situés dans la péninsule de Yamal, en Sibérie occidentale.

#### Mainmise

La partie terrestre du tube, un

tronçon de 65 kilomètres entre Kiyiköy et Lüleburgaz, près de la frontière turco-bulgare, devrait être achevée en 2019. Une fois posé jusqu'à Lüleburgaz, le gazoduc, d'une capacité de 15,75 milliards de mètres cubes par an, sera connecté au réseau turc.

Un deuxième tronçon, d'une capacité similaire, reste à construire. Le gaz acheminé via ce deuxième tube sera destiné aux marchés européens, permettant ainsi à Gazprom de mieux contourner l'Ukraine. « Il ira vers l'est et vers le sud de l'Europe », a indiqué Vladi-

mir Poutine, lundi. Sa destination finale n'a pas encore été choisie: ce sera l'Italie via la Grèce, ou l'Autriche via la Bulgarie. « La destination bulgare est une priorité », selon Alexandre Novak, le ministre russe de l'énergie.

« Les décisions des Etats sur leur approvisionnement en gaz naturel selon leurs besoins doivent être respectées, les pressions ne bénéficieront à personne », a rappelé M. Erdogan lors de la cérémonie, une allusion à Donald Trump, qui s'oppose à la mainmise de Gazprom sur les marchés européens. Le président russe a tenu pour sa part à souligner que la Turquie ne s'était jamais laissée « dicter ses décisions par d'autres pays ».

La Turquie est liée à la Russie par un vaste partenariat énergétique, avec notamment la construction d'une centrale nucléaire à Mersin, dans le sud du pays. Les deux pays sont également associés dans le secteur de la défense puisque M. Erdogan s'est engagé à acheter les systèmes de missiles russes antiaériens S-400, un projet controversé qui suscite la réprobation de ses alliés de l'OTAN. ■

MARIE JÉGO

# Is the Trump Administration Pivoting the Fight in Syria Toward a War with Iran?

By Seth Harp / November 26, 2018  
<https://www.newyorker.com>

The largest American military base in Syria covers more than five hundred acres, but it can't be seen from the road. When I visited in mid-October, on the condition that I not reveal the exact location, I thought my taxi-driver had brought me to the wrong place. All I saw were a few Kurdish soldiers standing around a barricade. But, past the checkpoint and up a hill, a vast encampment spread out before us. The perimeter was constructed of dirt berms, sod-filled gabions, and razor wire. The runway was more than a mile long, and sunk below grade, so that planes would seem to disappear as they landed. There were hastily constructed wood buildings, huge clamshell tents, stacks of shipping containers, rows of white trucks and sport-utility vehicles, prefabricated trailers housing showers and latrines, and a dusty athletic field where soldiers were jogging around a track in the desert twilight.

Inside the main gate were soldiers, sailors, airmen, and marines, and many others in civilian attire wearing sidearms or carrying assault rifles. Quite a few were women. Everyone looked well fed. There was a telecommunications tower, and the Wi-Fi was the best I'd had in weeks of reporting around Syria. A small store sold cigarettes, snacks, candy, energy drinks, and protein powder, as well as cheap souvenirs like kaffiyehs and fake daggers. For fifteen dollars, I bought a sweatshirt that said "Syriagonia" instead of Patagonia.

The American intervention in Syria, now in its fourth year, began as a small Special Forces mission of the kind the Pentagon is currently running in a dozen countries. In the fall of 2015, when President Barack Obama deployed fifty commandos to advise the Syrian Kurds in their war with the Islamic State, his Administration denied that he was breaking his promise not to put "boots on the ground." "We have run special ops already," Obama said, "and, really, this is just an extension." Since then, the number of military personnel in the country has steadily grown, first to two hundred and fifty, then to five hundred, then to two thousand, and there's reason to believe the true figure is now twice that. (During a press briefing in October, 2017, an Army general let slip that the number was four thousand.) Congress has not authorized military action in Syria, nor is there a United Nations man-



The number of U.S. military personnel in Syria has steadily grown, and the rhetoric of the President and members of his national-security team continues to escalate. Photograph by Delil Souleiman / AFP / Getty

date permitting the use of force. Nevertheless, over the last three years, the mission has morphed into something more like a conventional ground war. The United States has built a dozen or more bases from Manbij to Al-Hasakah, including four airfields, and American-backed forces now control all of Syria east of the Euphrates, an area about the size of Croatia. Four U.S. service members have died in Syria. But, because Operation Inherent Resolve, as the Pentagon calls its mission here, falls under the authority of the Joint Special Operations Command, known as JSOC, basic facts are kept classified, including the cost of the mission, the units involved, where they are located, and the number of wounded, which is believed to be substantial.

The stated purpose of the operation, which also comprises western Iraq, is to defeat the Islamic State. Under Obama, an American-backed, Kurdish-led coalition of militias known as the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., seized ISIS territory through 2016, in large part thanks to American airpower, which decimated ISIS positions in advance of the Kurdish infantry. The S.D.F. had the Islamic State's capital city, Raqqa, surrounded by that winter, but the offensive stalled when Donald Trump took office. Trump, whose family has financial ties to Turkey, was then currying favor with President Recep Tayyip Erdoğan, who is violently hostile to ethnic minorities, espe-

cially the Kurds. For three months, Trump's generals tried and failed to come up with an alternative plan. In the end, Trump quietly doubled down on Obama's strategy and upped the number of commandos, sent conventional troops, including marines, and reinforced the S.D.F. with weapons and vehicles. Raqqa fell to the S.D.F. in October of 2017, and the Islamic State ceased to exist as a territorial polity.

Today, the American commandos and marines are down the Euphrates River Valley in Deir Ezzor, supporting the S.D.F. in a final offensive against the last pocket of ISIS territory in Syria. Meanwhile, the Assad regime, freed from having to fight the Islamic State on its own, is on the verge of defeating the remaining Sunni rebels in Idlib. Turkey is still a wild card, but the once-cluttered battlefield map is increasingly divided between just two coalitions: the Russia-Iran-Assad alliance, in control of two-thirds of the country, including Damascus, Aleppo, and Homs, and the American-backed S.D.F., in control of the rest, including Raqqa. That raises the possibility of a negotiated peace, given that the Kurds and President Bashar al-Assad have never declared war on each other, and the United States and Russia have no interest in clashing militarily. The American government's two declared goals in Syria are to defeat the Islamic State militarily and to usher Assad out through some kind of political transition. The first is nearly ➤



➤ accomplished, but the second is off the table, according to the Russians, who are in a position to dictate what happens in Damascus. It might make sense for Trump to simply declare victory against the Islamic State and walk away, except for one thing: Iran.

Apart from Russia, Iran has been the Assad regime's biggest backer since the war began. The Revolutionary Guard and the Quds Force are spearheading a large contingent of Afghan and Pakistani mercenaries in Syria, and Iran-aligned Hezbollah has also thrown in with Assad's Army. For the most part, the Shiite coalition's war on the Sunni rebels has taken place west of the Euphrates, separate from the Kurds' war with the Islamic State. But there have been isolated incidents of American forces shooting down Iranian drones, or bombing Shiite militiamen, especially around the al-Tanf border crossing with Iraq, where JSOC has an outpost to block Iranian access to the Baghdad-Damascus highway.

This past March, Trump announced that American personnel would be withdrawing from Syria "very soon." In April, following the resignation and felony guilty plea of his first national-security adviser, Michael Flynn, and the firing of his replacement, H. R. McMaster, the office fell to John R. Bolton, an unrepentant architect of the Iraq War. Earlier in the year, Bolton had said on Fox News, "Our goal should be regime change in Iran." A month after Bolton joined the White House, the Trump Administration reneged on the Iran nuclear deal and reimposed sanctions meant to strangle the Iranian economy. Brian Hook, a Bolton aide during the Bush Administration, is now Trump's "special representative for Iran." James F. Jeffrey, a diplomat who served as Bush's chargé d'affaires in Baghdad, is now the "special representative for Syria engagement." On September 6th, Jeffrey announced that Trump had agreed to keep U.S. troops in Syria indefinitely. "We are not in a hurry," he said. On September 22nd, Trump's personal lawyer Rudy Giuliani spoke at an Iran Uprising summit held in Manhattan. "I don't know when we're going to overthrow them," he said. "It could be in a few days, months, a couple of years. But it's going to happen." On September 24th, Bolton confirmed to reporters in New York that American troops would not withdraw from Syria until all Iranian forces were gone, including Iranian "proxies and militias," which could describe any number of armed groups, including the Assad regime itself. He went on to call Iran a "rogue regime," and released a National Security Council document designating Iran the United States' top counterterrorism priority. On September 28th, Secretary of State Mike Pompeo ordered the evacuation of the American consulate in Basra, in the far south of Iraq, based on the questionable claim that it had come under rocket fire from Iranian militias. This redux of the Iraq War road show culminated on September



25th, when, in a speech to the United Nations General Assembly—at the same lectern where Bush threatened Saddam Hussein, in 2002—Trump said, of Iran, "We cannot allow the world's leading sponsor of terrorism to possess the planet's most dangerous weapons."

The belligerent talk from Washington might be a ploy to intimidate Tehran, a calculated move to turn Trump's unpredictable nature into strategic leverage. But the Iranians appear willing to respond in kind. On October 1st, Iran fired a volley of ballistic missiles across Iraq and struck an ISIS position in Deir Ezzor, not far from American troops. It was in retaliation for a terrorist attack on an Iranian military parade, but afterward, Bolton's counterpart, Ali Shamkhani, issued a statement to the United States: "John Bolton said we should take you seriously. The commander of our aerospace forces took you seriously and landed missiles within three miles of you." A similar incident could give Bolton and the others a pretext to convince Trump to launch a bombing campaign on Iranian military infrastructure. If Trump strikes Iran, the American forces would be engaged in a Middle East war zone that would span four contiguous countries: Syria, Iraq, Iran, and Afghanistan, stretching nineteen hundred miles from Damascus to Kabul (to say nothing of Yemen, My host at the base in Syria, a genial State Department official, took me to a mess hall where we chose from a menu offering pizza, hamburgers, and fried chicken. "There's no escape," he quipped, glancing at a television screen where Trump was giving a speech. We took our food to go and ate in a conference room with plywood walls hung with whiteboards, an American flag, and satellite maps of Raqqa with key infrastructure highlighted in green. Most of our conversation was off the record, but he mostly stuck to the official script, updated with the most recent anti-Iranian talking points.

I pressed him on the legality of the U.S. mission. The post-9/11 statute that has provided a legal basis for a host of interventions in Afghanistan, the Middle East, and North Africa is a stretch when it comes to Syria, because the Islamic State didn't exist in 2001 and is technically enemies with Al Qaeda. The government will argue its applicability because the two groups are so alike

in ideology, but, absent a new act of Congress, on what legal basis could the armed forces confront Iran? He said something about the enemy of your enemy being your friend, which was confusing. Isn't Shiite Iran, a perpetual foe of Sunni jihadist groups, also fighting the Islamic State? He smiled and fell back on the point that America has several objectives in Syria, the primary one being the Islamic State's defeat.

Just inside the main gate of the base, I met five soldiers from the Mississippi National Guard. Their job was to "mirror" incoming vehicles for car bombs and check the drivers' identification. They sat under a canopy of camouflage netting, their weapons locked but not loaded. A pair of sergeants named Jackson and Jones, wearing matching do-rags, were eating Pringles. Another sergeant, named Muñoz, and a young enlisted man called Ngo were drinking sodas, smoking cigarettes, and spitting on the ground. The sergeant in charge, a tall white guy whose name tape was covered by his body armor, told me that they belonged to the 155th Armored Brigade Combat Team, and were doing a nine-month deployment in support of Operation Inherent Resolve. They had never been outside the wire and confessed to being fairly bored. I asked what they did to pass the time.

"Pretty much just stay in tune with YouTube," Jackson said.

I asked if it felt weird being in Syria.

"I've kind of had this thing where I forget where I'm actually at," Jones said. "It could be here or Kuwait or doing training in Texas or Mississippi, but it all looks the same and feels the same. Same buildings, same people, same vehicles, same equipment."

"The only difference is the weather," Jackson said.

"But sometimes," Jones said, "I'll wake up in the morning and be like, 'Oh, shit, I'm in Syria.'"



# How long will Turkey stay in Syria?



Paul Iddon / Nov 29 2018  
<https://ahvalnews.com>

In recent months, Turkey has made significant investments in areas under its control in northern Syria, launching local employment projects, opening Turkish post offices and even building a new highway linking the Syrian city of Al-Bab to Turkey. These commitments indicate that Ankara seeks a significant role in shaping the future of northern Syria, an area of great strategic importance.

Turkey currently controls a large swathe of territory in northwestern Syria consisting of Al-Bab and the border cities of Jarablus and Azaz, captured from Islamic State (ISIS) in the Euphrates Shield operation it launched in August 2016. It also occupies the enclave of Afrin, situated a little further westward of the Euphrates Shield zone, which it captured from Syrian Kurdish forces in its Olive Branch operation early this year.

Earlier this month, Turkish media highlighted several new projects launched by Ankara. It began training 6,500 more of the proxy militiamen who fight on Turkey's behalf under the banner of the Free Syrian Army (FSA) in Azaz. Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu announced that 260,000 Syrian refugees had successfully resettled there. Turkey also supplied 3.6 million textbooks to Syrian schools and drilled 69 wells to provide water for 432,000 people. A business association head also announced that 4,000 Turkish firms were operating in both the Euphrates Shield zone and Afrin.

State-run Turkish news outlets have a clear motive in extolling Turkey's more humanitarian endeavours. Nevertheless, such reports demonstrate a clear intention on Ankara's part to consolidate its sizeable foothold in northern Syria.

"The head is Turkish, the body Syrian," quipped one Syrian man when describing all the various institutions, ranging from the security and police forces to the local councils that Turkey has established in the areas it controls. 'Brotherhood has no borders' is also a slogan inscribed on those Turkish-built institutions in both Turkish and Arabic. While such anecdotal examples may indicate that Turkey seeks to gradually annex these territories, Ankara invariably stresses that it supports preserving Syria's territorial integrity.

Turkey's two operations into Syria did fulfil some of its security needs. ISIS no longer has a foothold on Turkey's border thanks to Euphrates Shield, and Olive Branch fulfilled Ankara's goal of preventing the Syrian Kurds from taking over all of Syria's northern border. Remaining in Syria, or at least retaining a sizeable proxy FSA presence there, will help ensure these battlefield victories are not undone.

"Turkish actions in northern Syria are driven by security concerns," Timur Akhmetov, a Middle East analyst at the Russian International Affairs Council, told Ahval News.

"To enhance its chances there, Turkey supports a military presence by providing limited humanitarian assistance. It is not, however, feasible at the moment to see if such investments will be guaranteed by the main actors in Syria, such as Damascus, or whether they will result in pro-Turkish sentiments in the long-run."

The Syrian regime, which has retaken most of the country, has staunchly opposed Turkey's cross-border incursions since the start of Euphrates Shield. Russia has proven more tolerant of the Turkish military presence, but is unlikely to recognise or acquiesce to any potential Turkish annexation of Syrian territory.

"Turkey is trying to convert its presence into political influence, but Russia so far has clearly signalled to Turkey that the Turkish presence in northern Syria is tolerated due to Turkish security concerns, meaning



that no political claims are recognised as legitimate by the Astana agreements," Akhmetov said.

Akhmetov compared Turkey's presence in Syria to Israel's 1982 invasion of Lebanon to remove the Palestine Liberation Organisation (PLO) from the south of the country next to its border. For much of the next 18 years, it controlled a swathe of southern Lebanon alongside a proxy army called the South Lebanon Army (SLA) that, much like the Turkish-backed FSA forces today, it armed and trained to help enforce a buffer zone in that area, before finally withdrawing in 2000.

As with most analogies, there are some important distinctions between this ongoing case and that historic case.

"I'm not sure if the best way to look at it is in terms of legal annexation," said Tony Badran, a research fellow at the Foundation for Defense of Democracies, a Washington-based think tank. "These areas have been a direct Turkish sphere of influence, and have been getting more and more integrated into Turkish administration. In many ways, for historical, political and cultural reasons, that goes well beyond what Israel had in southern Lebanon."

Badran, like Akhmetov, sees Russia as the primary player in determining how long this situation lasts.

"For as long as the status quo between Turkey and Russia persists, and the limitations on the Assad regime's manpower and capabilities continue to be an obstacle to its territorial ambitions, then I suspect this arrangement is likely to remain in its current, de facto, form," Badran said.

While the Euphrates Shield zone has proven relatively stable and secure under Turkish control, the same cannot be said about Turkish-occupied Afrin.

"When you look at Afrin today there is no stability or security, it is just chaos," Mutlu Çiviroğlu, a Kurdish and Syria affairs analyst, told Ahval News.

"Amnesty International, Human Rights Watch and the U.N. Human Rights Commission all state that human rights violations, torture, kidnapping and looting are common in today's Afrin. This was a region which had exemplary stability and was a refuge for many thousands of displaced people. A place where Kurds and Arabs, Muslims and Yezidis and so on coexisted."

Çiviroğlu said most of Afrin's residents had been displaced by Turkey's invasion while Ankara has facilitated the resettlement of many Syrians from across the country there, sparking accusations that it is working to alter Afrin's Kurdish-majority demographics.

This month, clashes in Afrin between Turkish-backed factions have left at least 25 dead and bode ill for Ankara's claims to have brought stability to the tiny enclave. "The clashes provoked terror among civilians," said the head of the UK-based Syrian Observatory for Human Rights Rami Abdul Rahman, who summed them up as "unprecedented since the rebels seized Afrin".

Çiviroğlu said that since Turkey is the "occupying power" in Afrin it had the responsibility to maintain stability and security, both of which Afrin has been chronically lacking.

"Turkey's argument of removing terrorists from that region and bringing stability and security rings hollow," he said, adding that Turkey's occupation of Afrin is an attempt to "expand the territories under its control to use as a bargaining chip for negotiations so it can have more of a say over Syria's future." ●





# From “hard power” to “soft power” and back again: Turkish foreign policy in the Middle East

Gönül Tol, Birol Baskan  
November 29, 2018  
<https://www.mei.edu/>

Turkey's foreign policy has come full circle in the last few years. In the 1990s, its regional policy was mostly military, little diplomacy. Over the course of the decade, Turkey launched one of the largest military operations in its history against the bases of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, came close to military confrontations with Greece and Syria, and threatened military action against Cyprus and Iran. In the eyes of many, Turkey in the 90s was a “post-Cold War warrior.” The rise of Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP) in 2002 brought about a new era in Turkey's foreign policy. The “post-Cold War warrior” became a “soft power,” and the militaristic outlook on the region gave way to a focus on diplomacy, trade, and cultural engagement. The Arab uprisings that began in 2010, however, as well as domestic developments, forced another change in Turkey's relations with the region. Military engagement has regained currency as a tool to project Turkey's power. From Syria and Iraq to Qatar, Kuwait, and Somalia, Turkey has extended its military muscle. But for a country that aspires to lead the region, relying on military might alone isn't enough. If Turkey wants to carve out a sphere of influence, it needs non-military tools as well, such as trade, cultural engagement, and an inspiring story to tell the peoples of the region. Those tools were once available to Turkey, but they aren't anymore.

The golden years of Turkey's engagement with the Middle East came about before the Arab uprisings. By the time the uprisings spread across the region in 2011, Turkey had developed close political, economic, and cultural ties with almost all countries in the Middle East and was well on its way to becoming a regional superpower. A number of regional and domestic developments paved the way for Turkey's ascendancy. Thanks to the rise of an Islamist-rooted party and an academic-turned-diplomat, Ahmet Davutoglu, who advocated closer ties with the region, the long-standing historical enmity between Turks and Arabs had been slowly giving way to a cultural rapprochement. Turkey's image in the Arab world as a Western stooge that turned its back on its Islamic heritage started waning. As Turks rediscovered their Ottoman heritage under the AKP, the image of Arabs as “traitors who stabbed the Turks in the back” during World War I, when they allied with the British against the Ottoman Empire, began to



change. Calls for more engagement with the former Ottoman territories became louder.

Turkey embarked on a mission to make the heir of the Ottoman Empire great again. To Davutoglu, the “new Turkey” under the AKP had a real shot at becoming the regional superpower. It set an example for the rest of the Middle East as a Muslim nation that was democratic, secular, integrated into the world economy, and part of key Western institutions like NATO. Using trade and Turkey's historical, social, and cultural links to the region was the key to ushering in a new era in its relations with the Middle East.

Trade became an important pillar of Turkey's regional policy. The country's new elites were accompanied by hundreds of businessmen on their official visits. Turkish products filled the shelves. Turkey became active in diplomacy across the Middle East, and played a key role in regional institutions. It mediated between different Palestinian factions, Syria and Israel, Afghanistan and Pakistan, and Iran and the West. Turkey played an active role in the Lebanese conflict, mediating between different parties and contributing troops to UNIFIL II.

The Middle East welcomed the “new Turkey” and its newfound involvement in the region. At a time of increasing popular frustration with countries' stagnant economies and lack of political freedoms, peoples of the region saw Turkey as a success story. Turkish soap operas became popular with viewers across the Middle East, and Arab tourists flocked to Turkey. The regimes were also ready to rethink Turkey. They saw it as a strong regional partner that could enhance their interests. Turkey's narrative of “Muslim solidarity” against Israel was well received. In 2010, then Turkish Prime Minister Erdogan was honored

by the Saudi King Abdullah bin Abdulaziz with a prestigious award for his “service to Islam.” The prize underscored Saudi Arabia's appreciation for the more critical stance Turkey had adopted towards Israel. The declining importance of Arab nationalism also eased Turkey's reentry into the region with superpower aspirations. A speech by the then Turkish Foreign Minister Abdullah Gul, delivered to the Organization of the Islamic Conference in 2003, reflected the new mood in regional capitals. Gul's remarks criticizing the Muslim world's performance on democracy and human rights received a standing ovation.

The ascendancy of political Islam in the region provided Turkey a useful network to be exploited. The AKP leadership capitalized on its ties to Islamists across the Middle East, the roots of which date back to the 1950s, to further enhance its soft power. Turkey became a popular destination for Islamists, particularly the Muslim Brotherhood, to hold international conferences and engage in discussions about the future of political Islam. The Arab uprisings that gave the Muslim Brotherhood and its affiliates the chance to play vital roles in Egypt, Tunisia, and Libya were therefore welcomed by Turkey. Davutoglu called the uprisings the “Turkish spring,” hoping they would sweep away what he saw as the culturally alienated political elites in the region and bring Islamists to power.

In the early days of the uprisings, many thought that Davutoglu got it all right and that Turkey was on its way to becoming the regional hegemon. Those days are long gone now. The peaceful street protests have turned into civil wars in Libya, Yemen, and Syria. The Muslim Brotherhood's short-lived government in Egypt was toppled by a coup that cast a long shadow on the future of political Islam. In the new regional order, regimes feel

⇒ less secure and military force is seen as the most effective tool to achieve strategic objectives. Within this regional context, Turkey has little room to maneuver. Its increasingly nationalist rhetoric has rattled the region's insecure regimes, which are worried about Turkey's "imperial" agenda. Ankara's continued support for the Muslim Brotherhood, which is considered a terrorist organization by Egypt, Saudi Arabia, and the UAE, adds insult to injury.

The Turkish brand the AKP has promoted as a model to the rest of the region is badly tarnished as well. Turkey has gone from a "Muslim democracy" to a populist autocracy. Erdogan, once hailed as a reformer who led his country forward, has consolidated power in his hands. Turkey's relationship with the West, which was once an inspiration to the peoples

of the region, is in tatters. Military engagement has become the only viable tool for Turkey to project power in the Middle East. Turkey launched two military operations into Syria in an effort to curb the Kurdish influence in the north. Its military presence and collaboration with Russia have secured it a say in the discussions on Syria's future. Turkey increased its military presence in northern Iraq, which has made it an actor to reckon with. It also set up military bases in Qatar and Somalia, and signed a military cooperation agreement with Kuwait, all of which helped Turkey to build its political-military influence in the Gulf and the Red Sea.

Turkey's military activism in the region amounts to a sea change in its regional outlook. It is no longer the soft power that it once was. Turkey now pursues a muscular regional

policy sustained by military engagements. The Middle East has changed too: it is no longer the comfortable, familiar setting where Turkey's new foreign policy elite felt at home. The century-old prejudices and enmity between Turks and Arabs are coming back.

Davutoglu thought that with the rise of the AKP, Turkey ascended to its proper place as the regional superpower and closed "the hundred-year-old parenthesis" in its history by breaking out of the isolation to which its secularist founding elite had confined it. As things stand today, it looks more like the golden age of Turkey's engagement in the region under the AKP was the parenthesis and its regional policy has now come full circle. ■

ASHARQ AL-AWSAT

28 NOVEMBER 2018

## Iraq: Security Forces Shut Down Organizations Linked to PKK in Sulaymaniyah

28 November, 2018 - / <https://aawsat.com/>

Kurdish security forces "Asayish" began shutting down several headquarters and offices of political parties and civil organizations linked to Kurdistan Workers' Party (PKK), banned in Turkey.

On October 29, deputy prime minister of Kurdistan Regional Government (KRG), Qubad Talabani, issued an order to close the offices and headquarters of all parties and organizations without a formal license issued by the KRG.

The resolution, however, is only limited to parties and civil organizations ideologically associated with the PKK, such as Kurdistan Freedom Party (PAK) and its civil women's organization. The Workers' Party is known for adopting the principles of imprisoned leader Abdullah Ocalan.

However, several parties recently established in the Region continue to perform their activities normally, even though they have not obtained their official authorizations yet.

Commander at PAK, Hussein Karkuki, described the Kurdish authorities' decision as political and lacking any legal basis, given that his party has been officially licensed by the federal authorities in Baghdad since 2018 to exercise their political work throughout Iraq.

Karkuki told Asharq Al-Awsat that the party had been asking the KRG to issue them an official permit to carry out their activities, but the authorities ignored their request.

According to the Law, the Ministry of Interior has to either refuse or approve such request within 45 days, otherwise the party is considered officially licensed.

"So our party is legally licensed and we will not leave our headquarters and will not close it," asserted Karkuki.

He explained that the security authorities of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the ruling party in Sulaymaniyah, had asked his party to comply with the decision to avoid any "embarrassment" with the Turkish authorities.

PUK is under direct pressure from Turkey to ban the activities of parties and organizations loyal or linked to the PKK in Sulaymaniyah. In turn, Turkish authorities will normalize its rela-



tions with the Patriotic Union, and lift the air embargo imposed on Sulaymaniyah International Airport.

"Even if we close our headquarters in Sulaymaniyah, we will continue our political activities in other forums and communities," Karkuki confirmed.

Political parties had emerged in the region mid-last year and have not received official authorization. For instance, Coalition for Democracy and Justice party was founded by Iraqi President Barham Salih last spring, however, it is not authorized yet.

Few weeks ago, the party changed its name to Patriotic Alliance after Salih resigned from the party and joined the PUK.

Member of New Generation Movement, Aram Saeed, said that his party, which did not get official authorization yet, won four seats in the Iraqi parliament and eight in the Region's parliament during the elections that took place on September 30. He considered having members in both parliaments is in itself "an authorization to perform political work."

Saeed told Asharq Al-Awsat, "Our movement is engaged in political activity without any hindrances, and no security authority ordered us to close our headquarters," adding that they will act accordingly if they were ordered to shut down. ■



## Regards sur le MONDE

# Le Kurdistan syrien ou Rojava : un territoire et un projet politique contestés

Édouard Jourdain \*

\* Édouard Jourdain

est docteur en science politique et en philosophie. Il enseigne la théorie politique à l'École nationale des ponts et chaussées et à l'Institut catholique de Paris. Il a récemment publié *Proudhon contemporain* (éditions du CNRS).

*Le territoire auto-administré du Rojava – appelé aussi Kurdistan occidental ou Kurdistan syrien – constitue un enjeu central dans la guerre qui a actuellement lieu en Syrie. Les Kurdes qui vivent sur ce territoire ont joué un rôle important dans la lutte contre l'organisation État islamique (Daech), nouant au fil des années des alliances fragiles avec les puissances parties prenantes au conflit. Si ces alliances de circonstance demeurent toujours d'actualité, se pose désormais la question de la pérennité du nouveau cadre politique que les Kurdes tentent de mettre en place au Rojava : le « confédéralisme démocratique ».*

En 2011, la guerre civile éclate en Syrie. Très vite, les Kurdes syriens prennent les armes pour instituer une administration autonome. En juillet 2012, ils contrôlent le Kurdistan syrien, appelé Rojava (qui signifie « Ouest » en kurde), constitué de trois cantons autonomes : Afrin, Kobané et Djézireh. Ce territoire de 18 300 kilomètres carrés est occupé par une partie du peuple kurde qui compte plus de 35 millions de personnes réparties sur quatre États – la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie.

Toutefois, cette administration autonome transcende les clivages religieux et ethniques, puisqu'on y retrouve aussi des Arméniens, des Turkmènes, des Arabes sunnites, des Tchétchènes, des yézidis, etc. En 2016, la population présente au Rojava était estimée à environ 2 millions d'habitants dont près de 60 % de Kurdes.

Les forces de défense du Rojava se composent de trois unités combattantes : les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel*, Unités de protection du peuple), les YPJ (*Yekîneyên Parastina Jinê*, Unités féminines de protection du peuple) et l'Asayesh (organe de sécurité, regroupant les services de renseignement et la police). Alors que l'armée irakienne, bien

qu'entraînée par les États-Unis, n'a pas résisté bien longtemps face aux forces de Daech, les YPG ont tenu bon et ont même pu venir en aide aux yézidis d'Irak. Les médias internationaux ont pour leur part surtout retenu le nom de Kobané, qui a vu s'opposer pendant de longs mois, à la fin de l'année 2014, les combattants du Rojava aux forces de Daech.

Parallèlement à la guerre civile, les Kurdes syriens luttent pour mettre en place de nouvelles structures politiques selon les principes dits du « confédéralisme démocratique ». Le véritable instigateur de cette idée est Abdullah Öcalan, fondateur du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978, parti à l'origine marxiste-léniniste toujours considéré comme terroriste par une grande partie de la communauté internationale.

## De fragiles alliances de circonstance

Depuis ses origines, la guerre civile en Syrie s'est internationalisée, rendant complexes et fragiles les alliances entre les différents acteurs impliqués. L'État avec lequel le Rojava connaît

le plus de tensions est la Turquie. Le gouvernement turc redoute la formation à ses frontières d'un territoire kurde autonome qui risquerait de menacer son intégrité territoriale. On dénombre en effet dans le Kurdistan du Nord, ou Bakûr, en Turquie, 13 à 15 millions d'habitants, ce qui en fait la zone du Kurdistan la plus peuplée et l'une de celles où les tensions sont les plus palpables.

En 2013, un cessez-le-feu a été conclu entre le gouvernement turc et le PKK, mais il a été rompu dès l'été 2015. L'hostilité du gouvernement d'Ankara à l'égard des Kurdes syriens et son ambiguïté à l'égard de Daech ont en fait peu à peu isolé la Turquie sur la scène internationale. Face au revirement turc, l'axe Damas-Russie-Iran et l'axe États-Unis-Europe ont alors offert des alliances de circonstance aux Kurdes syriens.

L'alliance entre Moscou et Damas remonte au temps de la guerre froide. Dès le début de la guerre en Syrie, la Russie s'engage rapidement aux côtés du régime de Bachar al-Assad afin d'afficher sa traditionnelle opposition au « droit d'ingérence » des Occidentaux et de mener son combat contre l'islamisme. Moscou fait alors bénéficier le régime syrien d'un appui aérien déterminant ainsi que de troupes au sol – estimées entre 4 000 et 5 000 hommes.

La Russie a également été un entremetteur important entre Damas et les YPG pour entamer des pourparlers. Le premier bureau du parti kurde syrien, le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), ouvert à l'étranger le fut à Moscou en février 2016. C'est également la Russie qui a préconisé l'inclusion des YPG dans la troisième série des pourparlers de paix sur la Syrie qui ont lieu régulièrement à Genève.

Quant à l'Iran, il est un allié historique de la Syrie depuis que le régime de Damas a été le premier État arabe à reconnaître la République islamique en 1979. Hanté par l'idée d'un changement de régime à Damas qui verrait celui-ci tomber aux mains de sunnites favorables à l'Arabie saoudite, l'Iran soutient depuis l'origine du conflit le régime de Bachar al-Assad. Plusieurs corps des Gardiens de la révolution islamique (les *pasdaran*) iraniens sont déployés en Syrie aux côtés des forces loyales au régime. Leur nombre est estimé entre 5 000 et 10 000 hommes.

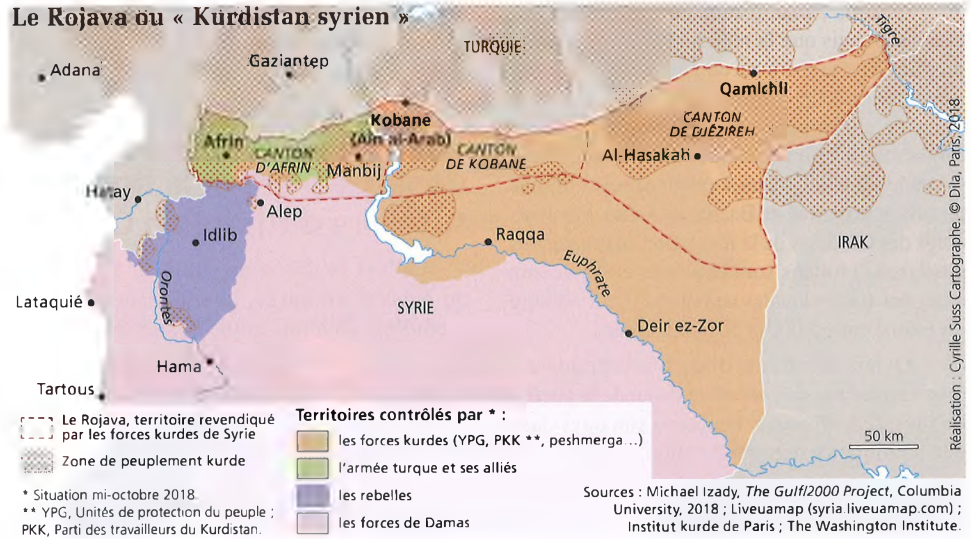
Quant aux États-Unis, leur attitude est relativement passive depuis le début de la guerre. Le président Obama a maintenu son pays dans une politique de non-intervention. En juin 2013 cependant, persuadés que le régime syrien avait utilisé des armes chimiques, les États-Unis ont décidé de fournir des armes notamment à l'Armée syrienne libre (ASL) en lutte contre Damas ainsi qu'aux forces YPG, et ce malgré les protestations de la Turquie<sup>1</sup>.

Le soutien militaire des États-Unis aux Kurdes est donc indéniable. Il s'est illustré lors de la bataille de Kobané fin 2014-début 2015 et s'est poursuivi par la fourniture d'armes lourdes et par l'envoi de 1 000 hommes des Forces



spéciales, en plus des troupes américaines de marines. En octobre 2015, sous l'impulsion des États-Unis, les YPG ont formé les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition qui réunit des groupes arabes affiliés à l'ASL, des chrétiens syriaques ainsi que des anarchistes et des marxistes-léninistes venus d'Europe et de Turquie, regroupés au sein du Bataillon international de libération<sup>2</sup>. Washington a toutefois tenu les Kurdes à distance des pourparlers de Genève et ne soutient pas le projet du confédéralisme démocratique du Rojava.

De son côté, la France, qui est sans doute le pays le plus impliqué d'Europe, est peu ou prou alignée sur la ligne américaine en soutenant les YPG dans sa lutte contre Daech, mais sans approuver le projet de confédéralisme démocratique.



## Le confédéralisme démocratique et la figure tutélaire d'Abdullah Öcalan

C'est le 20 mars 2005, à l'occasion du Nouvel An kurde, que le leader du PKK Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999, a rendu public son projet de confédéralisme démocratique. Ce projet marque un véritable tournant dans l'idéologie du PKK. Constatant que tout conflit armé destiné à créer un État-nation kurde indépendant menait à une impasse et que l'autoritarisme du marxisme-léninisme n'avait pas non plus fait ses preuves, Abdullah Öcalan promeut l'idée du confédéralisme démocratique – parfois également appelé confédéralisme kurde<sup>3</sup>. Se présentant comme un mouvement pluriethnique et internationaliste, le projet Öcalan est proposé comme une solution à la résolution des nombreux conflits nationaux et religieux du Moyen-Orient. Il est devenu la base idéologique et sociale d'une partie de la communauté kurde, en particulier au Rojava.

Le projet ne consiste pas à renoncer au socialisme, mais à se tourner vers un socialisme libertaire basé sur l'autogestion et des formes de démocratie directe qui puissent être coordonnées au sein d'un confédéralisme. L'objectif n'est plus de mener une lutte frontale contre la Syrie, l'Irak, l'Iran et surtout la Turquie afin de créer un nouvel État, le Kurdistan, mais d'opter pour une stratégie indirecte : le confédéralisme. « Au départ, l'objectif du PKK était de couronner l'existence du peuple kurde par un État-nation. [...] Mais nous avons réalisé que cette couronne



Les femmes représenteraient 40 % des forces combattantes des unités de défense du Rojava.

était superflue. Au contraire, elle est la source de nombreux problèmes nouveaux comme nous l'avons compris et appris par de nombreux exemples. Une constitution démocratique de la société est donc bien plus importante<sup>4</sup>. »

Cette nouvelle orientation n'est pas sans engendrer des tensions au sein du PKK, des courants se divisant entre la lutte armée ou la négociation, le marxisme-léninisme ou le confédéralisme démocratique<sup>5</sup>. Ces différentes tendances parviennent néanmoins à conserver une unité derrière la figure symbolique et tutélaire d'Abdullah Öcalan.

Ce dernier définit ainsi le régime du confédéralisme démocratique envisagé : « On peut qualifier ce type de gouvernance d'admini-

stration politique non étatique ou encore de démocratie sans État. Les processus démocratiques de prise de décision ne doivent pas être confondus avec les processus auxquels les administrations publiques nous ont habitués.

Les démocraties gouvernent là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus collectif. Les postes de responsabilité de l'État sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes. L'État considère légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire<sup>6</sup>. »

Et d'ajouter : « [...] le niveau local est le niveau où les décisions doivent être prises. Cependant, la vision sous-tendant ces décisions doit être en lien avec les questions globales. Nous devons nous rendre compte que même les villages et les quartiers urbains ont besoin d'une structure confédérale. Tous les domaines de la société doivent s'auto-administrer et tous

<sup>1</sup> En janvier 2018, environ 2 000 soldats américains étaient présents aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS). Cet appui aurait toutefois pris fin depuis, précisément pour apaiser Ankara.

<sup>2</sup> Cody Roche, « Factions fighting in the Syrian civil war », Bellingcat, 29 avril 2017 (www.bellingcat.com/news/mena/2016/08/13/syrian-opposition-factions-in-the-syrian-civil-war).

<sup>3</sup> A. Öcalan, *Guerre et paix au Kurdistan. Perspectives pour une résolution politique de la question kurde*, International Initiative Editions, 2010.

<sup>4</sup> A. Öcalan, *La Feuille de route vers les négociations. Carnets de prison*, International Initiative Editions, 2013, p. 92.

<sup>5</sup> Voir notamment Ahmet Hamdi Akkaya et Joost Jongerden, « Reassembling the Political: The PKK and the Project of Radical Democracy », *European Journal of Turkish Studies*, n° 14, 2012.

<sup>6</sup> A. Öcalan, *Confédéralisme démocratique*, International Initiative Editions, 2011, p. 23.



les niveaux de la société doivent être libres de participer<sup>7</sup>. »

En 2004, Abdullah Öcalan a pris contact par l'intermédiaire de ses avocats avec le militant et essayiste écologiste libertaire américain Murray Bookchin afin d'entamer un dialogue constructif. Avant de mourir peu après, M. Bookchin eut le temps d'envoyer un message au peuple kurde en vue de l'engager à fonder une société réellement libre et égalitaire et d'être le premier peuple établissant un confédéralisme démocratique tangible.

Pour mettre en place ce confédéralisme démocratique, A. Öcalan compte sur l'organisation de la KCK (Union des communautés du Kurdistan) qui regroupe le PKK en Turquie, le PYD en Syrie, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan) en Iran et le PCDK (Parti pour une solution démocratique au Kurdistan) en Irak.

## Le Contrat social du Rojava

En 2014 est rendue publique une charte déclarant l'autonomie démocratique du Rojava. Composée d'un préambule et de 96 articles, cette charte peut être résumée en deux points principaux : le rejet de l'État-nation, remplacé par le concept d'autonomie démocratique, et la défense du droit des femmes.

La charte du Rojava n'est pas une constitution dans la mesure où elle ne concerne pas un État, mais l'autonomie des trois cantons d'Afrin, de Kobané et de Djézireh. Elle consacre les droits et les libertés des citoyens, en insistant sur ceux des femmes, sur le multiculturalisme, la liberté d'expression, y compris dans les « représentations picturales » (art. 33), l'enseignement dans les langues maternelles et la liberté de religion – la religion yézidie, longtemps réprimée, est ici concernée. Nulle part n'est mentionné le terme de « laïcité », jugé trop autoritaire et antireligieux. Quant à la propriété privée, elle est reconnue comme un droit sans que soit évoquée l'idée d'un quelconque socialisme.

La charte détaille également la gouvernance des trois cantons qui repose sur trois organes, exécutif, législatif et judiciaire. Le pouvoir exécutif est exercé par un gouverneur, qui est élu par une Assemblée législative, et un conseil exécutif, qui est formé par le parti qui a remporté les élections. L'organe législatif se réduit à une seule chambre, l'Assemblée législative du canton. Élu pour quatre ans, elle doit compter au moins 40 % de femmes. Les députés ne peuvent exercer d'autres fonctions à côté de leur mandat. L'organe judiciaire est pour sa part composé d'un Conseil judiciaire qui garantit l'indépendance des juges. Deux organes de contrôle sont en outre prévus : une Haute Commission électorale, qui vérifie le bon déroulement des élections, et une Cour suprême, qui est composée de sept membres nommés par l'Assemblée législative pour quatre ans.

La charte du Rojava est appuyée par le

Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), qui est un regroupement de partis politiques et d'associations de la société civile ayant décidé de s'unir autour du projet du Rojava. Cette plateforme est devenue un acteur majeur de l'organisation politique et sociale du Rojava. L'objectif du TEV-DEM, dont le programme repose sur l'autogestion, l'écologie, le féminisme et la démocratie directe, consiste à organiser des groupes de base dans les rues, dans les quartiers des villes afin de débattre des questions sociales et de mettre en pratique ses principes directeurs.

Le rôle des communes est particulièrement mis en avant. L'autonomie décisionnelle de la commune doit notamment prévenir tout retour à un centralisme étatique. En cela, la Maison du peuple, qui compte chaque commune, doit constituer un lieu important permettant de vivifier la démocratie. Cette ambition consistant à vouloir redonner littéralement le pouvoir au peuple en lui permettant de participer aux décisions se heurte toutefois à certaines tensions sur le terrain, notamment entre la société civile représentée par le TEV-DEM et le PYD qui a une forte propension à l'hégémonie.

Forts de leurs succès militaires et de leur expansion territoriale, les Kurdes décident de réunir 200 délégués d'organisations politiques et sociales et 31 représentants de groupes ethniques, le 17 mars 2016, afin de proposer un projet de système fédéral démocratique du Rojava et de la Syrie du Nord. Ce document intitulé « Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord » sera finalement rendu public le 29 décembre 2016<sup>8</sup>.

À l'exception de la Russie, ce projet est en butte à l'hostilité de la Turquie, des États de la Ligue arabe et des États-Unis, qui estiment qu'un tel projet confédéral ne peut être reconnu que suite aux pourparlers de Genève, auxquels les Kurdes ne sont pas admis... La France reste prudente, acceptant toutefois de recevoir des délégués du Rojava ainsi que l'ouverture officieuse d'un bureau de représentation à Paris.

## Un projet socialiste et féministe

Le confédéralisme démocratique entend également promouvoir le socialisme et le féminisme. Le socialisme envisagé est qualifié d'« économie alternative ». « Les unités écologiques, sociales et économiques ne visent pas à faire du profit ; elles ont pour objectif essentiel la définition et le service des besoins fondamen-

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>8</sup> Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord ([www.rojavafrance.fr/system/redactor\\_rails/attachments/14/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf?1490681843](http://www.rojavafrance.fr/system/redactor_rails/attachments/14/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf?1490681843)).

<sup>9</sup> A. Öcalan, *La Feuille de route vers les négociations*, op. cit., p. 106.

<sup>10</sup> Voir Abdurrahman Hemo, « Rojava's Threefold Economy », *Ecology or Catastrophe*, 25 février 2015.

taux<sup>9</sup>. » L'objectif affiché est d'être autosuffisant.

Des « académies économiques » doivent former les entrepreneurs à ces nouvelles pratiques<sup>10</sup>. Dès 2013 se sont développées les premières coopératives : pain, fromage, vêtements, arachides, lentilles et produits d'entretien. Les institutions du Rojava prélèvent un tiers des revenus de ces coopératives. Les prix de certains produits, comme le blé, sont encadrés tandis que toute spéculation est interdite.

Le Rojava entend mettre en œuvre les thèses économiques de Murray Bookchin : « Au lieu de nationaliser et de collectiviser la terre, les usines, les ateliers et les centres de distribution, une communauté écologique municipaliserait son économie et s'associerait avec d'autres municipalités pour intégrer ses ressources dans un système confédéral régional. La terre, les usines, les ateliers seraient contrôlés par des assemblées populaires de communautés libres, et non par l'État-nation ou par des producteurs-travailleurs qui pourraient fort bien acquérir une mentalité de propriétaires<sup>11</sup>. » Dans les faits, la société et la vie économiques sont toujours basées sur la propriété privée des moyens de production avec des échanges marchands qui sont toutefois régulés.

Le féminisme est une autre composante largement mise en avant dans le projet du Rojava. Dans son ouvrage *Libérer la vie : la révolution de la femme*, Abdullah Öcalan insiste sur le rôle que les femmes doivent prendre dans la révolution, en développant notamment la notion de *jineoloji* (science de la femme) qui doit remettre en cause les rapports de domination entre l'homme et la femme. La parité est mise en avant dans les organes de représentation, et les femmes prennent une part active à l'économie du Rojava, en particulier au sein des coopératives<sup>12</sup>. Constituant des unités combattantes redoutables, les femmes sont très présentes dans les combats contre Daech. Elles terrorisent littéralement les islamistes qui croient ne pas pouvoir accéder au paradis s'ils sont tués par des femmes<sup>13</sup>.

## Des perspectives incertaines

Le 20 janvier 2018, l'armée turque a lancé une vaste offensive contre le canton d'Afrin, qui est l'un des trois cantons autonomes du Rojava en Syrie. L'objectif de cette opération *Rameau d'olivier* est clair : mettre un terme aux prétentions politiques des Kurdes qui contrôlent désormais largement le nord-est de la Syrie, aux frontières de la Turquie. Déjà en 2016, lors de l'opération *Bouclier de l'Euphrate*, l'armée

<sup>11</sup> M. Bookchin, *Une société à refaire*, Ecosociété (1990), 2010, p. 287.

<sup>12</sup> Voir Hawzhin Azeez, « Une coopérative de femmes au Rojava », 23 janvier 2017 ([www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava](http://www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava)).

<sup>13</sup> Patrice Franceschi, *Mourir pour Kobané*, éditions des Équateurs, Paris, 2015.

turque avait stoppé l'avancée des forces kurdes en les empêchant de relier les territoires d'Afrin et de Kobané. Cette opération a permis à la Turquie de peser dans les rapports de force diplomatiques engagés pour reconstruire une Syrie libérée de Daech. Elle a également fragilisé l'alliance de circonstance bâtie entre les États-Unis et les Kurdes.

Jusqu'en 2015 pourtant, les relations entre Ankara et le Parti de l'union démocratique (PYD) avaient laissé espérer un rapprochement. La situation s'est néanmoins tendue durant l'automne 2014, lors de l'offensive de Daech sur Kobané. Ankara avait alors semblé faciliter le ravitaillement des islamistes, en fermant notamment les yeux sur les trafics divers à ses frontières. Cette attitude a pu être interprétée comme une réponse au refus d'Öcalan de peser

en faveur de la fin de l'autonomie du Rojava. Cette condition avait été mise en avant par les autorités turques à la reprise des négociations pour la paix.

Les Russes espèrent désormais que les tensions croissantes entre la Turquie et les Kurdes auront comme conséquence un rapprochement des forces YPG avec le gouvernement de Bachar al-Assad. De son côté, l'Iran est prêt à concéder une autonomie aux Kurdes dès lors qu'elle ne remet pas en cause l'intégrité du territoire syrien et que les Kurdes mettent fin à leur alliance avec Washington. Les États-Unis ont, quant à eux, décidé de ne pas soutenir les forces YPG à Afrin, préférant jouer la carte de la prudence avec Ankara. Le 18 mars 2018, la ville d'Afrin est tombée aux mains de l'armée turque.

Le sort du Rojava demeure donc plus que jamais incertain, qui plus est avec l'effacement de Daech qui conduit à de nouveaux renversements d'alliances. La Turquie va-t-elle envahir le Rojava dans la continuité de son offensive contre Afrin ? Le gouvernement de Bachar al-Assad va-t-il tenter de mettre fin à l'initiative de nouvelle organisation politique et d'autonomie du Rojava avec l'aide de la Russie ? Quelle va être la stratégie des États-Unis dans ces circonstances ? C'est sans doute dans la mesure où elles ont été un acteur majeur de la lutte contre Daech que les forces du Rojava conservent un atout stratégique : aussi bien la Russie que les États-Unis savent que leur disparition entraînerait, dans l'immédiat ou les moins, une résurgence de l'État islamique. ■

Questions Internationales n° 94 – Novembre-décembre 2018

Questions  
internationales

Novembre-décembre 2018 N° 94

# La Turquie d'Erdoğan dans un environnement régional recomposé

\* Jean-Paul Burdy

est historien, enseignant-chercheur associé au master « Méditerranée-Moyen-Orient » de Sciences Po Grenoble. Il anime le blog Questions d'Orient-Questions d'Occident.

Jean-Paul Burdy \*

*En 2018, les relations de la Turquie avec l'Union européenne, Israël et les principaux États du Machrek arabe sont singulièrement dégradées. Depuis 2011, les évolutions du conflit syrien ont amené Ankara à abandonner l'objectif de renversement du président Bachar al-Assad ; replacé la question kurde au centre de ses engagements ; conduit à un ralliement à des stratégies russes, au prix de tensions avec l'OTAN. Ces changements de cap, contraints, ressortent d'une realpolitik martiale alimentant le nationalisme anatolien, et dont le président turc tire des bénéfices électoraux.*

À partir du milieu des années 2000, la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, candidate reconnue à l'adhésion à l'Union européenne (2004) et en croissance économique rapide, paraît évoluer vers un régime parlementariste démocrate-musulman prometteur : démocratisation politique, extension des libertés, ouvertures sur la question kurde. La politique régionale est alors fondée sur un optimiste « Zéro problème

avec les voisins ».

Une décennie plus tard, la Turquie du président Erdoğan est un régime autoritaire, piétinant les libertés, éliminant les contre-pouvoirs en procédant, depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, à des purges sans précédent. On y ajoutera des diatribes contre des dirigeants ouest-européens, des relations privilégiées avec la Russie, de fortes tensions avec les pays voisins.

Vus d'Europe occidentale, l'autoritarisme du régime et sa politique régionale sont devenus problématiques. Ainsi quand, le 24 juin 2018, R. T. Erdoğan remporte au premier tour l'élection présidentielle, les premiers à le féliciter par téléphone sont-ils le Russe Vladimir Poutine, l'Iranien Hassan Rohani, l'Azerbaïdjanais Ilham Aliyev et le Hongrois Viktor Orbán : un *who's who* de dirigeants autoritaires, illibéraux et anti-occidentaux que l'on retrouve nombreux le 9 juillet, quand le président turc prête serment devant la Grande Assemblée nationale, à Ankara.

## Du « zéro problème » aux relations dégradées avec les voisins

On peut distinguer ce qui ressort de stratégies prédéfinies ou de réactions aux événements. Pour les relations avec l'Union européenne, les responsabilités sont partagées entre Ankara et Bruxelles. La Turquie est un acteur de plein exercice en ce qui concerne Chypre et la question kurde. Mais n'ont relevé d'Ankara ni la politique interventionniste de Vladimir Poutine (Géorgie, Crimée, Syrie), ni la décision américaine d'entrer en guerre contre l'Irak, ni les printemps arabes ou la guerre en Syrie ou l'organisation État islamique. La Turquie a donc très souvent, surtout depuis 2011, été amenée à réagir à des situations déstabilisatrices imprévues.

Avant de devenir, de 2002 à 2009, conseiller diplomatique des Premiers ministres issus du Parti de la justice et du développe-



ment (AKP), puis ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014, le professeur de relations internationales Ahmet Davutoğlu avait posé en 2001 les fondements théoriques de ce que devrait être une nouvelle politique étrangère. Il estimait que, pour devenir un véritable acteur international, la Turquie devait déployer une politique étrangère vigoureuse et globalisée. Au plan régional, l'objectif était le « Zéro problème avec les voisins » et il s'agissait de le concrétiser tout particulièrement au Machrek arabe, sous-investi par la diplomatie turque – selon une ambition de puissance parfois qualifiée de « néo-ottomaniste ».

De fait, l'évolution la plus spectaculaire a concerné la Syrie. On est passé d'une quasi-belligérance en 1998 à un bilatéralisme exemplaire : proximité entre R. T. Erdogan et Bachar al-Assad ; ouverture de la frontière ; coopération économique ; projet de grand marché régional. Après 2004, les relations avec la Grèce se sont améliorées. Sous le parrainage des Nations Unies, des pourparlers sont engagés entre la partie grecque de la République de Chypre (au sud) et la République turque de Chypre du Nord – autoproclamée en 1983 et reconnue par la seule Turquie. Et alors que la frontière turco-arménienne est fermée depuis 1993, une « diplomatie du football » avait laissé espérer entre 2008 et 2009 une normalisation des relations avec Erevan.

En 2018, les tensions prévalent de nouveau entre la Turquie et ces mêmes voisins ou partenaires. La candidature à l'Union européenne est au point mort, l'intransigeance d'Ankara à propos de Chypre contribuant à conforter un peu plus les très fortes réticences exacerbées des opinions publiques et gouvernements européens. Pour le moment, chaque partie évite soigneusement de rompre le processus, pour ne pas avoir à en assumer la responsabilité : la Turquie, parce qu'officiellement elle entend toujours que sa candidature aboutisse ; Bruxelles, parce que la Turquie détient ce qui est parfois qualifié « d'arme nucléaire » – la fermeture de la route égéenne aux migrants, obtenue le 18 mars 2016 par Angela Merkel, moyennant le versement en plusieurs tranches par l'Union européenne de trois milliards d'euros. Le 9 juillet 2018, l'Union européenne était significativement représentée par le Grec Dimitris Avramopoulos, commissaire européen chargé des politiques migratoires. En mer Égée, les accrochages gréco-turcs sont à nouveau fréquents. Athènes refuse de livrer à Ankara des officiers turcs accusés d'avoir participé à la tentative de coup d'État de juillet 2016.

La question chypriote est désormais l'un des principaux facteurs de blocage de la négociation d'adhésion. En 2017, les pourparlers parrainés par l'ONU sont suspendus, achopant sur la question du retrait des 35 000 soldats turcs stationnés dans l'île. Et la marine turque



Le 22 novembre 2017, le président russe Vladimir Poutine a réuni à Sotchi, en Russie, ses homologues turc, Recep Tayyip Erdogan, et iranien, Hassan Rohani, afin de les convaincre d'appuyer ses efforts en Syrie.

s'oppose à des forages offshore d'exploration gazière, faute de délimitation des eaux territoriales autour de Chypre. Au soir de sa prestation de serment, le président Erdogan s'est rendu à Nicosie pour inaugurer une grande mosquée, pièce maîtresse d'un vaste ensemble universitaire. La mainmise turque sur Chypre-Nord ne cesse de se renforcer.

La virulence du nationalisme en Turquie et les pressions azerbaïdjanaises expliquent quant à elles l'abandon de l'amorce d'ouverture vers Erevan. Ankara a toujours soutenu Bakou dans le conflit du Haut-Karabakh qui oppose l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pays d'ancrage de la Turquie dans la zone Caucase-Caspienne. Le 9 juillet 2018, le président turc a consacré son premier déplacement officiel à une rencontre avec son homologue Ilham Aliyev, à Bakou.

## La double centralité du conflit syrien et de la question kurde

En 2010, la Turquie de l'AKP se pense comme une référence pour l'ensemble du Moyen-Orient. Pas plus que quiconque, elle n'a anticipé les printemps arabes, initialement perçus comme favorables à ses objectifs d'influence. En effet, les forces politiques majoritaires lors des premières élections post-2011 en Tunisie, en Libye, en Égypte et au Maroc se rattachent aux Frères musulmans, courant islamiste sunnite dont l'AKP est proche.

Les désillusions apparaissent vite, et la Syrie devient un écueil majeur : Ahmet Davutoğlu multiplie en vain les navettes pour convaincre Bachar al-Assad de faire des concessions. La Turquie change alors de stratégie et fait du renversement du président syrien sa priorité. À la satisfaction générale,

elle laisse sa frontière avec la Syrie ouverte, devenant la base arrière politique, militaire, médicale des opposants et combattants syriens ou étrangers de toutes tendances. Elle accueille aussi sur son sol entre trois et quatre millions de réfugiés, pour partie dans des camps organisés, mais majoritairement dispersés dans le pays, où ils s'installent pour rester, obtenant pour certains la nationalité turque.

Très vite, la mouvance jihadiste sunnite impose sa suprématie et Ankara fait le choix de la soutenir, à l'instar des pétromonarchies du Golfe. Quand, en 2014, Daech proclame l'État islamique syro-irakien et devient l'unique préoccupation des Occidentaux, la présidence turque maintient ses livraisons clandestines d'armes par l'Organisation nationale du renseignement (*Millî İstihbarat Teşkilatı*, MIT). La rupture avec l'organisation État islamique, en juillet 2015, est suivie d'une sanglante vague d'attentats en Turquie (2016-2017). Des changements de cap ont donc lieu, mais Ankara n'en a pas l'exclusivité comme les errements des politiques occidentales en Syrie l'ont amplement démontré.

L'évaluation des positionnements d'Ankara doit se faire à partir d'une grille de lecture kurde transnationale, et inclure des logiques politiques internes. Après l'arrestation en 1999 d'Abdullah Öcalan, le dirigeant du PKK (*Partiya Karkêren Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan), la question kurde en Turquie connaît quelques avancées linguistiques et culturelles. Puis, en 2012-2013, pour diviser l'électorat kurde, Ankara amorce un processus de discussions avec le PKK.

Mais, au même moment, l'affaiblissement du régime de Damas favorise l'autonomisation des Kurdes de Syrie : le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), branche syrienne du PKK, prend la direction



politique du Rojava (« Kurdistan occidental »), et ses milices, les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel*, Unités de protection du peuple), contrôlent une longueur croissante de la frontière syro-turque. Craignant que le Rojava ne devienne l'exemple à suivre pour les Kurdes de Turquie, Ankara s'emploie à empêcher que les différents cantons du Rojava le long de la frontière ne soient reliés. Fin 2014, Daech essaie de reprendre la ville de Kobané aux Kurdes syriens. L'armée turque verrouille la zone, et les Kurdes ne remporteront la bataille que grâce à l'aviation américaine.

À l'été 2015, le PKK décide de s'engager dans une « guerre des villes » dans le Sud-Est turc. La répression par l'armée turque est brutale, accompagnée de bombardements sur les bases arrière du PKK dans les monts Qandil, au Kurdistan d'Irak. Peu après, les Américains apportent officiellement leur soutien aux forces kurdo-arabes du PYD dans la lutte contre Daech. D'août 2016 à mars 2017, l'opération de l'armée turque *Bouclier de l'Euphrate* vise à empêcher les Kurdes d'accéder à la rive occidentale du fleuve. À partir de janvier 2018, l'opération *Rameau d'olivier* a pour objectif de chasser les Kurdes du canton d'Afrin, frontalier du Hatay turc. Lue à l'aune kurde, cette politique syrienne apparaît donc étroitement corrélée à la politique intérieure.

La coïncidence des calendriers ne doit rien au hasard. L'opération *Bouclier de l'Euphrate* est lancée un mois après le coup d'État militaire raté de juillet 2016. L'annonce début 2018 d'élections présidentielle et législatives anticipées est quant à elle faite juste après le lancement de *Rameau d'olivier*, occasion pour le président turc d'apparaître en uniforme militaire de « commandant en chef ». Ces engagements militaires et la propagande militariste et complotiste qui les accompagne permettent au « candidat Erdoğan » d'entretenir la radicalisation nationaliste d'une partie de sa population contre le PKK et Daech, et de légitimer l'alliance de l'AKP avec le MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti du mouvement nationaliste), parti d'extrême droite très anti-kurde.

La Constitution fédérale irakienne de 2005 reconnaît l'autonomie du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK), installé à Erbil. La Turquie refuse initialement le principe même d'une entité kurde autonome, avant de changer de position et de s'investir à Erbil, tout en continuant à bombarder le PKK à Qandil. Au contraire d'un Iran interventionniste, Ankara a entériné sans ingérences majeures les évolutions de l'Irak post-2005.

En mars 2011, le Premier ministre Erdoğan se rend en Irak, se recueille dans des lieux saints chiites et rencontre le grand ayatollah chiite Ali al-Sistani. Cette visite inédite d'un dirigeant sunnite entend illustrer l'esprit d'ouverture du régime d'Ankara. Après la proclamation de l'organisation État islamique (Daech) à l'été 2014, et comme les Gardiens de la révolu-

tion islamique (*pasdaran*) et les forces occidentales, des forces turques se positionnent pour empêcher la progression de Daech, alors même que la rupture entre Ankara et l'État islamique n'est pas à l'ordre du jour en Syrie. Après que les forces irakiennes ont repris Mossoul à l'automne 2016, ce stationnement d'un contingent turc devient un abcès de tension entre Bagdad et Ankara, qui se rapprochent ensuite, en accord avec l'ensemble de la communauté internationale, pour rejeter le référendum d'indépendance du Kurdistan organisé par Erbil à l'automne 2017.

## Avec la Russie et l'Iran : realpolitik de voisinage, rapports des forces en Syrie

Entre janvier 2017 et juin 2018, Vladimir Poutine a échangé à vingt-huit reprises par téléphone avec R. T. Erdoğan, et l'a rencontré sept fois en tête à tête<sup>1</sup>. À défaut d'un « retournement stratégique », ces chiffres attestent la fréquence actuelle des relations bilatérales. Les contentieux avec la Russie n'ont jamais manqué, mais Ankara et Moscou partagent plusieurs préoccupations stratégiques communes.

De la mer Noire au Caucase et à la Syrie, la présence militaire russe est dense autour de la Turquie, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La Turquie, aux ressources énergétiques réduites, importe son pétrole d'Azerbaïdjan et d'Irak, mais la Russie fournit 60 % de ses besoins en gaz, par les gazoducs Blue Stream (2003) et Turkish Stream (en construction). Alors que de nombreuses entreprises anatoliennes interviennent en Russie et que le pays compte sur la manne des touristes russes, Ankara a confié au russe Rosatom la construction de sa première centrale nucléaire à Akkuyu (Méditerranée).

Le rapprochement avec la Russie s'inscrit certes dans le contexte des tensions turques croissantes avec l'Occident. Toutefois, un tournant se produit à l'évidence suite à l'intervention militaire russe en Syrie à l'été 2015. Cette opération exaspère Ankara, car elle modifie radicalement le rapport des forces militaire et diplomatique au profit de Damas et au détriment des Turcs, qui ne peuvent désormais plus agir sans l'accord de Moscou. Au point que, le 24 novembre 2015, deux avions de chasse F-16 turcs ont abattu un avion militaire russe Sukhoï 24 (SU-24). En décembre 2016, Alep-Est doit capituler après des mois de bombardements russes et syriens, et ce alors que la Turquie répétait qu'Alep ne tomberait pas. Le 19 décembre, l'ambassadeur de Russie à Ankara est assassiné par un policier turc « au nom des combattants d'Alep ».

Pourtant, début 2017, le président Erdoğan décide de se rapprocher de Moscou, désormais seul acteur en capacité de peser sur Damas et Téhéran, et de dialoguer avec Israël et l'Arabie

<sup>1</sup> Gildas Des Roseaux, « Avec quels dirigeants Trump et Poutine ont-ils le plus de contacts ? », *Le Figaro*, 16 juillet 2018.



Le président turc Erdoğan recevant son homologue azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, à Ankara, le 25 avril 2018. La Turquie, aux ressources énergétiques réduites, importe de grandes quantités de pétrole d'Azerbaïdjan.

saoudite. Ankara rejoint donc le processus d'Astana, une initiative russe de sortie de conflit syrien associant Téhéran et Ankara, et parfois des Syriens. Il s'agit de la part des Turcs de la prise en compte très réaliste des nouveaux équilibres, alors que les Occidentaux ne se préoccupent plus que de défaire l'organisation État islamique. En septembre 2018, c'est à Sotchi (Russie) que le président turc négocie directement avec Vladimir Poutine la création d'une « zone démilitarisée » autour de l'enclave d'Idlib, pour éviter une offensive frontale des troupes de Damas susceptible de précipiter à nouveau un flot de réfugiés vers la Turquie. Ce compromis conforte une véritable aire turque au nord de la Syrie.

Ankara entend aussi mettre la pression sur Washington, pour son soutien aux Kurdes de Syrie et ses attermoissements sur les ventes de missiles Patriot et de chasseurs F-35 à la Turquie. Ce dernier point explique la commande à la Russie, en 2017, de batteries de missiles antiaériens S-400, évidemment incompatibles avec les procédures de l'OTAN. Pour le moment, ces choix russes ont surtout conforté les Occidentaux dans leurs préventions à l'égard d'un « allié turc » saisi par l'*hubris* du pouvoir.

La géographie et l'histoire imposent un voisinage de raison entre la Turquie et l'Iran, au-delà des différences confessionnelles et des engagements multilatéraux (OTAN/anti-impérialisme). Les deux pays ont une frontière qui est toujours restée ouverte, et l'Iran fournit 20 % des besoins turcs en gaz. Ils ont souvent été en concu-



rence : au Liban ; dans le soutien au Hamas à Gaza ; dans la stigmatisation d'Israël<sup>2</sup>. Mais ils ont aussi des points de convergence : l'antiaméricanisme, certes plus structurel en Iran ; la tentative, par l'accord de Téhéran du 10 juin 2010, de proposer une sortie de la crise du nucléaire iranien, alternative au renforcement des sanctions internationales. Et, surtout, la préoccupation sécuritaire autour de la question kurde, qui se pose aussi à l'Iran à la fois en termes d'intégration d'une région périphérique, de crise environnementale et de confrontation avec des oppositions armées. Le PJAK (*Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*, Parti pour une vie libre au Kurdistan) iranien est largement une filiale du PKK turc. Et c'est un groupe jihadiste kurde iranien qui est responsable des premiers attentats de l'organisation État islamique à Téhéran en juin 2017. Le 8 septembre 2018, l'Iran a ainsi bombardé au Kurdistan d'Irak un rassemblement du groupe armé PDKI (*Partî Dêmkirafî Kurdistanî Êran*, Parti démocratique du Kurdistan d'Iran).

L'interventionnisme de la République islamique en Irak puis en Syrie ressort d'une realpolitik de puissance, analysée par ses adversaires comme la volonté de construire un « croissant chiite »<sup>3</sup>. En 2015, à Riyad, le président Erdoğan dénonce « l'expansionnisme [chiite iranien] » – ce qui était prendre parti dans la rivalité de puissance entre l'Arabie et l'Iran. Puis, alors même qu'Ankara et Téhéran soutiennent des camps opposés en Syrie, le *reis* met ses critiques en sourdine, jusqu'à se retrouver avec les Iraniens dans le processus d'Astana contrôlé par Moscou.

## Au Moyen-Orient arabe : la Turquie entre sunnisme et frérisme

Si « néo-ottomanisme » il devait y avoir, on le trouverait peut-être dans une « politique sunnite » d'Ankara qui semble parfois faire écho au panislamisme du dernier grand sultan calife ottoman, Abdülhamid II (1876-1909). Pour le président turc, jamais avare de dévotions publiques et d'inaugurations de nouvelles mosquées, le retour de la société turque à l'islam après la « parenthèse kémaliste », ou la forte présence turque au sein de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'autorisent à prétendre à une influence particulière dans le monde musulman.

De nombreux freins existent à cette influence : sa dimension d'ingérence turque, qui peut gêner au Machrek arabe ; sa rivalité avec d'autres centres de référence – l'université al-Azhar au Caire, les autorités wahhabites à Riyad et à Médine. La tonalité anti-chiite de certaines déclarations turques a pu irriter les communautés chiites et le pouvoir iranien. Le sunnisme est une

<sup>2</sup> Malgré les invectives réciproques, les relations sécuritaires et commerciales turco-israéliennes n'ont jamais été interrompues.

<sup>3</sup> Jean-Paul Burdy, « Perturbation ou stabilisation ? La realpolitik, une constante de la politique régionale iranienne », *Questions internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 44-52.

carte utile, mais son efficacité n'est pas garantie.

Sans se présenter explicitement comme la branche turque des Frères musulmans, l'AKP appartient de fait à cette mouvance islamiste. Lors des printemps arabes, Ankara a politiquement soutenu les Frères, qui ont approché le pouvoir par les urnes, avant souvent d'en être écartés, remerciés par les électeurs, chassés par les militaires ou écrasés par la guerre. Dès lors, le soutien turc au président égyptien Mohamed Morsi est devenu la cause de la brouille majeure avec l'Égypte du maréchal al-Sissi, sans perspective d'amélioration de la relation bilatérale. Les préparatifs d'installation d'une base turque au Soudan irritant plus encore Le Caire. Preuve en est, le chef de l'État turc a achevé son discours de prestation de serment le 9 juillet 2018 en faisant de la main le signe de la Rabia : pouce replié vers la paume, quatre doigts dressés<sup>4</sup>. C'est depuis 2013 le signe de ralliement des Frères égyptiens, assimilé par le régime du maréchal al-Sissi à une manifestation de terrorisme.

La Turquie n'est pas non plus très à l'aise dans le golfe Persique. Elle a un temps courtisé l'Arabie saoudite mais, à l'été 2017, Ankara a choisi le Qatar contre Riyad dans la crise du Conseil de coopération du Golfe, et annoncé le renforcement de sa base militaire dans l'émirat. Ce choix s'explique par le soutien partagé des deux capitales aux Frères musulmans, mais aussi à certains groupes rebelles en Syrie. L'émir du Qatar a remercié Ankara en promettant en août 2018 d'investir 15 milliards de dollars en Turquie, afin de redresser la monnaie turque en plein effondrement.

Rappelons enfin que la Turquie est active dans les Balkans centraux, comme l'attestent les fréquents déplacements officiels de Recep Tayyip Erdoğan, souvent à l'occasion des grandes fêtes musulmanes. En Asie centrale

<sup>4</sup> Après le coup d'État militaire du 3 juillet 2013, un sit-in de protestation de quarante jours s'est tenu sur la place Rabia al-Adawiyya, au Caire, avant d'être écrasé dans un bain de sang. Le signe de la Rabia est apparu peu de temps après.



Lors d'un meeting électoral à Istanbul le 29 mai 2018, R. T. Erdoğan fait le signe de la Rabia – pouce replié vers la paume, quatre doigts dressés. Ce geste de ralliement est né en 2013 parmi les membres de la confrérie des Frères musulmans lors du coup d'État de l'armée égyptienne contre le président Mohamed Morsi.

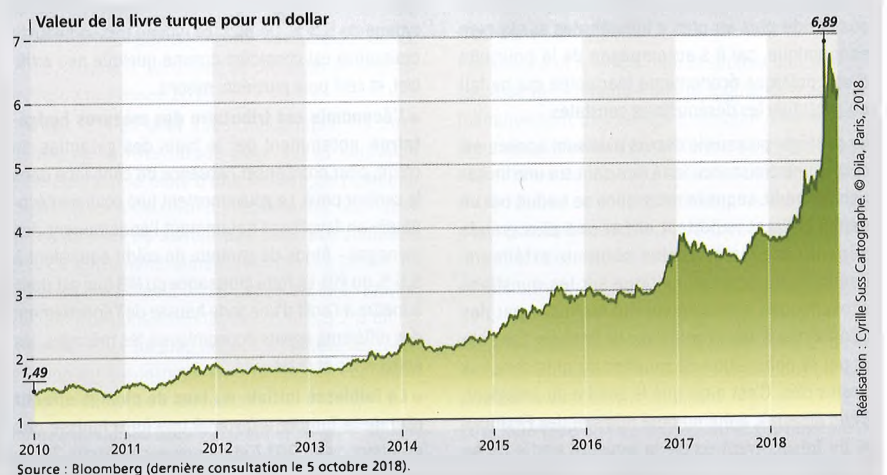
post-soviétique, majoritairement turcophone, la Turquie a trouvé un espace de déploiement économique, et de réseaux scolaires et universitaires. La Turquie y est cependant concurrencée par la montée en puissance de la Chine. Et alors que, parrainé par Moscou et Pékin, Téhéran est depuis 2005 membre observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Ankara n'est depuis 2012 que « partenaire de discussion » des dossiers sécuritaires et énergétiques.



La politique régionale de la Turquie renvoie à l'autonomisation d'une realpolitik qui prend de moins en moins en compte les attentes européennes et américaines, mais que Recep Tayyip Erdoğan, dirigeant autoritaire, charismatique et tacticien, sait faire fructifier électoralement, une corrélation rarement prise en compte. Pourtant, le comportement électoral des Turcs installés dans les États de l'Union européenne en témoigne : le vote pour « l'homme fort qui porte haut le drapeau national contre les ennemis de la Turquie » ne cesse d'augmenter. En Allemagne, 65,7 % des suffrages se sont portés sur son nom le 24 juin 2018. ■

## Une économie turque sous tension

Évolution de la livre turque par rapport au dollar (2010-2018)



# Les vicissitudes de l'engagement turc au Moyen-Orient Du « néo-ottomanisme » à l'aventure syrienne

Jana Jabbour \*

*Quiconque observe l'évolution de la présence turque au Moyen-Orient ne peut que constater l'ironie de l'histoire. Alors que, à la veille des révolutions arabes, la Turquie avait acquis le statut de puissance régionale au Moyen-Orient et faisait figure de « modèle » d'un pays musulman démocratique et laïque, aujourd'hui son engagement dans la région est critiqué et ses capacités sont mises à l'épreuve par la crise syrienne.*

\* Jana Jabbour

est politologue, enseignante à Sciences Po, auteure de *La Turquie : l'invention d'une diplomatie émergente* (CNRS Éditions, 2017).

Il y a quelques années, la Turquie apparaissait comme l'étoile montante du Moyen-Orient. Elle semble désormais s'embourber dans le gouffre moyen-oriental. Pourtant, les difficultés et les obstacles qu'y connaît actuellement la diplomatie turque ne doivent pas effacer la « *success story* » et les réalisations d'Ankara dans la région pendant la décennie 2000.

## Le retour de la Turquie en Orient

Au cours de la décennie 2000, la Turquie a réussi, grâce à son dynamisme économique et à son activisme diplomatique, à s'affirmer comme un acteur incontournable du système international. Cette montée en puissance s'est accompagnée de l'affirmation du pays dans son environnement moyen-oriental. La Turquie s'est activement engagée, sur les plans à la fois économique, politique et socioculturel, s'érigeant en pôle d'attraction de la région.

Cette évolution contraste avec le divorce historique qui a longtemps caractérisé les rapports entre la Turquie et le monde arabe. En effet, pendant la majeure partie du xx<sup>e</sup> siècle, tout opposait Ankara et les pays arabes. D'un côté, souhaitant construire un État moderne

calqué sur le modèle occidental, le fondateur de la république, Mustafa Kemal Atatürk, avait choisi de tourner le dos au monde arabe et de débarrasser la Turquie des influences orientales. De l'autre, de par son alignement sur le camp occidental pendant la guerre froide et son intégration à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Turquie apparut aux yeux des États arabes comme l'auxiliaire des États-Unis et le cheval de Troie de l'Occident dans la région.

L'engagement de la Turquie au Moyen-Orient dans les années 2000 représente donc une rupture avec les pratiques passées. Cet engagement s'est manifesté sur le plan politique et diplomatique par la pacification des relations bilatérales avec les États arabes – popularisée par le slogan « Zéro problème avec les voisins » –, ainsi que, sur le plan économique, à travers l'application de nouvelles mesures favorisant une intégration des économies et une interdépendance turco-arabe – signature d'accords de libre-échange, levée des visas. Sur le plan socioculturel, les échanges entre Arabes et Turcs se sont multipliés, comme en témoignent l'essor du tourisme ou aussi la popularité des feuilletons turcs au Moyen-Orient. D'anciens ennemis, la Turquie et les pays arabes, sont devenus des partenaires.

Ce retour de la Turquie en Orient a tantôt été expliqué par l'identité « islamiste » du parti au pouvoir, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement), qui serait – selon certains analystes – naturellement

enclin à s'engager dans un processus de rapprochement avec le monde arabo-musulman ; ou tantôt par le « néo-ottomanisme », soit la résurrection d'un réflexe impérial en Turquie qui la pousserait à reconstruire une sphère d'influence au Moyen-Orient, dans les territoires ayant jadis fait partie de l'Empire ottoman.

Si ces explications ne sont pas dénuées de sens, elles offrent néanmoins une analyse réductrice des motivations d'Ankara dans la région. En réalité, l'engagement de la Turquie au Moyen-Orient est lié à l'affirmation de celle-ci comme puissance émergente et à la redéfinition de son rôle géostratégique dans un monde post-bipolaire.

## Le Moyen-Orient, « hinterland » indispensable pour une Turquie en quête de statut et de puissance

La conception d'un rôle nouveau pour la Turquie sur la scène internationale repose sur la pensée d'un universitaire devenu ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre : Ahmet Davutoğlu. Dans son livre *Stratejik derinlik : Türkiye'nin uluslararası konumu* [Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie] publié en 2001<sup>1</sup>, Ahmet Davutoğlu évalue la place de la Turquie sur la scène internationale à la fin de la guerre froide et propose une refonte de la diplomatie turque de façon à permettre à son pays de gagner une place plus avantageuse dans le système international et d'acquiescer un statut digne de sa grandeur passée. Pour Ahmet Davutoğlu, la Turquie possède, du fait de son héritage impérial et de sa position géographique unique au carrefour de plusieurs continents, une « profondeur stratégique », ce qui lui permet de déployer une politique d'influence dans son voisinage et de s'imposer comme un acteur géopolitique incontournable.

Si tous les espaces avoisinants sont importants dans l'analyse de ce « Kissinger turc », le Moyen-Orient occupe néanmoins une place de choix. Le considérant comme une « région clé » pour les équilibres géostratégiques à l'échelle mondiale, Ahmet Davutoğlu estime que le Moyen-Orient doit constituer « la colonne vertébrale » de la politique de puissance de la Turquie. Pour l'intellectuel-stratège, la Turquie devrait construire une sphère d'influence au Moyen-Orient et utiliser cet espace comme tremplin, afin de s'affirmer progressivement comme puissance à l'échelle mondiale.

Les relations avec les États arabes ne sont donc pas conçues comme substitut à l'axe occidental de la Turquie, et le Moyen-Orient n'est pas perçu comme un champ de compen-

<sup>1</sup> En turc, éditions Kure yayınları, Istanbul.



sation face au rejet de la Turquie par l'Union européenne. Cette région est plutôt pensée de façon instrumentale comme une zone d'influence et un « hinterland » (arrière-cour) nécessaires pour l'affirmation de la Turquie sur la scène internationale.

Dans son livre, Ahmet Davutoğlu insiste sur la métaphore du tir à l'arc : « Il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrirons en Europe. » D'où son insistance également sur la métaphore des cercles concentriques : « La Turquie déploie sa stratégie de puissance d'abord dans un premier cercle – le Moyen-Orient – pour rayonner, à partir de là, en Europe et dans le monde. En ce sens, la dimension régionale de la diplomatie turque est arrimée à la dimension globale : en consolidant sa place au Moyen-Orient, la Turquie accroîtrait sa valeur et son poids géostratégiques et pourrait ainsi acquérir le statut de puissance à l'échelle mondiale. »

Selon Ahmet Davutoğlu, pour que la Turquie puisse s'affirmer comme puissance, elle doit en outre se réconcilier avec son identité musulmane et son héritage impérial. C'est en invoquant sa grandeur passée que la Turquie peut revendiquer une place plus avantageuse sur la scène internationale et régionale. En ce sens, la réhabilitation de l'Empire ottoman dans le discours officiel turc, loin d'être le reflet d'une politique panislamiste ou « néo-ottomane », est une ressource politique et une arme diplomatique au service des ambitions de la Turquie émergente.

Malgré l'originalité de sa pensée, Ahmet Davutoğlu aurait pu rester *persona incognita* en Turquie, et sa vision aurait pu ne jamais se matérialiser. Or, l'arrivée au pouvoir en 2002 de l'AKP, parti « naissant » sans expérience en matière de politique étrangère, joue en sa faveur. Il est nommé conseiller diplomatique du Premier ministre en 2002, puis ministre des Affaires étrangères en 2009, avant d'occuper le poste de Premier ministre entre 2014 et 2016. Pendant plus d'une décennie, il a été l'architecte et le maçon de la politique étrangère d'Ankara, et sa pensée a servi de base à la réflexion stratégique turque. Avec Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu forme alors le duo de l'intellectuel visionnaire et du leader charismatique, insufflant à la politique étrangère turque un nouveau dynamisme.

## Les vecteurs de l'affirmation turque au Moyen-Orient

L'engagement d'Ankara dans la région a aussi été rendu possible par une série d'évolutions intérieures qui ont contribué à ouvrir le pays à son environnement arabe. Sur le plan politique, les années 2000 voient l'arrivée et le maintien au pouvoir du parti AKP. Celui-ci, de par son identité musulmane-conservatrice, est un parti « arabo-compatible ». Il a donc naturellement opté pour une politique de rapprochement avec les pays arabo-musulmans.



Au lendemain de la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, des manifestants palestiniens et turcs brandissent devant la mosquée al-Aqsa les portraits du président turc Erdoğan et des drapeaux palestiniens.

Sur le plan économique, l'engagement d'Ankara au Moyen-Orient a été motivé par la recherche de nouveaux marchés pour une économie turque en pleine croissance. Dans les années 2000, la Turquie est un « État commerçant » (*trading state*) tourné vers les exportations. Les marchés du Moyen-Orient lui offrent alors de grandes opportunités encore inexploitées, surtout dans un contexte de saturation des marchés européens.

En parallèle, la décennie 2000 est marquée par l'ascension d'une nouvelle élite économique composée d'hommes d'affaires issus de la région anatolienne, qui sont conservateurs sur le plan social et libéraux sur le plan économique. Cette nouvelle bourgeoisie islamique, connue sous le nom de « tigres anatoliens »<sup>2</sup>, s'est constituée en un groupe d'intérêt : la Müsiad (*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des hommes d'affaires et industriels indépendants de Turquie). Faisant partie de la base électorale de

l'AKP et offrant à ce parti un soutien financier, la Müsiad fait pression sur le gouvernement turc pour favoriser les échanges commerciaux avec le Moyen-Orient, une région avec laquelle les tigres anatoliens partagent des affinités culturelles et qui répond à leurs intérêts économiques en termes d'accès à des marchés faiblement exploités.

Enfin, l'affaiblissement progressif de la tutelle de l'armée sur la vie politique a éliminé un obstacle institutionnel de taille au rapprochement turco-arabe. Gardienne de la République et garante de l'héritage kémaliste, l'armée a toujours veillé à maintenir une distance avec le monde arabe. Or, le rééquilibrage des rapports civilo-militaires au profit du pouvoir civil a permis d'émanciper la politique étrangère turque et de la « déverrouiller ». Le Moyen-Orient n'est plus conçu comme une zone de dangers et de menaces. Il est désormais perçu comme une zone de projection de la puissance turque, un champ de manœuvre indispensable pour l'affirmation de la Turquie à l'échelle mondiale.

## La Turquie à la conquête du Moyen-Orient

S'appuyant sur ces évolutions intérieures qui ont rendu possible une ouverture sur le Moyen-Orient, la Turquie s'est progressivement affirmée comme pôle d'attraction régionale. Pour ce faire, elle a employé des stratégies et des instruments novateurs.

D'abord, le gouvernement AKP a développé un discours néo-tiers-mondiste censé attirer les populations arabo-musulmanes. En affichant sa solidarité avec la « cause » palestinienne et en se posant en défenseur des « opprimés »,

<sup>2</sup> Par analogie aux « tigres asiatiques » (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Vietnam et Philippines) qui ont connu une croissance économique fulgurante dans les années 1990 et sont devenus des pays exportateurs.

<sup>3</sup> Deux épisodes témoignent du soutien de la Turquie à la cause palestinienne : en 2009, au sommet de Davos, R. T. Erdoğan s'emporte contre Shimon Peres et accuse Israël de « terrorisme d'État » ; en 2010, la Turquie tente de briser le blocus israélien sur Gaza en y envoyant une flottille d'aides humanitaires. Celle-ci est attaquée par Tsahal et 9 militants turcs sont tués sur le *Mavi Marmara*. Ankara dépose alors plainte contre Israël devant la Cour pénale internationale. Dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, R. T. Erdoğan jure de venger les Palestiniens.



R. T. Erdoğan a voulu gagner le cœur et les esprits des peuples arabes et accroître par là même la popularité de son pays dans la « rue » arabe<sup>3</sup>.

Toutefois, ce discours n'est qu'« accessoire ». Alors que R. T. Erdoğan multipliait les attaques contre Israël (*Israel bashing*), Ankara agissait avec pragmatisme en maintenant sa relation privilégiée avec Tel-Aviv<sup>4</sup>.

Ensuite, la Turquie s'est engagée sur la voie de la médiation des conflits intrarégionaux (Israël/Syrie, Iran/communauté internationale, Hamas/Fatah, factions irakiennes, communautés libanaises). Cette « diplomatie de la paix » lui a permis de se présenter comme une puissance « bienveillante » qui propose des solutions aux crises et réconcilie les parties opposées.

La Turquie s'est de surcroît distinguée par sa diplomatie du grand écart, c'est-à-dire par l'entretien de relations décomplexées avec des acteurs antagonistes du système international (Iran, Israël, Russie, Hamas, Fatah, Union européenne, OTAN, États-Unis). Sa capacité inédite à jongler diplomatiquement entre l'Orient et l'Occident et à s'insérer dans un système d'alliances occidentales (OTAN, Union européenne), tout en étant un pays musulman en développement, a suscité admiration et respect dans la région. Enfin, au niveau socioculturel, l'exportation massive de feuilletons, la création de centres culturels et l'offre de bourses d'études aux étudiants arabes ont contribué au « pouvoir de séduction » et au *soft power* turc au Moyen-Orient.

Si la Turquie a amélioré ses relations avec tous les États arabes, la Syrie et l'Irak offrent l'exemple le plus frappant de la réussite de sa diplomatie de bon voisinage. Vu leur rôle central dans le système régional arabe, ces deux pays ont été considérés comme la porte d'entrée de la Turquie au Moyen-Orient. Ils ont alors occupé une place de choix dans la politique de « Zéro problème avec les voisins ». Ainsi, alors que les relations avec Damas et Bagdad étaient tendues dans les années 1990<sup>5</sup>, la décennie 2000 témoigne d'une lune de miel turco-syrienne et turco-irakienne : établissement d'un conseil de coopération stratégique avec chacun des deux pays, essor du commerce bilatéral, levée des visas, ouverture d'un consulat turc à Erbil (Kurdistan irakien), doublement des feuilletons turcs en Syrie.

En somme, en l'espace d'une décennie, la Turquie a réussi à s'imposer comme un partenaire politique, stratégique et économique de poids auprès des États arabes. Elle est même venue à incarner un « modèle » dont ils pouvaient s'inspirer pour réussir leur propre transition vers la modernité.

## Ankara et le défi des révolutions arabes

Le déclenchement des révolutions arabes a pris Ankara au dépourvu et a menacé de balayer ses acquis et réalisations au Moyen-Orient. Face à la nouvelle donne, la Turquie s'est d'abord montrée prudente, avant d'emboîter le pas au changement. Lors des premières révolutions (Tunisie, Égypte, Libye), la réponse d'Ankara a consisté à attendre que les régimes soient renversés pour ensuite se présenter comme le parrain des révolutionnaires en leur proposant un savoir-faire en matière de transition vers la démocratie à travers la mise en œuvre du côté opérationnel du « modèle » turc<sup>6</sup>.

Surtout, au lendemain des révolutions, Ankara a fait le pari d'une victoire des groupes islamistes arabes aux urnes, ces groupes étant les mieux organisés et les plus présents sur le terrain. La Turquie s'est donc employée à se rapprocher des Frères musulmans en Égypte, d'Al Nahda en Tunisie et du Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, et leur a offert un soutien logistique et financier, de façon à les « clientéliser ». À travers la cooptation de ces islamistes, la Turquie voulait garantir que l'ordre régional post-printemps arabes gravite autour d'elle, les islamistes la considérant comme leur source d'inspiration et leur « sponsor ».

## La Syrie : le test de puissance

Le déclenchement de la crise syrienne a posé un tout autre défi au gouvernement turc. Les excellentes relations nouées avec Bachar al-Assad étaient une condition nécessaire pour l'« entrée » de la Turquie au Moyen-Orient, et il fallait donc les préserver pour garantir la place d'Ankara dans la région. Au début de la crise syrienne, agissant avec pragmatisme, la Turquie a tourné le dos aux révolutionnaires syriens. De mars à septembre 2011, dans une tentative de sauver le régime syrien et préserver ainsi les acquis d'Ankara, Ahmet Davutoğlu et Recep Tayyip Erdoğan ont essayé de convaincre Bachar al-Assad d'offrir des concessions aux révolutionnaires afin d'assurer son maintien au pouvoir.

Toutefois, à partir d'août 2011, l'intensification de la répression contre les révolutionnaires et l'activisme accru du PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique), la branche syrienne du PKK (*Partiya Karkêren Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan), ont mis fin à la politique de réalisme et de neutralité turque. Une inflexion majeure s'est alors produite. Ankara est passé d'une politique de réaction au changement en Syrie à une politique d'impulsion du changement, faisant du renversement d'Assad une priorité.

<sup>6</sup> En juin 2011, un groupe de révolutionnaires tunisiens et égyptiens a été invité au siège de l'AKP à Istanbul pour suivre une formation sur la préparation de campagnes électorales, la rédaction de programmes d'un parti, le leadership politique, etc.

Ce fut là le début de la descente aux enfers. Pour hâter la chute du régime baathiste, Ankara a apporté un soutien logistique et matériel à l'opposition syrienne, sans se préoccuper de l'identité et de la nature des mouvements qui recevaient ce soutien. C'est ainsi que progressivement, et dans un contexte de prolongation de la crise syrienne et de radicalisation de l'opposition, la Turquie s'est retrouvée le « sponsor » de Daech. Or, le monstre Daech, ayant son propre agenda, s'est progressivement retourné contre la Turquie. Il a commencé à menacer sa sécurité nationale à travers des attentats terroristes qui ont ciblé Istanbul, Ankara, Suruç et Diyarbakir.

L'enlèvement de la Turquie dans l'engrenage syrien a eu des effets dévastateurs pour le pays. Sur le plan régional, le recours d'Ankara au *hard power* et son alignement sur un « camp » contre un autre ont nui à ses relations de bon voisinage et à son capital de sympathie dans la région. Les opérations de l'armée turque en Syrie – *Bouclier de l'Euphrate*, *Rameau d'olivier* – ont ravivé la mémoire de l'oppression ottomane et décrédibilisé le discours turc qui vantait la fraternité turco-arabe. Sur le plan intérieur, la crise syrienne a également eu un impact désastreux : d'une part, l'afflux massif de réfugiés syriens a pesé lourd sur l'économie du pays<sup>7</sup> ; d'autre part, les velléités des Kurdes syriens ont encouragé le PKK à la reprise de la lutte armée contre l'État turc.

Surtout, la crise syrienne a conduit à une crispation autoritaire du pouvoir en Turquie. Se sentant encerclé dans la région et piégé par ses voisins, le gouvernement turc a dérivé vers l'autoritarisme et la concentration des pouvoirs. La crise syrienne a en ce sens révélé les « vases communicants » qui existent entre politique étrangère et politique intérieure : selon un phénomène habituel en pareil cas, le sentiment d'insécurité à ses frontières a suscité une rigidification autoritaire à l'intérieur.

Réalisant les coûts de sa politique syrienne, le gouvernement turc a depuis 2015 procédé à une réévaluation de ses priorités. Désormais, pour l'AKP, la désintégration territoriale de la Syrie et l'éventuelle autonomisation des Kurdes syriens représentent une menace plus importante pour Ankara que le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, car elles risquent d'avoir un « effet domino » à l'intérieur de la Turquie.

C'est la raison pour laquelle Ankara a entamé un revirement de sa politique syrienne. À travers une médiation russo-iranienne, elle s'est rapprochée en coulisse du régime de Bachar al-Assad et a coordonné avec lui les opérations militaires au nord de la Syrie, faisant de la lutte contre l'expansionnisme kurde sa priorité.

L'éviction d'Ahmet Davutoğlu en mai 2016 est le symptôme de cette « volte-face ». D'abord en tant que ministre des Affaires étrangères puis en tant que Premier ministre, Ahmet Davutoğlu

<sup>4</sup> Les accords de coopération militaire de 1996 ne sont pas révoqués, le volume du commerce bilatéral atteint les 4 milliards de dollars, et un nouveau pipeline reliant les deux pays est en cours de construction.

<sup>5</sup> Les relations avec la Syrie et l'Irak ont été tendues en raison de différends territoriaux (souveraineté sur Mossoul et sur la province d'Alexandrette), économiques (partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate) et géopolitiques (soutien de Hafez al-Assad à Abdullah Öcalan, leader du PKK, et autonomisation des Kurdes en Irak faisant de ce pays une menace pour la Turquie).

<sup>7</sup> La Turquie accueille 3,5 millions de réfugiés syriens, ce qui représente un coût de 10 milliards de dollars.



était intimement associé à la politique de renversement de Bachar al-Assad menée par l'AKP. Afin de préparer l'opinion publique turque à un virage à l'égard de la Syrie, il fallait donc se débarrasser d'Ahmet Davutoğlu pour tourner la page du passé et inaugurer une nouvelle ère dans les rapports turco-syriens.

## À la recherche d'une nouvelle « profondeur stratégique » ?

Dans les années 2000, le Moyen-Orient a donc servi de champ d'expérimentation et de laboratoire politique pour tester la nouvelle diplomatie turque et le nouveau rapport d'Ankara au monde. Or, si au début de la décennie Ankara a brillé au Moyen-Orient, la guerre en Syrie a porté un coup d'arrêt à son ascension régionale. La crise syrienne a en effet révélé l'impuissance

de la Turquie au Moyen-Orient. Elle a montré le décalage entre ses ambitions et ses capacités réelles. Non seulement la Turquie a été incapable de renverser Bachar al-Assad, mais elle a fait appel aux puissances occidentales (OTAN, États-Unis, Union européenne) pour la secourir.

Désormais, la marche turque vers la puissance semble plus que jamais compromise. Les coûts de l'enlèvement de la Turquie dans la crise syrienne ont révélé que le Moyen-Orient, au

lieu d'être un tremplin pour Ankara, représente un frein, un handicap et une épine dans le pied. Surtout, avec la démission d'Ahmet Davutoğlu, qui a été l'architecte de la diplomatie turque, la politique étrangère turque est devenue un bateau ivre, sans repères.

...

Après l'aventure moyen-orientale de

la Turquie qui aura duré plus d'une décennie (2002-2018), un désir de désengagement de cette région est dorénavant perceptible dans les cercles diplomatiques turcs. Ankara est désormais à la recherche d'une nouvelle sphère d'influence plus facile à contrôler que la région complexe et conflictuelle du Moyen-Orient. D'où le « pivot » vers l'Asie orientale et l'Afrique, où Ankara déploie actuellement une politique économique et socioculturelle active.

Or, cette quête continue d'une « profondeur stratégique » et ce jonglage diplomatique permanent apparaissent en fait révélateurs d'un problème essentiel : la Turquie n'a toujours pas tranché la question de son identité... Est-elle européenne, orientale, occidentale, asiatique ? Cette volatilité identitaire constitue à la fois sa force et sa faiblesse... ■

Questions  
internationales

Novembre-décembre 2018 N° 94

# Une nouvelle République autoritaire

Jean Marcou \*

\* Jean Marcou

est professeur, directeur des relations internationales, directeur du master « Méditerranée-Moyen-Orient » (MMO), Institut d'études politiques de Grenoble.

*Démocratie parlementaire inachevée, souvent interrompue par des interventions militaires, au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la Turquie a semblé amorcer une transition politique prometteuse avec*

*l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, ce qui lui a permis d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Mais ce scénario optimiste a finalement avorté, laissant la place à une présidentialisation autoritaire, qui a été consacrée par les dernières élections anticipées du 24 juin 2018.*

Les racines du constitutionnalisme et du régime représentatif turcs remontent à l'Empire ottoman. La période des réformes – dite des *Tanzimat* entre 1839 et 1877 –, qui tente d'enrayer le déclin de ce dernier, aboutit au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à une Constitution qui est largement l'œuvre des Jeunes-Ottomans, un mouvement politique qui souscrit au libéralisme occidental, sans renier les principes de l'islam. Rapidement suspendue par le sultan Abdülhamid II, la Constitution ottomane de 1876 n'est rétablie qu'en 1908, à l'occasion de la révolution des Jeunes-Turcs, qui débouche sur une première expérience de gouvernement représentatif, connue sous le nom de seconde monarchie constitutionnelle (1908-1912).

Après la disparition de l'Empire ottoman, la première Constitution de la République de Turquie en 1924 établit une sorte de régime d'assemblée, doté d'un président de la République, d'un Premier ministre et d'un Parlement monocaméral, qui est formellement titulaire de la souveraineté. Mais, dans les faits, la république de Mustafa Kemal, bien qu'elle son rétablissement et d'une nouvelle intervention militaire (« le coup d'État post-moderne » de 1997), c'est l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement), un parti issu de la mouvance islamiste, qui est porté au pouvoir lors des élections législatives de 2002. Certains pensent alors que ces post-islamistes peuvent débloquer le cercle vicieux dans lequel

la démocratisation turque s'est enfermée, d'autres estiment au contraire qu'ils ont un « agenda caché » et que leur objectif est de transformer la Turquie en une république islamique.

Quinze ans plus tard, force est de constater qu'un autre scénario a prévalu. Plus qu'une énième reconduction de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir, les élections anticipées du 24 juin 2018 ont consacré l'avènement d'une nouvelle ère politique islamo-nationaliste et populiste, qui était en gestation depuis plusieurs années<sup>1</sup>.

## La fin du modèle de la transition

Lorsque l'AKP arrive au pouvoir en 2002, la Turquie, dont la candidature à l'Union européenne vient d'être reconnue, est engagée dans un processus d'approfondissement de sa démocratie. Elle paraît ainsi souscrire au modèle de la transition politique issue de l'expérience des pays de l'Europe méridionale, après la fin des dictatures dans les années 1970. En l'occurrence, il s'agit d'expurger la Constitution de 1982 et les autres textes fondamentaux des dispositions sécuritaires imposées par l'armée.

Dès 2001, une importante révision a aligné la deuxième partie de cette Constitution, consacrée aux droits fondamentaux, sur les normes européennes, et réduit les pouvoirs du Conseil de sécurité nationale – une instance à l'origine, essentiellement militaire exerçant une tutelle permanente sur les autorités civiles. Le gouvernement de l'AKP poursuit ses efforts par une série de paquets d'harmonisation législative – concernant principalement les droits civil et pénal –, ce

<sup>1</sup> Jean Marcou, « Les multiples visages de l'AKP au pouvoir », *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018, p. 18-23.

qui lui permet d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne en 2005.

Dès lors, il utilise les exigences normatives européennes pour combattre les immixtions militaires dans les affaires civiles et faire reculer le pouvoir d'État – armée, hautes cours de justice, hiérarchie universitaire... –, qui constitue le principal obstacle auquel il se heurte, dans une situation où l'opposition parlementaire traditionnelle paraît très affaiblie. L'ambiguïté de cette tactique apparaît nettement lorsqu'en 2008 il fait adopter une révision constitutionnelle pour lever l'interdiction du foulard islamique dans les universités, au nom de la liberté de conscience garantie par le droit européen.

Au même moment, de grandes affaires (Ergenekon, Balyöz...) instruites par des procureurs liés au mouvement Gülen, qui travaillent alors pour l'AKP, dénoncent des complots imaginaires contre le gouvernement, et réduisent l'influence de l'establishment en permettant l'arrestation de centaines de personnalités laïques (militaires, universitaires, journalistes...).

En septembre 2010, une révision constitutionnelle est adoptée par référendum pour renforcer, conformément aux exigences européennes, l'indépendance de la justice et l'État de droit. Dans les faits, elle affaiblit les capacités de résistance des instances judiciaires les plus élevées (Cour constitutionnelle, Conseil supérieur des juges et des procureurs...).

Mais, alors même que les privilèges de l'armée se réduisent comme peau de chagrin, que les auteurs survivants des coups d'État passés sont traduits en justice et qu'un processus pour résoudre la question kurde est amorcé, le succès de cette transition politique vers un régime civil conforme aux normes européennes semble toujours à l'ordre du jour. Séduits par cette expérience d'un gouvernement musulman réussissant économiquement et politiquement, les printemps arabes popularisent d'ailleurs significativement, à cette époque, l'idée d'un « modèle turc ».

Pourtant, entre 2011 et 2014, une série d'incidents commencent à jeter le doute sur la nature des évolutions en cours en Turquie. Des arrestations choquantes de journalistes montrent que la liberté d'expression reste fragile, la répression sans ménagement des manifestations de Gezi<sup>2</sup> amène à s'interroger sur l'exemplarité de ce modèle turc, les querelles au sein de la mouvance au pouvoir entre l'AKP et le mouvement Gülen débouchent sur une épuration sans précédent de la police et de la justice.

À l'issue de son élection à la présidence en 2014, R. T. Erdoğan multiplie les déclara-



Depuis le coup d'État avorté de juillet 2016, des dizaines de milliers de responsables politiques, intellectuels, militants des droits de l'homme, journalistes, enseignants, entrepreneurs, militaires, fonctionnaires de la justice ou de la police ont été arrêtés. Bon nombre sont toujours en attente de jugement.

tions néo-ottomanes et nationalistes et plus généralement les postures anti-occidentales. La fin du processus de paix avec les Kurdes et les purges qui suivent la tentative de coup d'État

de juillet 2016 confortent cette évolution. Alors que les accrochages se multiplient entre Ankara, l'Union européenne et certains de ses États membres, le chef de l'État turc se met à défier ouvertement les valeurs européennes en annonçant qu'il envisage de rétablir la peine de mort ou en regrettant que, pour se conformer aux demandes de Bruxelles, son pays ait consenti à la dépenalisation de l'adultère.

Cette attitude intervient de surcroît dans un contexte nouveau qui voit les succès dans plusieurs États occidentaux de dirigeants ou de phénomènes populistes, à l'égard desquels le président turc ne cache pas, le plus souvent, sa sympathie<sup>3</sup>. Il estime qu'ils reflètent la revanche du peuple sur des élites arrogantes – un peu comme dans son pays.

Pour la Turquie de R.T. Erdoğan, la fin du modèle de la transition démocratique semble résulter moins de la volonté d'en finir avec les incapacités endémiques à promouvoir un État de droit plus accompli que du choix politique des dirigeants de l'AKP de se démarquer de leurs projets initiaux, inspirés par les normes européennes, pour promouvoir un autre type de régime.

## La présidentialisation du système à l'ordre du jour

Il faut dire que la nature de la réforme constitutionnelle envisagée a aussi profondément changé depuis 2002. Parti de l'idée d'approfondissement de la citoyenneté, impliquant en outre la nécessité de résoudre pacifiquement la question kurde, le projet constitutionnel de l'AKP a en effet pris une dimension principalement institutionnelle, lorsque le gouvernement a annoncé son désir d'établir un régime présidentiel. Cette évolu-

tion est intervenue en 2012, au moment même où le régime montrait des premiers signes d'autoritarisme, avec la multiplication d'atteintes aux libertés fondamentales.

La première élection du président de la République au suffrage universel en 2014 a accéléré cette mutation. Issue de la révision constitutionnelle adoptée par référendum en octobre 2007, l'élection du chef de l'État par le peuple était initialement moins le résultat d'un projet politique de l'AKP que celui de la riposte du parti au pouvoir à une offensive de l'establishment tendant à empêcher l'élection par le Parlement d'Abdullah Gül à la magistrature suprême. Pourtant, cette élection acquise, le régime parlementaire a perduré entre 2007 et 2014, Abdullah Gül comprenant sa fonction comme celle d'un arbitre et laissant gouverner le Premier ministre, qui était alors Recep Tayyip Erdoğan.

Or, dès la déclaration de sa candidature en 2014, ce dernier s'est mis à expliquer qu'il se faisait une tout autre idée de la fonction présidentielle, celle d'une instance politique entendue comme le poumon du système. Il n'est donc pas étonnant que cette conception de la présidence ait prévalu après l'élection du fondateur de l'AKP, R. T. Erdoğan réactivant à son profit tous les pouvoirs que lui donnait la Constitution et soumettant le Premier ministre à ses directives.

Ainsi, dès 2014, dans la pratique, le régime politique de la Turquie est devenu d'essence semi-présidentielle, alors même que, depuis la Seconde Guerre mondiale, il était toujours resté parlementaire, en dépit des coups d'État et des tentatives de renforcement de la présidence qui les avaient parfois accompagnés.

La poursuite de ce mouvement de présidentialisation a ensuite été favorisée par le contexte des années qui suivirent, marqué par l'aggravation de la crise syrienne, des attentats spectaculaires dans les grandes villes turques, la fin du processus de paix avec les Kurdes et, pour finir, la tentative de coup d'État de juillet 2016 suivie par des purges qui ont concerné plus de 150 000 fonctionnaires. Cette situation a banalisé l'idée d'un exécutif fort, rapproché l'AKP du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti du mouvement nationaliste) et, pour finir, débloqué les équilibres politiques qui avaient empêché jusqu'à présent une réforme des institutions.

En apportant ainsi leur soutien au projet de régime présidentiel, les députés du MHP ont contribué à son adoption par référendum, en avril 2017. Cette révision de la Constitution permet au président d'être membre d'un parti politique et de dissoudre l'Assemblée, supprime la fonction de Premier ministre et réduit l'indépendance de la magistrature. Cette présidentialisation du système ne devait pourtant prendre effet qu'en 2019, date prévue pour les prochaines élections législatives et présidentielle. À la demande du MHP, le nouvel allié de l'AKP, ces dernières se sont pourtant tenues, de façon anticipée, le 24 juin 2018. Elles ont vu la reconduction au pouvoir de R. T. Erdoğan et de l'AKP.

<sup>2</sup> Ce mouvement de contestation spontané a été provoqué par la volonté de défendre un parc, aménagé à l'époque kémaliste, dans un quartier central d'Istanbul (Taksim). La municipalité (AKP) de la ville avait décidé de détruire cet espace vert pour rebâtir une caserne ottomane qui devait abriter un centre commercial. Les brutalités policières et l'intransigeance de R. T. Erdoğan à l'égard des protestataires lui valurent alors de nombreuses critiques et ont terni son image à l'étranger.

<sup>3</sup> Viktor Orban, de son côté, a déclaré à plusieurs reprises son admiration pour Recep Tayyip Erdoğan. Voir « Hungary's Orban rails Erdoğan while railing against "undemocratic" Western Europe », *Hürriyet Daily News*, 28 juillet 2018 ([www.hurriyetaidailynews.com/hungarys-orban-hails-erdogan-while-railing-against-undemocratic-western-europe-135146](http://www.hurriyetaidailynews.com/hungarys-orban-hails-erdogan-while-railing-against-undemocratic-western-europe-135146)).



## Une transformation profonde du système des partis

Cette mutation du système politique turc a été portée par une transformation profonde des forces politiques. L'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 a constitué un véritable séisme pour les partis politiques. Seules deux formations – l'AKP et le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple) – ont en effet franchi le seuil des 10 %, nécessaire pour avoir une représentation au Parlement.

Créditée de la majorité absolue des sièges avec seulement 34,2 % des voix, la formation fondée par Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül a fait disparaître de l'échiquier politique les partis de centre-droit – héritiers du parti démocrate d'Adnan Menderes et du Parti de la mère patrie (ANAP) de Turgut Özal – qui avaient le plus souvent gouverné la Turquie au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Elle a aussi marginalisé les islamistes traditionnels (*Saadet Partisi*) avec lesquels les fondateurs de l'AKP avaient rompu – en se présentant dorénavant comme « démocrates conservateurs » –, un an auparavant, au moment de la dissolution du FP (*Fazilet Partisi*, Parti de la vertu). De leur côté, les kémalistes du CHP, outre leur électorat social-démocrate et laïque habituel, ont rassemblé les secteurs de la société hostiles à la venue au pouvoir de l'AKP.

Cette configuration politique exceptionnelle, qui a permis à la Turquie de renouer avec un gouvernement monopartisan majoritaire, a sensiblement évolué en 2007 lors des élections générales suivantes, avec le retour des nationalistes du MHP et l'arrivée d'une formation kurde. Parti d'extrême droite créé en 1969 et dirigé actuellement par Devlet Bahçeli, le MHP est le représentant d'une vieille famille politique ultranationaliste d'inspiration panturquiste.

Quant aux députés kurdes, en 2007, ils se sont présentés comme candidats indépendants, avant de former, une fois élus, un groupe parlementaire au sein de l'hémicycle. Leur parti, le DTP (*Demokratik Toplum Partisi*, Parti de la société démocratique), est alors le dernier avatar des formations politiques kurdes, tolérées depuis le début des années 1990 et régulièrement Parti républicain du peuple) – ont en effet franchi le seuil des 10 %, nécessaire pour avoir une représentation au Parlement.

Créditée de la majorité absolue des sièges avec seulement 34,2 % des voix, la formation fondée par Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül a fait disparaître de l'échiquier politique les partis de centre-droit – héritiers du parti démocrate d'Adnan Menderes et du Parti de la mère patrie (ANAP) de Turgut Özal – qui avaient le plus souvent gouverné la Turquie au cours de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Elle a aussi marginalisé les islamistes traditionnels



Lors des élections générales anticipées du 24 juin 2018, le président turc a formé une coalition hors du commun avec le Parti du mouvement nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi* ou MHP), dont le leader est Devlet Bahçeli qui fut pourtant longtemps un adversaire acharné de l'AKP.

(*Saadet Partisi*) avec lesquels les fondateurs de l'AKP avaient rompu – en se présentant dorénavant comme « démocrates conservateurs » –, un an auparavant, au moment de la dissolution du FP (*Fazilet Partisi*, Parti de la vertu).

De leur côté, les kémalistes du CHP, outre leur électorat social-démocrate et laïque habituel, ont rassemblé les secteurs de la société hostiles à la venue au pouvoir de l'AKP.

Cette configuration politique exceptionnelle, qui a permis à la Turquie de renouer avec un gouvernement monopartisan majoritaire, a sensiblement évolué en 2007 lors des élections générales suivantes, avec le retour des nationalistes du MHP et l'arrivée d'une formation kurde. Parti d'extrême droite créé en 1969 et dirigé actuellement par Devlet Bahçeli, le MHP est le représentant d'une vieille famille politique ultranationaliste d'inspiration panturquiste.

Quant aux députés kurdes, en 2007, ils se sont présentés comme candidats indépendants, avant de former, une fois élus, un groupe parlementaire au sein de l'hémicycle. Leur parti, le DTP (*Demokratik Toplum Partisi*, Parti de la société démocratique), est alors le dernier avatar des formations politiques kurdes, tolérées depuis le début des années 1990 et régulièrement

dissoutes par la Cour constitutionnelle (HEP, DEP, ÖZDEP, HADEP, DEHAP, DTP). Lui ont succédé depuis le BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie) entre 2009 et 2014 et le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples) désormais.

Cette structure partisane 1 + 3, reposant sur un parti majoritaire (AKP) et trois formations trop différentes pour s'unir (CHP, MHP, Kurdes), va dominer la vie politique pendant les dix années qui suivent. L'AKP étant majoritaire, elle ne conditionne certes pas la formation des gouvernements. Mais R. T. Erdoğan, qui ne dispose pas de la majorité renforcée lui permettant de modifier la Constitution, est néanmoins à la recherche d'une alliance pour aller plus loin dans les réformes qu'il veut entreprendre. Dans

le contexte du processus de paix – entre 2013 et 2015 –, alors même que le leader de l'AKP vient de se prononcer en faveur d'un régime présidentiel, les milieux nationalistes le soupçonnent de vouloir négocier un statut d'autonomie pour les Kurdes afin d'obtenir leur appui à la présidentialisation du système.

Mais c'est un autre scénario qui va prévaloir. Lors des élections législatives de juin 2015, la structure 1 + 3 est ébranlée à la fois par le résultat des nationalistes (16,2 %) et par le succès du HDP (13,1 %). Instruits par le bon score de leur candidat Selahattin Demirtaş à la présidentielle de 2014 (9,6 %), les Kurdes, plutôt que des candidats indépendants, ont présenté des listes partisans et franchi le seuil des 10 %. Cette double poussée prive l'AKP de sa majorité absolue, qu'il ne retrouvera qu'en novembre, à l'occasion d'élections anticipées.

En tout état de cause, cette alerte fait prendre conscience à R. T. Erdoğan de ce que l'élargissement de sa base électorale est devenu une nécessité. La fin du processus de paix avec les Kurdes en 2015 et l'instauration de l'état d'urgence à l'issue de la tentative de coup d'État en juillet 2016 poussent le parti au pouvoir à se rapprocher des nationalistes du MHP, d'autant plus enclins à une telle alliance qu'ils sont au même moment confrontés à la dissidence de Meral Akşener

qui va déboucher sur la création d'un nouveau parti, le Bon Parti (*İyi Parti*). Cette convergence AKP-MHP s'est avérée décisive par la suite.

## Les élections anticipées du 24 juin 2018 et les perspectives politiques

Le 24 juin 2018, la victoire de R. T. Erdoğan et de l'AKP, lors des élections législatives et présidentielle, n'aurait pu être obtenue sans l'appui du MHP. Dans la perspective de ce scrutin et de cette alliance, le parti au pouvoir a d'ailleurs modifié la loi électorale pour autoriser les coalitions partisans. Avec 52,5 % des suffrages exprimés, le président sortant a devancé largement son principal adversaire Muharrem İnce, le candidat du CHP, crédité de 30,6 %. Parallèlement, l'Alliance populaire (*Cumhur İttitaki*), une coalition rassemblant l'AKP et le MHP, a obtenu 53,6 % des voix et 344 sièges au Parlement (sur 600), tandis que l'Alliance de la nation (*Millî İttitaki*), un regroupement temporaire de l'opposition, réunissant le CHP, le Bon Parti et deux formations marginales, n'atteint que 33,9 %, et ne peut compter que sur 189 sièges dans l'hémicycle. En dehors de cette nouvelle victoire de l'AKP, les enseignements majeurs de ces élections concernent l'extrême droite et les Kurdes.

Contrairement à ce qui était attendu, le MHP est parvenu à augmenter le nombre de ses sièges, tandis que le Bon Parti n'a franchi que de justesse



le seuil des 10 %. Sa candidate, Meral Akşener, a déçu en ne terminant que quatrième de la présidentielle. Les électeurs les plus nationalistes ont donc été séduits par la politique kurde répressive de R. T. Erdoğan.

Mais le bon score du parti nationaliste s'explique aussi par le fait que ce dernier a réussi à rallier les électeurs qui se sont détournés de l'AKP<sup>4</sup>. En votant pour le MHP au sein de

l'Alliance populaire, ces derniers ont eu en fait la faculté d'exprimer leur mécontentement à l'égard du parti au pouvoir, sans pour autant basculer dans l'opposition.

La dernière leçon du scrutin concerne le bon score du parti kurde (11,7 %). Tandis que le gouvernement pariait sur sa marginalisation, le HDP a renforcé son groupe au Parlement (67 sièges) et adressé un nouveau pied de nez au régime en plaçant son candidat à la présidentielle, Selahattin Demirtaş, à la troisième place, alors même qu'il avait fait campagne de sa prison ! Ce résultat montre que, malgré sa gestion résolument sécuritaire de la question kurde et en dépit de l'abandon du processus de paix, l'AKP ne parvient pas à se défaire de ce phénomène politique kurde, qui perdure donc dans son propre système.

Politiquement, la Turquie est ainsi divisée en trois blocs. Le premier d'entre eux (50 % à 55 % du corps électoral), matérialisé par l'alliance AKP-MHP, reflète la confiance que les populations néo-urbaines et rurales continuent à témoigner à R. T. Erdoğan pour améliorer leur niveau de vie dans le respect des valeurs traditionnelles, mais en fermant les yeux sur les atteintes aux libertés. Le deuxième bloc (30 % à 35 %), représenté par l'électorat du CHP et du Bon Parti, exprime les inquiétudes des élites et des secteurs les plus sécularisés de la société, concernant notamment la montée de l'autoritarisme et les menaces contre la démocratie. Le troisième bloc (10 % à 15 %), qui incarne d'abord le fait politique kurde (et 60 % de l'électorat kurde), a aussi réussi à séduire, en particulier dans les grandes villes, un électorat turc de gauche, déçu par l'opposition traditionnelle. L'opposition sort très affaiblie de ce scrutin. Le CHP est en proie à des querelles internes, son candidat malheureux à la présidentielle contestant l'actuelle direction du parti. Déçu par son résultat, Meral Akşener semble vouloir prendre ses distances avec la vie politique, ce qui risque d'être fatal au Bon Parti. Quant aux dirigeants et aux militants kurdes, ils continuent d'être la cible d'une répression sévère, qui handicape leur action politique.

<sup>4</sup> « Vote shifted between AKP and MHP, says top pollster », interview de Bekir Ağırdir, directeur de l'Institut Konda, *Hürriyet Daily News*, 2 juillet 2018 ([www.hurriyetdailynews.com/votes-shifted-between-akp-and-mhp-says-top-pollster-134047](http://www.hurriyetdailynews.com/votes-shifted-between-akp-and-mhp-says-top-pollster-134047)).

### Turquie : quelques indicateurs statistiques \*

**Superficie** : 779 452 km<sup>2</sup>

**Population** : 80,8 millions d'habitants (2018)

**Densité** : 103,7 habitants/km<sup>2</sup>

**Taux d'urbanisation** : 72,9 % (2014) ; moyenne UE : 75 %

**Taux de natalité** : 16,5 ‰ (2016) ; moyenne UE : 10 ‰

**Taux de mortalité** : 5,3 ‰ (2016) ; moyenne UE : 10 ‰

**Évolution du taux de mortalité infantile** : 25,8 ‰ (2005), 10,7 ‰ (2015)

**Espérance de vie** : 78,1 ans

**Part de la population de moins de 15 ans** : 23,7 %

**Monnaie** : livre (ou lire) turque (TRY) ; 1 € = 6,99 TRY (au 11 octobre 2018)

**PIB** : 851 milliards de dollars

**PIB par habitant** : 10 592 dollars

**Taux de chômage** : 9,6 % (avril 2018)

**IDH** : 0,767 (71<sup>e</sup> rang mondial)

**Indice de Gini** : 41,9 (2016)

**Part de l'industrie dans le PIB** : 32 %

**Part des services dans le PIB** : 61 %

**Part de l'agriculture dans le PIB** : 7 %

**Part des dépenses militaires dans le PIB** : 2,2 %

**Exportations** : 156,6 milliards de dollars

**Importations** : 233,8 milliards de dollars

**Indice des prix à la consommation (Inflation)** : 17,9 % (août 2018)

\* Chiffres de 2017 (sauf indication contraire).

Sources : Eurostat ; Ministère français de l'Économie et des Finances ; Banque centrale de la République de Turquie ; OCDE ; Banque mondiale.



Inauguré en 2014 par R. T. Erdoğan, le nouveau palais présidentiel (ou palais blanc) situé à Ankara est construit dans un style néo-seldjoukide. Ses dimensions (plus de mille pièces et 200 000 mètres carrés) et son coût (environ 450 millions d'euros) ont été à l'origine de nombreuses polémiques.

La forte participation qui a marqué ces élections (86,2 %) ne doit pas faire illusion sur la nature du régime qui est en train de se mettre en place. À l'issue des élections, et avant la levée de l'état d'urgence (le 18 juillet 2018), une série de décrets majeurs ont été pris afin de procéder à la restructuration complète de l'exécutif rendue nécessaire par la disparition du poste de Premier ministre, une fonction qui existait depuis l'Empire ottoman. Ces décrets, qui ont réduit le nombre de ministères à seize<sup>5</sup> et centralisé la plupart des instances administratives autour de

la présidence, font entrer la Turquie dans une nouvelle ère ou, comme a pu le dire un éditorialiste turc, dans une « Seconde République »<sup>6</sup>. ■

<sup>5</sup> On observe d'ailleurs significativement la disparition du ministère des Affaires européennes.

<sup>6</sup> Murat Yetkin, « Turkey's second republic », *Hürriyet Daily News*, 9 juillet 2018 ([www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/turkeys-second-republic-134334](http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/turkeys-second-republic-134334)).



# Soirée d'hommage à Ahmet Altan

C'est pour Ahmet Altan, écrivain et journaliste condamné à la prison à vie en Turquie, qu'Asli Erdogan était présente le 17 septembre à la mairie de Paris, à l'initiative de l'association, Les Nouveaux Dissidents, avec Aysegul Sert (journaliste, reporter au *New York Times*), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez *Actes Sud*), et Guillaume Perrier, journaliste au *Monde*.

■ PAR MARIE-ANNE THIL

Asli Erdogan, comme toujours vêtue de noir, renvoie une silhouette fragile mais déterminée. Les séquelles de son emprisonnement de 4 mois et demi sont visibles et ont créé des dommages permanents. Mais elle vient témoigner pour Ahmet Altan, comme elle s'y est engagée depuis l'incarcération à vie de celui-ci en février 2018.

Depuis sa prison, Ahmet Altan a écrit aux participants de la soirée dans une lettre lue par Asegul Sert qui se souvient, enfant, qu'elle entendait chez ses parents "les histoires des écrivains et des journalistes qui passaient leur temps au tribunal à cause de leurs écrits engagés, sous pression à cause de leurs points de vue, et persécutés à cause de leur identité". En 1980, dit-elle, "on ne parlait pas de la question kurde et arménienne", mais des écrivains et journalistes s'engageaient. Parmi eux, Asli Erdogan et Ahmet Altan, incarcérés tous les deux en 2014 pour différents motifs dont leurs écrits et manifestations publiques

sur le Génocide arménien. Pour Asli Erdogan, en 2007, le texte commis pour Hrant Dink après son assassinat : "Nous avons laissé derrière nous une trace profonde, invisible", et en 2008, sa signature pour l'Appel au pardon de Cenjiz Aktar : "Des Turcs s'adressent aux Arméniens". Exilée à Francfort depuis 2017, elle encourt toujours la peine de "réclusion aggravée" et la prochaine audience de son procès est fixée au 10 octobre.

Pour Ahmet Altan, en 2005, dans *Gazetem* (1), un texte fort d'engagement sous le titre de "Génocide" : "Ajoutez mon nom à la liste des "traîtres". Puisque je suis prêt à partager la peine et la douleur avec les Arméniens". En 2008, dans *Taraf*, (2) un article "Ah Ahparik" (« Oh, mon petit frère ») (3), consacré aux victimes du Génocide qui lui vaut d'être inculpé au titre de l'article 301 pour insulte à la nation turque. En 2010, dans le même journal, il rappelle que : "Le monde entier interprète l'assassinat de tant d'Arméniens, un chiffre que nous ne

pouvons même pas évaluer correctement, comme un « génocide »". En 2011, il reçoit le prix international, Hrant Dink pour la Paix. En 2014, à une conférence organisée par l'association P24 (4), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, il interpelle son auditoire : "Si aujourd'hui, un journal écrit sur le Génocide arménien avec le mot "génocide" et dit la vérité sur ce qui s'est passé, la première réaction ne viendra pas de l'État mais des lecteurs. Très peu de journaux peuvent supporter une telle pression de ces lecteurs qui ne veulent pas lire des articles opposés à leurs croyances, aux idées qu'on leur a inculquées, et aux connaissances solidement ancrées en eux" (5).

Le dernier livre d'Ahmet Altan, *Je ne reverrai jamais le monde*, était prémoniteur. Le 2 octobre, il a reçu sa dernière sentence : la confirmation de sa condamnation à la prison à vie assortie d'un strict isolement ! Cependant, il poursuit l'écriture du 4<sup>e</sup> volet du *Quatuor ottoman* (6), dont le thème traitera du Génocide des Arméniens. ■

(1) <http://www.imprescriptible.fr/dossiers/altan/genocide/>

(2) Le journal qu'il a créé (2007-2012).

(3) <http://www.kedistan.net/2017/03/11/ahmet-altan-soykirim/>

(4) Plate-forme pour un journalisme indépendant en Turquie.

(5) <http://www.kedistan.net/2017/06/02/journalisme-reponse-ahmet-altan/>

(6) Le thème est le déclin de l'empire à travers des faits historiques.

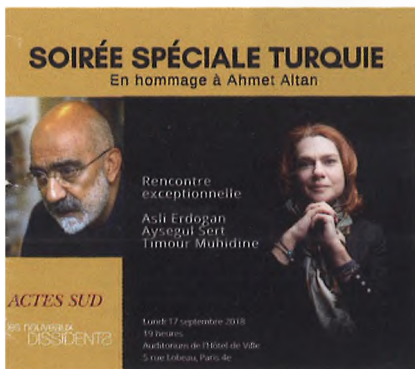


Table ronde avec de gauche à droite : Guillaume Perrier, Timour Muhidine, Asli Erdogan et Aysegul Sert